

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114706708>

120N
XB
- B56



13

1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 2

**An Act to amend the
Taxation Act, 2007
to implement a healthy homes
renovation tax credit**

The Hon. D. Duncan
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading November 23, 2011
2nd Reading February 23, 2012
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on Finance and Economic Affairs and as reported
to the Legislative Assembly May 3, 2012)*

*(The provisions in this bill will be renumbered
after 3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 2

**Loi modifiant la
Loi de 2007 sur les impôts
en vue de mettre en oeuvre
le crédit d'impôt pour l'aménagement
du logement axé sur le bien-être**

L'honorable D. Duncan
Ministre des Finances

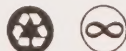
Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 23 novembre 2011
2^e lecture 23 février 2012
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
Comité permanent des finances et des affaires
économiques et rapporté à l'Assemblée législative
le 3 mai 2012)*

*(Les dispositions du présent projet de loi
seront renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~striketrough~~ for deleted text.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Taxation Act, 2007* to implement a healthy homes renovation tax credit. The tax credit is set out in new section 103.1.1 of the Act. It is a refundable tax credit.

An individual may claim the tax credit for a taxation year if the individual is at least 65 years of age at the end of the taxation year and if he or she occupies a qualifying principal residence at any time in the taxation year or reasonably expects to occupy a qualifying principal residence within 24 months after the end of the taxation year. An individual may also claim the credit for a taxation year if the individual shares a principal residence at any time in the taxation year with a qualifying relation who is a senior or reasonably expects to share a principal residence with the senior within 24 months after the end of the taxation year. Specific rules apply in circumstances where an individual dies or becomes bankrupt.

The tax credit for a taxation year is generally determined with reference to qualifying expenditures paid by or on behalf of an individual in a taxation year for listed improvements to a qualifying principal residence of the individual. For 2012, however, the tax credit is determined with reference to qualifying expenditures paid by or on behalf of an individual after September 30, 2011 and before January 1, 2013. Listed improvements are those described in subsection 103.1.1 (7) of the Act.

An eligible individual's tax credit for a taxation year is 15 per cent of the lesser of \$10,000 and the amount by which the individual's qualifying expenditures exceed certain government assistance. The \$10,000 limit will also apply to claims by different individuals in respect of the same shared principal residence in a taxation year and to claims by an individual and his or her spouse or common-law partner in respect of one or more principal residences in a taxation year.

An individual who wishes to claim the tax credit may contact the Minister of Finance for information about the tax credit, including the information specified in subsection 103.1.1 (3.1) of the Act.

The Minister of Finance shall ensure that the appropriate annual financial reports compare the anticipated cost of the credit for a year against the actual cost of the credit for the year.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2007 sur les impôts* pour mettre en oeuvre le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être. Ce crédit d'impôt est énoncé au nouvel article 103.1.1 de la Loi. Il s'agit d'un crédit remboursable.

Tout particulier peut demander le crédit d'impôt pour une année d'imposition s'il est âgé d'au moins 65 ans à la fin de l'année et s'il occupe une résidence principale admissible à un moment donné au cours de l'année ou s'attend raisonnablement à en occuper une dans les 24 mois qui suivent la fin de l'année. Le particulier peut également demander ce crédit pour une année d'imposition s'il partage, à un moment donné au cours de l'année, une résidence principale avec un proche admissible qui est une personne âgée ou s'il s'attend raisonnablement à partager une telle résidence avec la personne âgée dans les 24 mois qui suivent la fin de l'année. Des règles particulières s'appliquent dans les cas où un particulier décède ou devient un failli.

Le crédit d'impôt pour une année d'imposition est généralement calculé en fonction des dépenses admissibles payées par un particulier ou pour son compte pendant l'année à l'égard d'améliorations visées apportées à sa résidence principale admissible. Toutefois, pour 2012, ce crédit est calculé en fonction de telles dépenses payées après le 30 septembre 2011, mais avant le 1^{er} janvier 2013. Les améliorations visées sont énumérées au paragraphe 103.1.1 (7) de la Loi.

Le crédit d'impôt d'un particulier admissible pour une année d'imposition correspond à 15 pour cent du moindre de 10 000 \$ et de l'excédent de certains types d'aide gouvernementale sur le montant de ses dépenses admissibles. Ce plafond de 10 000 \$ s'applique également aux crédits que demandent différents particuliers à l'égard de la même résidence principale commune pour une année d'imposition et aux crédits que demandent un particulier et son conjoint ou conjoint de fait à l'égard d'une ou de plusieurs résidences principales pour une année d'imposition.

Le particulier qui désire demander le crédit d'impôt peut communiquer avec le ministre des Finances pour obtenir des renseignements concernant ce crédit, notamment les renseignements précisés au paragraphe 103.1.1 (3.1) de la Loi.

Le ministre des Finances veille à ce que les rapports financiers annuels appropriés comparent le coût prévu du crédit pour une année avec son coût réel pour l'année.

**An Act to amend the
Taxation Act, 2007
to implement a healthy homes
renovation tax credit**

Note: This Act amends the *Taxation Act, 2007*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 84 (1) of the *Taxation Act, 2007* is amended by adding the following paragraph:

16. A healthy homes renovation tax credit under section 103.1.1.

(2) Subsection 84 (2.1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

3. The tax credit referred to in paragraph 16 of subsection (1), with respect to taxation years ending after December 31, 2011.

(3) Subsection 84 (3) of the Act is amended by striking out “paragraphs 1, 2, 3, 12, 12.1, 13, 14 and 15” in the portion before clause (a) and substituting “paragraphs 1, 2, 3, 12, 12.1, 13, 14, 15 and 16”.

2. Part IV of the Act is amended by adding the following section:

Healthy homes renovation tax credit

103.1.1 (1) An individual, other than a trust, who is resident in Ontario on the last day of a taxation year ending after December 31, 2011 may claim an amount in respect of and not exceeding the amount of his or her healthy homes renovation tax credit.

Determination of tax credit

(2) The amount of the tax credit under this section for a taxation year ending after December 31, 2012 is determined with reference to qualifying expenditures made or incurred during the taxation year for listed improvements to a qualifying principal residence.

Same, 2012 taxation year

(3) The amount of the tax credit under this section for a

**Loi modifiant la
Loi de 2007 sur les impôts
en vue de mettre en oeuvre
le crédit d'impôt pour l'aménagement
du logement axé sur le bien-être**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi de 2007 sur les impôts*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 84 (1) de la *Loi de 2007 sur les impôts* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

16. Le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être prévu à l'article 103.1.1.

(2) Le paragraphe 84 (2.1) de la *Loi* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

3. Le crédit d'impôt visé à la disposition 16 du paragraphe (1), à l'égard des années d'imposition qui se terminent après le 31 décembre 2011.

(3) Le paragraphe 84 (3) de la *Loi* est modifié par remplacement de «des dispositions 1, 2, 3, 12, 12.1, 13, 14 et 15» par «des dispositions 1, 2, 3, 12, 12.1, 13, 14, 15 et 16» dans le passage qui précède l'alinéa a).

2. La partie IV de la *Loi* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être

103.1.1 (1) Le particulier qui n'est pas une fiducie et qui réside en Ontario le dernier jour d'une année d'imposition se terminant après le 31 décembre 2011 peut demander un montant à l'égard de son crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être, jusqu'à concurrence de celui-ci.

Calcul du crédit d'impôt

(2) Le montant du crédit d'impôt prévu au présent article pour une année d'imposition se terminant après le 31 décembre 2012 est calculé en fonction des dépenses admissibles engagées ou effectuées pendant l'année pour les améliorations visées apportées à une résidence principale admissible.

Idem : année d'imposition 2012

(3) Le montant du crédit d'impôt prévu au présent arti-

taxation year ending before January 1, 2013 is determined with reference to qualifying expenditures made or incurred after September 30, 2011 and before January 1, 2013 for listed improvements to a qualifying principal residence.

Information concerning tax credit

(3.1) An individual who wishes to claim the healthy homes renovation tax credit may contact the Ministry of Finance to obtain information concerning the tax credit, including the following:

1. A list of appropriate organizations that may be able to provide any of the following:
 - i. General advice about qualifying for the tax credit.
 - ii. Review of quotes from contractors to ensure that the quotes are reasonable.
 - iii. A list of experienced contractors who have successfully worked on projects that have qualified for the tax credit or any similar tax credits.
2. Any other information that may assist the individual in determining whether he or she may qualify for the tax credit.

Amount of tax credit

(4) The amount of an individual's tax credit under this section for a taxation year is equal to the amount calculated using the formula,

$$A \times B$$

in which,

“A” is 15 per cent, and

“B” is the lesser of \$10,000 and the amount by which “C” exceeds “D”, where,

“C” is,

- (a) for a taxation year ending before January 1, 2013, the total of all amounts each of which is a qualifying expenditure of the individual that was paid by or on behalf of the individual after September 30, 2011 and before January 1, 2013 and that has not been used by another individual in the calculation of a credit claimed by that individual under this section, and
- (b) for a taxation year ending after December 31, 2012, the total of all amounts each of which is a qualifying expenditure of the individual that was paid by or on behalf of the individual during the taxation year and that has not been used by another individual in the calculation of a credit claimed by that individual under this section, and

cle pour une année d'imposition se terminant avant le 1^{er} janvier 2013 est calculé en fonction des dépenses admissibles engagées ou effectuées après le 30 septembre 2011 mais avant le 1^{er} janvier 2013 pour les améliorations visées apportées à une résidence principale admissible.

Renseignements concernant le crédit d'impôt

(3.1) Le particulier qui désire demander le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être peut communiquer avec le ministère des Finances pour obtenir des renseignements concernant ce crédit, notamment :

1. Une liste des organismes appropriés qui peuvent être en mesure de fournir ce qui suit :
 - i. Des conseils d'ordre général sur les conditions d'admissibilité au crédit d'impôt.
 - ii. Un examen des prix proposés par les entrepreneurs pour garantir que ces prix sont raisonnables.
 - iii. Une liste d'entrepreneurs expérimentés ayant mené à bien des projets qui remplissaient les conditions d'admissibilité à ce crédit d'impôt ou à des crédits d'impôt semblables.
2. Tout autre renseignement susceptible d'aider le particulier à déterminer s'il peut être admissible au crédit d'impôt.

Montant du crédit d'impôt

(4) Le montant du crédit d'impôt prévu au présent article auquel a droit un particulier pour une année d'imposition correspond au montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times B$$

où :

«A» représente 15 pour cent;

«B» représente le moins élevé de 10 000 \$ et de l'excédent de l'élément «C» sur l'élément «D», où :

«C» représente :

- a) pour une année d'imposition se terminant avant le 1^{er} janvier 2013, le total des sommes représentant chacune une dépense admissible du particulier qui a été payée par celui-ci ou pour son compte après le 30 septembre 2011, mais avant le 1^{er} janvier 2013, et qui n'a pas été utilisée par un autre particulier dans le calcul d'un crédit que ce dernier a demandé en vertu du présent article,
- b) pour une année d'imposition se terminant après le 31 décembre 2012, le total des sommes représentant chacune une dépense admissible du particulier qui a été payée par celui-ci ou pour son compte pendant l'année et qui n'a pas été utilisée par un autre particulier dans le calcul d'un crédit que ce dernier a demandé en vertu du présent article,

“D” is the total of all amounts each of which is received or receivable by any person, or that can reasonably be expected to be received by any person, in respect of a qualifying expenditure of the individual referred to in “C” and that is,

- (a) provided under any program that is designed to provide assistance with the cost of the construction, alteration or renovation of a residence or land on which the residence is situated and that is financed by a municipal, provincial or federal government,
- (b) provided as a forgivable loan from a municipal, provincial or federal government and that is designed to provide permanent or temporary assistance with, or financing for, the cost of the construction, alteration or renovation of a residence or land on which the residence is situated, but only to the extent that the loan, or a portion of it, has not been repaid under a legal obligation to do so, or
- (c) provided under any program that is prescribed by the Minister of Finance for the purposes of this subsection.

Eligible individuals

(5) An individual is eligible to claim a tax credit under this section for a taxation year if the individual is described in any of the following paragraphs:

- 1. The individual is a senior at the end of the taxation year in which a qualifying expenditure is paid in respect of a listed improvement to the individual's qualifying principal residence.
- 2. The individual is a qualifying relation of a senior at the end of the taxation year in which a qualifying expenditure is paid in respect of a listed improvement to the individual's qualifying principal residence.

Qualifying principal residence

(6) A qualifying principal residence of an individual for the purposes of this section for a taxation year is a residence located in Ontario,

- (a) that is, if the individual is a senior at the end of the taxation year, the principal residence of the individual at any time during the taxation year or a residence that is reasonably expected to become the principal residence of the individual within 24 months after the end of the taxation year; or
- (b) that is, if the individual is not a senior at the end of the taxation year, the principal residence of the in-

«D» représente le total des sommes représentant chacune une somme qui est reçue ou à recevoir par une personne, ou qu'une personne peut raisonnablement s'attendre à recevoir, à l'égard d'une dépense admissible du particulier visée à l'élément «C» et qui :

- a) soit est offerte dans le cadre d'un programme qui vise à fournir une aide au titre des frais de construction, de modification ou de rénovation d'une résidence ou du bien-fonds sur lequel elle est située et qui est financé par une administration municipale, un gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral,
- b) soit est offerte à titre de prêt à remboursement conditionnel consenti par une administration municipale, un gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral et vise à fournir une aide permanente ou provisoire au titre des frais de construction, de modification ou de rénovation d'une résidence ou du bien-fonds sur lequel elle est située ou à financer ces travaux, mais seulement dans la mesure où la totalité ou une partie du prêt n'a pas été remboursée en exécution d'une obligation légale de le faire,
- c) soit est offerte dans le cadre d'un programme prescrit par le ministre des Finances pour l'application du présent paragraphe.

Particuliers admissibles

(5) Tout particulier visé à l'une ou l'autre des dispositions suivantes a le droit de demander un crédit d'impôt en vertu du présent article pour une année d'imposition :

- 1. Le particulier est une personne âgée à la fin de l'année d'imposition pendant laquelle une dépense admissible est payée à l'égard d'une amélioration visée apportée à sa résidence principale admissible.
- 2. Le particulier est un proche admissible d'une personne âgée à la fin de l'année d'imposition pendant laquelle une dépense admissible est payée à l'égard d'une amélioration visée apportée à la résidence principale admissible du particulier.

Résidence principale admissible

(6) La résidence principale admissible d'un particulier pour l'application du présent article pour une année d'imposition est une résidence située en Ontario :

- a) qui est, si le particulier est une personne âgée à la fin de l'année, sa résidence principale à un moment donné au cours de l'année ou une résidence dont il est raisonnable de s'attendre qu'elle le devienne dans les 24 mois qui suivent la fin de l'année;
- b) qui est, si le particulier n'est pas une personne âgée à la fin de l'année, soit sa résidence principale à un

dividual at any time during the taxation year and that is, at the same time, also the principal residence of a qualifying relation of the individual who is a senior at the end of the taxation year, or a residence that is reasonably expected to become such a shared principal residence within 24 months after the end of the taxation year.

Listed improvements

(7) The following are listed improvements for the purposes of this section:

1. An improvement,
 - i. that is part of a renovation or alteration of a residence or of the land on which the residence is situated, or that is part of the construction of the residence, that can reasonably be considered to be undertaken,
 - A. to enable a senior (for whom that residence is the principal residence, or who reasonably expects that residence to become his or her principal residence) to gain access to, or to be mobile or functional within, the residence or the land, or
 - B. to reduce the risk of harm to a senior (for whom that residence is the principal residence, or who reasonably expects that residence to become his or her principal residence) within the residence or the land, or in gaining access to the residence or the land,
 - ii. that,
 - A. is of an enduring nature and that is integral to the residence or the land, or
 - B. relates to the purchase and installation of a modular or removable version of an item of a type that can otherwise be installed as a permanent fixture to the residence or land on which it is situated (such as modular ramps and non-fixed bath lifts),
 - iii. whose primary purpose is not to increase the value of the residence or the land, and
 - iv. that would ordinarily be undertaken by, or on behalf of, a person who has an impairment to enable him or her to gain access to, or to be mobile or functional within, his or her residence or land.
2. An improvement that is prescribed by the Minister of Finance for the purposes of this section.

Same, prescribed exclusions

(8) An improvement is not a listed improvement if it is prescribed by the Minister of Finance as ineligible for the purposes of this section.

moment donné au cours de l'année et, au même moment, celle d'un de ses proches admissibles qui est une personne âgée à la fin de l'année, soit une résidence dont il est raisonnable de s'attendre qu'elle devienne une telle résidence principale commune dans les 24 mois qui suivent la fin de l'année.

Améliorations visées

(7) Pour l'application du présent article, les améliorations visées sont les suivantes :

1. Les améliorations qui remplissent les critères suivants :
 - i. elles sont apportées dans le cadre de la rénovation ou de la modification d'une résidence ou du bien-fonds sur lequel elle est située, ou dans le cadre de sa construction, et peuvent être raisonnablement considérées comme étant entreprises :
 - A. soit pour permettre à une personne âgée — dont c'est la résidence principale ou qui s'attend raisonnablement à ce qu'elle le devienne — d'accéder à la résidence ou au bien-fonds ou de s'y déplacer ou d'y fonctionner,
 - B. soit pour réduire le risque de préjudice que court une personne âgée — dont c'est la résidence principale ou qui s'attend raisonnablement à ce qu'elle le devienne — lorsqu'elle se trouve dans la résidence ou sur le bien-fonds ou qu'elle y accède,
 - ii. selon le cas, elles :
 - A. sont durables et font partie intégrante de la résidence ou du bien-fonds,
 - B. se rapportent à l'achat et à l'installation d'une version modulaire ou amovible d'un élément qui peut être installé par ailleurs comme accessoire fixe permanent de la résidence ou du bien-fonds sur lequel elle est située, tel qu'une rampe d'accès modulaire et un siège élévateur de baignoire,
 - iii. leur principal but n'est pas d'augmenter la valeur de la résidence ou du bien-fonds,
 - iv. elles seraient normalement entreprises par une personne qui a une déficience ou pour son compte pour lui permettre d'accéder à sa résidence ou à son bien-fonds ou de s'y déplacer ou d'y fonctionner.
2. Les améliorations qui sont prescrites par le ministre des Finances pour l'application du présent article.

Idem : exclusions prescrites

(8) N'est pas une amélioration visée l'amélioration que le ministre des Finances prescrit comme n'étant pas admissible pour l'application du présent article.

Qualifying expenditures

(9) A qualifying expenditure is an outlay or expense made or incurred by, or on behalf of, an individual that is directly attributable to a listed improvement by the individual and includes such an outlay or expense for permits required for, or for the rental of equipment used in the course of, the listed improvement, but does not include such an outlay,

- (a) to acquire goods that have been used, or acquired for use or lease, by the individual or by a qualifying relation of the individual, for any purpose whatever before they were acquired by the individual or the qualifying relation of the individual;
- (b) made or incurred under the terms of an agreement entered into before October 1, 2011;
- (c) to acquire a property that can be used independently of the listed improvement;
- (d) that is the cost of annual, recurring or routine repair, maintenance or service;
- (e) to acquire a household appliance;
- (f) to acquire an electronic home-entertainment device;
- (g) for financing costs in respect of the listed improvement;
- (h) made or incurred for the purpose of gaining or producing income from a business or property; or
- (i) in respect of goods or services provided by a person not dealing at arm's length with the individual, unless the person is registered for the purposes of Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).

Rules re qualifying expenditures

(10) The following rules apply with respect to qualifying expenditures for the purposes of this section:

1. Subject to paragraph 2, a qualifying expenditure is deemed to have been paid on the earlier of the date on which the expenditure was paid and the date it became payable.
2. If a qualifying expenditure in respect of a single listed improvement is paid by an individual in two or more instalments, the total of all instalments shall be deemed to have been paid on the earlier of the date on which the last instalment was paid and the date it became payable.
3. A qualifying expenditure that is paid or deemed to have been paid after September 30, 2011 and before January 1, 2012 shall be considered to have been paid on January 1, 2012.
4. A qualifying expenditure made by an individual includes an outlay or expense made or incurred by a co-operative housing corporation, a condominium corporation or a similar entity (in this paragraph referred to as the "corporation"), in respect of a property that is owned, administered or man-

Dépenses admissibles

(9) Une dépense admissible est une dépense engagée ou effectuée par un particulier ou pour son compte qui est directement attribuable à une amélioration visée apportée par le particulier, y compris les dépenses engagées ou effectuées afin d'obtenir les permis nécessaires à la réalisation des travaux ou de louer l'équipement utilisé pour ces travaux. Ne sont pas des dépenses admissibles les dépenses engagées ou effectuées :

- a) afin d'acquérir des marchandises qui ont été utilisées, ou acquises en vue d'être utilisées ou louées, par le particulier ou par son proche admissible dans un but quelconque avant d'être acquises par eux;
- b) dans le cadre d'un accord conclu avant le 1^{er} octobre 2011;
- c) afin d'acquérir un bien qui peut être utilisé indépendamment de l'amélioration visée;
- d) qui représentent le coût de travaux de réparation ou d'entretien annuels, périodiques ou courants;
- e) afin d'acquérir un appareil électroménager;
- f) afin d'acquérir un appareil électronique de divertissement;
- g) afin de financer le coût de l'amélioration visée;
- h) dans le but de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien;
- i) relativement à des marchandises ou des services fournis par une personne ayant un lien de dépendance avec le particulier, sauf si cette personne est inscrite sous le régime de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).

Règles relatives aux dépenses admissibles

(10) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard des dépenses admissibles dans le cadre du présent article :

1. Sous réserve de la disposition 2, la dépense admissible est réputée avoir été payée à la date de son paiement ou, si elle lui est antérieure, à la date de son exigibilité.
2. Si la dépense admissible à l'égard d'une seule amélioration visée est payée par un particulier en deux versements ou plus, le total des versements est réputé avoir été payé à la date du dernier versement ou, si elle lui est antérieure, à la date de son exigibilité.
3. La dépense admissible qui est payée ou réputée avoir été payée après le 30 septembre 2011, mais avant le 1^{er} janvier 2012, est considérée comme ayant été payée le 1^{er} janvier 2012.
4. La dépense admissible engagée par un particulier comprend toute dépense engagée ou effectuée par une société coopérative d'habitation, une association condominiale ou une entité semblable (appelées «société» à la présente disposition), relativement à un bien dont la société est propriétaire, ad-

aged by that corporation, and that includes the principal residence of the individual, to the extent of the individual's share of that outlay or expense,

- i. if the outlay or expense would be a qualifying expenditure of the corporation if the corporation were a natural person and the property were the principal residence of that natural person, and
 - ii. if the corporation has notified the individual, in writing, of the individual's share of the outlay or expense.
5. A qualifying expenditure of an individual includes an outlay or expense made or incurred by a trust in respect of a property owned by the trust that includes the principal residence of the individual, to the extent of the share of that outlay or expense that is reasonably attributable to the individual, having regard to the amount of the outlays or expenses made or incurred in respect of the principal residence of the individual (including, for this purpose, common areas relevant to more than one principal residence),
- i. if the outlay or expense would be a qualifying expenditure of the trust if the trust were a natural person and the property were the principal residence of that natural person, and
 - ii. if the trust has notified the individual, in writing, of the individual's share of the outlay or expense.
6. The following rules apply if more than one individual is entitled to claim a tax credit under this section for a taxation year in respect of a single residence that is the qualifying principal residence of all of the individuals at the same time during the taxation year or is reasonably expected to become such a shared principal residence within 24 months after the end of the taxation year:
- i. The total amount of qualifying expenditures that may be claimed by all of the individuals in respect of the residence cannot exceed \$10,000.
 - ii. If the total amount of qualifying expenditures claimed by all of the individuals in respect of the residence is greater than \$10,000, the individuals must agree amongst themselves as to the allocation of the \$10,000 limit referred to in subparagraph i. If the individuals cannot agree, the Ontario Minister may allocate the \$10,000 limit among the individuals for the purposes of determining the amount of each individual's tax credit under this section.
7. The following rules apply if an individual and any individual who is the individual's qualifying spouse or qualifying common-law partner on December 31 of a taxation year are both entitled to claim a tax credit under this section:

ministrateur ou gestionnaire et qui comprend la résidence principale du particulier, jusqu'à concurrence de la part de cette dépense qui revient au particulier, dans le cas où, à la fois :

- i. la dépense serait une dépense admissible de la société si elle était une personne physique et le bien, la résidence principale de cette personne,
 - ii. la société a avisé le particulier par écrit de la part de la dépense qui lui revient.
5. La dépense admissible d'un particulier comprend toute dépense engagée ou effectuée par une fiducie, relativement à un bien dont celle-ci est propriétaire et qui comprend la résidence principale du particulier, jusqu'à concurrence de la part de cette dépense qu'il est raisonnable d'attribuer au particulier, compte tenu du montant des dépenses engagées ou effectuées relativement à la résidence admissible du particulier — y compris, à cette fin, les aires communes de plus d'une résidence principale —, dans le cas où, à la fois :
- i. la dépense serait une dépense admissible de la fiducie si elle était une personne physique et le bien, la résidence principale de cette personne,
 - ii. la fiducie a avisé le particulier par écrit de la part de la dépense qui lui revient.
6. Les règles suivantes s'appliquent si plus d'un particulier a le droit de demander, pour une année d'imposition, le crédit d'impôt prévu au présent article à l'égard d'une résidence unique qui est la résidence principale admissible de tous les particuliers au même moment de l'année ou dont il est raisonnable de s'attendre qu'elle devienne une telle résidence principale commune dans les 24 mois qui suivent la fin de l'année :
- i. Le montant total des dépenses admissibles que tous les particuliers peuvent demander à l'égard de la résidence ne peut pas excéder 10 000 \$.
 - ii. Si le montant total des dépenses admissibles que tous les particuliers demandent à l'égard de la résidence est supérieur à 10 000 \$, ils doivent s'entendre sur la répartition du plafond de 10 000 \$ visé à la sous-disposition i. S'ils n'y arrivent pas, le ministre ontarien peut répartir ce plafond entre eux afin de calculer, pour chaque particulier, le montant de son crédit d'impôt prévu au présent article.
7. Les règles suivantes s'appliquent si un particulier et tout particulier qui est son conjoint ou conjoint de fait admissible le 31 décembre d'une année d'imposition ont tous les deux le droit de demander le crédit d'impôt prévu au présent article :

- i. The total amount of qualifying expenditures that may be claimed by the two individuals for the taxation year cannot exceed \$10,000.
 - ii. If the total amount of qualifying expenditures claimed by the two individuals for the taxation year is greater than \$10,000, the individuals must agree amongst themselves as to the allocation of the \$10,000 limit referred to in subparagraph i. If the individuals cannot agree, the Ontario Minister may allocate the \$10,000 limit among the individuals for the purposes of determining the amount of each individual's tax credit under this section.
8. An outlay or expense is not a qualifying expenditure unless the work to implement the listed improvement (to which that outlay or expense is directly attributable) begins within a reasonable time after the outlay or expense is made or incurred.

Part-year residents

(11) Subject to the following rules, an individual who is resident in Canada for only part of a taxation year is entitled to claim for the year only the amount the individual would be entitled to claim for the year under this section that can reasonably be considered wholly applicable to any period in the year throughout which the individual was resident in Canada, computed as though that period were the whole taxation year:

1. The sum of all amounts that may be claimed under this section for all taxation years of the individual ending after September 30, 2011 and before January 1, 2013 shall not exceed the total amount that the individual would have been entitled to claim under this section in respect of that period if the individual had been resident in Canada throughout that period.
2. For taxation years of the individual ending after December 31, 2012, the amount that may be claimed under this section shall not exceed the amount that the individual would have been entitled to claim under this section if the individual had been resident in Canada throughout the year.

Bankruptcy

(12) Subject to the following rules, an individual who becomes bankrupt in a calendar year is entitled to claim, for each taxation year that ends in the calendar year, only such amounts as the individual is entitled to claim for the taxation year under this section as can reasonably be considered wholly applicable to the taxation year:

1. The sum of all amounts that may be claimed under this section for all taxation years of the individual ending after September 30, 2011 and before January 1, 2013 shall not exceed the total amount that the individual would have been entitled to claim under this section in respect of that period if the individual had not become bankrupt.

- i. Le montant total des dépenses admissibles que les deux particuliers peuvent demander pour l'année ne peut pas excéder 10 000 \$.
- ii. Si le montant total des dépenses admissibles que les deux particuliers demandent pour l'année est supérieur à 10 000 \$, ils doivent s'entendre sur la répartition du plafond de 10 000 \$ visé à la sous-disposition i. S'ils n'y arrivent pas, le ministre ontarien peut répartir ce plafond entre eux afin de calculer, pour chaque particulier, le montant de son crédit d'impôt prévu au présent article.

8. Une dépense n'est pas une dépense admissible à moins que les travaux de mise en oeuvre de l'amélioration visée — à laquelle la dépense est directement attribuable — commencent dans un délai raisonnable après que la dépense a été engagée ou effectuée.

Résidence : partie de l'année seulement

(11) Sous réserve des règles suivantes, le particulier qui réside au Canada pendant une partie de l'année d'imposition seulement n'a le droit de demander pour l'année que le montant qu'il aurait le droit de demander pour l'année en vertu du présent article et qu'il est raisonnable de considérer comme étant entièrement applicable à une période de l'année tout au long de laquelle il résidait au Canada, calculé comme si cette période constituait l'année d'imposition entière :

1. Le total des sommes que le particulier peut demander en vertu du présent article pour toutes ses années d'imposition se terminant après le 30 septembre 2011 mais avant le 1^{er} janvier 2013 ne peut pas excéder le montant total qu'il aurait eu le droit de demander en vertu du présent article à l'égard de cette période s'il avait résidé au Canada tout au long de celle-ci.
2. Pour les années d'imposition du particulier se terminant après le 31 décembre 2012, le montant que le particulier peut demander en vertu du présent article ne peut pas excéder le montant qu'il aurait eu le droit de demander en vertu du présent article s'il avait résidé au Canada tout au long de l'année.

Faillite

(12) Sous réserve des règles suivantes, le particulier qui devient un failli au cours d'une année civile n'a le droit de demander, pour chaque année d'imposition qui se termine pendant cette année civile, que les montants qu'il a le droit de demander pour l'année d'imposition en vertu du présent article et qu'il est raisonnable de considérer comme étant entièrement applicables à l'année d'imposition :

1. Le total des sommes que le particulier peut demander en vertu du présent article pour toutes ses années d'imposition se terminant après le 30 septembre 2011 mais avant le 1^{er} janvier 2013 ne peut pas excéder le montant total qu'il aurait eu le droit de demander en vertu du présent article à l'égard de cette période s'il n'était pas devenu un failli.

2. The sum of all amounts that may be claimed under this section for all taxation years of the individual ending in a calendar year after December 31, 2012 shall not exceed the total amount that the individual would have been entitled to claim under this section in respect of the calendar year if the individual had not become bankrupt.

Bankruptcy, senior

(13) If an individual becomes bankrupt in a calendar year and, when the bankruptcy occurs, he or she is not a senior but becomes a senior by the end of the calendar year, the bankrupt individual is eligible to claim a tax credit under this section for the taxation year that ends at the time of the bankruptcy.

Same, qualifying relation

(14) If an individual becomes bankrupt in a calendar year and, when the bankruptcy occurs, he or she is a qualifying relation of another individual who is not a senior at that time but becomes a senior by the end of the calendar year, the bankrupt individual is eligible to claim a tax credit under this section for the taxation year that ends at the time of the bankruptcy.

Death in year

(15) If, when an individual dies, he or she is not a senior but would have become a senior by the end of the calendar year in which he or she dies, the individual is eligible to claim a tax credit under this section for the taxation year that ends on the date of death.

Same

(16) If, when an individual dies, he or she is a qualifying relation of another individual who is not a senior at that time but becomes a senior by the end of the calendar year in which the death occurs, the deceased individual is eligible to claim a tax credit under this section for the taxation year that ends on the date of death.

Same

(17) If an individual is a qualifying relation of another individual who, immediately before death, is not a senior but who would have become a senior by the end of the calendar year in which he or she dies, the individual who is the qualifying relation is eligible to claim a tax credit under this section for a taxation year that ends in the calendar year as if the other individual had not died.

Money appropriated by the Legislature

(18) The money required for the purposes of this section shall be paid out of the money appropriated for the purposes by the Legislature.

Financial disclosure

(18.1) The Minister of Finance shall ensure that the appropriate annual financial reports compare the anticipated cost of the credit for a year against the actual cost of the credit for the year.

2. Le total des sommes que le particulier peut demander en vertu du présent article pour toutes ses années d'imposition se terminant pendant une année civile postérieure au 31 décembre 2012 ne peut pas excéder le montant total qu'il aurait eu le droit de demander en vertu du présent article à l'égard de l'année civile s'il n'était pas devenu un failli.

Faillite : personne âgée

(13) Si un particulier devient un failli pendant une année civile et que, lorsque la faillite se produit, il n'est pas une personne âgée mais le devient au plus tard à la fin de l'année civile, le particulier failli a le droit de demander un crédit d'impôt en vertu du présent article pour l'année d'imposition qui se termine au moment de la faillite.

Idem : proche admissible

(14) Si un particulier devient un failli pendant une année civile et que, lorsque la faillite se produit, il est un proche admissible d'un autre particulier qui n'est pas une personne âgée à ce moment-là mais qui le devient au plus tard à la fin de l'année civile, le particulier failli a le droit de demander un crédit d'impôt en vertu du présent article pour l'année d'imposition qui se termine au moment de la faillite.

Décès pendant l'année

(15) Si, lors de son décès, un particulier n'est pas une personne âgée mais le serait devenu au plus tard à la fin de l'année civile pendant laquelle il décède, il a le droit de demander un crédit d'impôt en vertu du présent article pour l'année d'imposition qui se termine à la date du décès.

Idem

(16) Si, lors de son décès, un particulier est un proche admissible d'un autre particulier qui n'est pas une personne âgée à ce moment-là mais qui le devient au plus tard à la fin de l'année civile pendant laquelle le décès survient, le particulier décédé a le droit de demander un crédit d'impôt en vertu du présent article pour l'année d'imposition qui se termine à la date du décès.

Idem

(17) Si un particulier est un proche admissible d'un autre particulier qui, immédiatement avant son décès, n'est pas une personne âgée mais qui le serait devenu au plus tard à la fin de l'année civile pendant laquelle il décède, le proche admissible a le droit de demander un crédit d'impôt en vertu du présent article pour une année d'imposition qui se termine pendant l'année civile comme si l'autre particulier n'était pas décédé.

Crédits affectés par la Législature

(18) Les sommes nécessaires à l'application du présent article sont prélevées sur les crédits affectés à cette fin par la Législature.

Communication de renseignements financiers

(18.1) Le ministre des Finances veille à ce que les rapports financiers annuels appropriés comparent le coût prévu du crédit pour une année avec son coût réel pour l'année.

Relation to other credits

(19) Despite paragraph 248 (28) (b) of the Federal Act as it applies for the purposes of this Act, an individual may include the same qualifying expenditure for the purpose of determining his or her tax credit under this section and for the purpose of determining his or her entitlement to the tax credit under subsection 9 (20) of this Act.

Definitions

(20) In this section,

“qualifying relation” of an individual means a person who is connected or related to the individual in any manner described in subsection 251 (6) or 252 (2) of the Federal Act; (“proche admissible”)

“senior” means, despite subsection 98 (1), an individual who is at least 65 years of age. (“personne âgée”)

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Healthy Homes Renovation Tax Credit Act, 2012*.

Rapport avec les autres crédits

(19) Malgré l’alinéa 248 (28) b) de la loi fédérale tel qu’il s’applique dans le cadre de la présente loi, un particulier peut tenir compte de la même dépense admissible dans le calcul du crédit d’impôt auquel il a droit en vertu du présent article et dans l’établissement de son droit au crédit d’impôt prévu au paragraphe 9 (20) de la présente loi.

Définitions

(20) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«personne âgée» S’entend, malgré le paragraphe 98 (1), d’un particulier d’au moins 65 ans. («senior»)

«proche admissible» Est un proche admissible d’un particulier la personne qui est liée ou apparentée à ce dernier d’une manière visée au paragraphe 251 (6) ou 252 (2) de la loi fédérale. («qualifying relation»)

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur le crédit d’impôt pour l’aménagement du logement axé sur le bien-être*.

20N
B
B56



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 8

~~An Act respecting
Ontario One Call Ltd.~~

An Act respecting
an underground infrastructure
notification system for Ontario

Co-sponsors:

Mr. Bailey
Mr. P. Miller



Private Members' Bill

1st Reading November 24, 2011
2nd Reading December 1, 2011
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on General Government and as reported
to the Legislative Assembly May 1, 2012)*

*(The provisions in this bill will be renumbered
after 3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 8

~~Loi sur Ontario One Call Ltd.~~

Loi sur un système d'information
sur les infrastructures souterraines
en Ontario

Coparrains :

M. Bailey
M. P. Miller

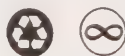
Projet de loi de députés

1^{re} lecture 24 novembre 2011
2^e lecture 1^{er} décembre 2011
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
Comité permanent des affaires gouvernementales
et rapporté à l'Assemblée législative le 1^{er} mai 2012)*

*(Les dispositions du présent projet de loi
seront renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~strikethrough~~ for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est rayé.

EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts a new Act, the *Ontario One Call Act, 2011* *Ontario Underground Infrastructure Notification System Act, 2012*.

Ontario One Call ~~Ltd.~~ is a corporation currently operating in Ontario. Ontario One Call ~~Ltd.~~ provides information to excavators and homeowners about the location of underground infrastructure. The Act continues the Corporation and requires that the persons or entities specified in the Act become members of the Corporation and provide information to it. When a member of the Corporation receives information about a proposed excavation or dig, the member is required to mark the location of its underground infrastructure that may be affected by the excavation or dig in the vicinity of the excavation or dig site, or indicate that its underground infrastructure will not be affected by the excavation or dig. The Act also requires excavators to obtain information respecting underground infrastructure before beginning an excavation or dig. The Act creates offences for failure to comply with the Act or regulations made under it.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte une nouvelle loi intitulée *Loi de 2011 sur l'Ontario One Call* *Loi de 2012 sur un système d'information sur les infrastructures souterraines en Ontario*.

La société Ontario One Call ~~Ltd.~~, qui exerce actuellement ses activités en Ontario, donne des renseignements aux entreprises d'excavation et aux propriétaires de maison au sujet de l'emplacement des infrastructures souterraines. La Loi proroge la Société et exige que les personnes ou les entités qui y sont précisées deviennent membres de la Société et lui communiquent des renseignements. Lorsqu'il reçoit des renseignements concernant un projet d'excavation ou de creusage, le membre de la Société est tenu de marquer l'emplacement de ses infrastructures souterraines qui peuvent être perturbées par les travaux situées à proximité de l'emplacement des travaux ou de signaler que celles-ci ne seront pas perturbées par les travaux. La Loi exige également que les entreprises d'excavation obtiennent des renseignements sur les infrastructures souterraines avant de commencer l'excavation ou le creusage. La Loi érige en infraction la non-conformité à la Loi ou aux règlements pris en vertu de celle-ci.

~~An Act respecting
Ontario One Call Ltd.~~
An Act respecting
an underground infrastructure
notification system for Ontario

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“Corporation” means Ontario One Call Ltd.

“Corporation” means the corporation continued under subsection 2 (1); (“Société”)

“excavator” means any individual, partnership, corporation, public agency or other person or entity that digs, bores, trenches, grades, excavates, moves or breaks earth, rock or the materials in the ground, and “excavation” has a corresponding meaning. (“entreprise d’excavation”, “projet d’excavation”, “travaux d’excavation”)

Ontario One Call continued

—2. (1) The corporation known as Ontario One Call Ltd. or ON1Call is continued as a corporation without share capital.

Articles of incorporation revoked

—(2) The articles of incorporation issued to constitute the corporation continued under subsection (1) are revoked, but the revocation does not affect the rights or obligations of the Corporation or any by-law, resolution or appointment of the Corporation except to the extent that the by-law, resolution or appointment is inconsistent with this Act.

Cancellation of shares

—(3) The shares of the Corporation that are issued and outstanding immediately before this Act comes into force are cancelled when this Act comes into force, and no amount is payable to any shareholder in respect of the cancelled shares.

Ontario One Call continued

2. (1) Ontario One Call, continued under the Corporations Act, is continued as a corporation without share capital.

~~Loi sur Ontario One Call Ltd.~~

Loi sur un système d’information
sur les infrastructures souterraines
en Ontario

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Définitions

1. ~~La~~ Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«Société» S’entend d’Ontario One Call Ltd.

«entreprise d’excavation» Particulier, société de personnes, société, organisme public ou autre personne ou entité qui effectue, dans de la terre, de la roche ou tout autre matériau qui se trouve dans le sol, des travaux de creusage, de forage, de tranchée, de nivellement, d’excavation, de terrassement ou de cassage. Les termes «projet d’excavation» et «travaux d’excavation» ont un sens correspondant; («excavator», «excavation»)

«Société» S’entend de la société prorogée par le paragraphe 2 (1). («Corporation»)

Prorogation de la société Ontario One Call

—2. (1) La société appelée Ontario One Call Ltd. ou ON1Call est prorogée en tant que personne morale sans capital-actions.

Révocation des statuts constitutifs

—(2) Les statuts constitutifs de la société prorogée en application du paragraphe (1) sont révoqués, mais cette révocation n’a aucune incidence sur les droits ou les obligations de la Société ni sur ses règlements administratifs, ses résolutions ou ses nominations, sauf en cas d’incompatibilité entre un règlement administratif, une résolution ou une nomination et la présente loi.

Annulation d’actions

—(3) Les actions de la Société qui sont émises et en circulation immédiatement avant l’entrée en vigueur de la présente loi sont annulées dès l’entrée en vigueur de celle-ci et aucune somme n’est payable aux actionnaires en ce qui concerne les actions annulées.

Prorogation d’Ontario One Call

2. (1) Ontario One Call, prorogée sous le régime de la Loi sur les personnes morales, est prorogée en tant que personne morale sans capital-actions.

Letters patent revoked

(2) The letters patent issued to continue the Corporation are revoked, but the revocation does not affect the rights or obligations of the Corporation or any by-law, resolution or appointment of the Corporation except to the extent that the by-law, resolution or appointment is inconsistent with this Act.

Board of directors

(4) The affairs of the Corporation shall be governed and managed by its board of directors.

Members of board

(5) On the day this Act comes into force, the members of the board of the Corporation shall be the members of the board who held office immediately before that day.

Not a Crown agency

(6) The Corporation is not a Crown agency within the meaning of the *Crown Agency Act*.

Powers

(7) The Corporation has the capacity and the rights, powers and privileges of a natural person, subject to the limitations set out in this Act.

Objects

~~—3. (1) The following are the objects of the Corporation:~~

- ~~—1. To operate a call centre to receive excavator and homeowner queries regarding the location of underground infrastructure within Ontario.~~
- ~~—2. To identify for excavators and homeowners whether underground infrastructure is located in the vicinity of a proposed excavation or dig site.~~
- ~~—3. To notify members of proposed excavations or digs that may affect underground infrastructure.~~
- ~~—4. To raise public awareness of Ontario One Call Ltd. and the need for safe digging.~~

Objects

3. (1) The following are the objects of the Corporation:

- 1. To operate a call system to receive excavator requests for the location of underground infrastructure within Ontario.
- 2. To identify for excavators whether underground infrastructure is located in the vicinity of a proposed excavation or dig site.
- 3. To notify a member of the Corporation of proposed excavations or digs that may affect the underground infrastructure of the member.

Révocation des lettres patentes

(2) Les lettres patentes prorogant la Société sont révoquées, mais cette révocation n'a aucune incidence sur les droits ou les obligations de la Société ni sur ses règlements administratifs, ses résolutions ou ses nominations, sauf en cas d'incompatibilité entre un règlement administratif, une résolution ou une nomination et la présente loi.

Conseil d'administration

(4) Les affaires de la Société sont régies et gérées par son conseil d'administration.

Membres du conseil d'administration

(5) Le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les membres du conseil d'administration de la Société sont ceux qui étaient en fonction la veille de ce jour.

Non un organisme de la Couronne

(6) La Société n'est pas un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne*.

Pouvoirs

(7) Sous réserve des restrictions énoncées dans la présente loi, la Société a la capacité ainsi que les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique.

Mission

~~—3. (1) La Société a pour mission ce qui suit :~~

- ~~—1. Exploiter un centre d'appels pour recevoir les demandes de renseignements de la part des entreprises d'excavation et des propriétaires de maison au sujet de l'emplacement des infrastructures souterraines en Ontario.~~
- ~~—2. Déterminer, pour les entreprises d'excavation et les propriétaires de maison, si des infrastructures souterraines sont situées à proximité de l'emplacement d'un projet d'excavation ou de creusage.~~
- ~~—3. Aviser les membres des projets d'excavation ou de creusage qui peuvent perturber les infrastructures souterraines.~~
- ~~—4. Sensibiliser le public à Ontario One Call Ltd. et à la nécessité d'assurer la sécurité des travaux de creusage.~~

Mission

3. (1) La Société a pour mission ce qui suit :

- 1. Exploiter des centres d'appels pour recevoir les demandes de renseignements de la part des entreprises d'excavation sur l'emplacement des infrastructures souterraines en Ontario.
- 2. Déterminer, pour le compte des entreprises d'excavation, si des infrastructures souterraines sont situées à proximité de l'emplacement d'un projet d'excavation ou de creusage.
- 3. Aviser les membres de la Société des projets d'excavation ou de creusage qui peuvent perturber leurs infrastructures souterraines.

4. To raise public awareness of the Corporation and the need for safe digging.

Non-profit corporation

(2) The business and affairs of the Corporation shall be carried on without the purpose of gain and any profits shall be used by the Corporation for the purpose of carrying out its objects.

No fee for query request

4. (1) The Corporation shall not charge a fee to any person making a query regarding request for the location of underground infrastructure.

Requirements and standards

(2) The Corporation shall ensure that the call centre's operations satisfy any requirements and standards set out in the regulations made under this Act.

Call centre in Northern Ontario

(3) The Corporation shall operate, as part of its call system, at least one call centre located in Northern Ontario.

Definition

(4) In subsection (3),

“Northern Ontario” means the territorial districts of Algoma, Cochrane, Kenora, Manitoulin, Nipissing, Parry Sound, Rainy River, Sudbury, Thunder Bay and Timiskaming and The City of Greater Sudbury.

Members

5. (1) Within 12 months after the day this Act comes into force, the following persons and entities shall become members of the Corporation:

5. (1) A person or entity described in one or more of the following paragraphs is a member of the Corporation if the person or entity owns or operates underground infrastructure:

1. Every municipality in Ontario.
2. Hydro One Inc., as defined in the *Electricity Act, 1998*.
3. Ontario Power Generation Inc., as defined in the *Electricity Act, 1998*.
4. Every gas distributor and every gas transmitter, as those terms are defined in the *Ontario Energy Board Act, 1998*.
5. Every operator of a distribution system, as defined in the *Electricity Act, 1998*.
6. Every person or entity regulated under the *Oil, Gas and Salt Resources Act*.
7. Every person or entity that owns or operates a pipeline that is regulated under the *Technical Standards and Safety Act, 2000*.

4. Sensibiliser le public à la Société et à la nécessité d'assurer la sécurité des travaux de creusage.

Organisation sans but lucratif

(2) La Société exerce ses activités et mène ses affaires sans but lucratif et affecte tout gain éventuel à la réalisation de sa mission.

Demande de renseignements gratuite

4. (1) La Société ne doit pas exiger de droits de quiconque fait une demande de renseignements au sujet de sur l'emplacement d'infrastructures souterraines.

Exigences et normes

(2) La Société fait en sorte que les activités du centre d'appels de ses centres d'appels respectent les exigences et les normes énoncées dans les règlements pris en vertu de la présente loi.

Centre d'appels dans le Nord de l'Ontario

(3) La Société exploite au moins un de ses centres d'appels dans le Nord de l'Ontario.

Définition

(4) La définition qui suit s'applique au paragraphe (3).

«Nord de l'Ontario» Les districts territoriaux d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming et la ville du Grand Sudbury.

Membres

5. (1) Les personnes et entités suivantes deviennent membres de la Société dans les 12 mois qui suivent le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi :

5. (1) Sont membres de la Société les personnes ou entités visées à l'une ou plusieurs des dispositions suivantes qui sont propriétaires ou exploitantes d'infrastructures souterraines :

1. Toutes les municipalités de l'Ontario.
2. Hydro One Inc., au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.
3. Ontario Power Generation Inc., au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.
4. Tous les distributeurs de gaz et tous les transporteurs de gaz, au sens que la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* donne à ces termes.
5. Tous les exploitants d'un réseau de distribution, au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.
6. Toutes les personnes ou entités réglementées par la *Loi sur les ressources en pétrole, en gaz et en sel*.
7. Toutes les personnes ou entités qui sont propriétaires ou exploitantes d'un pipeline réglementé par la *Loi de 2000 sur les normes techniques et la sécurité*.

8. Every person or entity that owns or operates underground infrastructure that crosses a public right of way or is in the vicinity of a public right of way.

Members to provide information

—(2) Immediately upon a person or entity becoming a member of the Corporation, the person or entity shall provide such information to the Corporation as is necessary for the Corporation to identify the location of all underground infrastructure owned by the member.

Members to provide information

—(2) A member of the Corporation shall provide, at the time or times specified in the regulations, such information to the Corporation as is necessary for the Corporation to fulfil its objects.

When current persons or entities to become members

—(3) Subject to subsection (4), if, on the day this Act comes into force, a person or entity described in subsection (1) is not a member of the Corporation, the person or entity is deemed to become a member on the first anniversary of that day, unless admitted to membership before that day.

When current municipalities to become members

—(4) If, on the day this Act comes into force, a municipality described in paragraph 1 of subsection (1) is not a member of the Corporation, the municipality is deemed to become a member on the second anniversary of that day, unless admitted to membership before that day.

When current members to provide initial information

—(5) A person or entity who becomes a member of the Corporation under subsection (3) or (4) shall provide, immediately upon the person or entity becoming a member, such initial information to the Corporation as is necessary for the Corporation to fulfil its objects.

Where infrastructure affected by dig

—6. (1) If a member of the Corporation receives a notification from the Corporation about a proposed excavation or dig in the vicinity of underground infrastructure owned by the member, the member shall, within five business days of being informed of the proposed excavation or dig,

- (a) mark the location of its underground infrastructure;
- or
- (b) indicate that its underground infrastructure will not be affected by the excavation or dig.

Exception

—(2) A member is not required to do anything described in clause (1) (a) or (b) unless the excavation is reasonably expected to start within 30 business days of the day the member receives notification about the proposed excavation or dig.

Time limits

—(3) The time limit set out in subsection (1) shall not apply and a different time limit shall apply.

8. Toutes les personnes ou entités qui sont propriétaires ou exploitantes des infrastructures souterraines qui traversent un emplacement grevé d'un droit de passage public ou qui sont situées à proximité d'un tel emplacement.

Communication de renseignements par les membres

—(2) Toute personne ou entité qui devient membre de la Société communique immédiatement à cette dernière les renseignements nécessaires pour lui faire connaître l'emplacement de toutes les infrastructures souterraines dont le membre est propriétaire.

Communication de renseignements par les membres

—(2) Tout membre de la Société communique à cette dernière, dans les délais précisés dans les règlements, les renseignements nécessaires pour lui permettre de réaliser sa mission.

Admission de personnes ou d'entités à titre de membres

—(3) Sous réserve du paragraphe (4), toute personne ou entité visée au paragraphe (1) qui n'est pas membre de la Société le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi est réputée en devenir membre au premier anniversaire de ce jour, sauf si elle est admise à en devenir membre avant ce jour.

Admission de municipalités à titre de membres

—(4) Toute municipalité visée à la disposition 1 du paragraphe (1) qui n'est pas membre de la Société le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi est réputée en devenir membre au deuxième anniversaire de ce jour, sauf si elle est admise à en devenir membre avant ce jour.

Communication de renseignements initiaux par les nouveaux membres

—(5) Toute personne ou entité qui devient membre de la Société en application du paragraphe (3) ou (4) communique immédiatement à cette dernière les renseignements initiaux nécessaires pour lui permettre de réaliser sa mission.

Infrastructures perturbées par des travaux de creusage

—6. (1) Le membre de la Société qui reçoit un avis de celle-ci au sujet d'un projet d'excavation ou de creusage à proximité des infrastructures souterraines dont il est propriétaire prend, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis, l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- a) il marque l'emplacement de ses infrastructures souterraines;
- b) il signale que ses infrastructures souterraines ne seront pas perturbées par le projet.

Exception

—(2) Un membre n'est tenu de prendre une mesure énoncée à l'alinéa (1) a) ou b) que s'il est raisonnable de s'attendre à ce que les travaux d'excavation commencent dans les 30 jours ouvrables suivant le jour où il reçoit l'avis du projet d'excavation ou de creusage.

Délais

—(3) Le délai énoncé au paragraphe (1) est remplacé par un autre délai si, selon le cas :

LOI DE 2012 SUR UN SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES EN ONTARIO

- ~~—(a) if the member and the excavator or homeowner agree to a different time limit; or~~
- ~~—(b) the regulations set out a different time limit applicable to the circumstances.~~

Where infrastructure affected by dig

6. (1) If a member of the Corporation receives a notification from the Corporation about a proposed excavation or dig that may affect underground infrastructure owned by the member, the member shall,

- (a) mark on the ground the location of its underground infrastructure and provide a written document containing information respecting the location of the underground infrastructure; or
- (b) state in writing that none of its underground infrastructure will be affected by the excavation or dig.

Member to respond within five days

(2) The member shall make all reasonable attempts to do the things required by subsection (1) within five business days of the day the member receives notification about the proposed excavation or dig, unless there is a reasonable expectation that the excavation or dig will not start within 30 business days of the day the member receives the notification.

Time limits

- (3) The time limit set out in subsection (1) shall not apply and a different time limit shall apply if,
- (a) the member and the excavator agree to a different time limit; or
- (b) the regulations set out a different time limit applicable to the circumstances.

Excavator duties re locates

6.1 (1) For the purposes of this section, a member of the Corporation properly provides a locate if,

- (a) it makes a mark on the ground indicating the location of its underground infrastructure; and
- (b) it provides a written document containing information respecting the location of its underground infrastructure.

Same

(2) No excavator shall commence an excavation or dig unless,

- (a) it has contacted the Corporation to request locates for all underground infrastructure that may be affected by the excavation or dig;
- (b) each member that owns or operates underground infrastructure that may be affected by an excavation or dig has properly provided locates for its affected underground infrastructure or has stated in writing that none of its underground infrastructure will be affected by the excavation or dig; and

- ~~—(a) le membre et l'entreprise d'excavation ou le propriétaire d'une maison s'entendent sur un délai différent;~~
- ~~—(b) les règlements énoncent un délai différent qui s'applique dans les circonstances.~~

Infrastructures perturbées par des travaux de creusage

6. (1) Le membre de la Société qui reçoit un avis de celle-ci au sujet d'un projet d'excavation ou de creusage qui peut perturber des infrastructures souterraines dont il est propriétaire prend l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- a) il marque sur le sol l'emplacement de ses infrastructures souterraines et fournit un document écrit faisant état de l'emplacement;
- b) il indique par écrit qu'aucune de ses infrastructures souterraines ne sera perturbée par le projet.

Réponse du membre dans un délai de cinq jours

(2) Le membre fait tous les efforts raisonnables pour se conformer au paragraphe (1) dans les cinq jours ouvrables suivant le jour où il reçoit l'avis du projet d'excavation ou de creusage, à moins qu'il soit raisonnable de s'attendre à ce que les travaux d'excavation ou de creusage ne commencent pas dans les 30 jours ouvrables suivant ce jour.

Délais

- (3) Le délai énoncé au paragraphe (1) est remplacé par un autre délai si, selon le cas :
- a) le membre et l'entreprise d'excavation s'entendent sur un délai différent;
- b) les règlements énoncent un délai différent qui s'applique dans les circonstances.

Obligations de l'entreprise d'excavation : localisations

6.1 (1) Pour l'application du présent article, le membre de la Société qui satisfait aux exigences suivantes fournit une localisation de façon adéquate :

- a) il marque sur le sol l'emplacement de ses infrastructures souterraines;
- b) il fournit un document écrit faisant état de l'emplacement de ses infrastructures souterraines.

Idem

(2) Aucune entreprise d'excavation ne doit entreprendre des travaux d'excavation ou de creusage à moins de satisfaire aux exigences suivantes :

- a) elle a communiqué avec la Société pour demander la localisation de toutes les infrastructures souterraines qui peuvent être perturbées par les travaux;
- b) chaque membre qui est propriétaire ou exploitant d'infrastructures souterraines qui peuvent être perturbées par les travaux en a fourni la localisation de façon adéquate ou a indiqué par écrit qu'aucune de ses infrastructures souterraines ne sera perturbée par ces travaux;

(c) if locates are properly provided, the excavator has ensured that the locate markings on the ground do not conflict with the written information provided respecting the underground infrastructure.

Same

(3) No excavator shall excavate or dig in a manner that the excavator knows or reasonably ought to know would damage or otherwise interfere with any underground infrastructure.

Penalties

7. (1) A person or entity who does not comply with section 5 or 6 ~~section 5, 6 or 6.1~~ is guilty of an offence and on conviction is liable to the fine set out in the regulations made under this Act.

Same

(2) A person who intentionally erases a mark indicating the location of underground infrastructure is guilty of an offence and on conviction is liable to the fine set out in the regulations made under this Act.

Regulations

8. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) respecting the governance of the Corporation and the administration of this Act and the regulations;
- (b) establishing requirements and standards regarding the operations of the Corporation's ~~call centre~~ call system;
- (c) identifying persons or entities, in addition to those listed in subsection 5 (1), who are required to become members of the Corporation and specifying the date by which such persons or entities shall become members;
- (c.1) specifying times when a member must provide information under subsection 5 (2);
- (c.2) governing fees to be paid by members of the Corporation;
- (d) respecting situations in which the time limit for locating and marking underground infrastructure is to be shorter or longer than the time limit described in subsection 6 (1), and specifying the shorter or longer time limits;
- (e) respecting whether underground infrastructure crosses a public right of way or is in the vicinity of a public right of way, for the purposes of paragraph 8 of subsection 5 (1);
- (f) respecting whether a proposed excavation or dig is in the vicinity of underground infrastructure owned by a member, for the purposes of subsection 6 (1);

c) lorsque la localisation a été fournie de façon adéquate, l'entreprise d'excavation s'est assurée que les marques de localisation sur le sol correspondent aux renseignements écrits fournis à l'égard des infrastructures souterraines.

Idem

(3) Aucune entreprise d'excavation ne doit effectuer des travaux d'excavation ou de creusage d'une manière dont l'entreprise sait ou devrait raisonnablement savoir qu'elle aurait pour effet de porter atteinte à des infrastructures souterraines notamment en les endommageant.

Pénalités

7. (1) Toute personne ou entité qui ne se conforme pas à l'article 5 ou 6 ~~l'article 5, 6 ou 6.1~~ est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de l'amende prévue par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Idem

(2) Quiconque efface volontairement une marque indiquant l'emplacement d'infrastructures souterraines est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de l'amende prévue par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Règlements

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) traiter de la régie de la Société et de l'application de la présente loi et des règlements;
- b) fixer des exigences et des normes concernant les activités ~~du centre d'appels~~ des centres d'appels de la Société;
- c) indiquer les personnes ou les entités, outre celles énumérées au paragraphe 5 (1), qui sont tenues de devenir membres de la Société et préciser dans quel délai elles doivent le devenir;
- c.1) préciser les délais dans lesquels les membres doivent fournir des renseignements en application du paragraphe 5 (2);
- c.2) régir les droits que doivent acquitter les membres de la Société;
- d) traiter des situations dans lesquelles le délai imparti pour repérer et marquer l'emplacement des infrastructures souterraines est différent de celui prévu au paragraphe 6 (1) et préciser quel est alors le délai;
- e) déterminer si des infrastructures souterraines traversent un emplacement grevé d'un droit de passage public ou sont situées à proximité d'un tel emplacement, pour l'application de la disposition 8 du paragraphe 5 (1);
- f) déterminer si un projet d'excavation ou de creusage est situé à proximité des infrastructures souterraines dont un membre est propriétaire, pour l'application du paragraphe 6 (1);

(g) specifying the fines to be paid for offences under this Act.

Commencement

9. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

10. The short title of this Act is the ~~Ontario One Call Act, 2011~~ Ontario Underground Infrastructure Notification System Act, 2012.

g) préciser les amendes imposées en cas d'infraction à la présente loi.

Entrée en vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est ~~Loi de 2011 sur l'Ontario One Call~~ Loi de 2012 sur un système d'information sur les infrastructures souterraines en Ontario.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 8

*(Chapter 4
Statutes of Ontario, 2012)*

**An Act respecting
an underground infrastructure
notification system for Ontario**

Co-sponsors:
Mr. Bailey
Mr. P. Miller



Projet de loi 8

*(Chapitre 4
Lois de l'Ontario de 2012)*

**Loi sur un système d'information
sur les infrastructures souterraines
en Ontario**

Coparrains :
M. Bailey
M. P. Miller

1st Reading	November 24, 2011
2nd Reading	December 1, 2011
3rd Reading	June 14, 2012
Royal Assent	June 19, 2012

1 ^{re} lecture	24 novembre 2011
2 ^e lecture	1 ^{er} décembre 2011
3 ^e lecture	14 juin 2012
Sanction royale	19 juin 2012



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 8 and does not form part of the law. Bill 8 has been enacted as Chapter 4 of the Statutes of Ontario, 2012.

The Bill enacts a new Act, the *Ontario Underground Infrastructure Notification System Act, 2012*.

Ontario One Call is a corporation currently operating in Ontario. Ontario One Call provides information to excavators about the location of underground infrastructure. The Act continues the Corporation and requires that the persons or entities specified in the Act become members of the Corporation and provide information to it. When a member of the Corporation receives information about a proposed excavation or dig, the member is required to mark the location of its underground infrastructure that may be affected by the excavation or dig, or indicate that its underground infrastructure will not be affected by the excavation or dig. The Act also requires excavators to obtain information respecting underground infrastructure before beginning an excavation or dig. The Act creates offences for failure to comply with the Act or regulations made under it.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 8, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 8 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 2012.

Le projet de loi édicte une nouvelle loi intitulée *Loi de 2012 sur un système d'information sur les infrastructures souterraines en Ontario*.

La société Ontario One Call, qui exerce actuellement ses activités en Ontario, donne des renseignements aux entreprises d'excavation au sujet de l'emplacement des infrastructures souterraines. La Loi proroge la Société et exige que les personnes ou les entités qui y sont précisées deviennent membres de la Société et lui communiquent des renseignements. Lorsqu'il reçoit des renseignements concernant un projet d'excavation ou de creusage, le membre de la Société est tenu de marquer l'emplacement de ses infrastructures souterraines qui peuvent être perturbées par les travaux ou de signaler que celles-ci ne seront pas perturbées par les travaux. La Loi exige également que les entreprises d'excavation obtiennent des renseignements sur les infrastructures souterraines avant de commencer l'excavation ou le creusage. La Loi érige en infraction la non-conformité à la Loi ou aux règlements pris en vertu de celle-ci.

**An Act respecting
an underground infrastructure
notification system for Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“Corporation” means the corporation continued under subsection 2 (1); (“Société”)

“excavator” means any individual, partnership, corporation, public agency or other person or entity that digs, bores, trenches, grades, excavates, moves or breaks earth, rock or the materials in the ground, and “excavation” has a corresponding meaning. (“entreprise d’excavation”, “projet d’excavation”, “travaux d’excavation”)

Ontario One Call continued

2. (1) Ontario One Call, continued under the *Corporations Act*, is continued as a corporation without share capital.

Letters patent revoked

(2) The letters patent issued to continue the Corporation are revoked, but the revocation does not affect the rights or obligations of the Corporation or any by-law, resolution or appointment of the Corporation except to the extent that the by-law, resolution or appointment is inconsistent with this Act.

Board of directors

(3) The affairs of the Corporation shall be governed and managed by its board of directors.

Members of board

(4) On the day this Act comes into force, the members of the board of the Corporation shall be the members of the board who held office immediately before that day.

Not a Crown agency

(5) The Corporation is not a Crown agency within the meaning of the *Crown Agency Act*.

Powers

(6) The Corporation has the capacity and the rights, powers and privileges of a natural person, subject to the limitations set out in this Act.

**Loi sur un système d’information
sur les infrastructures souterraines
en Ontario**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«entreprise d’excavation» Particulier, société de personnes, société, organisme public ou autre personne ou entité qui effectue, dans de la terre, de la roche ou tout autre matériau qui se trouve dans le sol, des travaux de creusage, de forage, de tranchée, de nivellement, d’excavation, de terrassement ou de cassage. Les termes «projet d’excavation» et «travaux d’excavation» ont un sens correspondant; («excavator», «excavation»)

«Société» S’entend de la société prorogée par le paragraphe 2 (1). («Corporation»)

Prorogation d’Ontario One Call

2. (1) Ontario One Call, prorogée sous le régime de la *Loi sur les personnes morales*, est prorogée en tant que personne morale sans capital-actions.

Révocation des lettres patentes

(2) Les lettres patentes prorogeant la Société sont révoquées, mais cette révocation n’a aucune incidence sur les droits ou les obligations de la Société ni sur ses règlements administratifs, ses résolutions ou ses nominations, sauf en cas d’incompatibilité entre un règlement administratif, une résolution ou une nomination et la présente loi.

Conseil d’administration

(3) Les affaires de la Société sont régies et gérées par son conseil d’administration.

Membres du conseil d’administration

(4) Le jour de l’entrée en vigueur de la présente loi, les membres du conseil d’administration de la Société sont ceux qui étaient en fonction la veille de ce jour.

Non un organisme de la Couronne

(5) La Société n’est pas un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne*.

Pouvoirs

(6) Sous réserve des restrictions énoncées dans la présente loi, la Société a la capacité ainsi que les droits, les pouvoirs et les privilèges d’une personne physique.

Objects

3. (1) The following are the objects of the Corporation:

1. To operate a call system to receive excavator requests for the location of underground infrastructure within Ontario.
2. To identify for excavators whether underground infrastructure is located in the vicinity of a proposed excavation or dig site.
3. To notify a member of the Corporation of proposed excavations or digs that may affect the underground infrastructure of the member.
4. To raise public awareness of the Corporation and the need for safe digging.

Non-profit corporation

(2) The business and affairs of the Corporation shall be carried on without the purpose of gain and any profits shall be used by the Corporation for the purpose of carrying out its objects.

No fee for request

4. (1) The Corporation shall not charge a fee to any person making a request for the location of underground infrastructure.

Requirements and standards

(2) The Corporation shall ensure that the call system's operations satisfy any requirements and standards set out in the regulations made under this Act.

Call centre in Northern Ontario

(3) The Corporation shall operate, as part of its call system, at least one call centre located in Northern Ontario.

Definition

(4) In subsection (3),

“Northern Ontario” means the territorial districts of Algoma, Cochrane, Kenora, Manitoulin, Nipissing, Parry Sound, Rainy River, Sudbury, Thunder Bay and Timiskaming and The City of Greater Sudbury.

Members

5. (1) A person or entity described in one or more of the following paragraphs is a member of the Corporation if the person or entity owns or operates underground infrastructure:

1. Every municipality in Ontario.
2. Hydro One Inc., as defined in the *Electricity Act, 1998*.
3. Ontario Power Generation Inc., as defined in the *Electricity Act, 1998*.
4. Every gas distributor and every gas transmitter, as those terms are defined in the *Ontario Energy Board Act, 1998*.

Mission

3. (1) La Société a pour mission ce qui suit :

1. Exploiter des centres d'appels pour recevoir les demandes de renseignements de la part des entreprises d'excavation sur l'emplacement des infrastructures souterraines en Ontario.
2. Déterminer, pour le compte des entreprises d'excavation, si des infrastructures souterraines sont situées à proximité de l'emplacement d'un projet d'excavation ou de creusage.
3. Aviser les membres de la Société des projets d'excavation ou de creusage qui peuvent perturber leurs infrastructures souterraines.
4. Sensibiliser le public à la Société et à la nécessité d'assurer la sécurité des travaux de creusage.

Organisation sans but lucratif

(2) La Société exerce ses activités et mène ses affaires sans but lucratif et affecte tout gain éventuel à la réalisation de sa mission.

Demande de renseignements gratuite

4. (1) La Société ne doit pas exiger de droits de quiconque fait une demande de renseignements sur l'emplacement d'infrastructures souterraines.

Exigences et normes

(2) La Société fait en sorte que les activités de ses centres d'appels respectent les exigences et les normes énoncées dans les règlements pris en vertu de la présente loi.

Centre d'appels dans le Nord de l'Ontario

(3) La Société exploite au moins un de ses centres d'appels dans le Nord de l'Ontario.

Définition

(4) La définition qui suit s'applique au paragraphe (3).

«Nord de l'Ontario» Les districts territoriaux d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming et la ville du Grand Sudbury.

Membres

5. (1) Sont membres de la Société les personnes ou entités visées à l'une ou plusieurs des dispositions suivantes qui sont propriétaires ou exploitantes d'infrastructures souterraines :

1. Toutes les municipalités de l'Ontario.
2. Hydro One Inc., au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.
3. Ontario Power Generation Inc., au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.
4. Tous les distributeurs de gaz et tous les transporteurs de gaz, au sens que la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* donne à ces termes.

5. Every operator of a distribution system, as defined in the *Electricity Act, 1998*.
6. Every person or entity regulated under the *Oil, Gas and Salt Resources Act*.
7. Every person or entity that owns or operates underground infrastructure that crosses a public right of way or is in the vicinity of a public right of way.

Members to provide information

(2) A member of the Corporation shall provide, at the time or times specified in the regulations, such information to the Corporation as is necessary for the Corporation to fulfil its objects.

When current persons or entities to become members

(3) Subject to subsection (4), if, on the day this Act comes into force, a person or entity described in subsection (1) is not a member of the Corporation, the person or entity is deemed to become a member on the first anniversary of that day, unless admitted to membership before that day.

When current municipalities to become members

(4) If, on the day this Act comes into force, a municipality described in paragraph 1 of subsection (1) is not a member of the Corporation, the municipality is deemed to become a member on the second anniversary of that day, unless admitted to membership before that day.

When current members to provide initial information

(5) A person or entity who becomes a member of the Corporation under subsection (3) or (4) shall provide, immediately upon the person or entity becoming a member, such initial information to the Corporation as is necessary for the Corporation to fulfil its objects.

Where infrastructure affected by dig

6. (1) If a member of the Corporation receives a notification from the Corporation about a proposed excavation or dig that may affect underground infrastructure owned by the member, the member shall,

- (a) mark on the ground the location of its underground infrastructure and provide a written document containing information respecting the location of the underground infrastructure; or
- (b) state in writing that none of its underground infrastructure will be affected by the excavation or dig.

Member to respond within five days

(2) The member shall make all reasonable attempts to do the things required by subsection (1) within five business days of the day the member receives notification about the proposed excavation or dig, unless there is a reasonable expectation that the excavation or dig will not start within 30 business days of the day the member receives the notification.

5. Tous les exploitants d'un réseau de distribution, au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.
6. Toutes les personnes ou entités réglementées par la *Loi sur les ressources en pétrole, en gaz et en sel*.
7. Toutes les personnes ou entités qui sont propriétaires ou exploitantes des infrastructures souterraines qui traversent un emplacement grevé d'un droit de passage public ou qui sont situées à proximité d'un tel emplacement.

Communication de renseignements par les membres

(2) Tout membre de la Société communique à cette dernière, dans les délais précisés dans les règlements, les renseignements nécessaires pour lui permettre de réaliser sa mission.

Admission de personnes ou d'entités à titre de membres

(3) Sous réserve du paragraphe (4), toute personne ou entité visée au paragraphe (1) qui n'est pas membre de la Société le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi est réputée en devenir membre au premier anniversaire de ce jour, sauf si elle est admise à en devenir membre avant ce jour.

Admission de municipalités à titre de membres

(4) Toute municipalité visée à la disposition 1 du paragraphe (1) qui n'est pas membre de la Société le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi est réputée en devenir membre au deuxième anniversaire de ce jour, sauf si elle est admise à en devenir membre avant ce jour.

Communication de renseignements initiaux par les nouveaux membres

(5) Toute personne ou entité qui devient membre de la Société en application du paragraphe (3) ou (4) communique immédiatement à cette dernière les renseignements initiaux nécessaires pour lui permettre de réaliser sa mission.

Infrastructures perturbées par des travaux de creusage

6. (1) Le membre de la Société qui reçoit un avis de celle-ci au sujet d'un projet d'excavation ou de creusage qui peut perturber des infrastructures souterraines dont il est propriétaire prend l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- a) il marque sur le sol l'emplacement de ses infrastructures souterraines et fournit un document écrit faisant état de l'emplacement;
- b) il indique par écrit qu'aucune de ses infrastructures souterraines ne sera perturbée par le projet.

Réponse du membre dans un délai de cinq jours

(2) Le membre fait tous les efforts raisonnables pour se conformer au paragraphe (1) dans les cinq jours ouvrables suivant le jour où il reçoit l'avis du projet d'excavation ou de creusage, à moins qu'il soit raisonnable de s'attendre à ce que les travaux d'excavation ou de creusage ne commencent pas dans les 30 jours ouvrables suivant ce jour.

Time limits

(3) The time limit set out in subsection (1) shall not apply and a different time limit shall apply if,

- (a) the member and the excavator agree to a different time limit; or
- (b) the regulations set out a different time limit applicable to the circumstances.

Excavator duties re locates

7. (1) For the purposes of this section, a member of the Corporation properly provides a locate if,

- (a) it makes a mark on the ground indicating the location of its underground infrastructure; and
- (b) it provides a written document containing information respecting the location of its underground infrastructure.

Same

(2) No excavator shall commence an excavation or dig unless,

- (a) it has contacted the Corporation to request locates for all underground infrastructure that may be affected by the excavation or dig;
- (b) each member that owns or operates underground infrastructure that may be affected by an excavation or dig has properly provided locates for its affected underground infrastructure or has stated in writing that none of its underground infrastructure will be affected by the excavation or dig; and
- (c) if locates are properly provided, the excavator has ensured that the locate markings on the ground do not conflict with the written information provided respecting the underground infrastructure.

Same

(3) No excavator shall excavate or dig in a manner that the excavator knows or reasonably ought to know would damage or otherwise interfere with any underground infrastructure.

Penalties

8. A person or entity who does not comply with section 5, 6 or 7 is guilty of an offence and on conviction is liable to the fine set out in the regulations made under this Act.

Regulations

9. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) respecting the governance of the Corporation and the administration of this Act and the regulations;
- (b) establishing requirements and standards regarding the operations of the Corporation's call system;

Délais

(3) Le délai énoncé au paragraphe (1) est remplacé par un autre délai si, selon le cas :

- a) le membre et l'entreprise d'excavation s'entendent sur un délai différent;
- b) les règlements énoncent un délai différent qui s'applique dans les circonstances.

Obligations de l'entreprise d'excavation : localisations

7. (1) Pour l'application du présent article, le membre de la Société qui satisfait aux exigences suivantes fournit une localisation de façon adéquate :

- a) il marque sur le sol l'emplacement de ses infrastructures souterraines;
- b) il fournit un document écrit faisant état de l'emplacement de ses infrastructures souterraines.

Idem

(2) Aucune entreprise d'excavation ne doit entreprendre des travaux d'excavation ou de creusage à moins de satisfaire aux exigences suivantes :

- a) elle a communiqué avec la Société pour demander la localisation de toutes les infrastructures souterraines qui peuvent être perturbées par les travaux;
- b) chaque membre qui est propriétaire ou exploitant d'infrastructures souterraines qui peuvent être perturbées par les travaux en a fourni la localisation de façon adéquate ou a indiqué par écrit qu'aucune de ses infrastructures souterraines ne sera perturbée par ces travaux;
- c) lorsque la localisation a été fournie de façon adéquate, l'entreprise d'excavation s'est assurée que les marques de localisation sur le sol correspondent aux renseignements écrits fournis à l'égard des infrastructures souterraines.

Idem

(3) Aucune entreprise d'excavation ne doit effectuer des travaux d'excavation ou de creusage d'une manière dont l'entreprise sait ou devrait raisonnablement savoir qu'elle aurait pour effet de porter atteinte à des infrastructures souterraines notamment en les endommageant.

Pénalités

8. Toute personne ou entité qui ne se conforme pas à l'article 5, 6 ou 7 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de l'amende prévue par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Règlements

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) traiter de la régie de la Société et de l'application de la présente loi et des règlements;
- b) fixer des exigences et des normes concernant les activités des centres d'appels de la Société;

- (c) identifying persons or entities, in addition to those listed in subsection 5 (1), who are required to become members of the Corporation and specifying the date by which such persons or entities shall become members;
- (d) specifying times when a member must provide information under subsection 5 (2);
- (e) governing fees to be paid by members of the Corporation;
- (f) respecting situations in which the time limit for locating and marking underground infrastructure is to be shorter or longer than the time limit described in subsection 6 (1), and specifying the shorter or longer time limits;
- (g) respecting whether underground infrastructure crosses a public right of way or is in the vicinity of a public right of way, for the purposes of paragraph 7 of subsection 5 (1);
- (h) respecting whether a proposed excavation or dig is in the vicinity of underground infrastructure owned by a member, for the purposes of subsection 6 (1);
- (i) specifying the fines to be paid for offences under this Act.

Commencement

10. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

11. The short title of this Act is the *Ontario Underground Infrastructure Notification System Act, 2012*.

- c) indiquer les personnes ou les entités, outre celles énumérées au paragraphe 5 (1), qui sont tenues de devenir membres de la Société et préciser dans quel délai elles doivent le devenir;
- d) préciser les délais dans lesquels les membres doivent fournir des renseignements en application du paragraphe 5 (2);
- e) régir les droits que doivent acquitter les membres de la Société;
- f) traiter des situations dans lesquelles le délai imparti pour repérer et marquer l'emplacement des infrastructures souterraines est différent de celui prévu au paragraphe 6 (1) et préciser quel est alors le délai;
- g) déterminer si des infrastructures souterraines traversent un emplacement grevé d'un droit de passage public ou sont situées à proximité d'un tel emplacement, pour l'application de la disposition 7 du paragraphe 5 (1);
- h) déterminer si un projet d'excavation ou de creusage est situé à proximité des infrastructures souterraines dont un membre est propriétaire, pour l'application du paragraphe 6 (1);
- i) préciser les amendes imposées en cas d'infraction à la présente loi.

Entrée en vigueur

10. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur un système d'information sur les infrastructures souterraines en Ontario*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{RE} SESSION, 40^E LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 11



**An Act respecting the
continuation and establishment of
development funds in order to
promote regional economic
development in eastern
and southwestern Ontario**

The Hon. B. Duguid
Minister of Economic Development
and Innovation

Government Bill

1st Reading	November 29, 2011
2nd Reading	March 5, 2012
3rd Reading	
Royal Assent	

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on General Government and as reported
to the Legislative Assembly April 17, 2012)*

*(The provisions in this bill will be renumbered
after 3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 11

**Loi concernant
la prorogation et la création
de fonds de développement
pour promouvoir le développement
économique régional dans l'Est
et le Sud-Ouest de l'Ontario**

L'honorable B. Duguid
Ministre du Développement économique
et de l'Innovation

Projet de loi du gouvernement

1 ^{re} lecture	29 novembre 2011
2 ^e lecture	5 mars 2012
3 ^e lecture	
Sanction royale	

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
Comité permanent des affaires gouvernementales
et rapporté à l'Assemblée législative le 17 avril 2012)*

*(Les dispositions du présent projet de loi
seront renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~strike through~~ for deleted text.

EXPLANATORY NOTE

The Bill requires the Minister of Economic Development and Innovation to continue the Eastern Ontario Development Fund and to establish and continue the Southwestern Ontario Development Fund to promote regional economic development in eastern Ontario and southwestern Ontario. The Minister is to conduct a review of the effectiveness of these programs by the fifth anniversary of their continuation and establishment.

The Bill enacts the *Attracting Investment and Creating Jobs Act, 2012*.

Section 2 of the Act requires the Minister of Economic Development and Innovation to continue the Eastern Ontario Development Fund and to establish and continue the Southwestern Ontario Development Fund as regional development programs.

Section 3 of the Act sets out the purpose of the programs. Subsection 3 (3) provides that, if a public announcement is to be made about the provision of financial assistance or incentives under a program, the MPP who represents the affected area must be given the opportunity to participate in the announcement.

Section 3.1 of the Act establishes two corporations to administer the programs, one for each program. Each corporation is required to establish a local advisory committee.

Section 3.2 of the Act sets out accountability mechanisms for the programs.

Section 3.3 of the Act provides for an initial review of the programs by the Minister one year after section 2 comes into force, and specifies the matters to be considered during the review.

Section 4 of the Act provides for a further review of the effectiveness of the programs by the fifth anniversary of the date on which section 2 comes into force.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi exige du ministre du Développement économique et de l'Innovation qu'il proroge le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario et qu'il crée et proroge le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario pour promouvoir le développement économique régional dans l'Est et le Sud-Ouest de l'Ontario. Le ministre doit examiner l'efficacité de ces programmes au plus tard au cinquième anniversaire de leur prorogation et création.

Le projet de loi édicte la *Loi de 2012 visant à attirer les investissements et à créer des emplois*.

L'article 2 de la Loi exige du ministre du Développement économique et de l'Innovation qu'il proroge le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario et qu'il crée et proroge le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario comme programmes de développement régional.

L'article 3 de la Loi précise l'objet des programmes. Le paragraphe 3 (3) prévoit que si une annonce publique doit être faite à propos de l'offre d'aide ou de stimulants financiers dans le cadre d'un programme, le député provincial qui représente la zone touchée doit avoir l'occasion de participer à l'annonce.

L'article 3.1 de la Loi crée deux personnes morales, chacune desquelles étant chargée d'administrer l'un des programmes et tenue de créer un comité consultatif local.

L'article 3.2 de la Loi précise les mécanismes de responsabilité à l'égard des programmes.

L'article 3.3 de la Loi prévoit un examen initial des programmes par le ministre un an après la date d'entrée en vigueur de l'article 2 et précise les questions sur lesquelles cet examen doit porter.

L'article 4 de la Loi prévoit la tenue d'un autre examen de l'efficacité des programmes au plus tard au cinquième anniversaire de la date d'entrée en vigueur de l'article 2.

**An Act respecting the
continuation and establishment of
development funds in order to
promote regional economic
development in eastern
and southwestern Ontario**

**Loi concernant
la prorogation et la création
de fonds de développement
pour promouvoir le développement
économique régional dans l'Est
et le Sud-Ouest de l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“Minister” means the Minister of Economic Development and Innovation or such other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of the *Ministry of Economic Development and Trade Act* may be assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the ministry of the Minister; (“ministère”)

“program” means the Eastern Ontario Development Fund or the Southwestern Ontario Development Fund. (“programme”)

Continuation and establishment of development funds

2. The Minister shall, pursuant to the Minister’s powers under section 6 of the *Ministry of Economic Development and Trade Act*,

- (a) continue the program known in English as the Eastern Ontario Development Fund and in French as Fonds de développement de l’Est de l’Ontario, which was established by the Minister under that Act; and
- (b) establish and continue a program to be known in English as the Southwestern Ontario Development Fund and in French as Fonds de développement du Sud-Ouest de l’Ontario.

Purpose of programs

3. (1) The purpose of the programs is to provide financial assistance and incentives to promote regional economic development in eastern Ontario and southwestern Ontario and thereby enhance Ontario’s overall economic competitiveness and opportunities for the Ontario labour force.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre du Développement économique et de l’Innovation ou l’autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l’application de la *Loi sur le ministère du Développement économique et du Commerce* peut être assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«programme» Le Fonds de développement de l’Est de l’Ontario ou le Fonds de développement du Sud-Ouest de l’Ontario. («program»)

Prorogation et création de fonds de développement

2. Conformément aux pouvoirs que lui confère l’article 6 de la *Loi sur le ministère du Développement économique et du Commerce*, le ministre :

- a) d’une part, proroge le programme appelé Fonds de développement de l’Est de l’Ontario en français et Eastern Ontario Development Fund en anglais, qu’il a créé en vertu de cette loi;
- b) d’autre part, crée et proroge un programme appelé Fonds de développement du Sud-Ouest de l’Ontario en français et Southwestern Ontario Development Fund en anglais.

Objet des programmes

3. (1) Les programmes ont pour objet de fournir une aide et des stimulants financiers destinés à promouvoir le développement économique régional dans l’Est de l’Ontario et le Sud-Ouest de l’Ontario et d’accroître ainsi la compétitivité économique générale de l’Ontario et les possibilités d’emploi pour la main-d’œuvre de la province.

Same

(2) For the purpose of subsection (1), the promotion of regional economic development includes the following:

1. Attracting and retaining investment.
2. Creating and retaining jobs.
3. Promoting innovation, collaboration and cluster development.

Announcements

(3) If a public announcement is to be made about the provision of financial assistance or incentives within eastern Ontario or southwestern Ontario, as the case may be, the MPP who represents the affected area within the region must be given the opportunity to participate in the announcement.

Administration of programs**Corporations established**

3.1 (1) The following corporations are established for the purpose of administering the programs:

1. A corporation without share capital to be known in English as the Eastern Ontario Development Fund Corporation and in French as Société de gestion du Fonds de développement de l'Est de l'Ontario.
2. A corporation without share capital to be known in English as the Southwestern Ontario Development Fund Corporation and in French as Société de gestion du Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.

Composition

(2) Each corporation is composed of the members of its board of directors, and its board of directors is composed of the following persons:

1. The Minister, who is the chair of the board of directors.
2. At least seven other persons to be appointed by the Lieutenant Governor in Council for a specified term.

Residency requirement

(3) The members of the board of directors, other than the Minister, must be ordinarily resident in eastern Ontario or southwestern Ontario, as the case may be.

Powers

(4) Each corporation has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for carrying out its objects, except as limited under this or any other Act.

Financial authority

(5) Each corporation is authorized to determine who receives financial assistance and other incentives under the program, and in what amounts, and may provide financial assistance by way of grant or loan.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la promotion du développement économique régional consiste notamment en ce qui suit :

1. Attirer et conserver les investissements.
2. Créer et conserver des emplois.
3. Promouvoir l'innovation, la collaboration et la formation de grappes.

Annonces

(3) Si une annonce publique doit être faite à propos de l'offre d'aide ou de stimulants financiers dans l'Est ou le Sud-Ouest de l'Ontario, selon le cas, le député provincial qui représente la zone touchée dans la région doit avoir l'occasion de participer à l'annonce.

Administration des programmes**Création de personnes morales**

3.1 (1) Les personnes morales suivantes sont créées afin d'administrer les programmes :

1. Une personne morale sans capital-actions appelée Société de gestion du Fonds de développement de l'Est de l'Ontario en français et Eastern Ontario Development Fund Corporation en anglais.
2. Une personne morale sans capital-actions appelée Société de gestion du Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario en français et Southwestern Ontario Development Fund Corporation en anglais.

Composition

(2) Chaque personne morale se compose des membres de son conseil d'administration, lequel se compose des personnes suivantes :

1. Le ministre, qui est le président du conseil d'administration.
2. Au moins sept autres personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil pour un mandat déterminé.

Obligation de résidence

(3) Les membres du conseil d'administration, sauf le ministre, doivent avoir leur résidence ordinaire dans l'Est de l'Ontario ou le Sud-Ouest de l'Ontario, selon le cas.

Pouvoirs

(4) Chaque personne morale a la capacité ainsi que les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique en ce qui a trait à la réalisation de sa mission, sous réserve des restrictions imposées par la présente loi ou toute autre loi.

Pouvoirs financiers

(5) Chaque personne morale est autorisée à décider qui recevra de l'aide et d'autres stimulants financiers dans le cadre du programme ainsi que les montants de ceux-ci. Elle peut fournir une aide financière sous la forme de subventions ou de prêts.

Local advisory committee

(6) The board of directors shall establish a local advisory committee and appoint its members. The composition of the committee must reflect sectoral and sub-regional interests within eastern Ontario or southwestern Ontario, as the case may be.

Annual report

(7) Within 90 days after the end of every fiscal year, each corporation shall give the Minister an annual report on its affairs during the fiscal year, and the report must include the audited financial statements of the corporation.

Same

(8) The Minister shall lay the report before the Assembly at the earliest reasonable opportunity.

Accountability mechanisms

3.2 (1) The Minister shall ensure that guidelines for each program are available to the public, setting out the performance standards to be satisfied by participants in the program with respect to the creation of jobs and other economic development targets.

Agreement

(2) Before receiving financial assistance or incentives under a program, a person or entity must enter into an agreement with the Minister that includes the details of the performance standards to be met and other accountability measures that apply with respect to the funding.

Clawback

(3) The agreement must provide for the repayment to the applicable Fund of the financial assistance or the amount of the incentive if the performance standards are not satisfied.

Public inspection

(4) Each agreement between the Minister and a person or entity receiving financial assistance or incentives under a program must be available for inspection by the public. However, commercially-sensitive information in an agreement may be redacted from the version made available to the public.

Initial review of programs

3.3 (1) The Minister shall conduct a review of the programs one year after the date on which section 2 comes into force.

Same

(2) The review must consider the following matters and such other matters as the Minister considers appropriate:

1. The geographic areas within which each program operates and whether to revise them.
2. The types of financial assistance and incentives that have been provided under each program, their

Comité consultatif local

(6) Le conseil d'administration crée un comité consultatif local et en nomme les membres. La composition du comité doit refléter les intérêts sectoriels et sous-régionaux dans l'Est de l'Ontario ou le Sud-Ouest de l'Ontario, selon le cas.

Rapport annuel

(7) Dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice, chaque personne morale remet au ministre un rapport sur ses activités au cours de l'exercice. Le rapport doit comprendre ses états financiers vérifiés.

Idem

(8) Le ministre dépose le rapport devant l'Assemblée dès que raisonnablement possible.

Mécanismes de responsabilité

3.2 (1) Le ministre veille à ce que les lignes directrices de chaque programme soient mises à la disposition du public. Ces lignes directrices précisent les normes de performance que les participants du programme doivent atteindre en matière de création d'emplois et les autres objectifs de développement économique.

Accord

(2) Avant de recevoir de l'aide ou des stimulants financiers dans le cadre d'un programme, une personne ou une entité doit conclure avec le ministre un accord qui comprend le détail des normes de performance à atteindre et des autres mesures de responsabilisation applicables à l'égard du financement.

Disposition de récupération

(3) L'accord doit prévoir le remboursement au Fonds applicable de l'aide financière ou du montant du stimulant financier au cas où les normes de performance ne seraient pas atteintes.

Examen par le public

(4) Chaque accord conclu entre le ministre et une personne ou une entité qui reçoit de l'aide ou des stimulants financiers dans le cadre d'un programme doit être mis à la disposition du public aux fins d'examen. Cependant, l'information délicate sur le plan commercial peut être retranchée de la version mise à la disposition du public.

Examen initial des programmes

3.3 (1) Le ministre examine les programmes un an après la date d'entrée en vigueur de l'article 2.

Idem

(2) L'examen doit porter sur les questions suivantes et les autres questions que le ministre juge utiles :

1. Les zones géographiques dans lesquelles chaque programme s'applique et la question de savoir s'il serait souhaitable de les réviser.
2. Les types d'aide et de stimulants financiers offerts dans le cadre de chaque programme, leur efficacité

effectiveness and options for other types of financial assistance and incentives.

3. The accountability measures in effect under each program, their effectiveness and options for strengthening them.

Review

4. The Minister shall conduct a review of the effectiveness of the programs in achieving their purpose by the fifth anniversary of the day section 2 comes into force.

Minister retains powers, duties, functions

5. Subject to the duties imposed on the Minister by this Act, the Minister retains the powers, duties and functions of the Minister under the *Ministry of Economic Development and Trade Act*.

Money

6. The money required for the programs shall be paid out of the money appropriated for the Ministry by the Legislature.

Commencement

7. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

8. The short title of this Act is the *Attracting Investment and Creating Jobs Act, 2012*.

et les autres types éventuels d'aide et de stimulants financiers.

3. Les mesures de responsabilisation en vigueur dans le cadre de chaque programme, leur efficacité et les moyens éventuels de les renforcer.

Examen

4. Au plus tard au cinquième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur de l'article 2, le ministre examine l'efficacité des programmes à réaliser leur objet.

Conservation des pouvoirs et fonctions

5. Sous réserve des obligations que lui impose la présente loi, le ministre conserve les pouvoirs et les fonctions que lui attribue la *Loi sur le ministère du Développement économique et du Commerce*.

Crédits

6. Les sommes d'argent nécessaires aux programmes sont prélevées sur les crédits affectés au ministère par la Législature.

Entrée en vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le jour que lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 visant à attirer les investissements et à créer des emplois*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 11

*(Chapter 10
Statutes of Ontario, 2012)*

**An Act respecting the
continuation and establishment of
development funds in order to
promote regional economic
development in eastern
and southwestern Ontario**

The Hon. B. Duguid
Minister of Economic Development
and Innovation



1st Reading	November 29, 2011
2nd Reading	March 5, 2012
3rd Reading	August 28, 2012
Royal Assent	September 11, 2012

Projet de loi 11

*(Chapitre 10
Lois de l'Ontario de 2012)*

**Loi concernant
la prorogation et la création
de fonds de développement
pour promouvoir le développement
économique régional dans l'Est
et le Sud-Ouest de l'Ontario**

L'honorable B. Duguid
Ministre du Développement économique
et de l'Innovation

1 ^{re} lecture	29 novembre 2011
2 ^e lecture	5 mars 2012
3 ^e lecture	28 août 2012
Sanction royale	11 septembre 2012



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 11 and does not form part of the law. Bill 11 has been enacted as Chapter 10 of the Statutes of Ontario, 2012.

The Bill enacts the *Attracting Investment and Creating Jobs Act, 2012*.

Section 2 of the Act requires the Minister of Economic Development and Innovation to continue the Eastern Ontario Development Fund and to establish and continue the Southwestern Ontario Development Fund as regional development programs.

Section 3 of the Act sets out the purpose of the programs. Subsection 3 (3) provides that, if a public announcement is to be made about the provision of financial assistance or incentives under a program, the MPP who represents the affected area must be given the opportunity to participate in the announcement.

Section 4 of the Act establishes two corporations to administer the programs, one for each program. Each corporation is required to establish a local advisory committee.

Section 5 of the Act sets out accountability mechanisms for the programs.

Section 6 of the Act provides for an initial review of the programs by the Minister one year after section 2 comes into force, and specifies the matters to be considered during the review.

Section 7 of the Act provides for a further review of the effectiveness of the programs by the fifth anniversary of the date on which section 2 comes into force.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 11, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 11 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 2012.

Le projet de loi édicte la *Loi de 2012 visant à attirer les investissements et à créer des emplois*.

L'article 2 de la Loi exige du ministre du Développement économique et de l'Innovation qu'il proroge le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario et qu'il crée et proroge le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario comme programmes de développement régional.

L'article 3 de la Loi précise l'objet des programmes. Le paragraphe 3 (3) prévoit que si une annonce publique doit être faite à propos de l'offre d'aide ou de stimulants financiers dans le cadre d'un programme, le député provincial qui représente la zone touchée doit avoir l'occasion de participer à l'annonce.

L'article 4 de la Loi crée deux personnes morales, chacune desquelles étant chargée d'administrer l'un des programmes et tenue de créer un comité consultatif local.

L'article 5 de la Loi précise les mécanismes de responsabilité à l'égard des programmes.

L'article 6 de la Loi prévoit un examen initial des programmes par le ministre un an après la date d'entrée en vigueur de l'article 2 et précise les questions sur lesquelles cet examen doit porter.

L'article 7 de la Loi prévoit la tenue d'un autre examen de l'efficacité des programmes au plus tard au cinquième anniversaire de la date d'entrée en vigueur de l'article 2.

**An Act respecting the
continuation and establishment of
development funds in order to
promote regional economic
development in eastern
and southwestern Ontario**

**Loi concernant
la prorogation et la création
de fonds de développement
pour promouvoir le développement
économique régional dans l'Est
et le Sud-Ouest de l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“Minister” means the Minister of Economic Development and Innovation or such other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of the *Ministry of Economic Development and Trade Act* may be assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the ministry of the Minister; (“ministère”)

“program” means the Eastern Ontario Development Fund or the Southwestern Ontario Development Fund. (“programme”)

Continuation and establishment of development funds

2. The Minister shall, pursuant to the Minister’s powers under section 6 of the *Ministry of Economic Development and Trade Act*,

- (a) continue the program known in English as the Eastern Ontario Development Fund and in French as Fonds de développement de l’Est de l’Ontario, which was established by the Minister under that Act; and
- (b) establish and continue a program to be known in English as the Southwestern Ontario Development Fund and in French as Fonds de développement du Sud-Ouest de l’Ontario.

Purpose of programs

3. (1) The purpose of the programs is to provide financial assistance and incentives to promote regional economic development in eastern Ontario and southwestern Ontario and thereby enhance Ontario’s overall economic competitiveness and opportunities for the Ontario labour force.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre du Développement économique et de l’Innovation ou l’autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l’application de la *Loi sur le ministère du Développement économique et du Commerce* peut être assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«programme» Le Fonds de développement de l’Est de l’Ontario ou le Fonds de développement du Sud-Ouest de l’Ontario. («program»)

Prorogation et création de fonds de développement

2. Conformément aux pouvoirs que lui confère l’article 6 de la *Loi sur le ministère du Développement économique et du Commerce*, le ministre :

- a) d’une part, proroge le programme appelé Fonds de développement de l’Est de l’Ontario en français et Eastern Ontario Development Fund en anglais, qu’il a créé en vertu de cette loi;
- b) d’autre part, crée et proroge un programme appelé Fonds de développement du Sud-Ouest de l’Ontario en français et Southwestern Ontario Development Fund en anglais.

Objet des programmes

3. (1) Les programmes ont pour objet de fournir une aide et des stimulants financiers destinés à promouvoir le développement économique régional dans l’Est de l’Ontario et le Sud-Ouest de l’Ontario et d’accroître ainsi la compétitivité économique générale de l’Ontario et les possibilités d’emploi pour la main-d’oeuvre de la province.

Same

(2) For the purpose of subsection (1), the promotion of regional economic development includes the following:

1. Attracting and retaining investment.
2. Creating and retaining jobs.
3. Promoting innovation, collaboration and cluster development.

Announcements

(3) If a public announcement is to be made about the provision of financial assistance or incentives within eastern Ontario or southwestern Ontario, as the case may be, the MPP who represents the affected area within the region must be given the opportunity to participate in the announcement.

Administration of programs**Corporations established**

4. (1) The following corporations are established for the purpose of administering the programs:

1. A corporation without share capital to be known in English as the Eastern Ontario Development Fund Corporation and in French as Société de gestion du Fonds de développement de l'Est de l'Ontario.
2. A corporation without share capital to be known in English as the Southwestern Ontario Development Fund Corporation and in French as Société de gestion du Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.

Composition

(2) Each corporation is composed of the members of its board of directors, and its board of directors is composed of the following persons:

1. The Minister, who is the chair of the board of directors.
2. At least seven other persons to be appointed by the Lieutenant Governor in Council for a specified term.

Residency requirement

(3) The members of the board of directors, other than the Minister, must be ordinarily resident in eastern Ontario or southwestern Ontario, as the case may be.

Powers

(4) Each corporation has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for carrying out its objects, except as limited under this or any other Act.

Financial authority

(5) Each corporation is authorized to determine who receives financial assistance and other incentives under the program, and in what amounts, and may provide financial assistance by way of grant or loan.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la promotion du développement économique régional consiste notamment en ce qui suit :

1. Attirer et conserver les investissements.
2. Créer et conserver des emplois.
3. Promouvoir l'innovation, la collaboration et la formation de grappes.

Annonces

(3) Si une annonce publique doit être faite à propos de l'offre d'aide ou de stimulants financiers dans l'Est ou le Sud-Ouest de l'Ontario, selon le cas, le député provincial qui représente la zone touchée dans la région doit avoir l'occasion de participer à l'annonce.

Administration des programmes**Création de personnes morales**

4. (1) Les personnes morales suivantes sont créées afin d'administrer les programmes :

1. Une personne morale sans capital-actions appelée Société de gestion du Fonds de développement de l'Est de l'Ontario en français et Eastern Ontario Development Fund Corporation en anglais.
2. Une personne morale sans capital-actions appelée Société de gestion du Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario en français et Southwestern Ontario Development Fund Corporation en anglais.

Composition

(2) Chaque personne morale se compose des membres de son conseil d'administration, lequel se compose des personnes suivantes :

1. Le ministre, qui est le président du conseil d'administration.
2. Au moins sept autres personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil pour un mandat déterminé.

Obligation de résidence

(3) Les membres du conseil d'administration, sauf le ministre, doivent avoir leur résidence ordinaire dans l'Est de l'Ontario ou le Sud-Ouest de l'Ontario, selon le cas.

Pouvoirs

(4) Chaque personne morale a la capacité ainsi que les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique en ce qui a trait à la réalisation de sa mission, sous réserve des restrictions imposées par la présente loi ou toute autre loi.

Pouvoirs financiers

(5) Chaque personne morale est autorisée à décider qui recevra de l'aide et d'autres stimulants financiers dans le cadre du programme ainsi que les montants de ceux-ci. Elle peut fournir une aide financière sous la forme de subventions ou de prêts.

Local advisory committee

(6) The board of directors shall establish a local advisory committee and appoint its members. The composition of the committee must reflect sectoral and sub-regional interests within eastern Ontario or southwestern Ontario, as the case may be.

Annual report

(7) Within 90 days after the end of every fiscal year, each corporation shall give the Minister an annual report on its affairs during the fiscal year, and the report must include the audited financial statements of the corporation.

Same

(8) The Minister shall lay the report before the Assembly at the earliest reasonable opportunity.

Accountability mechanisms

5. (1) The Minister shall ensure that guidelines for each program are available to the public, setting out the performance standards to be satisfied by participants in the program with respect to the creation of jobs and other economic development targets.

Agreement

(2) Before receiving financial assistance or incentives under a program, a person or entity must enter into an agreement with the Minister that includes the details of the performance standards to be met and other accountability measures that apply with respect to the funding.

Clawback

(3) The agreement must provide for the repayment to the applicable Fund of the financial assistance or the amount of the incentive if the performance standards are not satisfied.

Public inspection

(4) Each agreement between the Minister and a person or entity receiving financial assistance or incentives under a program must be available for inspection by the public. However, commercially-sensitive information in an agreement may be redacted from the version made available to the public.

Initial review of programs

6. (1) The Minister shall conduct a review of the programs one year after the date on which section 2 comes into force.

Same

(2) The review must consider the following matters and such other matters as the Minister considers appropriate:

1. The geographic areas within which each program operates and whether to revise them.
2. The types of financial assistance and incentives that have been provided under each program, their

Comité consultatif local

(6) Le conseil d'administration crée un comité consultatif local et en nomme les membres. La composition du comité doit refléter les intérêts sectoriels et sous-régionaux dans l'Est de l'Ontario ou le Sud-Ouest de l'Ontario, selon le cas.

Rapport annuel

(7) Dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice, chaque personne morale remet au ministre un rapport sur ses activités au cours de l'exercice. Le rapport doit comprendre ses états financiers vérifiés.

Idem

(8) Le ministre dépose le rapport devant l'Assemblée dès que raisonnablement possible.

Mécanismes de responsabilité

5. (1) Le ministre veille à ce que les lignes directrices de chaque programme soient mises à la disposition du public. Ces lignes directrices précisent les normes de performance que les participants du programme doivent atteindre en matière de création d'emplois et les autres objectifs de développement économique.

Accord

(2) Avant de recevoir de l'aide ou des stimulants financiers dans le cadre d'un programme, une personne ou une entité doit conclure avec le ministre un accord qui comprend le détail des normes de performance à atteindre et des autres mesures de responsabilisation applicables à l'égard du financement.

Disposition de récupération

(3) L'accord doit prévoir le remboursement au Fonds applicable de l'aide financière ou du montant du stimulant financier au cas où les normes de performance ne seraient pas atteintes.

Examen par le public

(4) Chaque accord conclu entre le ministre et une personne ou une entité qui reçoit de l'aide ou des stimulants financiers dans le cadre d'un programme doit être mis à la disposition du public aux fins d'examen. Cependant, l'information délicate sur le plan commercial peut être retranchée de la version mise à la disposition du public.

Examen initial des programmes

6. (1) Le ministre examine les programmes un an après la date d'entrée en vigueur de l'article 2.

Idem

(2) L'examen doit porter sur les questions suivantes et les autres questions que le ministre juge utiles :

1. Les zones géographiques dans lesquelles chaque programme s'applique et la question de savoir s'il serait souhaitable de les réviser.
2. Les types d'aide et de stimulants financiers offerts dans le cadre de chaque programme, leur efficacité

effectiveness and options for other types of financial assistance and incentives.

3. The accountability measures in effect under each program, their effectiveness and options for strengthening them.

Review

7. The Minister shall conduct a review of the effectiveness of the programs in achieving their purpose by the fifth anniversary of the day section 2 comes into force.

Minister retains powers, duties, functions

8. Subject to the duties imposed on the Minister by this Act, the Minister retains the powers, duties and functions of the Minister under the *Ministry of Economic Development and Trade Act*.

Money

9. The money required for the programs shall be paid out of the money appropriated for the Ministry by the Legislature.

Commencement

10. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

11. The short title of this Act is the *Attracting Investment and Creating Jobs Act, 2012*.

et les autres types éventuels d'aide et de stimulants financiers.

3. Les mesures de responsabilisation en vigueur dans le cadre de chaque programme, leur efficacité et les moyens éventuels de les renforcer.

Examen

7. Au plus tard au cinquième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur de l'article 2, le ministre examine l'efficacité des programmes à réaliser leur objet.

Conservation des pouvoirs et fonctions

8. Sous réserve des obligations que lui impose la présente loi, le ministre conserve les pouvoirs et les fonctions que lui attribue la *Loi sur le ministère du Développement économique et du Commerce*.

Crédits

9. Les sommes d'argent nécessaires aux programmes sont prélevées sur les crédits affectés au ministère par la Législature.

Entrée en vigueur

10. La présente loi entre en vigueur le jour que lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 visant à attirer les investissements et à créer des emplois*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 13

**An Act to amend
the Education Act
with respect to bullying
and other matters**

The Hon. L. Broten
Minister of Education

Government Bill

1st Reading November 30, 2011
2nd Reading May 3, 2012
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on Social Policy and as reported
to the Legislative Assembly May 30, 2012)*

*(The provisions in this bill will be renumbered
after 3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 13

**Loi modifiant
la Loi sur l'éducation
en ce qui a trait à l'intimidation
et à d'autres questions**

L'honorable L. Broten
Ministre de l'Éducation

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 30 novembre 2011
2^e lecture 3 mai 2012
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
Comité permanent de la politique sociale
et rapporté à l'Assemblée législative le 30 mai 2012)*

*(Les dispositions du présent projet de loi
seront renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~high~~ for deleted text.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Education Act*. The principal amendments made by the Bill include the following:

1. Subsection 1 (1) of the Act is amended to include a definition of “bullying”.
2. Section 169.1 of the Act requires boards to have policies that promote certain goals. This section is amended to include the following goals: promoting a positive school climate that is inclusive and accepting of all pupils and promoting the prevention of bullying. Boards are required to use surveys to monitor and evaluate the effectiveness of the boards’ policies relating to these new goals.

2.1 Subsection 170 (1) of the Act is amended to require boards to provide annual professional development programs for staff about bullying prevention and promoting positive school climates. This subsection is also amended to require boards to provide programs, interventions or other supports for pupils who have been bullied, witnessed bullying or engaged in bullying.

3. A new section 300.0.1 sets out the purposes of Part XIII of the Act (Behaviour, Discipline and Safety).
4. A new section 300.0.2 proclaims the third week in November as Bullying Awareness and Prevention Week.

4.1 Section 300.2 of the Act is amended to require principals to investigate reported incidents of specified activities. The section also requires principals to communicate the results of an investigation to the teacher who reported it or, if reported by another employee, to that employee unless it would not be appropriate to do so.

4.2 Section 300.3 of the Act requires a principal to notify the parent or guardian of a pupil who the principal believes has been harmed as a result of a specified activity. This section is amended to require the principal to notify the parent or guardian of any pupil who engaged in the activity that resulted in the harm.

5. Subsection 301 (2) of the Act, which sets out the purposes of the provincial code of conduct, is amended to include preventing bullying in schools. A new subsection 301 (3.1) requires boards that enter into an agreement with another person or entity respecting the use of a school operated by the board to require the person or

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'éducation*. Les principales modifications sont les suivantes :

1. Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié pour y définir le terme «intimidation».
2. L'article 169.1 de la Loi oblige les conseils à adopter des politiques visant à promouvoir certains objectifs. Cet article est modifié de façon à inclure les objectifs suivants : promouvoir un climat scolaire positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés et promouvoir la prévention de l'intimidation. Les conseils sont tenus d'utiliser des sondages pour surveiller et évaluer l'efficacité de leurs politiques en ce qui a trait à ces nouveaux objectifs.

2.1 Le paragraphe 170 (1) de la Loi est modifié pour exiger que les conseils offrent des programmes annuels de perfectionnement professionnel aux membres du personnel au sujet de la prévention de l'intimidation et de la promotion d'un climat scolaire positif. Ce paragraphe est également modifié pour exiger que les conseils fournissent des programmes, des interventions ou d'autres soutiens aux élèves qui ont été intimidés, qui ont été témoins d'incidents d'intimidation ou qui ont pratiqué l'intimidation.

3. Le nouvel article 300.0.1 énonce les objets de la partie XIII de la Loi (Comportement, mesures disciplinaires et sécurité).
4. Le nouvel article 300.0.2 proclame la troisième semaine de novembre Semaine de la sensibilisation à l'intimidation et de la prévention.

4.1 L'article 300.2 de la Loi est modifié pour exiger que le directeur d'école enquête sur les incidents d'activités déterminées dont il lui est fait rapport. Cet article exige également qu'il communique les résultats de l'enquête à l'enseignant qui est l'auteur du rapport ou, s'il s'agit d'un autre employé, à celui-ci, sauf si cela ne serait pas approprié.

4.2 L'article 300.3 de la Loi exige que le directeur d'école avise le père, la mère ou le tuteur de l'élève dont il croit qu'il a subi un préjudice par suite d'une activité déterminée. Cet article est modifié pour exiger que le directeur avise le père, la mère ou le tuteur de tout élève qui s'est livré à l'activité ayant causé le préjudice.

5. Le paragraphe 301 (2) de la Loi, qui énonce les objets du code de conduite provincial, est modifié de façon à inclure la prévention de l'intimidation dans les écoles. Le nouveau paragraphe 301 (3.1) oblige les conseils qui concluent une entente avec une autre personne ou entité pour l'utilisation d'une école qui relève d'eux à exiger

entity to follow standards that are consistent with the provincial code of conduct. Subsection 301 (6) ~~which authorizes is amended to require the Minister to make policies and guidelines with respect to disciplining pupils, is amended to set and sets out a list of matters that this power includes. A new subsection must be included. Subsection 301 (7.1) authorizes is added to require the Minister to make policies and guidelines with respect to bullying prevention and intervention in schools and sets out a list of matters that this power includes matters that must be included. Subsections 301 (7.2) and (7.3) are added to authorize the Minister to make policies and guidelines about the collection of specified information and about specified reports.~~

6. Subsection 302 (2) of the Act, which authorizes boards to establish policies and guidelines with respect to disciplining pupils, is amended to require boards to establish policies and guidelines that address the matters set out in subsection 301 (6). The new subsection 302 (3.4) requires boards to establish policies and guidelines with respect to bullying prevention and intervention in schools that address the matters set out in subsection 301 (7.1).

7. A new section 303.1 requires boards to support pupils who want to establish and lead activities or organizations that ~~promote gender equity, anti-racism, the awareness and understanding of, and respect for, people with disabilities or the awareness and understanding of, and respect for, people of all sexual orientations and gender identities, a safe and inclusive learning environment, the acceptance of and respect for others and the creation of a positive school climate. The section prohibits boards and principals from refusing the use of the name gay-straight alliance or a similar name for certain organizations. The section also provides that the name of any activity or organization must be consistent with the promotion of a positive school climate that is inclusive and accepting of all pupils.~~

7.1 A new section 303.2 requires the Minister to develop a model bullying prevention and intervention plan.

7.2 A new section 303.3 requires boards to establish a bullying prevention and intervention plan and to require its schools to implement the plan.

8. Subsection 310 (1) of the Act, which sets out the circumstances in which a pupil must be suspended and considered for possible expulsion, is amended to include certain circumstances relating to bullying and to activities that are motivated by bias, prejudice or hate.

9. A new section 314.5 requires boards to submit annual reports to the Minister respecting suspensions and expulsions. The section also requires the Minister to post information about the number of reported suspensions and expulsions on the ministry's website.

que la personne ou l'entité respecte des normes qui sont compatibles avec le code de conduite provincial. Le paragraphe 301 (6), ~~qui autorise est modifié pour exiger que le ministre à établir établit des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves, est modifié de façon à énoncer une liste des et énonce les questions qui peuvent doivent y être traitées dans ce cadre de ce pouvoir. Le nouveau paragraphe 301 (7.1) autorise exige que le ministre à établir établit des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles et énonce une liste des questions qui peuvent y être traitées les questions qui doivent y être traitées. Les nouveaux paragraphes 301 (7.2) et (7.3) autorisent le ministre à établir des politiques et des lignes directrices relatives à la collecte de renseignements déterminés et à des rapports déterminés.~~

6. Le paragraphe 302 (2) de la Loi, qui autorise les conseils à établir des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves, est modifié de façon à obliger les conseils à établir des politiques et des lignes directrices qui traitent des questions énoncées au paragraphe 301 (6). Le nouveau paragraphe 302 (3.4) oblige les conseils à établir des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles qui traitent des questions énoncées au paragraphe 301 (7.1).

7. Le nouvel article 303.1 oblige les conseils à appuyer les élèves qui désirent mettre sur pied et diriger des activités ou des organisations qui ~~encouragent l'équité entre les sexes, la lutte contre le racisme de même que la sensibilisation aux personnes handicapées et aux personnes de toutes orientations et identités sexuelles, la compréhension de leur situation et le respect à leur égard favorisent un milieu d'apprentissage sécuritaire et inclusif, l'acceptation et le respect des autres ainsi que la création d'un climat scolaire positif. Cet article interdit aux conseils et aux directeurs d'école de refuser l'utilisation du nom «alliance gai-hétéro» ou d'un nom similaire pour certaines organisations. Il prévoit également que le nom de toute activité ou organisation doit être compatible avec la promotion d'un climat scolaire positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés.~~

7.1 Le nouvel article 303.2 exige que le ministre élabore un plan type de prévention et d'intervention en matière d'intimidation.

7.2 Le nouvel article 303.3 oblige les conseils à établir un plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation et à exiger que leurs écoles le mettent en oeuvre.

8. Le paragraphe 310 (1) de la Loi, qui énonce les circonstances dans lesquelles un élève doit être suspendu et peut-être renvoyé, est modifié de façon à inclure certaines circonstances ayant trait à l'intimidation et à des activités motivées par des préjugés ou de la haine.

9. Le nouvel article 314.5 exige que les conseils ~~présentent au ministre des rapports annuels traitant des suspensions et des renvois. Cet article exige également que le ministre affiche sur le site Web du ministère des renseignements sur le nombre de suspensions et de renvois déclarés.~~

**An Act to amend
the Education Act
with respect to bullying
and other matters**

Note: This Act amends the *Education Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Preamble

The people of Ontario and the Legislative Assembly:

Believe that education plays a critical role in preparing young people to grow up as productive, contributing and constructive citizens in the diverse society of Ontario;

Believe that all students should feel safe at school and deserve a positive school climate that is inclusive and accepting, regardless of race, ancestry, place of origin, colour, ethnic origin, citizenship, creed, sex, sexual orientation, gender identity, gender expression, age, marital status, family status or disability;

Believe that a healthy, safe and inclusive learning environment where all students feel accepted is a necessary condition for student success;

Understand that students cannot be expected to reach their full potential in an environment where they feel insecure or intimidated;

Believe that students need to be equipped with the knowledge, skills, attitude and values to engage the world and others critically, which means developing a critical consciousness that allows them to take action on making their schools and communities more equitable and inclusive for all people, including LGBTTIQ (lesbian, gay, bisexual, transgendered transgender, transsexual, two-spirited, intersexed intersex, queer and questioning) people;

Recognize that a whole-school approach is required, and that everyone — government, educators, school staff, parents, students and the wider community — has a role to play in creating a positive school climate and preventing inappropriate behaviour, such as bullying, sexual assault, gender-based violence and incidents based on homophobia, transphobia or biphobia;

**Loi modifiant
la Loi sur l'éducation
en ce qui a trait à l'intimidation
et à d'autres questions**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi sur l'éducation*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Préambule

La population de l'Ontario et l'Assemblée législative :

croient que l'éducation joue un rôle primordial pour préparer les jeunes à devenir des citoyens productifs qui contribuent à l'édification de la société diverse que constitue l'Ontario;

croient que tous les élèves devraient se sentir en sécurité à l'école et qu'ils ont droit à un climat scolaire positif qui soit inclusif et où ils se sentent acceptés, sans égard à la race, à l'ascendance, au lieu d'origine, à la couleur, à l'origine ethnique, à la citoyenneté, à la croyance, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité sexuelle, à l'expression de l'identité sexuelle, à l'âge, à l'état matrimonial, à l'état familial ou au handicap;

croient qu'un milieu d'apprentissage sain, sécuritaire et inclusif dans lequel tous les élèves se sentent acceptés est une condition nécessaire à la réussite scolaire;

comprennent qu'on ne peut s'attendre à ce que les élèves atteignent leur plein potentiel dans un milieu où ils ne se sentent pas en sécurité ou à l'abri de l'intimidation;

croient que les élèves doivent être munis des connaissances, compétences, attitudes et valeurs nécessaires pour appréhender le monde et les autres de façon critique, ce qui signifie acquérir une conscience critique qui leur permet d'agir afin de rendre leurs écoles et leurs collectivités plus équitables et inclusives pour tous, y compris les personnes LGBTTBBIQ (lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, transsexuelles, bispirituelles, intersexuées, queer et en questionnement);

reconnaissent qu'une approche globale à l'échelle de l'école est requise et que tous — le gouvernement, les éducateurs, le personnel des écoles, les parents, les élèves et la communauté en son entier — ont un rôle à jouer dans l'instauration d'un climat scolaire positif et dans la prévention de comportements inappropriés tels que l'intimidation, l'agression sexuelle, la violence sexiste et les incidents fondés sur l'homophobie, la transphobie ou la biphobie;

Acknowledge that an open and ongoing dialogue among the principal, school staff, parents and students is an important component in creating a positive school climate in which everyone feels safe and respected;

Acknowledge that there is a need for stronger action to create a safe and inclusive environment in all schools, and to support all students, including both students who are impacted by and students who have engaged in inappropriate behavior, to assist them in developing healthy relationships, making good choices, continuing their learning and achieving success.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Education Act* is amended by adding the following definition:

~~“bullying” means repeated and aggressive behaviour by a pupil where,~~

- ~~—(a) the behaviour is intended by the pupil to cause, or the pupil ought to know that the behaviour would be likely to cause, harm, fear or distress to another individual, including psychological harm or harm to the individual’s reputation, and~~
- ~~—(b) the behaviour occurs in a context where there is a real or perceived power imbalance between the pupil and the individual based on factors such as size, strength, age, intelligence, peer group power, economic status, social status, religion, ethnic origin, sexual orientation, family circumstances, gender, race, disability or the receipt of special education; (“intimidation”)~~

~~“bullying” means aggressive and typically repeated behaviour by a pupil where,~~

- ~~(a) the behaviour is intended by the pupil to have the effect of, or the pupil ought to know that the behaviour would be likely to have the effect of,~~
 - ~~(i) causing harm, fear or distress to another individual, including physical, psychological, social or academic harm, harm to the individual’s reputation or harm to the individual’s property, or~~
 - ~~(ii) creating a negative environment at a school for another individual, and~~
- ~~(b) the behaviour occurs in a context where there is a real or perceived power imbalance between the pupil and the individual based on factors such as size, strength, age, intelligence, peer group power, economic status, social status, religion, ethnic origin, sexual orientation, family circumstances, gender, gender identity, gender expression, race, disability or the receipt of special education; (“intimidation”)~~

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsections:

reconnaissent qu’un dialogue ouvert et permanent entre le directeur d’école, le personnel de l’école, les parents et les élèves est une composante importante pour la création d’un climat scolaire positif dans lequel chacun se sent respecté et en sécurité;

reconnaissent que des mesures plus vigoureuses sont indispensables pour créer un milieu sécuritaire et inclusif dans toutes les écoles et soutenir tous les élèves, aussi bien ceux qui sont touchés par des comportements inappropriés que ceux qui se livrent à de tels comportements, afin de les aider à établir des relations saines, à faire de bons choix, à poursuivre leur apprentissage et à réussir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’éducation* est modifié par adjonction de la définition suivante :

~~«intimidation» Comportement répété et agressif d’un élève envers une autre personne qui, à la fois :~~

- ~~—a) a pour but de lui causer un préjudice, de la peur ou de la détresse — ou dont l’élève devrait savoir qu’il aura vraisemblablement cet effet —, y compris un préjudice psychologique ou un préjudice à la réputation;~~
- ~~—b) se produit dans un contexte de déséquilibre de pouvoirs, réel ou perçu, entre l’élève et l’autre personne, selon des facteurs tels que la taille, la force, l’âge, l’intelligence, le pouvoir des pairs, la situation économique, le statut social, la religion, l’origine ethnique, l’orientation sexuelle, la situation familiale, le sexe, la race, le handicap ou des besoins particuliers. («bullying»)~~

~~«intimidation» Comportement agressif et généralement répété d’un élève envers une autre personne qui, à la fois :~~

- ~~a) a pour but, ou dont l’élève devrait savoir qu’il aura vraisemblablement cet effet :~~
 - ~~(i) soit de causer à la personne un préjudice, de la peur ou de la détresse, y compris un préjudice corporel, psychologique, social ou scolaire, un préjudice à la réputation ou un préjudice matériel,~~
 - ~~(ii) soit de créer un climat négatif pour la personne à l’école;~~
- ~~b) se produit dans un contexte de déséquilibre de pouvoirs, réel ou perçu, entre l’élève et l’autre personne, selon des facteurs tels que la taille, la force, l’âge, l’intelligence, le pouvoir des pairs, la situation économique, le statut social, la religion, l’origine ethnique, l’orientation sexuelle, la situation familiale, le sexe, l’identité sexuelle, l’expression de l’identité sexuelle, la race, le handicap ou des besoins particuliers. («bullying»)~~

(2) L’article 1 de la *Loi* est modifié par adjonction ~~de~~ des paragraphes suivants :

Bullying

(1.0.0.1) For the purposes of the definition of “bullying” in subsection (1), behaviour includes the use of any physical, verbal, electronic, written or other means.

Cyber-bullying

(1.0.0.2) For the purposes of the definition of “bullying” in subsection (1), bullying includes bullying by electronic means (commonly known as cyber-bullying), including,

- (a) creating a web page or a blog in which the creator assumes the identity of another person;
- (b) impersonating another person as the author of content or messages posted on the internet; and
- (c) communicating material electronically to more than one individual or posting material on a website that may be accessed by one or more individuals.

2. (1) Paragraph 29.1 of subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

equity and inclusive education

29.1 require boards to develop and implement an equity and inclusive education policy, and, if required by the Minister, submit the policy to the Minister and implement changes to the policy as directed by the Minister;

(2) Subsection 8 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

surveys under s. 169.1 (2.1)

31. establish policies and guidelines respecting the surveys referred to in subsection 169.1 (2.1);

3. (1) Subsection 169.1 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (a.1) promote a positive school climate that is inclusive and accepting of all pupils, including pupils of any race, ancestry, place of origin, colour, ethnic origin, citizenship, creed, sex, sexual orientation, gender identity, gender expression, age, marital status, family status or disability;
- (a.2) promote the prevention of bullying;

(2) Section 169.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

School climate surveys

(2.1) In fulfilling its duties under clause (1) (e) with respect to the effectiveness of policies developed by the board to promote the goals referred to in clauses (1) (a.1) and (a.2), every board shall use surveys to collect information from its pupils and staff, and parents and guardi-

Intimidation

(1.0.0.1) On entend en outre par comportement, pour l'application de la définition de «intimidation» au paragraphe (1), le recours à des moyens physiques, verbaux, électroniques, écrits ou autres.

Cyberintimidation

(1.0.0.2) On entend en outre par intimidation, pour l'application de la définition de «intimidation» au paragraphe (1), l'intimidation par des moyens électroniques (communément appelée cyberintimidation), notamment par :

- a) la création d'une page Web ou d'un blogue dans lequel le créateur usurpe l'identité d'une autre personne;
- b) le fait de faire passer une autre personne comme l'auteur de renseignements ou de messages affichés sur Internet;
- c) la communication électronique d'éléments d'information à plus d'une personne ou leur affichage sur un site Web auquel une ou plusieurs personnes ont accès.

2. (1) La disposition 29.1 du paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

équité et éducation inclusive

29.1 exiger des conseils qu'ils élaborent et mettent en oeuvre une politique d'équité et d'éducation inclusive et, si le ministre l'exige, qu'ils lui soumettent cette politique et y apportent les modifications qu'il ordonne;

(2) Le paragraphe 8 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

sondages visés au par. 169.1 (2.1)

31. établir des politiques et des lignes directrices concernant les sondages visés au paragraphe 169.1 (2.1);

3. (1) Le paragraphe 169.1 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- a.1) promouvoir un climat scolaire positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés, sans égard à la race, à l'ascendance, au lieu d'origine, à la couleur, à l'origine ethnique, à la citoyenneté, à la croyance, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité sexuelle, à l'expression de l'identité sexuelle, à l'âge, à l'état matrimonial, à l'état familial ou au handicap;
- a.2) promouvoir la prévention de l'intimidation;

(2) L'article 169.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Sondages sur le climat scolaire

(2.1) Pour s'acquitter des fonctions que lui attribue l'alinéa (1) e) quant à l'efficacité des politiques qu'il élabore pour promouvoir les objectifs visés aux alinéas (1) a.1) et a.2), chaque conseil doit effectuer des sondages pour recueillir des renseignements auprès de ses élèves,

ans of its pupils at least once every two years in accordance with any policies and guidelines made under paragraph 31 of subsection 8 (1).

Same

(2.2) In collecting information ~~from pupils~~ under subsection (2.1), a board shall not collect any name or any identifying number, symbol or other particular assigned to a ~~pupil~~ person.

3.1 Subsection 170 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

professional development programs, bullying and school climate

7.1 establish and provide annual professional development programs to educate teachers and other staff of the board about bullying prevention and strategies for promoting positive school climates;

3.2 Subsection 170 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

programs, interventions and other supports, bullying

7.2 provide programs, interventions or other supports for pupils who have been bullied, pupils who have witnessed incidents of bullying and pupils who have engaged in bullying, and the programs, interventions and other supports may be provided by social workers, psychologists or other professionals who have training in similar fields, as determined by the board;

4. The Act is amended by adding the following section:

Purpose

300.0.1 The purposes of this Part include the following:

1. To create schools in Ontario that are safe, inclusive and accepting of all pupils.
2. To encourage a positive school climate and prevent inappropriate behaviour, including bullying, sexual assault, gender-based violence and incidents based on homophobia, transphobia or biphobia.
3. To address inappropriate pupil behaviour and promote early intervention.
4. To provide support to pupils who are impacted by inappropriate behaviour of other pupils.
5. To establish disciplinary approaches that promote positive behaviour and use measures that include appropriate consequences and supports for pupils to address inappropriate behaviour.
6. To provide pupils with a safe learning environment.

des membres de son personnel et des parents et tuteurs de ses élèves, au moins une fois tous les deux ans, conformément aux politiques et aux lignes directrices établies en vertu de la disposition 31 du paragraphe 8 (1).

Idem

(2.2) Lorsqu'il recueille des renseignements ~~auprès des élèves~~ en application du paragraphe (2.1), le conseil ne doit pas recueillir de nom ni de numéro d'identification, de symbole ou d'autre signe individuel attribué à ~~un élève~~ une personne.

3.1 Le paragraphe 170 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

programmes de perfectionnement professionnel : intimidation et climat scolaire

7.1 créer et offrir des programmes annuels de perfectionnement professionnel afin d'informer les enseignants et les autres membres du personnel du conseil à propos de la prévention de l'intimidation et des stratégies visant à favoriser un climat scolaire positif;

3.2 Le paragraphe 170 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

programmes, interventions et autres soutiens : intimidation

7.2 fournir des programmes, des interventions ou d'autres soutiens aux élèves qui ont été intimidés, à ceux qui ont été témoins d'incidents d'intimidation et à ceux qui ont pratiqué l'intimidation, ces programmes, interventions et autres soutiens pouvant être fournis par des travailleurs sociaux, des psychologues ou d'autres professionnels formés dans des domaines similaires, selon ce que décide le conseil;

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Objet

300.0.1 La présente partie a notamment pour objet ce qui suit :

1. Créer en Ontario des écoles sécuritaires et inclusives où tous les élèves se sentent acceptés.
2. Favoriser un climat scolaire positif et prévenir les comportements inappropriés, notamment l'intimidation, l'agression sexuelle, la violence sexiste et les incidents fondés sur l'homophobie, la transphobie ou la biphobie.
3. Traiter des comportements inappropriés chez les élèves et promouvoir l'intervention précoce.
4. Fournir un soutien aux élèves qui sont touchés par les comportements inappropriés d'autres élèves.
5. Mettre en place une démarche disciplinaire qui favorise des comportements positifs et qui emploie des mesures — notamment des conséquences et des soutiens appropriés pour les élèves — pour réagir aux comportements inappropriés.
6. Fournir aux élèves un milieu d'apprentissage sécuritaire.

5. The Act is amended by adding the following section:

Bullying Awareness and Prevention Week

300.0.2 (1) The week beginning on the third Sunday in November in each year is proclaimed as Bullying Awareness and Prevention Week.

Same, purpose

(2) The purpose of subsection (1) is to promote awareness and understanding of bullying and its consequences in the school community.

6. (1) Section 300.2 of the Act is amended by striking out “as soon as reasonably possible”.

(2) Section 300.2 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(2) An employee shall report to the principal as soon as reasonably possible or, if a different time period is specified by the policies or guidelines, within that time period.

Principal’s duty to investigate

(3) A principal shall investigate any matter reported under subsection (1).

Informing reporter

(4) After investigating a matter reported under subsection (1), the principal shall communicate the results of the investigation to,

- (a) if the matter was reported by a teacher, that teacher; or
- (b) if the matter was reported by an employee who is not a teacher, that employee unless, in the principal’s opinion, it would not be appropriate to do so.

Same

(5) The principal shall not disclose more personal information under subsection (4) than is reasonably necessary for the purpose of communicating the results of the investigation.

6.1 (1) Subsection 300.3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Notice to parent or guardian

(1) Subject to subsections (2) and (3), if the principal of a school believes that a pupil of the school has been harmed as a result of an activity described in subsection 306 (1) or 310 (1), the principal shall, as soon as reasonably possible, notify,

- (a) the parent or guardian of the pupil who the principal believes has been harmed; and

5. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Semaine de la sensibilisation à l’intimidation et de la prévention

300.0.2 (1) La semaine qui commence le troisième dimanche de novembre de chaque année est proclamée Semaine de la sensibilisation à l’intimidation et de la prévention.

Idem : objet

(2) Le paragraphe (1) a pour objet de promouvoir la sensibilisation à l’intimidation et à ses conséquences au sein de la communauté scolaire ainsi que la compréhension de ces réalités.

6. (1) L’article 300.2 de la Loi est modifié par suppression de «dès qu’il est raisonnablement possible de le faire» à la fin de l’article.

(2) L’article 300.2 de la Loi est modifié par adjonction du des paragraphes suivants :

Idem

(2) L’employé fait rapport au directeur d’école dès qu’il est raisonnablement possible de le faire ou dans l’autre délai que précisent les politiques ou les lignes directrices, le cas échéant.

Enquête du directeur d’école

(3) Le directeur d’école enquête sur toute question dont il lui est fait rapport en application du paragraphe (1).

Communication des résultats à l’auteur du rapport

(4) Après avoir enquêté sur une question dont il lui a été fait rapport en application du paragraphe (1), le directeur d’école communique les résultats de son enquête :

- a) si l’auteur du rapport est un enseignant, à cet enseignant;
- b) si l’auteur du rapport est un employé qui n’est pas un enseignant, à cet employé, sauf si le directeur d’école estime qu’il ne serait pas approprié de le faire.

Idem

(5) Le directeur d’école ne doit pas divulguer plus de renseignements personnels en application du paragraphe (4) qu’il n’est raisonnablement nécessaire pour communiquer les résultats de l’enquête.

6.1 (1) Le paragraphe 300.3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Avise au père, à la mère ou au tuteur

(1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), si le directeur d’une école croit qu’un élève de l’école a subi un préjudice par suite d’une activité visée au paragraphe 306 (1) ou 310 (1), il en avise, dès qu’il est raisonnablement possible de le faire :

- a) le père, la mère ou le tuteur de l’élève dont le directeur croit qu’il a subi un préjudice;

(b) the parent or guardian of any pupil of the school who the principal believes has engaged in the activity that resulted in the harm.

(2) Subsection 300.3 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(4) When notifying a parent or guardian of a pupil under clause (1) (a), the principal shall disclose,

- (a) the nature of the activity that resulted in harm to the pupil;
- (b) the nature of the harm to the pupil;
- (c) the steps taken to protect the pupil's safety, including the nature of any disciplinary measures taken in response to the activity; and
- (d) the supports that will be provided for the pupil in response to the harm that resulted from the activity.

(3) Subsection 300.3 (5) of the Act is amended by striking out "under this section" and substituting "of a pupil under clause (1) (a)".

(4) Section 300.3 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(6) When notifying a parent or guardian of a pupil under clause (1) (b), the principal shall disclose,

- (a) the nature of the activity that resulted in harm to the other pupil;
- (b) the nature of the harm to the other pupil;
- (c) the nature of any disciplinary measures taken in response to the activity; and
- (d) the supports that will be provided for the pupil in response to his or her engagement in the activity.

Same

(7) When notifying a parent or guardian of a pupil under clause (1) (b), the principal shall not disclose the name of or any other identifying or personal information about a pupil who has been harmed as a result of the activity, except in so far as is necessary to comply with subsection (6).

Parent's right to provide comments

(8) When notifying a parent or guardian under this section, the principal shall invite the parent or guardian to have a discussion with the principal about the supports that will be provided for his or her child.

7. (1) Subsection 301 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

7. To prevent bullying in schools.

(2) Section 301 of the Act is amended by adding the following subsection:

b) le père, la mère ou le tuteur de tout élève de l'école dont le directeur croit qu'il s'est livré à l'activité ayant causé le préjudice.

(2) Le paragraphe 300.3 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(4) Lorsqu'il avise le père, la mère ou le tuteur d'un élève en application de l'alinéa (1) a), le directeur d'école divulgue ce qui suit :

- a) la nature de l'activité ayant causé un préjudice à l'élève;
- b) la nature du préjudice causé à l'élève;
- c) les mesures prises pour protéger la sécurité de l'élève, y compris la nature des mesures disciplinaires prises en réponse à l'activité;
- d) les soutiens qui seront fournis à l'élève en réponse au préjudice causé par l'activité.

(3) Le paragraphe 300.3 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «en application du présent article» par «d'un élève en application de l'alinéa (1) a)».

(4) L'article 300.3 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(6) Lorsqu'il avise le père, la mère ou le tuteur d'un élève en application de l'alinéa (1) b), le directeur d'école divulgue ce qui suit :

- a) la nature de l'activité ayant causé un préjudice à l'autre élève;
- b) la nature du préjudice causé à l'autre élève;
- c) la nature des mesures disciplinaires prises en réponse à l'activité;
- d) les soutiens qui seront fournis à l'élève en réponse à sa participation à l'activité.

Idem

(7) Lorsqu'il avise le père, la mère ou le tuteur d'un élève en application de l'alinéa (1) b), le directeur d'école ne doit pas divulguer le nom d'un élève qui a subi un préjudice par suite de l'activité ni d'autres renseignements identificatoires ou personnels à son sujet, sauf dans la mesure où cela est nécessaire pour se conformer au paragraphe (6).

Droit du père ou de la mère d'avoir une discussion

(8) Lorsqu'il avise un père, une mère ou un tuteur en application du présent article, le directeur d'école l'invite à avoir avec lui une discussion à propos des soutiens qui seront fournis à son enfant.

7. (1) Le paragraphe 301 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

7. Prévenir l'intimidation dans les écoles.

(2) L'article 301 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Agreements with third parties re use of schools

(3.1) If a board enters into an agreement with another person or entity, other than a board, respecting the use of a school operated by the board, the board shall include in the agreement a requirement that the person or entity follow standards that are consistent with the code of conduct.

(3) Subsection 301 (6) of the Act is repealed and the following substituted:Same, governing discipline

~~—(6) The Minister may establish policies and guidelines with respect to disciplining pupils, including policies and guidelines respecting;~~

Same, governing discipline

(6) The Minister shall establish policies and guidelines with respect to disciplining pupils, which must include policies and guidelines respecting,

- (a) the use of disciplinary measures within a framework that,
 - (i) identifies pupil behaviours that are inappropriate and that, without excluding less serious behaviour, include bullying, sexual assault, gender-based violence and incidents based on homophobia, transphobia or biphobia,
 - (ii) provides for appropriate consequences for pupils who engage in inappropriate behaviour,
 - (iii) provides for progressively more serious consequences for repeated or more serious inappropriate behaviour,
 - (iv) provides support for pupils who are impacted by inappropriate behaviour, and for pupils who engage in inappropriate behaviour, to assist them in developing healthy relationships, making good choices, continuing their learning and achieving success,
 - (v) provides for prevention strategies, and
 - (vi) provides for early and ongoing intervention strategies;
- (b) opportunities for all pupils, their parents and guardians, and all teachers and other staff members in a school to increase their understanding and awareness of inappropriate pupil behaviour;
- (c) opportunities for all teachers and other staff members in a school to increase their ability to respond to inappropriate pupil behaviour;
- (d) training for all teachers and other staff;
- (e) procedures for responding appropriately and in a timely manner to inappropriate behaviour;

Ententes avec des tiers pour l'utilisation des écoles

(3.1) Le conseil qui conclut une entente avec une autre personne ou entité, à l'exclusion d'un conseil, pour l'utilisation d'une école qui relève de lui y inclut une exigence voulant que la personne ou l'entité respecte des normes qui sont compatibles avec le code de conduite.

(3) Le paragraphe 301 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :Idem : mesures disciplinaires

~~—(6) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves, notamment des politiques et des lignes directrices traitant de ce qui suit :~~

Idem : mesures disciplinaires

(6) Le ministre établit des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires, notamment des politiques et des lignes directrices traitant de ce qui suit :

- a) l'utilisation de mesures disciplinaires s'inscrivant dans un cadre qui :
 - (i) définit les comportements d'élèves qui sont inappropriés, notamment — sans exclure des comportements moins graves — l'intimidation, l'agression sexuelle, la violence sexiste et les incidents fondés sur l'homophobie, la transphobie ou la biphobie,
 - (ii) prévoit des conséquences appropriées pour les élèves qui se livrent à des comportements inappropriés,
 - (iii) prévoit des conséquences progressivement plus sévères pour des comportements inappropriés répétés ou plus graves,
 - (iv) fournit un soutien aussi bien aux élèves qui sont touchés par des comportements inappropriés qu'à ceux qui se livrent à de tels comportements afin de les aider à établir des relations saines, à faire de bons choix, à poursuivre leur apprentissage et à réussir,
 - (v) prévoit des stratégies de prévention,
 - (vi) prévoit des stratégies d'intervention précoce et continue;
- b) des occasions, pour tous les élèves, leurs parents et tuteurs ainsi que tous les enseignants et autres membres du personnel d'une école, d'accroître leur compréhension des comportements inappropriés chez les élèves et leur sensibilisation à ces comportements;
- c) des occasions, pour tous les enseignants et autres membres du personnel d'une école, d'accroître leur capacité à réagir aux comportements inappropriés des élèves;
- d) la formation de tous les enseignants et autres membres du personnel;
- e) des procédures pour réagir de façon appropriée et opportune aux comportements inappropriés;

- (f) resources to support pupils who are impacted by inappropriate behaviour;
- (g) resources to support pupils who have engaged in inappropriate behaviour;
- (h) a process that parents or guardians of pupils described in clause (f) or (g) can follow if they have concerns about the support provided to their child.

(4) Section 301 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same, bullying

~~(7.1) The Minister may establish policies and guidelines with respect to bullying prevention and intervention in schools, including policies and guidelines respecting:~~

Same, bullying

(7.1) The Minister shall establish policies and guidelines with respect to bullying prevention and intervention in schools, which must include policies and guidelines respecting,

- (a) training for all teachers and other staff;
- ~~(b) resources to support pupils who are impacted by bullying;~~
- ~~(c) the resources provided, as part of programs described in section 312, to pupils who have been suspended or expelled for bullying;~~
- (b) resources to support pupils who have been bullied;
- (b.1) strategies to support pupils who witness incidents of bullying;
- (c) resources to support pupils who have engaged in bullying;
- (d) procedures that allow pupils to report incidents of bullying safely and in a way that minimizes the possibility of reprisal;
- (d.1) procedures that allow parents and guardians and other persons to report incidents of bullying;
- (e) the use of disciplinary measures within the framework described in clause (6) (a) in response to bullying;
- (f) procedures for responding appropriately and in a timely manner to bullying;
- (g) matters to be addressed in bullying prevention and intervention plans established by boards under section 303.3.

- f) des ressources pour soutenir les élèves touchés par des comportements inappropriés;
- g) des ressources pour soutenir les élèves qui se sont livrés à des comportements inappropriés;
- h) un processus que les parents ou tuteurs des élèves visés à l'alinéa f) ou g) peuvent suivre s'ils ont des préoccupations quant au soutien fourni à leur enfant.

(4) L'article 301 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : intimidation

~~(7.1) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles, notamment des politiques et des lignes directrices traitant de ce qui suit :~~

Idem : intimidation

(7.1) Le ministre établit des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles, notamment des politiques et des lignes directrices traitant de ce qui suit :

- a) la formation de tous les enseignants et autres membres du personnel;
- ~~(b) des ressources pour soutenir les élèves touchés par l'intimidation;~~
- ~~(c) les ressources fournies, dans le cadre des programmes visés à l'article 312, aux élèves qui ont été suspendus ou renvoyés pour cause d'intimidation;~~
- b) des ressources pour soutenir les élèves qui ont été intimidés;
- b.1) des stratégies pour soutenir les élèves qui sont témoins d'incidents d'intimidation;
- c) des ressources pour soutenir les élèves qui ont pratiqué l'intimidation;
- d) des procédures permettant aux élèves de signaler les incidents d'intimidation en toute sécurité et d'une façon qui réduit au minimum les risques de représailles;
- d.1) les procédures permettant aux parents et tuteurs et aux autres personnes de signaler les incidents d'intimidation;
- e) l'utilisation de mesures disciplinaires s'inscrivant dans le cadre visé à l'alinéa (6) a) en cas d'intimidation;
- f) des procédures pour réagir de façon appropriée et opportune à l'intimidation;
- g) les questions qui doivent être traitées dans les plans de prévention et d'intervention en matière d'intimidation établis par les conseils en application de l'article 303.3.

Same, collection of information

(7.2) The Minister may establish policies and guidelines requiring boards to collect specified information relating to behaviour, discipline and safety in schools.

Same, s. 314.5 reports

(7.3) The Minister may establish policies and guidelines with respect to the reports required under subsection 314.5 (1), including policies and guidelines respecting the form and content of the reports and the times at which they must be submitted.

Approval and changes, board policies and guidelines

(11) The Minister may require boards to submit any policy or guideline established under section 302 to the Minister and to implement changes to the policy or guideline as directed by the Minister.

8. (1) Subsection 302 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, governing discipline

(2) Every board shall establish policies and guidelines with respect to disciplining pupils, and the policies and guidelines must,

- (a) be consistent with this Part and with those established by the Minister under section 301;
- (b) address every matter described in clauses 301 (6) (a) to (h); and
- (c) address any other matter and include any other requirement that the Minister may specify.

(2) Section 302 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, governing bullying

(3.4) Every board shall establish policies and guidelines with respect to bullying prevention and intervention in schools, and the policies and guidelines must,

- (a) be consistent with those established by the Minister under section 301;
- (b) address every matter described in clauses 301 (7.1) (a) to (f); and
- (c) address any other matter and include any other requirement that the Minister may specify.

9. The Act is amended by adding the following section:

Board support for certain pupil activities and organizations

~~303.1 Every board shall support pupils who want to establish and lead,~~

Idem : collecte de renseignements

(7.2) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices exigeant des conseils qu'ils recueillent les renseignements déterminés concernant le comportement, les mesures disciplinaires et la sécurité dans les écoles.

Idem : rapports visés à l'art. 314.5

(7.3) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices relatives aux rapports exigés par le paragraphe 314.5 (1), notamment des politiques et des lignes directrices traitant de la forme et du contenu des rapports et des moments où ils doivent être présentés.

Approbation et modifications : politiques et lignes directrices des conseils

(11) Le ministre peut exiger des conseils qu'ils lui soumettent toute politique ou ligne directrice établie en application de l'article 302 et y apportent les modifications qu'il ordonne.

8. (1) Le paragraphe 302 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : mesures disciplinaires

(2) Chaque conseil établit des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves. Ces politiques et lignes directrices doivent :

- a) être compatibles avec la présente partie et avec celles qu'établit le ministre en vertu de l'article 301;
- b) traiter de toutes les questions visées aux alinéas 301 (6) a) à h);
- c) traiter des autres questions et comporter les autres exigences que précise le ministre.

(2) L'article 302 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : intimidation

(3.4) Chaque conseil établit des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles. Ces politiques et lignes directrices doivent :

- a) être compatibles avec celles qu'établit le ministre en vertu de l'article 301;
- b) traiter de toutes les questions visées aux alinéas 301 (7.1) a) à f);
- c) traiter des autres questions et comporter les autres exigences que précise le ministre.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Appui du conseil pour certaines activités et organisations d'élèves

~~303.1 Chaque conseil appuie les élèves qui désirent mettre sur pied et diriger :~~

Board support for certain pupil activities and organizations

303.1 (1) Every board shall support pupils who want to establish and lead activities and organizations that promote a safe and inclusive learning environment, the acceptance of and respect for others and the creation of a positive school climate, including,

- (a) activities or organizations that promote gender equity;
- (b) activities or organizations that promote anti-racism;
- (c) activities or organizations that promote the awareness and understanding of, and respect for, people with disabilities; or
- (d) activities or organizations that promote the awareness and understanding of, and respect for, people of all sexual orientations and gender identities, including organizations with the name gay-straight alliance or another name.

Same, gay-straight alliance

(2) For greater certainty, neither the board nor the principal shall refuse to allow a pupil to use the name gay-straight alliance or a similar name for an organization described in clause (1) (d).

Same, interpretation

(3) Nothing in this section shall be interpreted to require a board to support the establishment of an activity or organization in a school unless there is at least one pupil who wants to establish and lead it.

Inclusive and accepting name

(4) The name of an activity or organization described in subsection (1) must be consistent with the promotion of a positive school climate that is inclusive and accepting of all pupils.

Same

(5) A board shall comply with this section in a way that does not adversely affect any right of a pupil guaranteed by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

9.1 The Act is amended by adding the following sections:Model provincial bullying prevention and intervention plan

303.2 (1) The Minister shall develop a model bullying prevention and intervention plan to assist boards in establishing bullying prevention and intervention plans under section 303.3.

Communication to boards

(2) The Minister shall make the model bullying prevention and intervention plan available to every board.

Appui du conseil pour certaines activités et organisations d'élèves

303.1 (1) Chaque conseil appuie les élèves qui désirent mettre sur pied et diriger des activités ou des organisations qui favorisent un milieu d'apprentissage sécuritaire et inclusif, l'acceptation et le respect des autres ainsi que la création d'un climat scolaire positif, notamment :

- a) des activités ou des organisations qui encouragent l'équité entre les sexes;
- b) des activités ou des organisations qui encouragent la lutte contre le racisme;
- c) des activités ou des organisations qui encouragent la sensibilisation aux personnes handicapées, la compréhension de leur situation et le respect à leur égard;
- d) des activités ou des organisations qui encouragent la sensibilisation aux personnes de toutes orientations et identités sexuelles — y compris les organisations portant le nom «alliance gai-hétéro» ou un autre nom —, la compréhension de leur situation et le respect à leur égard.

Idem : alliance gai-hétéro

(2) Il est entendu que ni le conseil ni le directeur d'école ne doit refuser à un élève le droit d'utiliser le nom «alliance gai-hétéro» ou un nom similaire pour une organisation visée à l'alinéa (1) d).

Idem : interprétation

(3) Le présent article n'a pas pour effet d'exiger du conseil qu'il appuie la mise sur pied d'une activité ou d'une organisation dans une école sauf si au moins un élève veut la mettre sur pied et la diriger.

Nom suggérant l'inclusion et la tolérance

(4) Le nom d'une activité ou d'une organisation visée au paragraphe (1) doit être compatible avec la promotion d'un climat scolaire positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés.

Idem

(5) Le conseil se conforme au présent article d'une façon qui ne porte pas atteinte à tout droit d'un élève garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

9.1 La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :Plan provincial type de prévention et d'intervention en matière d'intimidation

303.2 (1) Le ministre élabore un plan type de prévention et d'intervention en matière d'intimidation afin d'aider les conseils à établir leur propre plan en application de l'article 303.3.

Communication aux conseils

(2) Le ministre met le plan type de prévention et d'intervention en matière d'intimidation à la disposition de chaque conseil.

Board's bullying prevention and intervention plan

303.3 (1) Every board shall establish a bullying prevention and intervention plan for the schools of the board and require its schools to implement the plan.

Contents of plan

(2) The bullying prevention and intervention plan shall address any matter specified in the policies or guidelines made under clause 301 (7.1) (g).

Consultation

(3) When establishing the bullying prevention and intervention plan, a board shall solicit the views of the pupils, teachers and staff of the board, the volunteers working in the schools, the parents and guardians of the pupils, school councils and the public.

Communication of plans, board

(4) A board shall make its bullying prevention and intervention plan available to the public by posting it on the board's website or, if the board does not have a website, in another manner that the board considers appropriate.

Same, principal

(5) A principal of a school shall make the board's bullying prevention and intervention plan available to the public by posting it on the school's website or, if the school does not have a website, in another manner that the principal considers appropriate.

Review of plan

(6) A board shall periodically review its bullying prevention and intervention plan and shall solicit the views of those listed in subsection (3).

10. Subsection 310 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

7.1 Bullying, if,

- i. the pupil has previously been suspended for engaging in bullying, and
- ii. the pupil's continuing presence in the school creates an unacceptable risk to the safety of another person.

7.2 Any activity listed in subsection 306 (1) that is motivated by bias, prejudice or hate based on race, national or ethnic origin, language, colour, religion, sex, age, mental or physical disability, sexual orientation, gender identity, gender expression, or any other similar factor.

10.1 The Act is amended by adding the following section:

Reporting re suspensions and expulsions

Board's duty to report

314.5 (1) Every board shall submit annual reports to

Plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation du conseil

303.3 (1) Chaque conseil établit un plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation pour ses écoles et exige qu'elles le mettent en oeuvre.

Contenu du plan

(2) Le plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation traite de toute question précisée dans les politiques ou lignes directrices établies en vertu de l'alinéa 301 (7.1) g.

Consultation

(3) Lorsqu'il établit le plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation, le conseil sollicite les vues des élèves, des enseignants et du personnel du conseil, des bénévoles qui travaillent dans les écoles, des parents et tuteurs des élèves, des conseils d'école et du public.

Communication des plans par le conseil

(4) Le conseil met son plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation à la disposition du public en l'affichant sur son site Web ou, s'il n'en a pas, d'une autre façon qu'il estime appropriée.

Idem : directeur d'école

(5) Le directeur d'une école met le plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation du conseil à la disposition du public en l'affichant sur le site Web de l'école ou, si elle n'en a pas, d'une autre façon que le directeur estime appropriée.

Examen du plan

(6) Le conseil examine périodiquement son plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation: ce faisant, il sollicite les vues des personnes indiquées au paragraphe (3).

10. Le paragraphe 310 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

7.1 Pratiquer l'intimidation, si les circonstances suivantes sont réunies :

- i. l'élève a déjà été suspendu pour avoir pratiqué l'intimidation,
- ii. la présence continue de l'élève dans l'école représente un risque inacceptable pour la sécurité d'une autre personne.

7.2 Se livrer à une autre activité visée au paragraphe 306 (1) qui est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur des facteurs tels que la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, la déficience mentale ou physique ou l'orientation sexuelle, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle.

10.1 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Rapport : suspensions et renvois

Obligation pour le conseil de présenter un rapport

314.5 (1) Chaque conseil présente au ministre des

the Minister, in accordance with the policies or guidelines under subsection 301 (7.3), respecting suspensions and expulsions.

Minister's duty to post information

(2) After receiving the reports required by subsection (1), the Minister shall post on the ministry's website information about the number of reported suspensions and expulsions.

Commencement

11. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on September 1, 2012.

Same

(2) Section 5 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Short title

12. The short title of this Act is the *Accepting Schools Act, 2012*.

rapports annuels, conformément aux politiques ou lignes directrices établies en vertu du paragraphe 301 (7.3), traitant des suspensions et des renvois.

Obligation pour le ministre d'afficher les renseignements

(2) Après avoir reçu les rapports exigés par le paragraphe (1), le ministre affiche, sur le site Web du ministère, les renseignements sur le nombre de suspensions et de renvois déclarés.

Entrée en vigueur

11. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012.

Idem

(2) L'article 5 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

12. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 pour des écoles tolérantes*.

2013
LB
B56

100-100000
100-100000



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 13

*(Chapter 5
Statutes of Ontario, 2012)*

**An Act to amend
the Education Act
with respect to bullying
and other matters**

The Hon. L. Broten
Minister of Education

Projet de loi 13

*(Chapitre 5
Lois de l'Ontario de 2012)*

**Loi modifiant
la Loi sur l'éducation
en ce qui a trait à l'intimidation
et à d'autres questions**

L'honorable L. Broten
Ministre de l'Éducation



1st Reading	November 30, 2011
2nd Reading	May 3, 2012
3rd Reading	June 5, 2012
Royal Assent	June 19, 2012

1 ^{re} lecture	30 novembre 2011
2 ^e lecture	3 mai 2012
3 ^e lecture	5 juin 2012
Sanction royale	19 juin 2012



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 13 and does not form part of the law. Bill 13 has been enacted as Chapter 5 of the Statutes of Ontario, 2012.

The Bill amends the *Education Act*. The principal amendments made by the Bill include the following:

1. Subsection 1 (1) of the Act is amended to include a definition of "bullying".
2. Section 169.1 of the Act requires boards to have policies that promote certain goals. This section is amended to include the following goals: promoting a positive school climate that is inclusive and accepting of all pupils and promoting the prevention of bullying. Boards are required to use surveys to monitor and evaluate the effectiveness of the boards' policies relating to these new goals.
3. Subsection 170 (1) of the Act is amended to require boards to provide annual professional development programs for staff about bullying prevention and promoting positive school climates. This subsection is also amended to require boards to provide programs, interventions or other supports for pupils who have been bullied, witnessed bullying or engaged in bullying.
4. A new section 300.0.1 sets out the purposes of Part XIII of the Act (Behaviour, Discipline and Safety).
5. A new section 300.0.2 proclaims the third week in November as Bullying Awareness and Prevention Week.
6. Section 300.2 of the Act is amended to require principals to investigate reported incidents of specified activities. The section also requires principals to communicate the results of an investigation to the teacher who reported it or, if reported by another employee, to that employee unless it would not be appropriate to do so.
7. Section 300.3 of the Act requires a principal to notify the parent or guardian of a pupil who the principal believes has been harmed as a result of a specified activity. This section is amended to require the principal to notify the parent or guardian of any pupil who engaged in the activity that resulted in the harm.
8. Subsection 301 (2) of the Act, which sets out the purposes of the provincial code of conduct, is amended to include preventing bullying in schools. A new subsection 301 (3.1) requires boards that enter into an agreement with another person or entity respecting the use of a school operated by the board to require the person or entity to follow standards that are consistent with the provincial code of conduct. Subsection 301 (6) is amended to require the Minister to make policies and guidelines with respect to disciplining pupils and sets out matters that must be included. Subsection 301 (7.1) is added to require the Minister to make policies and guidelines with respect to bullying prevention and inter-

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 13, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 13 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 2012.

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'éducation*. Les principales modifications sont les suivantes :

1. Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié pour y définir le terme «intimidation».
2. L'article 169.1 de la Loi oblige les conseils à adopter des politiques visant à promouvoir certains objectifs. Cet article est modifié de façon à inclure les objectifs suivants : promouvoir un climat scolaire positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés et promouvoir la prévention de l'intimidation. Les conseils sont tenus d'utiliser des sondages pour surveiller et évaluer l'efficacité de leurs politiques en ce qui a trait à ces nouveaux objectifs.
3. Le paragraphe 170 (1) de la Loi est modifié pour exiger que les conseils offrent des programmes annuels de perfectionnement professionnel aux membres du personnel au sujet de la prévention de l'intimidation et de la promotion d'un climat scolaire positif. Ce paragraphe est également modifié pour exiger que les conseils fournissent des programmes, des interventions ou d'autres soutiens aux élèves qui ont été intimidés, qui ont été témoins d'incidents d'intimidation ou qui ont pratiqué l'intimidation.
4. Le nouvel article 300.0.1 énonce les objets de la partie XIII de la Loi (Comportement, mesures disciplinaires et sécurité).
5. Le nouvel article 300.0.2 proclame la troisième semaine de novembre Semaine de la sensibilisation à l'intimidation et de la prévention.
6. L'article 300.2 de la Loi est modifié pour exiger que le directeur d'école enquête sur les incidents d'activités déterminées dont il lui est fait rapport. Cet article exige également qu'il communique les résultats de l'enquête à l'enseignant qui est l'auteur du rapport ou, s'il s'agit d'un autre employé, à celui-ci, sauf si cela ne serait pas approprié.
7. L'article 300.3 de la Loi exige que le directeur d'école avise le père, la mère ou le tuteur de l'élève dont il croit qu'il a subi un préjudice par suite d'une activité déterminée. Cet article est modifié pour exiger que le directeur avise le père, la mère ou le tuteur de tout élève qui s'est livré à l'activité ayant causé le préjudice.
8. Le paragraphe 301 (2) de la Loi, qui énonce les objets du code de conduite provincial, est modifié de façon à inclure la prévention de l'intimidation dans les écoles. Le nouveau paragraphe 301 (3.1) oblige les conseils qui concluent une entente avec une autre personne ou entité pour l'utilisation d'une école qui relève d'eux à exiger que la personne ou l'entité respecte des normes qui sont compatibles avec le code de conduite provincial. Le paragraphe 301 (6) est modifié pour exiger que le ministre établisse des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves et énonce les questions qui doivent y être traitées. Le nouveau paragraphe 301 (7.1) exige que le mi-

vention in schools and sets out matters that must be included. Subsections 301 (7.2) and (7.3) are added to authorize the Minister to make policies and guidelines about the collection of specified information and about specified reports.

9. Subsection 302 (2) of the Act, which authorizes boards to establish policies and guidelines with respect to disciplining pupils, is amended to require boards to establish policies and guidelines that address the matters set out in subsection 301 (6). The new subsection 302 (3.4) requires boards to establish policies and guidelines with respect to bullying prevention and intervention in schools that address the matters set out in subsection 301 (7.1).
10. A new section 303.1 requires boards to support pupils who want to establish and lead activities or organizations that promote a safe and inclusive learning environment, the acceptance of and respect for others and the creation of a positive school climate. The section prohibits boards and principals from refusing the use of the name gay-straight alliance or a similar name for certain organizations. The section also provides that the name of any activity or organization must be consistent with the promotion of a positive school climate that is inclusive and accepting of all pupils.
11. A new section 303.2 requires the Minister to develop a model bullying prevention and intervention plan.
12. A new section 303.3 requires boards to establish a bullying prevention and intervention plan and to require its schools to implement the plan.
13. Subsection 310 (1) of the Act, which sets out the circumstances in which a pupil must be suspended and considered for possible expulsion, is amended to include certain circumstances relating to bullying and to activities that are motivated by bias, prejudice or hate.
14. A new section 314.5 requires boards to submit annual reports to the Minister respecting suspensions and expulsions. The section also requires the Minister to post information about the number of reported suspensions and expulsions on the ministry's website.

nistre établit des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles et énonce les questions qui doivent y être traitées. Les nouveaux paragraphes 301 (7.2) et (7.3) autorisent le ministre à établir des politiques et des lignes directrices relatives à la collecte de renseignements déterminés et à des rapports déterminés.

9. Le paragraphe 302 (2) de la Loi, qui autorise les conseils à établir des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves, est modifié de façon à obliger les conseils à établir des politiques et des lignes directrices qui traitent des questions énoncées au paragraphe 301 (6). Le nouveau paragraphe 302 (3.4) oblige les conseils à établir des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles qui traitent des questions énoncées au paragraphe 301 (7.1).
10. Le nouvel article 303.1 oblige les conseils à appuyer les élèves qui désirent mettre sur pied et diriger des activités ou des organisations qui favorisent un milieu d'apprentissage sécuritaire et inclusif, l'acceptation et le respect des autres ainsi que la création d'un climat scolaire positif. Cet article interdit aux conseils et aux directeurs d'école de refuser l'utilisation du nom «alliance gai-hétéro» ou d'un nom similaire pour certaines organisations. Il prévoit également que le nom de toute activité ou organisation doit être compatible avec la promotion d'un climat scolaire positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés.
11. Le nouvel article 303.2 exige que le ministre élabore un plan type de prévention et d'intervention en matière d'intimidation.
12. Le nouvel article 303.3 oblige les conseils à établir un plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation et à exiger que leurs écoles le mettent en oeuvre.
13. Le paragraphe 310 (1) de la Loi, qui énonce les circonstances dans lesquelles un élève doit être suspendu et peut-être renvoyé, est modifié de façon à inclure certaines circonstances ayant trait à l'intimidation et à des activités motivées par des préjugés ou de la haine.
14. Le nouvel article 314.5 exige que les conseils présentent au ministre des rapports annuels traitant des suspensions et des renvois. Cet article exige également que le ministre affiche sur le site Web du ministère des renseignements sur le nombre de suspensions et de renvois déclarés.

**An Act to amend
the Education Act
with respect to bullying
and other matters**

Note: This Act amends the *Education Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-laws.gov.on.ca.

Preamble

The people of Ontario and the Legislative Assembly:

Believe that education plays a critical role in preparing young people to grow up as productive, contributing and constructive citizens in the diverse society of Ontario;

Believe that all students should feel safe at school and deserve a positive school climate that is inclusive and accepting, regardless of race, ancestry, place of origin, colour, ethnic origin, citizenship, creed, sex, sexual orientation, gender identity, gender expression, age, marital status, family status or disability;

Believe that a healthy, safe and inclusive learning environment where all students feel accepted is a necessary condition for student success;

Understand that students cannot be expected to reach their full potential in an environment where they feel insecure or intimidated;

Believe that students need to be equipped with the knowledge, skills, attitude and values to engage the world and others critically, which means developing a critical consciousness that allows them to take action on making their schools and communities more equitable and inclusive for all people, including LGBTTIQ (lesbian, gay, bisexual, transgender, transsexual, two-spirited, intersex, queer and questioning) people;

Recognize that a whole-school approach is required, and that everyone — government, educators, school staff, parents, students and the wider community — has a role to play in creating a positive school climate and preventing inappropriate behaviour, such as bullying, sexual assault, gender-based violence and incidents based on homophobia, transphobia or biphobia;

**Loi modifiant
la Loi sur l'éducation
en ce qui a trait à l'intimidation
et à d'autres questions**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi sur l'éducation*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Préambule

La population de l'Ontario et l'Assemblée législative :

croient que l'éducation joue un rôle primordial pour préparer les jeunes à devenir des citoyens productifs qui contribuent à l'édification de la société diverse que constitue l'Ontario;

croient que tous les élèves devraient se sentir en sécurité à l'école et qu'ils ont droit à un climat scolaire positif qui soit inclusif et où ils se sentent acceptés, sans égard à la race, à l'ascendance, au lieu d'origine, à la couleur, à l'origine ethnique, à la citoyenneté, à la croyance, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité sexuelle, à l'expression de l'identité sexuelle, à l'âge, à l'état matrimonial, à l'état familial ou au handicap;

croient qu'un milieu d'apprentissage sain, sécuritaire et inclusif dans lequel tous les élèves se sentent acceptés est une condition nécessaire à la réussite scolaire;

comprennent qu'on ne peut s'attendre à ce que les élèves atteignent leur plein potentiel dans un milieu où ils ne se sentent pas en sécurité ou à l'abri de l'intimidation;

croient que les élèves doivent être munis des connaissances, compétences, attitudes et valeurs nécessaires pour appréhender le monde et les autres de façon critique, ce qui signifie acquérir une conscience critique qui leur permet d'agir afin de rendre leurs écoles et leurs collectivités plus équitables et inclusives pour tous, y compris les personnes LGBTTBQI (lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, transsexuelles, bispirituelles, intersexuées, queer et en questionnement);

reconnaissent qu'une approche globale à l'échelle de l'école est requise et que tous — le gouvernement, les éducateurs, le personnel des écoles, les parents, les élèves et la communauté en son entier — ont un rôle à jouer dans l'instauration d'un climat scolaire positif et dans la prévention de comportements inappropriés tels que l'intimidation, l'agression sexuelle, la violence sexiste et les incidents fondés sur l'homophobie, la transphobie ou la biphobie;

Acknowledge that an open and ongoing dialogue among the principal, school staff, parents and students is an important component in creating a positive school climate in which everyone feels safe and respected;

Acknowledge that there is a need for stronger action to create a safe and inclusive environment in all schools, and to support all students, including both students who are impacted by and students who have engaged in inappropriate behavior, to assist them in developing healthy relationships, making good choices, continuing their learning and achieving success.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Education Act* is amended by adding the following definition:

“bullying” means aggressive and typically repeated behaviour by a pupil where,

- (a) the behaviour is intended by the pupil to have the effect of, or the pupil ought to know that the behaviour would be likely to have the effect of,
 - (i) causing harm, fear or distress to another individual, including physical, psychological, social or academic harm, harm to the individual’s reputation or harm to the individual’s property, or
 - (ii) creating a negative environment at a school for another individual, and
- (b) the behaviour occurs in a context where there is a real or perceived power imbalance between the pupil and the individual based on factors such as size, strength, age, intelligence, peer group power, economic status, social status, religion, ethnic origin, sexual orientation, family circumstances, gender, gender identity, gender expression, race, disability or the receipt of special education; (“intimidation”)

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Bullying

(1.0.0.1) For the purposes of the definition of “bullying” in subsection (1), behaviour includes the use of any physical, verbal, electronic, written or other means.

Cyber-bullying

(1.0.0.2) For the purposes of the definition of “bullying” in subsection (1), bullying includes bullying by electronic means (commonly known as cyber-bullying), including,

- (a) creating a web page or a blog in which the creator assumes the identity of another person;

reconnaissent qu’un dialogue ouvert et permanent entre le directeur d’école, le personnel de l’école, les parents et les élèves est une composante importante pour la création d’un climat scolaire positif dans lequel chacun se sent respecté et en sécurité;

reconnaissent que des mesures plus vigoureuses sont indispensables pour créer un milieu sécuritaire et inclusif dans toutes les écoles et soutenir tous les élèves, aussi bien ceux qui sont touchés par des comportements inappropriés que ceux qui se livrent à de tels comportements, afin de les aider à établir des relations saines, à faire de bons choix, à poursuivre leur apprentissage et à réussir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’éducation* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«intimidation» Comportement agressif et généralement répété d’un élève envers une autre personne qui, à la fois :

- a) a pour but, ou dont l’élève devrait savoir qu’il aura vraisemblablement cet effet :
 - (i) soit de causer à la personne un préjudice, de la peur ou de la détresse, y compris un préjudice corporel, psychologique, social ou scolaire, un préjudice à la réputation ou un préjudice matériel,
 - (ii) soit de créer un climat négatif pour la personne à l’école;
- b) se produit dans un contexte de déséquilibre de pouvoirs, réel ou perçu, entre l’élève et l’autre personne, selon des facteurs tels que la taille, la force, l’âge, l’intelligence, le pouvoir des pairs, la situation économique, le statut social, la religion, l’origine ethnique, l’orientation sexuelle, la situation familiale, le sexe, l’identité sexuelle, l’expression de l’identité sexuelle, la race, le handicap ou des besoins particuliers. («bullying»)

(2) L’article 1 de la *Loi* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Intimidation

(1.0.0.1) On entend en outre par comportement, pour l’application de la définition de «intimidation» au paragraphe (1), le recours à des moyens physiques, verbaux, électroniques, écrits ou autres.

Cyberintimidation

(1.0.0.2) On entend en outre par intimidation, pour l’application de la définition de «intimidation» au paragraphe (1), l’intimidation par des moyens électroniques (communément appelée cyberintimidation), notamment par :

- a) la création d’une page Web ou d’un blogue dans lequel le créateur usurpe l’identité d’une autre personne;

- (b) impersonating another person as the author of content or messages posted on the internet; and
- (c) communicating material electronically to more than one individual or posting material on a website that may be accessed by one or more individuals.

2. (1) Paragraph 29.1 of subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

equity and inclusive education

- 29.1 require boards to develop and implement an equity and inclusive education policy, and, if required by the Minister, submit the policy to the Minister and implement changes to the policy as directed by the Minister;

(2) Subsection 8 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

surveys under s. 169.1 (2.1)

31. establish policies and guidelines respecting the surveys referred to in subsection 169.1 (2.1);

3. (1) Subsection 169.1 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (a.1) promote a positive school climate that is inclusive and accepting of all pupils, including pupils of any race, ancestry, place of origin, colour, ethnic origin, citizenship, creed, sex, sexual orientation, gender identity, gender expression, age, marital status, family status or disability;
- (a.2) promote the prevention of bullying;

(2) Section 169.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

School climate surveys

(2.1) In fulfilling its duties under clause (1) (e) with respect to the effectiveness of policies developed by the board to promote the goals referred to in clauses (1) (a.1) and (a.2), every board shall use surveys to collect information from its pupils and staff, and parents and guardians of its pupils at least once every two years in accordance with any policies and guidelines made under paragraph 31 of subsection 8 (1).

Same

(2.2) In collecting information under subsection (2.1), a board shall not collect any name or any identifying number, symbol or other particular assigned to a person.

4. Subsection 170 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

professional development programs, bullying and school climate

- 7.1 establish and provide annual professional devel-

- b) le fait de faire passer une autre personne comme l'auteur de renseignements ou de messages affichés sur Internet;
- c) la communication électronique d'éléments d'information à plus d'une personne ou leur affichage sur un site Web auquel une ou plusieurs personnes ont accès.

2. (1) La disposition 29.1 du paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

équité et éducation inclusive

- 29.1 exiger des conseils qu'ils élaborent et mettent en oeuvre une politique d'équité et d'éducation inclusive et, si le ministre l'exige, qu'ils lui soumettent cette politique et y apportent les modifications qu'il ordonne;

(2) Le paragraphe 8 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

sondages visés au par. 169.1 (2.1)

31. établir des politiques et des lignes directrices concernant les sondages visés au paragraphe 169.1 (2.1);

3. (1) Le paragraphe 169.1 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- a.1) promouvoir un climat scolaire positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés, sans égard à la race, à l'ascendance, au lieu d'origine, à la couleur, à l'origine ethnique, à la citoyenneté, à la croyance, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité sexuelle, à l'expression de l'identité sexuelle, à l'âge, à l'état matrimonial, à l'état familial ou au handicap;
- a.2) promouvoir la prévention de l'intimidation;

(2) L'article 169.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Sondages sur le climat scolaire

(2.1) Pour s'acquitter des fonctions que lui attribue l'alinéa (1) e) quant à l'efficacité des politiques qu'il élabore pour promouvoir les objectifs visés aux alinéas (1) a.1) et a.2), chaque conseil doit effectuer des sondages pour recueillir des renseignements auprès de ses élèves, des membres de son personnel et des parents et tuteurs de ses élèves, au moins une fois tous les deux ans, conformément aux politiques et aux lignes directrices établies en vertu de la disposition 31 du paragraphe 8 (1).

Idem

(2.2) Lorsqu'il recueille des renseignements en application du paragraphe (2.1), le conseil ne doit pas recueillir de nom ni de numéro d'identification, de symbole ou d'autre signe individuel attribué à une personne.

4. Le paragraphe 170 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

programmes de perfectionnement professionnel : intimidation et climat scolaire

- 7.1 créer et offrir des programmes annuels de perfec-

opment programs to educate teachers and other staff of the board about bullying prevention and strategies for promoting positive school climates;

5. Subsection 170 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

programs, interventions and other supports, bullying

- 7.2 provide programs, interventions or other supports for pupils who have been bullied, pupils who have witnessed incidents of bullying and pupils who have engaged in bullying, and the programs, interventions and other supports may be provided by social workers, psychologists or other professionals who have training in similar fields, as determined by the board;

6. The Act is amended by adding the following section:

Purpose

300.0.1 The purposes of this Part include the following:

1. To create schools in Ontario that are safe, inclusive and accepting of all pupils.
2. To encourage a positive school climate and prevent inappropriate behaviour, including bullying, sexual assault, gender-based violence and incidents based on homophobia, transphobia or biphobia.
3. To address inappropriate pupil behaviour and promote early intervention.
4. To provide support to pupils who are impacted by inappropriate behaviour of other pupils.
5. To establish disciplinary approaches that promote positive behaviour and use measures that include appropriate consequences and supports for pupils to address inappropriate behaviour.
6. To provide pupils with a safe learning environment.

7. The Act is amended by adding the following section:

Bullying Awareness and Prevention Week

300.0.2 (1) The week beginning on the third Sunday in November in each year is proclaimed as Bullying Awareness and Prevention Week.

Same, purpose

(2) The purpose of subsection (1) is to promote awareness and understanding of bullying and its consequences in the school community.

8. (1) Section 300.2 of the Act is amended by striking out “as soon as reasonably possible”.

tionnement professionnel afin d’informer les enseignants et les autres membres du personnel du conseil à propos de la prévention de l’intimidation et des stratégies visant à favoriser un climat scolaire positif;

5. Le paragraphe 170 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

programmes, interventions et autres soutiens : intimidation

- 7.2 fournir des programmes, des interventions ou d’autres soutiens aux élèves qui ont été intimidés, à ceux qui ont été témoins d’incidents d’intimidation et à ceux qui ont pratiqué l’intimidation, ces programmes, interventions et autres soutiens pouvant être fournis par des travailleurs sociaux, des psychologues ou d’autres professionnels formés dans des domaines similaires, selon ce que décide le conseil;

6. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Objet

300.0.1 La présente partie a notamment pour objet ce qui suit :

1. Créer en Ontario des écoles sécuritaires et inclusives où tous les élèves se sentent acceptés.
2. Favoriser un climat scolaire positif et prévenir les comportements inappropriés, notamment l’intimidation, l’agression sexuelle, la violence sexiste et les incidents fondés sur l’homophobie, la transphobie ou la biphobie.
3. Traiter des comportements inappropriés chez les élèves et promouvoir l’intervention précoce.
4. Fournir un soutien aux élèves qui sont touchés par les comportements inappropriés d’autres élèves.
5. Mettre en place une démarche disciplinaire qui favorise des comportements positifs et qui emploie des mesures — notamment des conséquences et des soutiens appropriés pour les élèves — pour réagir aux comportements inappropriés.
6. Fournir aux élèves un milieu d’apprentissage sécuritaire.

7. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Semaine de la sensibilisation à l’intimidation et de la prévention

300.0.2 (1) La semaine qui commence le troisième dimanche de novembre de chaque année est proclamée Semaine de la sensibilisation à l’intimidation et de la prévention.

Idem : objet

(2) Le paragraphe (1) a pour objet de promouvoir la sensibilisation à l’intimidation et à ses conséquences au sein de la communauté scolaire ainsi que la compréhension de ces réalités.

8. (1) L’article 300.2 de la Loi est modifié par suppression de «dès qu’il est raisonnablement possible de le faire» à la fin de l’article.

(2) Section 300.2 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(2) An employee shall report to the principal as soon as reasonably possible or, if a different time period is specified by the policies or guidelines, within that time period.

Principal's duty to investigate

(3) A principal shall investigate any matter reported under subsection (1).

Informing reporter

(4) After investigating a matter reported under subsection (1), the principal shall communicate the results of the investigation to,

- (a) if the matter was reported by a teacher, that teacher; or
- (b) if the matter was reported by an employee who is not a teacher, that employee unless, in the principal's opinion, it would not be appropriate to do so.

Same

(5) The principal shall not disclose more personal information under subsection (4) than is reasonably necessary for the purpose of communicating the results of the investigation.

9. (1) Subsection 300.3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Notice to parent or guardian

(1) Subject to subsections (2) and (3), if the principal of a school believes that a pupil of the school has been harmed as a result of an activity described in subsection 306 (1) or 310 (1), the principal shall, as soon as reasonably possible, notify,

- (a) the parent or guardian of the pupil who the principal believes has been harmed; and
- (b) the parent or guardian of any pupil of the school who the principal believes has engaged in the activity that resulted in the harm.

(2) Subsection 300.3 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(4) When notifying a parent or guardian of a pupil under clause (1) (a), the principal shall disclose,

- (a) the nature of the activity that resulted in harm to the pupil;
- (b) the nature of the harm to the pupil;
- (c) the steps taken to protect the pupil's safety, including the nature of any disciplinary measures taken in response to the activity; and

(2) L'article 300.2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(2) L'employé fait rapport au directeur d'école dès qu'il est raisonnablement possible de le faire ou dans l'autre délai que précisent les politiques ou les lignes directrices, le cas échéant.

Enquête du directeur d'école

(3) Le directeur d'école enquête sur toute question dont il lui est fait rapport en application du paragraphe (1).

Communication des résultats à l'auteur du rapport

(4) Après avoir enquêté sur une question dont il lui a été fait rapport en application du paragraphe (1), le directeur d'école communique les résultats de son enquête :

- a) si l'auteur du rapport est un enseignant, à cet enseignant;
- b) si l'auteur du rapport est un employé qui n'est pas un enseignant, à cet employé, sauf si le directeur d'école estime qu'il ne serait pas approprié de le faire.

Idem

(5) Le directeur d'école ne doit pas divulguer plus de renseignements personnels en application du paragraphe (4) qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour communiquer les résultats de l'enquête.

9. (1) Le paragraphe 300.3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Avis au père, à la mère ou au tuteur

(1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), si le directeur d'une école croit qu'un élève de l'école a subi un préjudice par suite d'une activité visée au paragraphe 306 (1) ou 310 (1), il en avise, dès qu'il est raisonnablement possible de le faire :

- a) le père, la mère ou le tuteur de l'élève dont le directeur croit qu'il a subi un préjudice;
- b) le père, la mère ou le tuteur de tout élève de l'école dont le directeur croit qu'il s'est livré à l'activité ayant causé le préjudice.

(2) Le paragraphe 300.3 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(4) Lorsqu'il avise le père, la mère ou le tuteur d'un élève en application de l'alinéa (1) a), le directeur d'école divulgue ce qui suit :

- a) la nature de l'activité ayant causé un préjudice à l'élève;
- b) la nature du préjudice causé à l'élève;
- c) les mesures prises pour protéger la sécurité de l'élève, y compris la nature des mesures disciplinaires prises en réponse à l'activité;

- (d) the supports that will be provided for the pupil in response to the harm that resulted from the activity.

(3) Subsection 300.3 (5) of the Act is amended by striking out “under this section” and substituting “of a pupil under clause (1) (a)”.

(4) Section 300.3 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(6) When notifying a parent or guardian of a pupil under clause (1) (b), the principal shall disclose,

- (a) the nature of the activity that resulted in harm to the other pupil;
- (b) the nature of the harm to the other pupil;
- (c) the nature of any disciplinary measures taken in response to the activity; and
- (d) the supports that will be provided for the pupil in response to his or her engagement in the activity.

Same

(7) When notifying a parent or guardian of a pupil under clause (1) (b), the principal shall not disclose the name of or any other identifying or personal information about a pupil who has been harmed as a result of the activity, except in so far as is necessary to comply with subsection (6).

Parent’s right to provide comments

(8) When notifying a parent or guardian under this section, the principal shall invite the parent or guardian to have a discussion with the principal about the supports that will be provided for his or her child.

10. (1) Subsection 301 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 7. To prevent bullying in schools.

(2) Section 301 of the Act is amended by adding the following subsection:

Agreements with third parties re use of schools

(3.1) If a board enters into an agreement with another person or entity, other than a board, respecting the use of a school operated by the board, the board shall include in the agreement a requirement that the person or entity follow standards that are consistent with the code of conduct.

(3) Subsection 301 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, governing discipline

(6) The Minister shall establish policies and guidelines with respect to disciplining pupils, which must include policies and guidelines respecting,

- (a) the use of disciplinary measures within a framework that,

- d) les soutiens qui seront fournis à l’élève en réponse au préjudice causé par l’activité.

(3) Le paragraphe 300.3 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «en application du présent article» par «d’un élève en application de l’alinéa (1) a)».

(4) L’article 300.3 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(6) Lorsqu’il avise le père, la mère ou le tuteur d’un élève en application de l’alinéa (1) b), le directeur d’école divulgue ce qui suit :

- a) la nature de l’activité ayant causé un préjudice à l’autre élève;
- b) la nature du préjudice causé à l’autre élève;
- c) la nature des mesures disciplinaires prises en réponse à l’activité;
- d) les soutiens qui seront fournis à l’élève en réponse à sa participation à l’activité.

Idem

(7) Lorsqu’il avise le père, la mère ou le tuteur d’un élève en application de l’alinéa (1) b), le directeur d’école ne doit pas divulguer le nom d’un élève qui a subi un préjudice par suite de l’activité ni d’autres renseignements identificatoires ou personnels à son sujet, sauf dans la mesure où cela est nécessaire pour se conformer au paragraphe (6).

Droit du père ou de la mère d’avoir une discussion

(8) Lorsqu’il avise un père, une mère ou un tuteur en application du présent article, le directeur d’école l’invite à avoir avec lui une discussion à propos des soutiens qui seront fournis à son enfant.

10. (1) Le paragraphe 301 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 7. Prévenir l’intimidation dans les écoles.

(2) L’article 301 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Ententes avec des tiers pour l’utilisation des écoles

(3.1) Le conseil qui conclut une entente avec une autre personne ou entité, à l’exclusion d’un conseil, pour l’utilisation d’une école qui relève de lui y inclut une exigence voulant que la personne ou l’entité respecte des normes qui sont compatibles avec le code de conduite.

(3) Le paragraphe 301 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : mesures disciplinaires

(6) Le ministre établit des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires, notamment des politiques et des lignes directrices traitant de ce qui suit :

- a) l’utilisation de mesures disciplinaires s’inscrivant dans un cadre qui :

- (i) identifies pupil behaviours that are inappropriate and that, without excluding less serious behaviour, include bullying, sexual assault, gender-based violence and incidents based on homophobia, transphobia or biphobia,
- (ii) provides for appropriate consequences for pupils who engage in inappropriate behaviour,
- (iii) provides for progressively more serious consequences for repeated or more serious inappropriate behaviour,
- (iv) provides support for pupils who are impacted by inappropriate behaviour, and for pupils who engage in inappropriate behaviour, to assist them in developing healthy relationships, making good choices, continuing their learning and achieving success,
- (v) provides for prevention strategies, and
- (vi) provides for early and ongoing intervention strategies;
- (b) opportunities for all pupils, their parents and guardians, and all teachers and other staff members in a school to increase their understanding and awareness of inappropriate pupil behaviour;
- (c) opportunities for all teachers and other staff members in a school to increase their ability to respond to inappropriate pupil behaviour;
- (d) training for all teachers and other staff;
- (e) procedures for responding appropriately and in a timely manner to inappropriate behaviour;
- (f) resources to support pupils who are impacted by inappropriate behaviour;
- (g) resources to support pupils who have engaged in inappropriate behaviour;
- (h) a process that parents or guardians of pupils described in clause (f) or (g) can follow if they have concerns about the support provided to their child.

(4) Section 301 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same, bullying

(7.1) The Minister shall establish policies and guidelines with respect to bullying prevention and intervention in schools, which must include policies and guidelines respecting,

- (a) training for all teachers and other staff;
- (b) resources to support pupils who have been bullied;

- (i) définit les comportements d'élèves qui sont inappropriés, notamment — sans exclure des comportements moins graves — l'intimidation, l'agression sexuelle, la violence sexiste et les incidents fondés sur l'homophobie, la transphobie ou la biphobie,
- (ii) prévoit des conséquences appropriées pour les élèves qui se livrent à des comportements inappropriés,
- (iii) prévoit des conséquences progressivement plus sévères pour des comportements inappropriés répétés ou plus graves,
- (iv) fournit un soutien aussi bien aux élèves qui sont touchés par des comportements inappropriés qu'à ceux qui se livrent à de tels comportements afin de les aider à établir des relations saines, à faire de bons choix, à poursuivre leur apprentissage et à réussir,
- (v) prévoit des stratégies de prévention,
- (vi) prévoit des stratégies d'intervention précoce et continue;
- b) des occasions, pour tous les élèves, leurs parents et tuteurs ainsi que tous les enseignants et autres membres du personnel d'une école, d'accroître leur compréhension des comportements inappropriés chez les élèves et leur sensibilisation à ces comportements;
- c) des occasions, pour tous les enseignants et autres membres du personnel d'une école, d'accroître leur capacité à réagir aux comportements inappropriés des élèves;
- d) la formation de tous les enseignants et autres membres du personnel;
- e) des procédures pour réagir de façon appropriée et opportune aux comportements inappropriés;
- f) des ressources pour soutenir les élèves touchés par des comportements inappropriés;
- g) des ressources pour soutenir les élèves qui se sont livrés à des comportements inappropriés;
- h) un processus que les parents ou tuteurs des élèves visés à l'alinéa f) ou g) peuvent suivre s'ils ont des préoccupations quant au soutien fourni à leur enfant.

(4) L'article 301 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : intimidation

(7.1) Le ministre établit des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles, notamment des politiques et des lignes directrices traitant de ce qui suit :

- a) la formation de tous les enseignants et autres membres du personnel;
- b) des ressources pour soutenir les élèves qui ont été intimidés;

- (c) strategies to support pupils who witness incidents of bullying;
- (d) resources to support pupils who have engaged in bullying;
- (e) procedures that allow pupils to report incidents of bullying safely and in a way that minimizes the possibility of reprisal;
- (f) procedures that allow parents and guardians and other persons to report incidents of bullying;
- (g) the use of disciplinary measures within the framework described in clause (6) (a) in response to bullying;
- (h) procedures for responding appropriately and in a timely manner to bullying;
- (i) matters to be addressed in bullying prevention and intervention plans established by boards under section 303.3.

Same, collection of information

(7.2) The Minister may establish policies and guidelines requiring boards to collect specified information relating to behaviour, discipline and safety in schools.

Same, s. 314.5 reports

(7.3) The Minister may establish policies and guidelines with respect to the reports required under subsection 314.5 (1), including policies and guidelines respecting the form and content of the reports and the times at which they must be submitted.

Approval and changes, board policies and guidelines

(11) The Minister may require boards to submit any policy or guideline established under section 302 to the Minister and to implement changes to the policy or guideline as directed by the Minister.

11. (1) Subsection 302 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, governing discipline

(2) Every board shall establish policies and guidelines with respect to disciplining pupils, and the policies and guidelines must,

- (a) be consistent with this Part and with those established by the Minister under section 301;
- (b) address every matter described in clauses 301 (6) (a) to (h); and
- (c) address any other matter and include any other requirement that the Minister may specify.

- c) des stratégies pour soutenir les élèves qui sont témoins d'incidents d'intimidation;
- d) des ressources pour soutenir les élèves qui ont pratiqué l'intimidation;
- e) des procédures permettant aux élèves de signaler les incidents d'intimidation en toute sécurité et d'une façon qui réduit au minimum les risques de représailles;
- f) les procédures permettant aux parents et tuteurs et aux autres personnes de signaler les incidents d'intimidation;
- g) l'utilisation de mesures disciplinaires s'inscrivant dans le cadre visé à l'alinéa (6) a) en cas d'intimidation;
- h) des procédures pour réagir de façon appropriée et opportune à l'intimidation;
- i) les questions qui doivent être traitées dans les plans de prévention et d'intervention en matière d'intimidation établis par les conseils en application de l'article 303.3.

Idem : collecte de renseignements

(7.2) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices exigeant des conseils qu'ils recueillent les renseignements déterminés concernant le comportement, les mesures disciplinaires et la sécurité dans les écoles.

Idem : rapports visés à l'art. 314.5

(7.3) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices relatives aux rapports exigés par le paragraphe 314.5 (1), notamment des politiques et des lignes directrices traitant de la forme et du contenu des rapports et des moments où ils doivent être présentés.

Approbation et modifications : politiques et lignes directrices des conseils

(11) Le ministre peut exiger des conseils qu'ils lui soumettent toute politique ou ligne directrice établie en application de l'article 302 et y apportent les modifications qu'il ordonne.

11. (1) Le paragraphe 302 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : mesures disciplinaires

(2) Chaque conseil établit des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves. Ces politiques et lignes directrices doivent :

- a) être compatibles avec la présente partie et avec celles qu'établit le ministre en vertu de l'article 301;
- b) traiter de toutes les questions visées aux alinéas 301 (6) a) à h);
- c) traiter des autres questions et comporter les autres exigences que précise le ministre.

(2) Section 302 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, governing bullying

(3.4) Every board shall establish policies and guidelines with respect to bullying prevention and intervention in schools, and the policies and guidelines must,

- (a) be consistent with those established by the Minister under section 301;
- (b) address every matter described in clauses 301 (7.1) (a) to (h); and
- (c) address any other matter and include any other requirement that the Minister may specify.

12. The Act is amended by adding the following section:

Board support for certain pupil activities and organizations

303.1 (1) Every board shall support pupils who want to establish and lead activities and organizations that promote a safe and inclusive learning environment, the acceptance of and respect for others and the creation of a positive school climate, including,

- (a) activities or organizations that promote gender equity;
- (b) activities or organizations that promote anti-racism;
- (c) activities or organizations that promote the awareness and understanding of, and respect for, people with disabilities; or
- (d) activities or organizations that promote the awareness and understanding of, and respect for, people of all sexual orientations and gender identities, including organizations with the name gay-straight alliance or another name.

Same, gay-straight alliance

(2) For greater certainty, neither the board nor the principal shall refuse to allow a pupil to use the name gay-straight alliance or a similar name for an organization described in clause (1) (d).

Same, interpretation

(3) Nothing in this section shall be interpreted to require a board to support the establishment of an activity or organization in a school unless there is at least one pupil who wants to establish and lead it.

Inclusive and accepting name

(4) The name of an activity or organization described in subsection (1) must be consistent with the promotion of a positive school climate that is inclusive and accepting of all pupils.

Same

(5) A board shall comply with this section in a way

(2) L'article 302 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : intimidation

(3.4) Chaque conseil établit des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles. Ces politiques et lignes directrices doivent :

- a) être compatibles avec celles qu'établit le ministre en vertu de l'article 301;
- b) traiter de toutes les questions visées aux alinéas 301 (7.1) a) à h);
- c) traiter des autres questions et comporter les autres exigences que précise le ministre.

12. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Appui du conseil pour certaines activités et organisations d'élèves

303.1 (1) Chaque conseil appuie les élèves qui désirent mettre sur pied et diriger des activités ou des organisations qui favorisent un milieu d'apprentissage sécuritaire et inclusif, l'acceptation et le respect des autres ainsi que la création d'un climat scolaire positif, notamment :

- a) des activités ou des organisations qui encouragent l'équité entre les sexes;
- b) des activités ou des organisations qui encouragent la lutte contre le racisme;
- c) des activités ou des organisations qui encouragent la sensibilisation aux personnes handicapées, la compréhension de leur situation et le respect à leur égard;
- d) des activités ou des organisations qui encouragent la sensibilisation aux personnes de toutes orientations et identités sexuelles — y compris les organisations portant le nom «alliance gai-hétéro» ou un autre nom —, la compréhension de leur situation et le respect à leur égard.

Idem : alliance gai-hétéro

(2) Il est entendu que ni le conseil ni le directeur d'école ne doit refuser à un élève le droit d'utiliser le nom «alliance gai-hétéro» ou un nom similaire pour une organisation visée à l'alinéa (1) d).

Idem : interprétation

(3) Le présent article n'a pas pour effet d'exiger du conseil qu'il appuie la mise sur pied d'une activité ou d'une organisation dans une école sauf si au moins un élève veut la mettre sur pied et la diriger.

Nom suggérant l'inclusion et la tolérance

(4) Le nom d'une activité ou d'une organisation visée au paragraphe (1) doit être compatible avec la promotion d'un climat scolaire positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés.

Idem

(5) Le conseil se conforme au présent article d'une

that does not adversely affect any right of a pupil guaranteed by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

13. The Act is amended by adding the following sections:

Model provincial bullying prevention and intervention plan

303.2 (1) The Minister shall develop a model bullying prevention and intervention plan to assist boards in establishing bullying prevention and intervention plans under section 303.3.

Communication to boards

(2) The Minister shall make the model bullying prevention and intervention plan available to every board.

Board's bullying prevention and intervention plan

303.3 (1) Every board shall establish a bullying prevention and intervention plan for the schools of the board and require its schools to implement the plan.

Contents of plan

(2) The bullying prevention and intervention plan shall address any matter specified in the policies or guidelines made under clause 301 (7.1) (i).

Consultation

(3) When establishing the bullying prevention and intervention plan, a board shall solicit the views of the pupils, teachers and staff of the board, the volunteers working in the schools, the parents and guardians of the pupils, school councils and the public.

Communication of plans, board

(4) A board shall make its bullying prevention and intervention plan available to the public by posting it on the board's website or, if the board does not have a website, in another manner that the board considers appropriate.

Same, principal

(5) A principal of a school shall make the board's bullying prevention and intervention plan available to the public by posting it on the school's website or, if the school does not have a website, in another manner that the principal considers appropriate.

Review of plan

(6) A board shall periodically review its bullying prevention and intervention plan and shall solicit the views of those listed in subsection (3).

14. Subsection 310 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

7.1 Bullying, if,

- i. the pupil has previously been suspended for engaging in bullying, and

façon qui ne porte pas atteinte à tout droit d'un élève garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

13. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Plan provincial type de prévention et d'intervention en matière d'intimidation

303.2 (1) Le ministre élabore un plan type de prévention et d'intervention en matière d'intimidation afin d'aider les conseils à établir leur propre plan en application de l'article 303.3.

Communication aux conseils

(2) Le ministre met le plan type de prévention et d'intervention en matière d'intimidation à la disposition de chaque conseil.

Plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation du conseil

303.3 (1) Chaque conseil établit un plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation pour ses écoles et exige qu'elles le mettent en oeuvre.

Contenu du plan

(2) Le plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation traite de toute question précisée dans les politiques ou lignes directrices établies en vertu de l'alinéa 301 (7.1) i).

Consultation

(3) Lorsqu'il établit le plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation, le conseil sollicite les vues des élèves, des enseignants et du personnel du conseil, des bénévoles qui travaillent dans les écoles, des parents et tuteurs des élèves, des conseils d'école et du public.

Communication des plans par le conseil

(4) Le conseil met son plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation à la disposition du public en l'affichant sur son site Web ou, s'il n'en a pas, d'une autre façon qu'il estime appropriée.

Idem : directeur d'école

(5) Le directeur d'une école met le plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation du conseil à la disposition du public en l'affichant sur le site Web de l'école ou, si elle n'en a pas, d'une autre façon que le directeur estime appropriée.

Examen du plan

(6) Le conseil examine périodiquement son plan de prévention et d'intervention en matière d'intimidation; ce faisant, il sollicite les vues des personnes indiquées au paragraphe (3).

14. Le paragraphe 310 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

7.1 Pratiquer l'intimidation, si les circonstances suivantes sont réunies :

- i. l'élève a déjà été suspendu pour avoir pratiqué l'intimidation,

- ii. the pupil's continuing presence in the school creates an unacceptable risk to the safety of another person.

7.2 Any activity listed in subsection 306 (1) that is motivated by bias, prejudice or hate based on race, national or ethnic origin, language, colour, religion, sex, age, mental or physical disability, sexual orientation, gender identity, gender expression, or any other similar factor.

15. The Act is amended by adding the following section:

Reporting re suspensions and expulsions

Board's duty to report

314.5 (1) Every board shall submit annual reports to the Minister, in accordance with the policies or guidelines under subsection 301 (7.3), respecting suspensions and expulsions.

Minister's duty to post information

(2) After receiving the reports required by subsection (1), the Minister shall post on the ministry's website information about the number of reported suspensions and expulsions.

Commencement

16. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on September 1, 2012.

Same

(2) Section 7 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Short title

17. The short title of this Act is the *Accepting Schools Act, 2012*.

- ii. la présence continue de l'élève dans l'école représente un risque inacceptable pour la sécurité d'une autre personne.

7.2 Se livrer à une autre activité visée au paragraphe 306 (1) qui est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur des facteurs tels que la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, la déficience mentale ou physique, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle.

15. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Rapport : suspensions et renvois

Obligation pour le conseil de présenter un rapport

314.5 (1) Chaque conseil présente au ministre des rapports annuels, conformément aux politiques ou lignes directrices établies en vertu du paragraphe 301 (7.3), traitant des suspensions et des renvois.

Obligation pour le ministre d'afficher les renseignements

(2) Après avoir reçu les rapports exigés par le paragraphe (1), le ministre affiche, sur le site Web du ministère, les renseignements sur le nombre de suspensions et de renvois déclarés.

Entrée en vigueur

16. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012.

Idem

(2) L'article 7 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

17. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 pour des écoles tolérantes*.

20N
B
B56



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 17

*(Chapter 1
Statutes of Ontario, 2012)*

**An Act to proclaim
the month of May
Jewish Heritage Month**

Co-sponsors:

Mr. Colle
Mr. Shurman
Ms DiNovo

Projet de loi 17

*(Chapitre 1
Lois de l'Ontario de 2012)*

**Loi proclamant
le mois de mai
Mois du patrimoine juif**

Coparrains :

M. Colle
M. Shurman
M^{me} DiNovo

1st Reading	November 30, 2011
2nd Reading	February 23, 2012
3rd Reading	February 23, 2012
Royal Assent	April 24, 2012

1 ^{re} lecture	30 novembre 2011
2 ^e lecture	23 février 2012
3 ^e lecture	23 février 2012
Sanction royale	24 avril 2012



**An Act to proclaim
the month of May
Jewish Heritage Month**

**Loi proclamant
le mois de mai
Mois du patrimoine juif**

Preamble

Ontario is home to approximately 200,000 Jewish Canadians. Since the 1800s, the Jewish Canadian community has made significant contributions to the growth and prosperity of Ontario, while overcoming tremendous obstacles.

May is a significant month for the Jewish Canadian community. Israeli Independence Day (Yom ha-Atzmaut) and Holocaust Remembrance Day (Yom ha-Shoah) frequently occur in May, as do various Jewish artistic and cultural events.

By proclaiming the month of May as Jewish Heritage Month, the Province of Ontario recognizes the important contributions that Jewish Canadians have made to Ontario's social, economic, political and cultural fabric. Jewish Heritage Month is an opportunity to remember, celebrate and educate future generations about the inspirational role that Jewish Canadians have played, and continue to play, in communities across Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Jewish Heritage Month

1. The month of May in each year is proclaimed as Jewish Heritage Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Jewish Heritage Month Act, 2012*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 17 and does not form part of the law. Bill 17 has been enacted as Chapter 1 of the Statutes of Ontario, 2012.

The Bill proclaims the month of May in each year as Jewish Heritage Month.

Préambule

Approximativement 200 000 Canadiens de confession juive vivent en Ontario. Depuis les années 1800, la communauté juive du Canada contribue de façon importante à la croissance et à la prospérité de l'Ontario, tout en surmontant d'énormes obstacles.

Le mois de mai revêt une importance particulière pour la communauté juive du Canada. Le Jour de l'indépendance d'Israël (Yom ha-Atzmaout) et le Jour commémoratif de l'Holocauste (Yom ha-Choah) sont fréquemment célébrés en mai. Diverses manifestations artistiques et culturelles juives sont également organisées pendant ce mois.

En proclamant le mois de mai Mois du patrimoine juif, la Province de l'Ontario reconnaît l'importante contribution que les Canadiens de confession juive ont apportée au tissu social, économique, politique et culturel de l'Ontario. Le Mois du patrimoine juif est l'occasion de se souvenir du rôle fondamental que les Canadiens de confession juive jouent de longue date dans les collectivités ontariennes, de le célébrer et d'en transmettre l'importance aux générations à venir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois du patrimoine juif

1. Le mois de mai de chaque année est proclamé Mois du patrimoine juif.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur le Mois du patrimoine juif*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 17, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 17 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 2012.

Le projet de loi proclame le mois de mai de chaque année Mois du patrimoine juif.

120N
XB
- B56



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 19

**An Act to amend the
Residential Tenancies Act, 2006
in respect of the
rent increase guideline**

The Hon. K. Wynne
Minister of Municipal Affairs and Housing

Government Bill

1st Reading	December 6, 2011
2nd Reading	June 4, 2012
3rd Reading	
Royal Assent	

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on Justice Policy and as reported
to the Legislative Assembly June 12, 2012)*

*(The provisions in this bill will be renumbered
after 3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 19

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur la location à usage d'habitation
en ce qui concerne le taux légal
d'augmentation des loyers**

L'honorable K. Wynne
Ministre des Affaires municipales et du Logement

Projet de loi du gouvernement

1 ^{re} lecture	6 décembre 2011
2 ^e lecture	4 juin 2012
3 ^e lecture	
Sanction royale	

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
Comité permanent de la justice et rapporté
à l'Assemblée législative le 12 juin 2012)*

*(Les dispositions du présent projet de loi
seront renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~strike through~~ for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

EXPLANATORY NOTE

Section 120 of the *Residential Tenancies Act, 2006* limits annual rent increases in accordance with a guideline which is linked to the Consumer Price Index for Ontario, reported by Statistics Canada. The section is amended to provide that the guideline shall ~~be not less than 1 per cent and not be~~ more than 2.5 per cent.

The Bill also amends section 120 to require the Minister of Municipal Affairs and Housing to initiate reviews of the operation of the section at four-year intervals.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 120 de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation* limite les augmentations de loyer annuelles conformément à un taux légal lié à l'Indice des prix à la consommation pour l'Ontario, publié par Statistique Canada. L'article est modifié afin de prévoir que le taux légal ne doit pas être ~~inférieur à 1 pour cent ni supérieur à 2,5~~ pour cent.

Le projet de loi modifie aussi l'article 120 afin d'obliger le ministre des Affaires municipales et du Logement à entreprendre un examen de l'application de cet article tous les quatre ans.

**An Act to amend the
Residential Tenancies Act, 2006
in respect of the
rent increase guideline**

Note: This Act amends the *Residential Tenancies Act, 2006*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsections 120 (2), (3), (4) and (5) of the *Residential Tenancies Act, 2006* are repealed and the following substituted:

Guideline

(2) The Minister shall determine the guideline in effect for each calendar year as follows:

1. ~~Subject to the limitations~~ Subject to the limitation set out in paragraph 2, the guideline for a calendar year is the percentage change from year to year in the Consumer Price Index for Ontario for prices of goods and services as reported monthly by Statistics Canada, averaged over the 12-month period that ends at the end of May of the previous calendar year, rounded to the first decimal point.
2. The guideline for a calendar year shall be ~~not less than 1 per cent and not more than 2.5 per cent.~~

Publication of guideline

(3) The Minister shall have the guideline for each calendar year published in *The Ontario Gazette* not later than August 31 of the preceding year.

Transition

(4) The guideline for the calendar year in which the commencement date occurs is the guideline established for that year under this section as it read immediately before the commencement date.

Same

(5) If the commencement date occurs on or after September 1 in a calendar year, the guideline for the following calendar year is the guideline established for that year under this section as it read immediately before the commencement date.

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur la location à usage d'habitation
en ce qui concerne le taux légal
d'augmentation des loyers**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Les paragraphes 120 (2), (3), (4) et (5) de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Taux légal

(2) Le ministre établit le taux légal en vigueur pour chaque année civile comme suit :

1. ~~Sous réserve des limites indiquées~~ Sous réserve de la limite indiquée à la disposition 2, le taux légal pour une année civile correspond à la moyenne sur la période de 12 mois qui se termine à la fin du mois de mai de l'année civile précédente, arrondie à la première décimale, du taux de variation annuelle de l'Indice des prix à la consommation des biens et des services pour l'Ontario, tel qu'il est publié mensuellement par Statistique Canada.
2. Le taux légal pour une année civile ne doit pas être ~~inférieur à 1 pour cent ni supérieur à 2,5 pour cent.~~

Publication du taux légal

(3) Le ministre fait publier le taux légal pour chaque année civile dans la *Gazette de l'Ontario* au plus tard le 31 août de l'année précédente.

Disposition transitoire

(4) Le taux légal pour l'année civile où tombe la date d'entrée en vigueur est celui fixé pour cette année en application du présent article, dans sa version antérieure à cette date.

Idem

(5) Si la date d'entrée en vigueur tombe le 1^{er} septembre d'une année civile ou après cette date, le taux légal pour l'année civile suivante est celui fixé pour cette année-là en application du présent article, dans sa version antérieure à cette date.

Review by Minister

(6) The Minister shall initiate a review of the operation of this section within four years after the commencement date and thereafter within four years after the end of the previous review.

Definition

(7) In subsections (4), (5) and (6),

“commencement date” means the day section 1 of the *Residential Tenancies Amendment Act (Rent Increase Guideline), 2012* comes into force.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Residential Tenancies Amendment Act (Rent Increase Guideline), 2012*.

Examen par le ministre

(6) Le ministre entreprend un examen de l'application du présent article dans les quatre ans qui suivent la date d'entrée en vigueur et, par la suite, dans les quatre ans qui suivent la fin de l'examen précédent.

Définition

(7) La définition qui suit s'applique aux paragraphes (4), (5) et (6).

«date d'entrée en vigueur» Date d'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la location à usage d'habitation (taux légal d'augmentation des loyers)*.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la location à usage d'habitation (taux légal d'augmentation des loyers)*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 19

*(Chapter 6
Statutes of Ontario, 2012)*

**An Act to amend the
Residential Tenancies Act, 2006
in respect of the
rent increase guideline**

The Hon. K. Wynne
Minister of Municipal Affairs and Housing

Projet de loi 19

*(Chapitre 6
Lois de l'Ontario de 2012)*

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur la location à usage d'habitation
en ce qui concerne le taux légal
d'augmentation des loyers**

L'honorable K. Wynne
Ministre des Affaires municipales et du Logement



1st Reading	December 6, 2011
2nd Reading	June 4, 2012
3rd Reading	June 13, 2012
Royal Assent	June 19, 2012

1 ^{re} lecture	6 décembre 2011
2 ^e lecture	4 juin 2012
3 ^e lecture	13 juin 2012
Sanction royale	19 juin 2012



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 19 and does not form part of the law. Bill 19 has been enacted as Chapter 6 of the Statutes of Ontario, 2012.

Section 120 of the *Residential Tenancies Act, 2006* limits annual rent increases in accordance with a guideline which is linked to the Consumer Price Index for Ontario, reported by Statistics Canada. The section is amended to provide that the guideline shall not be more than 2.5 per cent.

The Bill also amends section 120 to require the Minister of Municipal Affairs and Housing to initiate reviews of the operation of the section at four-year intervals.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 19, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 19 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 6 des Lois de l'Ontario de 2012.

L'article 120 de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation* limite les augmentations de loyer annuelles conformément à un taux légal lié à l'Indice des prix à la consommation pour l'Ontario, publié par Statistique Canada. L'article est modifié afin de prévoir que le taux légal ne doit pas être supérieur à 2,5 pour cent.

Le projet de loi modifie aussi l'article 120 afin d'obliger le ministre des Affaires municipales et du Logement à entreprendre un examen de l'application de cet article tous les quatre ans.

**An Act to amend the
Residential Tenancies Act, 2006
in respect of the
rent increase guideline**

Note: This Act amends the *Residential Tenancies Act, 2006*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsections 120 (2), (3), (4) and (5) of the *Residential Tenancies Act, 2006* are repealed and the following substituted:

Guideline

(2) The Minister shall determine the guideline in effect for each calendar year as follows:

1. Subject to the limitation set out in paragraph 2, the guideline for a calendar year is the percentage change from year to year in the Consumer Price Index for Ontario for prices of goods and services as reported monthly by Statistics Canada, averaged over the 12-month period that ends at the end of May of the previous calendar year, rounded to the first decimal point.

2. The guideline for a calendar year shall be not more than 2.5 per cent.

Publication of guideline

(3) The Minister shall have the guideline for each calendar year published in *The Ontario Gazette* not later than August 31 of the preceding year.

Transition

(4) The guideline for the calendar year in which the commencement date occurs is the guideline established for that year under this section as it read immediately before the commencement date.

Same

(5) If the commencement date occurs on or after September 1 in a calendar year, the guideline for the following calendar year is the guideline established for that year under this section as it read immediately before the commencement date.

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur la location à usage d'habitation
en ce qui concerne le taux légal
d'augmentation des loyers**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Les paragraphes 120 (2), (3), (4) et (5) de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Taux légal

(2) Le ministre établit le taux légal en vigueur pour chaque année civile comme suit :

1. Sous réserve de la limite indiquée à la disposition 2, le taux légal pour une année civile correspond à la moyenne sur la période de 12 mois qui se termine à la fin du mois de mai de l'année civile précédente, arrondie à la première décimale, du taux de variation annuelle de l'Indice des prix à la consommation des biens et des services pour l'Ontario, tel qu'il est publié mensuellement par Statistique Canada.
2. Le taux légal pour une année civile ne doit pas être supérieur à 2,5 pour cent.

Publication du taux légal

(3) Le ministre fait publier le taux légal pour chaque année civile dans la *Gazette de l'Ontario* au plus tard le 31 août de l'année précédente.

Disposition transitoire

(4) Le taux légal pour l'année civile où tombe la date d'entrée en vigueur est celui fixé pour cette année en application du présent article, dans sa version antérieure à cette date.

Idem

(5) Si la date d'entrée en vigueur tombe le 1^{er} septembre d'une année civile ou après cette date, le taux légal pour l'année civile suivante est celui fixé pour cette année-là en application du présent article, dans sa version antérieure à cette date.

Review by Minister

(6) The Minister shall initiate a review of the operation of this section within four years after the commencement date and thereafter within four years after the end of the previous review.

Definition

(7) In subsections (4), (5) and (6),

“commencement date” means the day section 1 of the *Residential Tenancies Amendment Act (Rent Increase Guideline), 2012* comes into force.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Residential Tenancies Amendment Act (Rent Increase Guideline), 2012*.

Examen par le ministre

(6) Le ministre entreprend un examen de l'application du présent article dans les quatre ans qui suivent la date d'entrée en vigueur et, par la suite, dans les quatre ans qui suivent la fin de l'examen précédent.

Définition

(7) La définition qui suit s'applique aux paragraphes (4), (5) et (6).

«date d'entrée en vigueur» Date d'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la location à usage d'habitation (taux légal d'augmentation des loyers)*.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la location à usage d'habitation (taux légal d'augmentation des loyers)*.

20N
B
B56



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 20

~~An Act to amend
the Building Code Act, 1992
to require carbon monoxide detectors
in certain residential buildings~~

An Act to amend the
Fire Protection and
Prevention Act, 1997
to require carbon monoxide detectors
in certain residential buildings

Mr. Hardeman

Private Member's Bill

1st Reading December 6, 2011

2nd Reading March 8, 2012

3rd Reading

Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on Social Policy and as reported
to the Legislative Assembly April 17, 2012)*

*(The provisions in this bill will be renumbered
after 3rd Reading)*

Projet de loi 20

~~Loi modifiant la
Loi de 1992 sur le code du bâtiment
pour exiger l'installation de
détecteurs de monoxyde de carbone
dans certains immeubles d'habitation~~

Loi modifiant la
Loi de 1997 sur la prévention
et la protection contre l'incendie
pour exiger l'installation de détecteurs
de monoxyde de carbone
dans certains immeubles d'habitation

M. Hardeman

Projet de loi de député

1^{re} lecture 6 décembre 2011

2^e lecture 8 mars 2012

3^e lecture

Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
Comité permanent de la politique sociale
et rapporté à l'Assemblée législative le 17 avril 2012)*

*(Les dispositions du présent projet de loi
seront renumérotées après la 3^e lecture)*



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~strikethrough~~ for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Building Code Act, 1992* to require owners of residential buildings that contain a fuel-burning device or a storage garage to install carbon monoxide detectors in the buildings and to maintain them in operating condition. The Bill sets out installation requirements and requires the detectors to conform to the standards that are prescribed by the regulations made under the Act. Intentionally disabling a carbon monoxide detector is prohibited.

The Bill amends the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* to require owners of residential buildings in which a fuel-burning appliance is installed or a storage garage is located to install carbon monoxide detectors in the buildings and to maintain them in operating condition. The Bill sets out installation requirements and requires the detectors to conform to the standards that are prescribed by the regulations made under the Act. Intentionally disabling a carbon monoxide detector required by the Act is prohibited.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* pour obliger les propriétaires d'immeubles d'habitation contenant un appareil à combustion ou un garage de stationnement à installer des détecteurs de monoxyde de carbone dans ces bâtiments et à les maintenir en état de fonctionnement. Le projet de loi énonce les exigences en matière d'installation et exige que les détecteurs soient conformes aux normes prescrites par les règlements pris en vertu de la Loi. Il est interdit de neutraliser intentionnellement un détecteur de monoxyde de carbone.

Le projet de loi modifie la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* pour obliger les propriétaires d'immeubles d'habitation dans lesquels un appareil à combustion est installé ou un garage de stationnement situé à installer des détecteurs de monoxyde de carbone dans ces bâtiments et à les maintenir en état de fonctionnement. Le projet de loi énonce les exigences en matière d'installation et exige que les détecteurs soient conformes aux normes prescrites par les règlements pris en vertu de la Loi. Il est interdit de neutraliser intentionnellement un détecteur de monoxyde de carbone exigé par la Loi.

~~An Act to amend
the Building Code Act, 1992
to require carbon monoxide detectors
in certain residential buildings~~
An Act to amend the
Fire Protection and
Prevention Act, 1997
to require carbon monoxide detectors
in certain residential buildings

Note: This Act amends the *Building Code Act, 1992* *Fire Protection and Prevention Act, 1997*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History on www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

~~1. The Building Code Act, 1992 is amended by adding the following section:~~

CARBON MONOXIDE DETECTORS

Requirements

~~15.8.1 (1) In this section,~~

~~“residential occupancy” and “suite” have the same meaning as in Ontario Regulation 350/06 (Building Code) made under this Act. (“habitation”, “suite”)~~

Application

~~(2) This section applies to a building only if it contains,~~

- ~~(a) one or more rooms designed for residential occupancy; and~~
- ~~(b) a fuel-burning appliance or a storage garage.~~

Installation and maintenance

~~(3) The owner of a building shall ensure that carbon monoxide detectors are installed in the building in accordance with this section and are maintained in operating condition.~~

Location

~~(4) If a building contains a suite that consists of only~~

Loi modifiant la
Loi de 1992 sur le code du bâtiment
pour exiger l'installation de
détecteurs de monoxyde de carbone
dans certains immeubles d'habitation
Loi modifiant la
Loi de 1997 sur la prévention
et la protection contre l'incendie
pour exiger l'installation de détecteurs
de monoxyde de carbone
dans certains immeubles d'habitation

Remarque : La présente loi modifie la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Histoire législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

~~1. La Loi de 1992 sur le code du bâtiment est modifiée par adjonction de l'article suivant :~~

DÉTECTEURS DE MONOXYDE DE CARBONE

Exigences

~~15.8.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.~~

~~«habitation» et «suite» S'entendent au sens que le Règlement de l'Ontario 350/06 (Building Code), pris en vertu de la présente loi, donne aux termes «residential occupancy» et «suite». («residential occupancy», «suite»)~~

Champ d'application

~~(2) Le présent article s'applique à un bâtiment uniquement si celui-ci contient les éléments suivants :~~

- ~~(a) une ou plusieurs pièces destinées à l'habitation;~~
- ~~(b) un appareil à combustion ou un garage de stationnement.~~

Installation et entretien

~~(3) Le propriétaire d'un bâtiment veille à ce que des détecteurs de monoxyde de carbone soient installés dans le bâtiment conformément au présent article et maintenus en état de fonctionnement.~~

Emplacement

~~(4) Si le bâtiment contient une suite servant à~~

one room and that is used for residential occupancy, a carbon monoxide detector shall be installed adjacent to each sleeping area in the suite.

Same, suite

- (5) If a building contains a suite that consists of more than one room and that is used for residential occupancy, a carbon monoxide detector shall be installed,
 - (a) adjacent to each sleeping area in the suite, if a fuel-burning appliance is installed in the suite or in a service room that is adjacent to the suite;
 - (b) adjacent to each sleeping area in the suite, if the building contains a storage garage and the suite is adjacent to it; and
 - (c) in the service room, if a fuel-burning appliance is installed in a service room that is not in the suite.

Installation requirements

- (6) A carbon monoxide detector shall,
 - (a) be permanently connected to an electrical circuit and shall have no disconnect switch between the overcurrent device and the carbon monoxide detector;
 - (b) be wired so that its activation will activate all carbon monoxide detectors in the suite, if the detector is located in a suite that is used for residential occupancy; and
 - (c) conform to the standards that are prescribed.

Pre-2001 buildings

- (7) In the case of a building that existed on August 6, 2001 or for which a permit was issued on or before that day, a battery operated carbon monoxide detector or a carbon monoxide detector that is plugged into an electrical circuit in the building is deemed to comply with clauses (6) (a) and (b).

Instructions for tenants

- (8) If a building contains rental units, the landlord shall provide a copy of the maintenance instructions of the manufacturer of the carbon monoxide detector or a prescribed alternative to the occupant in each of the rental units.

Disabling not permitted

- (9) No person shall intentionally disable a carbon monoxide detector so as to make it inoperable.

Conflict

- (10) In the event of a conflict between this section and any other Act or regulation or municipal by-law, this section prevails.

Transition, existing buildings

- (11) This section does not apply to existing buildings until 12 months after the day the *Hawkins Gignac Act (Carbon Monoxide Detectors)*, 2011 receives Royal Assent.

l'habitation qui se compose d'une seule pièce, un détecteur de monoxyde de carbone est installé près de chaque aire de couchage de la suite.

Idem : suite

- (5) Si le bâtiment contient une suite servant à l'habitation qui se compose de plus d'une pièce, un détecteur de monoxyde de carbone est installé :
 - a) près de chaque aire de couchage de la suite, si un appareil à combustion est installé dans la suite ou dans un local technique situé à côté de celle-ci;
 - b) près de chaque aire de couchage de la suite, si le bâtiment contient un garage de stationnement et que la suite est située à côté de celui-ci;
 - c) dans le local technique, si un appareil à combustion est installé dans un local technique situé à l'extérieur de la suite.

Exigences en matière d'installation

- (6) Le détecteur de monoxyde de carbone réunit les conditions suivantes :
 - a) il est branché en permanence à un circuit électrique et est configuré de sorte qu'il n'y ait pas de sectionneur entre le dispositif de protection contre les surintensités et le détecteur;
 - b) il est installé de sorte que son déclenchement active tous les détecteurs de monoxyde de carbone se trouvant dans la suite, s'il est situé dans une suite servant à l'habitation;
 - c) il est conforme aux normes prescrites.

Bâtiments antérieurs à 2001

- (7) Dans le cas des bâtiments qui existaient le 6 août 2001 ou pour lesquels un permis a été délivré au plus tard à cette date, un détecteur de monoxyde de carbone à piles ou un détecteur de monoxyde de carbone qui est branché à un circuit électrique dans le bâtiment est réputé être conforme aux alinéas (6) a) et b).

Instructions pour les locataires

- (8) Si le bâtiment contient des logements locatifs, le locateur remet à l'occupant de chaque logement locatif un exemplaire des directives d'entretien fournies par le fabricant du détecteur de monoxyde de carbone ou les autres directives prescrites.

Neutralisation interdite

- (9) Nul ne doit neutraliser intentionnellement un détecteur de monoxyde de carbone de sorte qu'il ne fonctionne plus.

Incompatibilité

- (10) Le présent article l'emporte sur toute autre loi ou sur tout règlement ou règlement municipal incompatible.

Disposition transitoire : bâtiments existants

- (11) Le présent article ne s'applique aux bâtiments existants que 12 mois après le jour où la *Loi Hawkins Gignac de 2011 (détecteurs de monoxyde de carbone)* reçoit la sanction royale.

Definition

— (12) In subsection (11),

“existing building” means,

- (a) a building that exists on the day the *Hawkins Gignac Act (Carbon Monoxide Detectors), 2011* receives Royal Assent, or
- (b) construction for which a permit is issued on or before the day the *Hawkins Gignac Act (Carbon Monoxide Detectors), 2011* receives Royal Assent.

1. Part IV of the Fire Protection and Prevention Act, 1997 is amended by adding the following section:

Carbon monoxide detectors

12.1 (1) In this section,

“appliance”, “building”, “residential occupancy”, “service room” and “suite” have the same meaning as in the fire code; (“appareil”, “bâtiment”, “habitation”, “local technique”, “suite”)

“storage garage” has the same meaning as in the building code as defined in the *Building Code Act, 1992*. (“garage de stationnement”)

Application

(2) This section applies to a building only if,

- (a) the building contains one or more suites designed for residential occupancy; and
- (b) a fuel-burning appliance is installed in the building or the building contains a storage garage.

Installation and maintenance

(3) The owner of a building shall ensure that carbon monoxide detectors are installed in the building in accordance with this section and are maintained in operating condition.

Location

(4) If a building contains only one suite designed for residential occupancy, a carbon monoxide detector shall be installed adjacent to each sleeping area in the suite.

Same, more than one suite

(5) If a building contains more than one suite designed for residential occupancy, a carbon monoxide detector shall be installed,

- (a) adjacent to each sleeping area in a suite in the building if,
 - (i) a fuel-burning appliance is installed in the suite,

Définition

— (12) La définition qui suit s’applique au paragraphe (11):

«bâtiment existant» S’entend :

- a) soit d’un bâtiment qui existe le jour où la *Loi Hawkins Gignac de 2011 (détecteurs de monoxyde de carbone)* reçoit la sanction royale;
- b) soit d’une construction à l’égard de laquelle un permis est délivré au plus tard le jour où la *Loi Hawkins Gignac de 2011 (détecteurs de monoxyde de carbone)* reçoit la sanction royale.

1. La partie IV de la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l’incendie est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Détecteurs de monoxyde de carbone

12.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«appareil», «bâtiment», «habitation», «local technique» et «suite» S’entendent au sens que le code de prévention des incendies donne aux termes «appliance», «building», «residential occupancy», «service room» et «suite». («appliance», «building», «residential occupancy», «service room», «suite»)

«garage de stationnement» S’entend au sens que le code du bâtiment, tel que défini par la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*, donne au terme «storage garage». («storage garage»)

Champ d’application

(2) Le présent article s’applique à un bâtiment uniquement si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le bâtiment contient une ou plusieurs suites destinées à l’habitation;
- b) un appareil à combustion est installé dans le bâtiment ou le bâtiment contient un garage de stationnement.

Installation et entretien

(3) Le propriétaire d’un bâtiment veille à ce que des détecteurs de monoxyde de carbone soient installés dans le bâtiment conformément au présent article et maintenus en état de fonctionnement.

Emplacement

(4) Si le bâtiment contient une seule suite destinée à l’habitation, un détecteur de monoxyde de carbone est installé près de chaque aire de couchage de la suite.

Idem : plus d’une suite

(5) Dans le cas d’un bâtiment qui comprend plus d’une suite destinée à l’habitation, un détecteur de monoxyde de carbone est installé :

- a) près de chaque aire de couchage des suites comprises dans le bâtiment qui remplissent l’une ou l’autre des conditions suivantes :
 - (i) un appareil à combustion est installé dans la suite,

(ii) a fuel-burning appliance is installed in a service room that is adjacent to the suite, or

(iii) a storage garage contained in the building is located adjacent to the suite; and

(b) in the service room, if a fuel-burning appliance is installed in a service room that is not located in any of the suites.

Installation requirements

(6) A carbon monoxide detector required by this section shall,

(a) be permanently connected to an electrical circuit and shall have no disconnect switch between the overcurrent device and the carbon monoxide detector;

(b) be wired so that its activation will activate all carbon monoxide detectors in the suite, if the detector is located in a suite that is used for residential occupancy; and

(c) conform to document number CAN/CSA-6.19 issued by the Canadian Standards Association and entitled “Residential Carbon Monoxide Alarming Devices”, as it is amended from time to time, and whatever other standards are prescribed.

Pre-2001 buildings

(7) In the case of a building that existed on August 6, 2001 or for which a permit was issued under the *Building Code Act, 1992* on or before that day, a battery operated carbon monoxide detector or a carbon monoxide detector that is plugged into an electrical circuit in the building is deemed to comply with clauses (6) (a) and (b).

Instructions for tenants

(8) If a building contains rental units, the landlord shall provide a copy of the maintenance instructions of the manufacturer of the carbon monoxide detector or a prescribed alternative to the tenant in each of the rental units.

Disabling not permitted

(9) No person shall intentionally disable a carbon monoxide detector required by this section so as to make it inoperable.

Conflict

(10) In the event of a conflict between this section and any other Act, any regulation made under any Act or any municipal by-law, this section prevails.

1.1 Subsection 78 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

(i.1) specifying standards for carbon monoxide detectors;

(i.2) specifying alternatives for the purpose of subsection 12.1 (8);

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(ii) un appareil à combustion est installé dans un local technique situé à côté de la suite,

(iii) un garage de stationnement contenu dans le bâtiment est situé à côté de la suite;

b) dans le local technique, si un appareil à combustion est installé dans un local technique n'étant compris dans aucune des suites.

Exigences en matière d'installation

(6) Le détecteur de monoxyde de carbone exigé par le présent article réunit les conditions suivantes :

a) il est branché en permanence à un circuit électrique et est configuré de sorte qu'il n'y ait pas de sectionneur entre le dispositif de protection contre les surintensités et le détecteur;

b) il est installé de sorte que son déclenchement active tous les détecteurs de monoxyde de carbone se trouvant dans la suite, s'il est situé dans une suite servant à l'habitation;

c) il est conforme au document numéro CAN/CSA-6.19 publié par l'Association canadienne de normalisation et intitulé «Détecteurs de monoxyde de carbone résidentiels», dans ses versions successives, et aux autres normes prescrites.

Bâtiments antérieurs à 2001

(7) Dans le cas des bâtiments qui existaient le 6 août 2001 ou pour lesquels un permis a été délivré en vertu de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* au plus tard à cette date, un détecteur de monoxyde de carbone à piles ou un détecteur de monoxyde de carbone qui est branché à un circuit électrique dans le bâtiment est réputé être conforme aux alinéas (6) a) et b).

Directives pour les locataires

(8) Si le bâtiment contient des logements locatifs, le locateur remet au locataire de chaque logement locatif un exemplaire des directives d'entretien fournies par le fabricant du détecteur de monoxyde de carbone ou les autres directives prescrites.

Neutralisation interdite

(9) Nul ne doit neutraliser intentionnellement un détecteur de monoxyde de carbone exigé par le présent article de sorte qu'il ne fonctionne plus.

Incompatibilité

(10) Le présent article l'emporte sur toute autre loi, tout règlement pris en vertu d'une loi ou tout règlement municipal incompatible.

1.1 Le paragraphe 78 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

i.1) préciser les normes auxquelles doivent satisfaire les détecteurs de monoxyde de carbone;

i.2) préciser les autres directives pour l'application du paragraphe 12.1 (8);

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

3. The short title of this Act is the *Hawkins Gignac Act (Carbon Monoxide Detectors), 2012*.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Hawkins Gignac de 2012 (détecteurs de monoxyde de carbone)*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{RE} SESSION, 40^E LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 32

**An Act to proclaim
October 13 in each year as
Major-General Sir Isaac Brock Day
in Ontario**

Mr. Clark

Private Member's Bill

1st Reading February 21, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 32

**Loi visant à proclamer
le 13 octobre de chaque année
Jour du major-général Sir Isaac Brock
en Ontario**

M. Clark

Projet de loi de député

1^{RE} lecture 21 février 2012
2^E lecture
3^E lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims October 13 in each year as Major-General Sir Isaac Brock Day.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le 13 octobre de chaque année Jour du major-général Sir Isaac Brock.

**An Act to proclaim
October 13 in each year as
Major-General Sir Isaac Brock Day
in Ontario**

Preamble

Born on October 6, 1769 on the Isle of Guernsey, Major-General Sir Isaac Brock was assigned with his regiment to Canada in 1802. He spent much of the next decade working to bolster the nation's defences while recruiting and training new militiamen as the spectre of war with the Americans loomed.

By the time the War of 1812 broke out, Brock was in command of all military forces in Upper Canada (present-day Ontario) and was also administrator of the province.

Brock's preparations proved critical in the early days after war was declared in June of 1812. His forces, comprised of regular soldiers, militia and native warriors, played a role in repelling the American invasion in southern Ontario with swift victories at Fort Mackinac and Detroit.

However, the challenge of defending vulnerable positions at Niagara remained. It was here on October 13, 1812, that Brock was mortally wounded at the Battle of Queenston Heights while leading his forces against the invading Americans commanded by General Stephen Van Rensselaer.

Brock was struck down by a sharpshooter and it is reputed that his final utterance to his men was "Surgite!". This Latin term means "Push On!" and is today the motto for Brock University in St. Catharines.

In addition to Brock University, the City of Brockville, the Township of Brock and the General Brock Parkway (Highway 405) are all named in tribute to Brock, as are various public schools in Toronto, Guelph, Hamilton, London and Windsor.

October 13, 2012 will mark the 200th anniversary of Brock's heroic final victory at Queenston Heights.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Major-General Sir Isaac Brock Day

1. October 13 in each year is proclaimed as Major-General Sir Isaac Brock Day.

**Loi visant à proclamer
le 13 octobre de chaque année
Jour du major-général Sir Isaac Brock
en Ontario**

Préambule

Né le 6 octobre 1769 dans l'île de Guernesey, le major-général Sir Isaac Brock a été affecté à son régiment au Canada en 1802. Il consacra une bonne partie de la décennie suivante à renforcer les défenses du pays et à recruter et entraîner de nouveaux miliciens pour faire face au spectre de la guerre avec les Américains, qui se faisait de plus en plus menaçant.

Quand la guerre de 1812 éclata, Brock commandait l'ensemble des forces militaires du Haut-Canada (l'Ontario actuel) en plus d'occuper les fonctions d'administrateur de la province.

Ses préparatifs ont revêtu une importance capitale dans les premiers jours qui ont suivi la déclaration de guerre en juin 1812. Les forces sous son commandement, constituées de soldats de troupes régulières, de miliciens et de guerriers autochtones, ont réussi à repousser l'invasion américaine dans le sud de l'Ontario en remportant des victoires rapides à Fort Mackinac et à Détroit.

La défense des positions vulnérables à Niagara demeurait toutefois un défi. C'est à Niagara, le 13 octobre 1812, que Brock a été mortellement blessé lors de la bataille de Queenston Heights alors qu'il menait ses troupes à l'assaut des envahisseurs américains placés sous le commandement du général Stephen Van Rensselaer.

Brock a été tué par un tireur d'élite et on dit que le dernier ordre qu'il aurait donné à ses hommes était «Surgite!». Ce terme latin, qui signifie «Continuez!», est aujourd'hui la devise de l'université Brock à St. Catharines.

Outre l'université Brock, la ville de Brockville, le canton de Brock et la promenade Général-Brock (autoroute 405) ont eux aussi été nommés en hommage au major-général Brock, tout comme de nombreuses écoles publiques à Toronto, Guelph, Hamilton, London et Windsor.

Le 13 octobre 2012 marquera le 200^e anniversaire de la victoire finale et héroïque du major-général Brock à Queenston Heights.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour du major-général Sir Isaac Brock

1. Le 13 octobre de chaque année est proclamé Jour du major-général Sir Isaac Brock.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Major-General Sir Isaac Brock Day Act, 2012*.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur le Jour du major-général Sir Isaac Brock*.

20N
B
B56



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 33

Projet de loi 33

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to gender identity
and gender expression**

**Loi modifiant
le Code des droits de la personne
en ce qui concerne l'identité
et l'expression sexuelles**

Co-sponsors:
Ms DiNovo
Mrs. Elliott
Mr. Naqvi



Coparrains :
M^{me} DiNovo
M^{me} Elliott
M. Naqvi

Private Members' Bill

Projet de loi de députés

1st Reading February 21, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 21 février 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Human Rights Code* to specify that every person has a right to equal treatment without discrimination because of gender identity or gender expression with respect to,

- (a) services, goods and facilities (section 1 of the Code);
- (b) accommodation (subsection 2 (1) of the Code);
- (c) contracting (section 3 of the Code);
- (d) employment (subsection 5 (1) of the Code); and
- (e) membership in a trade union, trade or occupational association or self-governing profession (section 6 of the Code).

The Bill also amends the Code to specify that every person has a right to be free from harassment because of gender identity or gender expression with respect to,

- (a) accommodation (subsection 7 (1) of the Code); and
- (b) employment (subsection 7 (2) of the Code).

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le *Code des droits de la personne* afin de préciser que toute personne a droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur l'identité ou l'expression sexuelles en matière :

- a) de services, de biens ou d'installations (article 1 du Code);
- b) de logement (paragraphe 2 (1) du Code);
- c) de contrat (article 3 du Code);
- d) d'emploi (paragraphe 5 (1) du Code);
- e) d'adhésion à un syndicat ou à une association commerciale ou professionnelle ou en matière d'inscription à l'exercice d'une profession autonome (article 6 du Code).

Le projet de loi modifie également le Code afin de préciser que toute personne a le droit d'être à l'abri de tout harcèlement fondé sur l'identité ou l'expression sexuelles en matière :

- a) de logement (paragraphe 7 (1) du Code);
- b) d'emploi (paragraphe 7 (2) du Code).

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to gender identity
and gender expression**

Note: This Act amends the *Human Rights Code*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 1 of the *Human Rights Code* is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

2. Subsection 2 (1) of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

3. Section 3 of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

4. Subsection 5 (1) of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

5. Section 6 of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

6. (1) Subsection 7 (1) of the Act is amended by striking out “because of sex” and substituting “because of sex, gender identity or gender expression”.

(2) Subsection 7 (2) of the Act is amended by striking out “because of sex” and substituting “because of sex, gender identity or gender expression”.

Commencement

7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

8. The short title of this Act is *Toby’s Act (Right to be Free from Discrimination and Harassment Because of Gender Identity or Gender Expression)*, 2012.

**Loi modifiant
le Code des droits de la personne
en ce qui concerne l’identité
et l’expression sexuelles**

Remarque : La présente loi modifie le *Code des droits de la personne*, dont l’historique législatif figure à la page pertinente de l’Historique législatif détaillé des lois d’intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. L’article 1 du *Code des droits de la personne* est modifié par insertion de «l’identité sexuelle, l’expression sexuelle,» après «l’orientation sexuelle,».

2. Le paragraphe 2 (1) du Code est modifié par insertion de «l’identité sexuelle, l’expression sexuelle,» après «l’orientation sexuelle,».

3. L’article 3 du Code est modifié par insertion de «l’identité sexuelle, l’expression sexuelle,» après «l’orientation sexuelle,».

4. Le paragraphe 5 (1) du Code est modifié par insertion de «l’identité sexuelle, l’expression sexuelle,» après «l’orientation sexuelle,».

5. L’article 6 du Code est modifié par insertion de «l’identité sexuelle, l’expression sexuelle,» après «l’orientation sexuelle,».

6. (1) Le paragraphe 7 (1) du Code est modifié par remplacement de «pour des raisons fondées sur le sexe» par «pour des raisons fondées sur le sexe, l’identité sexuelle ou l’expression sexuelle» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 7 (2) du Code est modifié par remplacement de «pour des raisons fondées sur le sexe» par «pour des raisons fondées sur le sexe, l’identité sexuelle ou l’expression sexuelle» à la fin du paragraphe.

Entrée en vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Toby de 2012 sur le droit à l’absence de discrimination et de harcèlement fondés sur l’identité ou l’expression sexuelles*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 33

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to gender identity
and gender expression**

Co-sponsors:

Ms DiNovo
Mrs. Elliott
Mr. Naqvi

Private Members' Bill

1st Reading February 21, 2012
2nd Reading May 10, 2012
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on Social Policy and as reported
to the Legislative Assembly June 12, 2012)*

*(The provisions in this bill will be renumbered
after 3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 33

**Loi modifiant
le Code des droits de la personne
en ce qui concerne ~~l'identité~~
~~et l'expression sexuelles~~
l'identité sexuelle ou l'expression
de l'identité sexuelle**

Coparrains :

M^{me} DiNovo
M^{me} Elliott
M. Naqvi

Projet de loi de députés

1^{re} lecture 21 février 2012
2^e lecture 10 mai 2012
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
Comité permanent de la politique sociale
et rapporté à l'Assemblée législative le 12 juin 2012)*

*(Les dispositions du présent projet de loi
seront renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~strike through~~ for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Human Rights Code* to specify that every person has a right to equal treatment without discrimination because of gender identity or gender expression with respect to,

- (a) services, goods and facilities (section 1 of the Code);
- (b) accommodation (subsection 2 (1) of the Code);
- (c) contracting (section 3 of the Code);
- (d) employment (subsection 5 (1) of the Code); and
- (e) membership in a trade union, trade or occupational association or self-governing profession (section 6 of the Code).

The Bill also amends the Code to specify that every person has a right to be free from harassment because of sexual orientation, gender identity or gender expression with respect to,

- (a) accommodation (~~subsection-subsections 2 (2) and 7 (1)~~ of the Code); and
- (b) employment (~~subsection-subsections 5 (2) and 7 (2)~~ of the Code).

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le *Code des droits de la personne* afin de préciser que toute personne a droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur l'identité sexuelle ou l'expression ~~sexuelles de l'identité sexuelle~~ en matière :

- a) de services, de biens ou d'installations (article 1 du Code);
- b) de logement (paragraphe 2 (1) du Code);
- c) de contrat (article 3 du Code);
- d) d'emploi (paragraphe 5 (1) du Code);
- e) d'adhésion à un syndicat ou à une association commerciale ou professionnelle ou en matière d'inscription à l'exercice d'une profession autonome (article 6 du Code).

Le projet de loi modifie également le Code afin de préciser que toute personne a le droit d'être à l'abri de tout harcèlement fondé sur l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression ~~sexuelles de l'identité sexuelle~~ en matière :

- a) de logement (~~paragraphe-paragraphe 2 (2) et 7 (1)~~ du Code);
- b) d'emploi (~~paragraphe-paragraphe 5 (2) et 7 (2)~~ du Code).

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to gender identity
and gender expression**

Note: This Act amends the *Human Rights Code*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 1 of the *Human Rights Code* is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

2. (1) Subsection 2 (1) of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

(2) Subsection 2 (2) of the Act is amended by adding “sexual orientation, gender identity, gender expression” after “creed”.

3. Section 3 of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

4. (1) Subsection 5 (1) of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

(2) Subsection 5 (2) of the Act is amended by adding “sexual orientation, gender identity, gender expression” after “creed”.

5. Section 6 of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

—6. (1) Subsection 7 (1) of the Act is amended by striking out “because of sex” and substituting “because of sex, gender identity or gender expression”.

—(2) Subsection 7 (2) of the Act is amended by striking out “because of sex” and substituting “because of sex, gender identity or gender expression”.

**Loi modifiant
le Code des droits de la personne
en ce qui concerne l'identité
et l'expression sexuelles
l'identité sexuelle ou l'expression
de l'identité sexuelle**

Remarque : La présente loi modifie le *Code des droits de la personne*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 1 du *Code des droits de la personne* est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression sexuelle l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

2. (1) Le paragraphe 2 (1) du Code est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression sexuelle l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

(2) Le paragraphe 2 (2) du Code est modifié par adjonction de «l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle,» après «la croyance,».

3. L'article 3 du Code est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression sexuelle l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

4. (1) Le paragraphe 5 (1) du Code est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression sexuelle l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

(2) Le paragraphe 5 (2) du Code est modifié par adjonction de «l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle,» après «la croyance,».

5. L'article 6 du Code est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression sexuelle l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

—6. (1) Le paragraphe 7 (1) du Code est modifié par remplacement de «pour des raisons fondées sur le sexe» par «pour des raisons fondées sur le sexe, l'identité sexuelle ou l'expression sexuelle» à la fin du paragraphe.

—(2) Le paragraphe 7 (2) du Code est modifié par remplacement de «pour des raisons fondées sur le sexe» par «pour des raisons fondées sur le sexe,

6. (1) Subsection 7 (1) of the Act is amended by striking out “because of sex” and substituting “because of sex, sexual orientation, gender identity or gender expression”.

(2) Subsection 7 (2) of the Act is amended by striking out “because of sex” and substituting “because of sex, sexual orientation, gender identity or gender expression”.

Commencement

7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

8. The short title of this Act is *Toby's Act (Right to be Free from Discrimination and Harassment Because of Gender Identity or Gender Expression), 2012*.

~~l'identité sexuelle ou l'expression sexuelle» à la fin du paragraphe.~~

6. (1) Le paragraphe 7 (1) du Code est modifié par remplacement de «pour des raisons fondées sur le sexe» par «pour des raisons fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 7 (2) du Code est modifié par remplacement de «pour des raisons fondées sur le sexe» par «pour des raisons fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle» à la fin du paragraphe.

Entrée en vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Toby de 2012 sur le droit à l'absence de discrimination et de harcèlement fondés sur l'identité ou l'expression sexuelles* l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle.

20N
B
B56

Govern
Publicat



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 33

*(Chapter 7
Statutes of Ontario, 2012)*

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to gender identity
and gender expression**

Co-sponsors:

Ms DiNovo
Mrs. Elliott
Mr. Naqvi



1st Reading	February 21, 2012
2nd Reading	May 10, 2012
3rd Reading	June 13, 2012
Royal Assent	June 19, 2012

Projet de loi 33

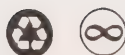
*(Chapitre 7
Lois de l'Ontario de 2012)*

**Loi modifiant le
Code des droits de la personne
en ce qui concerne l'identité sexuelle
ou l'expression de l'identité sexuelle**

Coparrains :

M^{me} DiNovo
M^{me} Elliott
M. Naqvi

1 ^{re} lecture	21 février 2012
2 ^e lecture	10 mai 2012
3 ^e lecture	13 juin 2012
Sanction royale	19 juin 2012



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 33 and does not form part of the law. Bill 33 has been enacted as Chapter 7 of the Statutes of Ontario, 2012.

The Bill amends the *Human Rights Code* to specify that every person has a right to equal treatment without discrimination because of gender identity or gender expression with respect to,

- (a) services, goods and facilities (section 1 of the Code);
- (b) accommodation (subsection 2 (1) of the Code);
- (c) contracting (section 3 of the Code);
- (d) employment (subsection 5 (1) of the Code); and
- (e) membership in a trade union, trade or occupational association or self-governing profession (section 6 of the Code).

The Bill also amends the Code to specify that every person has a right to be free from harassment because of sexual orientation, gender identity or gender expression with respect to,

- (a) accommodation (subsections 2 (2) and 7 (1) of the Code); and
- (b) employment (subsections 5 (2) and 7 (2) of the Code).

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 33, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 33 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 7 des Lois de l'Ontario de 2012.

Le projet de loi modifie le *Code des droits de la personne* afin de préciser que toute personne a droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle en matière :

- a) de services, de biens ou d'installations (article 1 du Code);
- b) de logement (paragraphe 2 (1) du Code);
- c) de contrat (article 3 du Code);
- d) d'emploi (paragraphe 5 (1) du Code);
- e) d'adhésion à un syndicat ou à une association commerciale ou professionnelle ou en matière d'inscription à l'exercice d'une profession autonome (article 6 du Code).

Le projet de loi modifie également le Code afin de préciser que toute personne a le droit d'être à l'abri de tout harcèlement fondé sur l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle en matière :

- a) de logement (paragraphe 2 (2) et 7 (1) du Code);
- b) d'emploi (paragraphe 5 (2) et 7 (2) du Code).

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to gender identity
and gender expression**

Note: This Act amends the *Human Rights Code*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 1 of the *Human Rights Code* is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

2. (1) Subsection 2 (1) of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

(2) Subsection 2 (2) of the Act is amended by adding “sexual orientation, gender identity, gender expression” after “creed”.

3. Section 3 of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

4. (1) Subsection 5 (1) of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

(2) Subsection 5 (2) of the Act is amended by adding “sexual orientation, gender identity, gender expression” after “creed”.

5. Section 6 of the Act is amended by adding “gender identity, gender expression” after “sexual orientation”.

6. (1) Subsection 7 (1) of the Act is amended by striking out “because of sex” and substituting “because of sex, sexual orientation, gender identity or gender expression”.

(2) Subsection 7 (2) of the Act is amended by striking out “because of sex” and substituting “because of sex, sexual orientation, gender identity or gender expression”.

**Loi modifiant le
Code des droits de la personne
en ce qui concerne l'identité sexuelle
ou l'expression de l'identité sexuelle**

Remarque : La présente loi modifie le *Code des droits de la personne*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 1 du *Code des droits de la personne* est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

2. (1) Le paragraphe 2 (1) du Code est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

(2) Le paragraphe 2 (2) du Code est modifié par adjonction de «l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle,» après «la croyance,».

3. L'article 3 du Code est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

4. (1) Le paragraphe 5 (1) du Code est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

(2) Le paragraphe 5 (2) du Code est modifié par adjonction de «l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle,» après «la croyance,».

5. L'article 6 du Code est modifié par insertion de «l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle,» après «l'orientation sexuelle,».

6. (1) Le paragraphe 7 (1) du Code est modifié par remplacement de «pour des raisons fondées sur le sexe» par «pour des raisons fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 7 (2) du Code est modifié par remplacement de «pour des raisons fondées sur le sexe» par «pour des raisons fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle» à la fin du paragraphe.

Commencement

7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

8. The short title of this Act is *Toby's Act (Right to be Free from Discrimination and Harassment Because of Gender Identity or Gender Expression), 2012*.

Entrée en vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Toby de 2012 sur le droit à l'absence de discrimination et de harcèlement fondés sur l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 34

**An Act to repeal
the Public Works Protection Act,
amend the Police Services Act
with respect to court security
and enact the Security for Electricity
Generating Facilities and Nuclear
Facilities Act, 2012**

The Hon. M. Meilleur
Minister of Community Safety
and Correctional Services

Government Bill

1st Reading February 22, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 34

**Loi abrogeant la
Loi sur la protection des ouvrages
publics, modifiant la Loi sur les
services policiers en ce qui concerne
la sécurité des tribunaux
et édictant la Loi de 2012 sur
la sécurité des centrales électriques
et des installations nucléaires**

L'honorable M. Meilleur
Ministre de la Sécurité communautaire
et des Services correctionnels

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 22 février 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill repeals the *Public Works Protection Act*, amends the *Police Services Act* in relation to court security, and enacts the *Security for Electricity Generating Facilities and Nuclear Facilities Act, 2012*.

SCHEDULE 1 REPEAL OF PUBLIC WORKS PROTECTION ACT

Schedule 1 repeals the *Public Works Protection Act*.

SCHEDULE 2 AMENDMENTS TO POLICE SERVICES ACT

Schedule 2 amends the *Police Services Act*.

The new subsection 138 (1) sets out powers that may be exercised by a person who is authorized by a municipal police services board or by the Commissioner to act in relation to court security under Part X of the Act. The powers include:

- (a) requiring a person who is entering or attempting to enter premises where court proceedings are conducted, or who is on such premises, to produce identification and to provide information related to assessing whether the person poses a security risk;
- (b) searching a person who is entering or attempting to enter premises where court proceedings are conducted, or who is on such premises, as well as the person's vehicle and other property in the person's custody or care;
- (c) searching, using reasonable force if necessary, a person in custody who is on premises where court proceedings are conducted or is being transported to or from such premises and any property in the person's custody or care;
- (d) refusing to allow a person to enter premises where court proceedings are conducted, and using reasonable force if necessary to prevent the person's entry; and
- (e) demanding that a person immediately leave premises where court proceedings are conducted, and using reasonable force if necessary to remove the person.

The new section 139 sets out offences and the new subsection 138 (2) provides a power to arrest a person committing any of the offences, without warrant and using reasonable force if necessary. A person who is convicted of any of the offences is liable to a fine of not more than \$2,000, imprisonment for a term of not more than 60 days, or both.

SCHEDULE 3 SECURITY FOR ELECTRICITY GENERATING FACILITIES AND NUCLEAR FACILITIES ACT, 2012

Schedule 3 enacts the *Security for Electricity Generating Facilities and Nuclear Facilities Act, 2012*.

"Restricted access facility" is defined by subsection 1 (1) as meaning electricity generating facilities to be prescribed by regulation and nuclear facilities to be prescribed by regulation. "Nuclear facility" is defined by subsection 1 (1) as a facility referred to in the definition of that term in the *Nuclear Safety and Control Act* (Canada).

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi abroge la *Loi sur la protection des ouvrages publics*, modifie la *Loi sur les services policiers* en ce qui concerne la sécurité des tribunaux et édicte la *Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques et des installations nucléaires*.

ANNEXE 1 ABROGATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES OUVRAGES PUBLICS

L'annexe 1 abroge la *Loi sur la protection des ouvrages publics*.

ANNEXE 2 MODIFICATION DE LA LOI SUR LES SERVICES POLICIERS

L'annexe 2 modifie la *Loi sur les services policiers*.

Le nouveau paragraphe 138 (1) énonce les pouvoirs que peut exercer la personne qu'une commission municipale de services policiers ou le commissaire autorise à agir à l'égard de la sécurité des tribunaux aux termes de la partie X de la Loi. Ces pouvoirs comprennent ce qui suit :

- a) exiger qu'une personne qui pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui s'y trouve présente une pièce d'identité et fournisse des renseignements afin d'évaluer si elle représente un risque pour la sécurité;
- b) procéder à la fouille d'une personne qui pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui s'y trouve, ainsi qu'à la fouille de son véhicule et des autres biens dont elle a la garde ou le soin;
- c) procéder, en employant au besoin la force raisonnable, à la fouille d'une personne sous garde qui se trouve sur les lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui est transportée à destination ou en provenance de ces lieux et à la fouille des biens dont elle a la garde ou le soin;
- d) refuser de permettre à une personne de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires et employer au besoin la force raisonnable pour l'empêcher d'y pénétrer;
- e) ordonner qu'une personne quitte immédiatement des lieux où se déroulent des instances judiciaires et employer au besoin la force raisonnable pour la faire partir.

Le nouvel article 139 établit des infractions et le nouveau paragraphe 138 (2) prévoit un pouvoir permettant d'arrêter, sans mandat et en employant au besoin la force raisonnable, la personne qui commet l'une ou l'autre de ces infractions. La personne qui est déclarée coupable de l'une ou l'autre de ces infractions est passible d'une amende maximale de 2 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de 60 jours, ou d'une seule de ces peines.

ANNEXE 3 LOI DE 2012 SUR LA SÉCURITÉ DES CENTRALES ÉLECTRIQUES ET DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

L'annexe 3 édicte la *Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques et des installations nucléaires*.

Le terme «installation à accès restreint» est défini au paragraphe 1 (1) pour désigner à la fois des centrales électriques et des installations nucléaires qui doivent être prescrites par règlement. Le terme «installation nucléaire» est défini au paragraphe 1 (1) comme étant une installation visée dans la définition de ce terme figurant dans la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* (Canada).

Section 2 provides for persons to be appointed to provide security services in relation to premises where a restricted access facility is located. Subsection 7 (1) authorizes regulations to be made governing the appointment of these persons and governing their qualifications and training.

Section 3 states that the appointees are peace officers while engaged in providing security services in relation to premises where a restricted access facility is located.

Section 4 sets out powers that may be exercised by the appointees and any other peace officers. The powers include:

- (a) requesting a person who wishes to enter premises where a restricted access facility is located, or who is on such premises, to produce identification and to provide information related to assessing whether the person poses a security risk;
- (b) searching a person who wishes to enter premises where a restricted access facility is located, or who is on such premises, as well as the person's vehicle and other property in the person's custody or care;
- (c) refusing to allow a person to enter, or bring property into, premises where a restricted access facility is located, and using reasonable force if necessary to prevent the person from doing so; and
- (d) demanding that a person immediately leave, or immediately remove property from, premises where a restricted access facility is located, and using reasonable force if necessary to remove the person or the property.

Subsection 7 (1) authorizes the making of regulations to impose restrictions, limitations and conditions on the exercise by the appointees of their powers under the Act; to impose additional duties on the appointees; and to provide for oversight of the appointees.

Section 6 sets out offences and section 5 provides a power to arrest a person committing some of the offences, without warrant and using reasonable force if necessary. A person who is convicted of any of the offences is liable to a fine of not more than \$2,000, imprisonment for a term of not more than 60 days, or both.

L'article 2 prévoit la nomination de personnes pour fournir des services de sécurité relativement à des lieux où est située une installation à accès restreint. Le paragraphe 7 (1) autorise la prise de règlements régissant la nomination de ces personnes et régissant leurs qualités requises et formation.

L'article 3 énonce que les personnes nommées sont des agents de la paix lorsqu'elles fournissent de tels services de sécurité.

L'article 4 énonce les pouvoirs que peuvent exercer ces personnes et tout autre agent de la paix. Ces pouvoirs comprennent ce qui suit :

- a) demander à une personne qui souhaite pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou qui s'y trouve de présenter une pièce d'identité et de fournir des renseignements afin d'évaluer si elle représente un risque pour la sécurité;
- b) procéder à la fouille d'une personne qui souhaite pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou qui s'y trouve ainsi qu'à la fouille de son véhicule et des autres biens dont elle a la garde ou le soin;
- c) refuser de permettre à une personne de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou d'y apporter des biens et employer au besoin la force raisonnable pour l'en empêcher;
- d) ordonner qu'une personne quitte immédiatement des lieux où est située une installation à accès restreint ou enlève des biens immédiatement et employer au besoin la force raisonnable pour faire partir la personne ou enlever les biens.

Le paragraphe 7 (1) autorise la prise de règlements aux fins suivantes : assortir de restrictions, de limites et de conditions l'exercice par les personnes nommées des pouvoirs que leur attribue la Loi; imposer aux personnes nommées des obligations supplémentaires; enfin, prévoir la surveillance des personnes nommées.

L'article 6 établit des infractions et l'article 5 prévoit un pouvoir permettant d'arrêter, sans mandat et en employant au besoin la force raisonnable, toute personne qui commet certaines de ces infractions. La personne qui est déclarée coupable de l'une ou l'autre de ces infractions est passible d'une amende maximale de 2 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de 60 jours, ou d'une seule de ces peines.

**An Act to repeal
the Public Works Protection Act,
amend the Police Services Act
with respect to court security
and enact the Security for Electricity
Generating Facilities and Nuclear
Facilities Act, 2012**

Note: This Act amends or repeals more than one Act. For the legislative history of these Acts, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Schedules

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Security for Courts, Electricity Generating Facilities and Nuclear Facilities Act, 2012*.

**Loi abrogeant la
Loi sur la protection des ouvrages
publics, modifiant la Loi sur les
services policiers en ce qui concerne
la sécurité des tribunaux
et édictant la Loi de 2012 sur
la sécurité des centrales électriques
et des installations nucléaires**

Remarque : La présente loi modifie ou abroge plus d'une loi. L'historique législatif de ces lois figure aux pages pertinentes de l'Histoire législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur la sécurité des tribunaux, des centrales électriques et des installations nucléaires*.

*Repeal of Public Works Protection Act**Abrogation de la Loi sur la protection des ouvrages publics***SCHEDULE 1
REPEAL OF PUBLIC WORKS PROTECTION ACT****ANNEXE 1
ABROGATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION
DES OUVRAGES PUBLICS****Repeal**

1. The *Public Works Protection Act* is repealed.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Abrogation

1. La *Loi sur la protection des ouvrages publics* est abrogée.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 2
AMENDMENTS TO POLICE SERVICES ACT****1. Part X of the *Police Services Act* is amended by adding the following sections:****Powers of person providing court security**

138. (1) A person who is authorized by a board to act in relation to the board's responsibilities under subsection 137 (1) or who is authorized by the Commissioner to act in relation to the Ontario Provincial Police's responsibilities under subsection 137 (2) may exercise the following powers if it is reasonable to do so for the purpose of fulfilling those responsibilities:

1. Require a person who is entering or attempting to enter premises where court proceedings are conducted or who is on such premises,
 - i. to produce identification, and
 - ii. to provide information for the purpose of assessing whether the person poses a security risk.
2. Search, without warrant,
 - i. a person who is entering or attempting to enter premises where court proceedings are conducted or who is on such premises,
 - ii. any vehicle that the person is driving or in which the person is a passenger, and
 - iii. any other property in the custody or care of the person.
3. Search, without warrant, using reasonable force if necessary,
 - i. a person who is in custody and who is on premises where court proceedings are conducted or is being transported to or from such premises, and
 - ii. any property in the custody or care of the person.
4. Refuse to allow a person to enter premises where court proceedings are conducted, and use reasonable force if necessary to prevent the person's entry,
 - i. if the person refuses to produce identification or provide information under paragraph 1 or refuses to submit to a search under paragraph 2,
 - ii. if there is reason to believe that the person poses a security risk, or
 - iii. for any other reason relating to the fulfilment of the board's responsibilities under subsection 137 (1) or the Ontario Provincial Police's responsibilities under subsection 137 (2).

**ANNEXE 2
MODIFICATION DE LA
LOI SUR LES SERVICES POLICIERS****1. La partie X de la *Loi sur les services policiers* est modifiée par adjonction des articles suivants :****Pouvoirs d'une personne assurant la sécurité des tribunaux**

138. (1) La personne qui est autorisée par une commission de police à agir relativement aux responsabilités qu'impose à celle-ci le paragraphe 137 (1) ou qui est autorisée par le commissaire à agir relativement aux responsabilités qu'impose à la Police provinciale de l'Ontario le paragraphe 137 (2) peut exercer les pouvoirs suivants si cet exercice est raisonnable afin de s'acquitter de ces responsabilités :

1. Exiger qu'une personne qui pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui s'y trouve :
 - i. d'une part, présente une pièce d'identité,
 - ii. d'autre part, fournisse des renseignements afin d'évaluer si elle représente un risque pour la sécurité.
2. Procéder, sans mandat, à la fouille :
 - i. d'une personne qui pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui s'y trouve,
 - ii. de tout véhicule que la personne conduit ou à bord duquel elle est un passager,
 - iii. de tout autre bien dont la personne a la garde ou le soin.
3. Procéder, sans mandat et en employant au besoin la force raisonnable, à la fouille :
 - i. d'une personne qui est sous garde et qui se trouve sur les lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui est transportée à destination ou en provenance de ces lieux,
 - ii. de tout bien dont la personne a la garde ou le soin.
4. Refuser de permettre à une personne de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires et employer au besoin la force raisonnable afin de l'empêcher d'y pénétrer dans les cas suivants :
 - i. si la personne refuse de présenter une pièce d'identité ou de fournir des renseignements conformément à la disposition 1 ou refuse de se soumettre à une fouille conformément à la disposition 2,
 - ii. s'il existe des motifs de croire que la personne représente un risque pour la sécurité,
 - iii. pour tout autre motif se rapportant à l'acquittement des responsabilités de la commission de police prévues au paragraphe 137 (1) ou des responsabilités de la Police provinciale de l'Ontario prévues au paragraphe 137 (2).

*Amendments to Police Services Act**Modification de la Loi sur les services policiers*

5. Demand that a person immediately leave premises where court proceedings are conducted, and use reasonable force if necessary to remove the person,
- i. if the person refuses to produce identification or provide information under paragraph 1 or refuses to submit to a search under paragraph 2,
 - ii. if there is reason to believe that the person poses a security risk, or
 - iii. for any other reason relating to the fulfilment of the board's responsibilities under subsection 137 (1) or the Ontario Provincial Police's responsibilities under subsection 137 (2).

Arrest

(2) A person who is authorized by a board or by the Commissioner as described in subsection (1) may arrest, without warrant, any person who,

- (a) after being required to produce identification or provide information under paragraph 1 of subsection (1), enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted without producing the identification or providing the information;
- (b) after being directed to submit to a search under paragraph 2 of subsection (1), enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted without submitting to the search;
- (c) enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted, after a refusal under paragraph 4 of subsection (1); or
- (d) does not immediately leave premises where court proceedings are conducted, after being demanded to do so under paragraph 5 of subsection (1).

Reasonable force

(3) Reasonable force may be used if necessary to make the arrest.

Delivery to police officer

(4) If the person who makes the arrest is not a police officer, he or she shall promptly call for the assistance of a police officer and give the person arrested into the custody of the police officer.

Deemed arrest

(5) A police officer to whom the custody of a person is given under subsection (4) shall be deemed to have arrested the person for the purposes of the provisions of the *Provincial Offences Act* applying to his or her release or continued detention and his or her bail.

5. Ordonner qu'une personne quitte immédiatement des lieux où se déroulent des instances judiciaires et employer au besoin la force raisonnable pour faire partir la personne dans les cas suivants :

- i. si la personne refuse de présenter une pièce d'identité ou de fournir des renseignements conformément à la disposition 1 ou refuse de se soumettre à une fouille conformément à la disposition 2,
- ii. s'il existe des motifs de croire que la personne représente un risque pour la sécurité,
- iii. pour tout autre motif se rapportant à l'acquittement des responsabilités de la commission de police prévues au paragraphe 137 (1) ou des responsabilités de la Police provinciale de l'Ontario prévues au paragraphe 137 (2).

Arrestation

(2) La personne qui est autorisée par une commission de police ou par le commissaire conformément au paragraphe (1) peut arrêter, sans mandat, quiconque, selon le cas :

- a) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires sans présenter de pièce d'identité ni fournir des renseignements après qu'il a été requis de la présenter ou de les fournir en vertu de la disposition 1 du paragraphe (1);
- b) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires sans se soumettre à une fouille après qu'il lui a été ordonné de s'y soumettre en vertu de la disposition 2 du paragraphe (1);
- c) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires après qu'un refus lui a été donné en vertu de la disposition 4 du paragraphe (1);
- d) ne quitte pas immédiatement des lieux où se déroulent des instances judiciaires après qu'il lui a été ordonné de le faire en vertu de la disposition 5 du paragraphe (1).

Force raisonnable

(3) La force raisonnable peut être employée au besoin pour procéder à l'arrestation.

Garde de la personne arrêtée confiée à un agent de police

(4) Si la personne qui procède à l'arrestation n'est pas un agent de police, elle demande l'aide d'un agent de police et lui confie la garde de la personne arrêtée dans les plus brefs délais.

Arrestation

(5) L'agent de police qui se voit confier la garde d'une personne aux termes du paragraphe (4) est réputé avoir procédé à l'arrestation de la personne dans le cadre des dispositions de la *Loi sur les infractions provinciales* qui s'appliquent à sa mise en liberté ou au maintien de sa détention et à sa caution.

Offences

139. (1) A person is guilty of an offence if,

- (a) after being required to produce identification or provide information under paragraph 1 of subsection 138 (1), the person enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted without producing the identification or providing the information;
- (b) after being directed to submit to a search under paragraph 2 of subsection 138 (1), the person enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted without submitting to the search;
- (c) the person enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted, after a refusal under paragraph 4 of subsection 138 (1); or
- (d) the person does not immediately leave premises where court proceedings are conducted, after being demanded to do so under paragraph 5 of subsection 138 (1).

Penalty

(2) A person who is convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$2,000 or to imprisonment for a term of not more than 60 days, or to both.

No derogation**Re judicial powers**

140. (1) Nothing in this Part derogates from or replaces the power of a judge or judicial officer to control court proceedings.

Re powers of persons providing court security

(2) Nothing in this Part derogates from or replaces any powers that a person authorized by a board or by the Commissioner as described in subsection 138 (1) otherwise has under the law.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Infractions

139. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires sans présenter de pièce d'identité ni fournir des renseignements après qu'il a été requis de la présenter ou de les fournir en vertu de la disposition 1 du paragraphe 138 (1);
- b) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires sans se soumettre à une fouille après qu'il lui a été ordonné de s'y soumettre en vertu de la disposition 2 du paragraphe 138 (1);
- c) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires après qu'un refus lui a été donné en vertu de la disposition 4 du paragraphe 138 (1);
- d) ne quitte pas immédiatement des lieux où se déroulent des instances judiciaires après qu'il lui a été ordonné de le faire en vertu de la disposition 5 du paragraphe 138 (1).

Peine

(2) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au présent article est passible d'une amende maximale de 2 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de 60 jours, ou d'une seule de ces peines.

Maintien des pouvoirs**Pouvoirs judiciaires**

140. (1) La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte au pouvoir d'un juge ou d'un fonctionnaire judiciaire d'assurer le déroulement des instances judiciaires, ou de remplacer ce pouvoir.

Pouvoirs des personnes assurant la sécurité des tribunaux

(2) La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte aux pouvoirs qu'une personne autorisée par une commission de police ou par le commissaire conformément au paragraphe 138 (1) a par ailleurs en droit, ou de remplacer ces pouvoirs.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

*Security for Electricity Generating Facilities
and Nuclear Facilities Act, 2012*

*Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques
et des installations nucléaires*

**SCHEDULE 3
SECURITY FOR ELECTRICITY GENERATING
FACILITIES AND NUCLEAR FACILITIES
ACT, 2012**

Interpretation

1. (1) In this Act,

“nuclear facility” means a facility referred to in the definition of “nuclear facility” in the *Nuclear Safety and Control Act* (Canada); (“installation nucléaire”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“restricted access facility” means,

- (a) a prescribed electricity generating facility, and
- (b) a prescribed nuclear facility; (“installation à accès restreint”)

“security services” includes, without limitation, guarding or patrolling for the purpose of protecting persons or property. (“services de sécurité”)

Same

(2) A reference in this Act to premises includes a portion of the premises.

Appointment to provide security services

2. A person may be appointed in accordance with the regulations to provide security services in relation to premises where a restricted access facility is located.

Appointee is peace officer

3. Subject to the regulations, a person appointed under section 2 to provide security services in relation to premises where a restricted access facility is located is a peace officer while engaged in providing those services.

Powers relating to security services for restricted access facilities

4. A peace officer may exercise the following powers if it is reasonable to do so for the purpose of providing security services in relation to premises where a restricted access facility is located:

1. Request a person who wishes to enter the premises or who is on the premises,
 - i. to produce identification, and
 - ii. to provide information for the purpose of assessing whether the person poses a security risk.
2. If the person consents, conduct a search of,
 - i. a person who wishes to enter the premises or who is on the premises,

Interprétation

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«installation à accès restreint» S’entend de ce qui suit :

- a) une centrale électrique prescrite;
- b) une installation nucléaire prescrite. («restricted access facility»)

«installation nucléaire» Installation visée dans la définition de «installation nucléaire» de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* (Canada). («nuclear facility»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

«services de sécurité» S’entend notamment de la garde et des rondes de surveillance effectuées afin de protéger des personnes ou des biens. («security services»)

Idem

(2) La mention, dans la présente loi, de lieux s’entend en outre d’une partie de ceux-ci.

Personne nommée pour fournir des services de sécurité

2. Toute personne peut être nommée conformément aux règlements pour fournir des services de sécurité relativement à des lieux où est située une installation à accès restreint.

Personne nommée : agent de la paix

3. Sous réserve des règlements, la personne nommée en vertu de l’article 2 pour fournir des services de sécurité relativement à des lieux où est située une installation à accès restreint est un agent de la paix lorsqu’elle fournit ces services.

Pouvoirs relatifs aux services de sécurité visant les installations à accès restreint

4. Tout agent de la paix peut exercer les pouvoirs suivants si cet exercice est raisonnable afin de fournir des services de sécurité relativement à des lieux où est située une installation à accès restreint :

1. Demander à une personne qui souhaite pénétrer dans les lieux ou qui s’y trouve :
 - i. d’une part, de présenter une pièce d’identité,
 - ii. d’autre part, de fournir des renseignements afin d’évaluer si elle représente un risque pour la sécurité.
2. Si elle y consent, procéder à la fouille :
 - i. d’une personne qui souhaite pénétrer dans les lieux ou qui s’y trouve,

*Security for Electricity Generating Facilities
and Nuclear Facilities Act, 2012**Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques
et des installations nucléaires*

- ii. any vehicle that the person is driving or in which the person is a passenger, and
 - iii. any other property in the custody or care of the person.
3. Refuse to allow a person to enter the premises or bring property onto the premises, and use reasonable force if necessary to prevent the person from doing so.
 4. Demand that a person immediately leave the premises or immediately remove property in the custody or care of the person from the premises, and use reasonable force if necessary to remove the person or the property.

Arrest

5. (1) A peace officer may arrest, without warrant, any person who,
 - (a) after being requested to produce identification or provide information under paragraph 1 of section 4, enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located without producing the identification or providing the information;
 - (b) after being requested to submit to a search under paragraph 2 of section 4, enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located without submitting to the search;
 - (c) enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located, or brings or attempts to bring property onto such premises, after a refusal under paragraph 3 of section 4;
 - (d) enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located even though he or she knows, or ought to know, that entry to the premises is prohibited; or
 - (e) does not immediately leave premises where a restricted access facility is located, after being demanded to do so under paragraph 4 of section 4.

Reasonable force

- (2) Reasonable force may be used if necessary to make the arrest.

Delivery to police officer

- (3) If the person who makes the arrest is not a police officer, he or she shall promptly call for the assistance of a police officer and give the person arrested into the custody of the police officer.

Deemed arrest

- (4) A police officer to whom the custody of a person is given under subsection (3) shall be deemed to have arrested the person for the purposes of the provisions of the *Provincial Offences Act* applying to his or her release or continued detention and his or her bail.

- ii. de tout véhicule que la personne conduit ou à bord duquel elle est un passager,
- iii. de tout autre bien dont la personne a la garde ou le soin.

3. Refuser de permettre à une personne de pénétrer dans les lieux ou d'y apporter des biens et employer au besoin la force raisonnable pour l'en empêcher.
4. Ordonner qu'une personne quitte les lieux immédiatement ou en enlève immédiatement les biens dont elle a la garde ou le soin et employer au besoin la force raisonnable pour faire partir la personne ou enlever les biens.

Arrestation

5. (1) Tout agent de la paix peut arrêter, sans mandat, quiconque, selon le cas :
 - a) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint sans présenter de pièce d'identité ni fournir des renseignements après qu'il lui a été demandé de la présenter ou de les fournir en vertu de la disposition 1 de l'article 4;
 - b) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint sans se soumettre à une fouille après qu'il lui a été demandé de s'y soumettre en vertu de la disposition 2 de l'article 4;
 - c) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou y apporte ou tente d'y apporter des biens après qu'un refus lui a été donné en vertu de la disposition 3 de l'article 4;
 - d) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint même si elle sait ou devrait savoir que l'entrée dans ces lieux est interdite;
 - e) ne quitte pas immédiatement des lieux où est située une installation à accès restreint après qu'il lui a été ordonné de le faire en vertu de la disposition 4 de l'article 4.

Force raisonnable

- (2) La force raisonnable peut être employée au besoin pour procéder à l'arrestation.

Garde de la personne arrêtée confiée à un agent de police

- (3) Si la personne qui procède à l'arrestation n'est pas un agent de police, elle demande l'aide d'un agent de police et lui confie la garde de la personne arrêtée dans les plus brefs délais.

Arrestation

- (4) L'agent de police qui se voit confier la garde d'une personne aux termes du paragraphe (3) est réputé avoir procédé à l'arrestation de la personne dans le cadre des dispositions de la *Loi sur les infractions provinciales* qui s'appliquent à sa mise en liberté ou au maintien de sa détention et à sa caution.

*Security for Electricity Generating Facilities
and Nuclear Facilities Act, 2012**Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques
et des installations nucléaires***Offences**

6. (1) A person is guilty of an offence if,
- (a) after being requested to produce identification or provide information under paragraph 1 of section 4, the person enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located without producing the identification or providing the information;
 - (b) after being requested to submit to a search under paragraph 2 of section 4, the person enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located without submitting to the search;
 - (c) the person enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located, or brings or attempts to bring property onto such premises, after a refusal under paragraph 3 of section 4;
 - (d) the person enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located even though he or she knows, or ought to know, that entry to the premises is prohibited; or
 - (e) the person does not immediately leave premises where a restricted access facility is located, or does not immediately remove property from such premises, after being demanded to do so under paragraph 4 of section 4.

Penalty

(2) A person who is convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$2,000 or to imprisonment for a term of not more than 60 days, or to both.

Regulations

7. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing electricity generating facilities for the purposes of clause (a) of the definition of “restricted access facility” in subsection 1 (1);
- (b) prescribing nuclear facilities for the purposes of clause (b) of the definition of “restricted access facility” in subsection 1 (1);
- (c) for the purposes of the references in this Act to premises where a restricted access facility is located, clarifying the extent of any premises where a particular restricted access facility is located;
- (d) governing the appointment of persons under section 2, including providing different appointment processes for different classes of persons, different restricted access facilities or different circumstances, and governing the revocation of appointments;
- (e) governing the qualifications and training of persons appointed under section 2;

Infractions

6. (1) Est coupable d’une infraction quiconque, selon le cas :

- a) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint sans présenter de pièce d’identité ni fournir des renseignements après qu’il lui a été demandé de la présenter ou de les fournir en vertu de la disposition 1 de l’article 4;
- b) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint sans se soumettre à une fouille après qu’il lui a été demandé de s’y soumettre en vertu de la disposition 2 de l’article 4;
- c) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou y apporte ou tente d’y apporter des biens après qu’un refus lui a été donné en vertu de la disposition 3 de l’article 4;
- d) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint même si elle sait ou devrait savoir que l’entrée dans ces lieux est interdite;
- e) ne quitte pas immédiatement des lieux où est située une installation à accès restreint ou n’en enlève pas immédiatement des biens après qu’il lui a été ordonné de le faire en vertu de la disposition 4 de l’article 4.

Peine

(2) Quiconque est déclaré coupable d’une infraction prévue au présent article est passible d’une amende maximale de 2 000 \$ et d’un emprisonnement maximal de 60 jours, ou d’une seule de ces peines.

Règlements

7. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des centrales électriques pour l’application de l’alinéa a) de la définition de «installation à accès restreint» au paragraphe 1 (1);
- b) prescrire des installations nucléaires pour l’application de l’alinéa b) de la définition de «installation à accès restreint» au paragraphe 1 (1);
- c) aux fins des mentions, dans la présente loi, des lieux où est située une installation à accès restreint, préciser l’étendue des lieux où est située une installation à accès restreint particulière;
- d) régir la nomination de personnes en vertu de l’article 2, notamment prévoir différentes procédures de nomination pour différentes catégories de personnes, différentes installations à accès restreint ou différentes circonstances et régir la révocation des nominations;
- e) régir les qualités requises et la formation des personnes nommées en vertu de l’article 2;

*Security for Electricity Generating Facilities
and Nuclear Facilities Act, 2012**Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques
et des installations nucléaires*

- (f) governing the exercise by persons appointed under section 2 of the powers of a peace officer and the powers conferred by section 4, including imposing restrictions, limitations and conditions on the exercise of those powers;
- (g) imposing duties on persons appointed under section 2 and governing those duties;
- (h) providing for oversight of persons appointed under section 2, including, for example, providing processes for making and addressing complaints, reviewing actions and decisions, and conducting inspections and investigations;
- (i) imposing on operators of restricted access facilities duties that relate to the security services to be provided by persons appointed under section 2, and governing those duties.

Rolling incorporation by reference

(2) A regulation made under clause (1) (e) or (f) that incorporates another document by reference may provide that the reference to the document includes amendments made to the document from time to time after the regulation is made.

Commencement

8. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

9. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Security for Electricity Generating Facilities and Nuclear Facilities Act, 2012*.

- f) régir l'exercice, par les personnes nommées en vertu de l'article 2, des pouvoirs d'un agent de la paix et des pouvoirs conférés par l'article 4, y compris assortir l'exercice de ces pouvoirs de restrictions, de limites et de conditions;
- g) imposer des obligations aux personnes nommées en vertu de l'article 2 et régir ces obligations;
- h) prévoir la surveillance des personnes nommées en vertu de l'article 2, notamment prévoir une marche à suivre pour déposer et traiter les plaintes, examiner les mesures et les décisions prises, et effectuer des inspections et des enquêtes;
- i) imposer aux exploitants d'installations à accès restreint des obligations relatives aux services de sécurité que doivent fournir les personnes nommées en vertu de l'article 2 et régir ces obligations.

Incorporation continue par renvoi

(2) Tout règlement pris en vertu de l'alinéa (1) e) ou f) qui incorpore un autre document par renvoi peut prévoir que le renvoi à celui-ci vise également les modifications qui y sont apportées après la prise du règlement.

Entrée en vigueur

8. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

9. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques et des installations nucléaires*.



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~strike-through~~ for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

EXPLANATORY NOTE

The Bill repeals the *Public Works Protection Act*, amends the *Police Services Act* in relation to court security, and enacts the *Security for Electricity Generating Facilities and Nuclear Facilities Act, 2012*.

SCHEDULE 1 REPEAL OF PUBLIC WORKS PROTECTION ACT

Schedule 1 repeals the *Public Works Protection Act*.

SCHEDULE 2 AMENDMENTS TO POLICE SERVICES ACT

Schedule 2 amends the *Police Services Act*.

The new subsection 138 (1) sets out powers that may be exercised by a person who is authorized by a municipal police services board or by the Commissioner to act in relation to court security under Part X of the Act. The powers include:

- (a) requiring a person who is entering or attempting to enter premises where court proceedings are conducted, or who is on such premises, to ~~produce identification~~ identify himself or herself and to provide information related to assessing whether the person poses a security risk;
- (b) searching a person who is entering or attempting to enter premises where court proceedings are conducted, or who is on such premises, as well as the person's vehicle and other property in the person's custody or care;
- (c) searching, using reasonable force if necessary, a person in custody who is on premises where court proceedings are conducted or is being transported to or from such premises and any property in the person's custody or care;
- (d) refusing to allow a person to enter premises where court proceedings are conducted, and using reasonable force if necessary to prevent the person's entry; and
- (e) demanding that a person immediately leave premises where court proceedings are conducted, and using reasonable force if necessary to remove the person.

The new section 139 sets out offences and the new subsection 138 (2) provides a power to arrest a person committing any of the offences, without warrant and using reasonable force if necessary. A person who is convicted of any of the offences is liable to a fine of not more than \$2,000, imprisonment for a term of not more than 60 days, or both.

Sections 141 to 144 set out related regulation-making authorities.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi abroge la *Loi sur la protection des ouvrages publics*, modifie la *Loi sur les services policiers* en ce qui concerne la sécurité des tribunaux et édicte la *Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques et des installations nucléaires*.

ANNEXE 1 ABROGATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES OUVRAGES PUBLICS

L'annexe 1 abroge la *Loi sur la protection des ouvrages publics*.

ANNEXE 2 MODIFICATION DE LA LOI SUR LES SERVICES POLICIERS

L'annexe 2 modifie la *Loi sur les services policiers*.

Le nouveau paragraphe 138 (1) énonce les pouvoirs que peut exercer la personne qu'une commission municipale de services policiers ou le commissaire autorise à agir à l'égard de la sécurité des tribunaux aux termes de la partie X de la Loi. Ces pouvoirs comprennent ce qui suit :

- a) exiger qu'une personne qui pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui s'y trouve présente une pièce d'donne son identité et fournisse des renseignements afin d'évaluer si elle représente un risque pour la sécurité;
- b) procéder à la fouille d'une personne qui pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui s'y trouve, ainsi qu'à la fouille de son véhicule et des autres biens dont elle a la garde ou le soin;
- c) procéder, en employant au besoin la force raisonnable, à la fouille d'une personne sous garde qui se trouve sur les lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui est transportée à destination ou en provenance de ces lieux et à la fouille des biens dont elle a la garde ou le soin;
- d) refuser de permettre à une personne de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires et employer au besoin la force raisonnable pour l'empêcher d'y pénétrer;
- e) ordonner qu'une personne quitte immédiatement des lieux où se déroulent des instances judiciaires et employer au besoin la force raisonnable pour la faire partir.

Le nouvel article 139 établit des infractions et le nouveau paragraphe 138 (2) prévoit un pouvoir permettant d'arrêter, sans mandat et en employant au besoin la force raisonnable, la personne qui commet l'une ou l'autre de ces infractions. La personne qui est déclarée coupable de l'une ou l'autre de ces infractions est passible d'une amende maximale de 2 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de 60 jours, ou d'une seule de ces peines.

Les articles 141 à 144 énoncent les pouvoirs réglementaires connexes.

**SCHEDULE 3
SECURITY FOR ELECTRICITY GENERATING
FACILITIES AND NUCLEAR FACILITIES
ACT, 2012**

Schedule 3 enacts the *Security for Electricity Generating Facilities and Nuclear Facilities Act, 2012*.

“Restricted access facility” is defined by subsection 1 (1) as meaning electricity generating facilities to be prescribed by regulation and nuclear facilities to be prescribed by regulation. “Nuclear facility” is defined by subsection 1 (1) as a facility referred to in the definition of that term in the *Nuclear Safety and Control Act* (Canada).

Section 2 provides for persons to be appointed to provide security services in relation to premises where a restricted access facility is located. Subsection 7 (1) authorizes regulations to be made governing these appointments of these persons and governing their qualifications and training of the appointees, imposing additional duties on the appointees, and providing for oversight of the appointees.

Section 3 states that the appointees are peace officers while engaged in providing security services in relation to premises where a restricted access facility is located.

Section 4 sets out powers that may be exercised by the appointees and any other peace officers. The powers include:

- (a) ~~requesting~~ requiring a person who wishes to enter premises where a restricted access facility is located, or who is on such premises, to produce identification and to provide information related to assessing whether the person poses a security risk;
- (b) searching a person who wishes to enter premises where a restricted access facility is located, or who is on such premises, as well as the person’s vehicle and other property in the person’s custody or care;
- (c) refusing to allow a person to enter, or bring property into, premises where a restricted access facility is located, and using reasonable force if necessary to prevent the person from doing so; and
- (d) demanding that a person immediately leave, or immediately remove property from, premises where a restricted access facility is located, and using reasonable force if necessary to remove the person or the property.

Subsection 7 (1) authorizes the making of regulations to impose restrictions, limitations and conditions on the exercise by the appointees of their powers under the Act; ~~to impose additional duties on the appointees; and to provide for oversight of the appointees.~~

Section 6 sets out offences and section 5 provides a power to arrest a person committing some of the offences, without warrant and using reasonable force if necessary. A person who is convicted of any of the offences is liable to a fine of not more than \$2,000, imprisonment for a term of not more than 60 days, or both.

**ANNEXE 3
LOI DE 2012 SUR LA SÉCURITÉ
DES CENTRALES ÉLECTRIQUES ET
DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES**

L’annexe 3 édicte la *Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques et des installations nucléaires*.

Le terme «installation à accès restreint» est défini au paragraphe 1 (1) pour désigner à la fois des centrales électriques et des installations nucléaires qui doivent être prescrites par règlement. Le terme «installation nucléaire» est défini au paragraphe 1 (1) comme étant une installation visée dans la définition de ce terme figurant dans la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* (Canada).

L’article 2 prévoit la nomination de personnes pour fournir des services de sécurité relativement à des lieux où est située une installation à accès restreint. Le paragraphe 7 (1) autorise la prise de règlements régissant la nomination de ces personnes ~~nominations~~ et régissant leurs ~~les~~ qualités requises et la formation des personnes nommées, imposant des obligations supplémentaires à celles-ci et prévoyant leur surveillance.

L’article 3 énonce que les personnes nommées sont des agents de la paix lorsqu’elles fournissent de tels services de sécurité.

L’article 4 énonce les pouvoirs que peuvent exercer ces personnes et tout autre agent de la paix. Ces pouvoirs comprennent ce qui suit :

- a) ~~demander à exiger~~ qu’une personne qui souhaite pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou qui s’y trouve ~~de présenter présente~~ une pièce d’identité et ~~de fournir fournisse~~ des renseignements afin d’évaluer si elle représente un risque pour la sécurité;
- b) procéder à la fouille d’une personne qui souhaite pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou qui s’y trouve ainsi qu’à la fouille de son véhicule et des autres biens dont elle a la garde ou le soin;
- c) refuser de permettre à une personne de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou d’y apporter des biens et employer au besoin la force raisonnable pour l’en empêcher;
- d) ordonner qu’une personne quitte immédiatement des lieux où est située une installation à accès restreint ou enlève des biens immédiatement et employer au besoin la force raisonnable pour faire partir la personne ou enlever les biens.

Le paragraphe 7 (1) autorise la prise de règlements ~~aux fins suivantes : en vue d’assortir de restrictions, de limites et de conditions l’exercice des pouvoirs prévus par les personnes nommées des pouvoirs que leur attribue la Loi; imposer aux personnes nommées des obligations supplémentaires; enfin, prévoir la surveillance des personnes nommées.~~

L’article 6 établit des infractions et l’article 5 prévoit un pouvoir permettant d’arrêter, sans mandat et en employant au besoin la force raisonnable, toute personne qui commet certaines de ces infractions. La personne qui est déclarée coupable de l’une ou l’autre de ces infractions est passible d’une amende maximale de 2 000 \$ et d’un emprisonnement maximal de 60 jours, ou d’une seule de ces peines.

**An Act to repeal
the Public Works Protection Act,
amend the Police Services Act
with respect to court security
and enact the Security for Electricity
Generating Facilities and Nuclear
Facilities Act, 2012**

Note: This Act amends or repeals more than one Act. For the legislative history of these Acts, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Schedules

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Security for Courts, Electricity Generating Facilities and Nuclear Facilities Act, 2012*.

**Loi abrogeant la
Loi sur la protection des ouvrages
publics, modifiant la Loi sur les
services policiers en ce qui concerne
la sécurité des tribunaux
et édictant la Loi de 2012 sur
la sécurité des centrales électriques
et des installations nucléaires**

Remarque : La présente loi modifie ou abroge plus d'une loi. L'historique législatif de ces lois figure aux pages pertinentes de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur la sécurité des tribunaux, des centrales électriques et des installations nucléaires*.

*Repeal of Public Works Protection Act**Abrogation de la Loi sur la protection des ouvrages publics***SCHEDULE 1
REPEAL OF PUBLIC WORKS PROTECTION ACT****ANNEXE 1
ABROGATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION
DES OUVRAGES PUBLICS****Repeal**

1. The *Public Works Protection Act* is repealed.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Abrogation

1. La *Loi sur la protection des ouvrages publics* est abrogée.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 2 AMENDMENTS TO POLICE SERVICES ACT

1. Part X of the *Police Services Act* is amended by adding the following sections:

Powers of person providing court security

138. (1) A person who is authorized by a board to act in relation to the board's responsibilities under subsection 137 (1) or who is authorized by the Commissioner to act in relation to the Ontario Provincial Police's responsibilities under subsection 137 (2) may exercise the following powers if it is reasonable to do so for the purpose of fulfilling those responsibilities:

1. Require a person who is entering or attempting to enter premises where court proceedings are conducted or who is on such premises,
 - i. ~~to produce identification to identify himself or herself, and~~
 - ii. to provide information for the purpose of assessing whether the person poses a security risk.
2. Search, without warrant,
 - i. a person who is entering or attempting to enter premises where court proceedings are conducted or who is on such premises,
 - ~~ii. any vehicle that the person is driving or in which the person is a passenger, and~~
 - ~~ii. any vehicle that the person is driving, or in which the person is a passenger, while the person is on, entering or attempting to enter premises where court proceedings are conducted, and~~
 - iii. any other property in the custody or care of the person.
3. Search, without warrant, using reasonable force if necessary,
 - i. a person who is in custody and who is on premises where court proceedings are conducted or is being transported to or from such premises, and
 - ii. any property in the custody or care of the person.
4. Refuse to allow a person to enter premises where court proceedings are conducted, and use reasonable force if necessary to prevent the person's entry,
 - i. if the person refuses ~~to produce identification to identify himself or herself or provide information under paragraph 1 or~~ refuses to submit to a search under paragraph 2,
 - ii. if there is reason to believe that the person poses a security risk, or

ANNEXE 2 MODIFICATION DE LA LOI SUR LES SERVICES POLICIERS

1. La partie X de la *Loi sur les services policiers* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Pouvoirs d'une personne assurant la sécurité des tribunaux

138. (1) La personne qui est autorisée par une commission de police à agir relativement aux responsabilités qu'impose à celle-ci le paragraphe 137 (1) ou qui est autorisée par le commissaire à agir relativement aux responsabilités qu'impose à la Police provinciale de l'Ontario le paragraphe 137 (2) peut exercer les pouvoirs suivants si cet exercice est raisonnable afin de s'acquitter de ces responsabilités :

1. Exiger qu'une personne qui pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui s'y trouve :
 - i. ~~d'une part, présente une pièce d'identité donne son identité,~~
 - ii. d'autre part, fournisse des renseignements afin d'évaluer si elle représente un risque pour la sécurité.
2. Procéder, sans mandat, à la fouille :
 - i. d'une personne qui pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui s'y trouve,
 - ~~ii. de tout véhicule que la personne conduit ou à bord duquel elle est un passager, et~~
 - ~~ii. de tout véhicule que la personne conduit ou à bord duquel elle est un passager pendant qu'elle se trouve sur des lieux où se déroulent des instances judiciaires, y pénètre ou tente d'y pénétrer,~~
 - iii. de tout autre bien dont la personne a la garde ou le soin.
3. Procéder, sans mandat et en employant au besoin la force raisonnable, à la fouille :
 - i. d'une personne qui est sous garde et qui se trouve sur les lieux où se déroulent des instances judiciaires ou qui est transportée à destination ou en provenance de ces lieux,
 - ii. de tout bien dont la personne a la garde ou le soin.
4. Refuser de permettre à une personne de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires et employer au besoin la force raisonnable afin de l'empêcher d'y pénétrer dans les cas suivants :
 - i. si la personne refuse de ~~présenter une pièce d'identité donner son identité~~ ou de fournir des renseignements conformément à la disposition 1 ou refuse de se soumettre à une fouille conformément à la disposition 2,
 - ii. s'il existe des motifs de croire que la personne représente un risque pour la sécurité,

*Amendments to Police Services Act**Modification de la Loi sur les services policiers*

- iii. for any other reason relating to the fulfilment of the board's responsibilities under subsection 137 (1) or the Ontario Provincial Police's responsibilities under subsection 137 (2).
- 5. Demand that a person immediately leave premises where court proceedings are conducted, and use reasonable force if necessary to remove the person,
 - i. if the person refuses to produce identification to identify himself or herself or provide information under paragraph 1 or refuses to submit to a search under paragraph 2,
 - ii. if there is reason to believe that the person poses a security risk, or
 - iii. for any other reason relating to the fulfilment of the board's responsibilities under subsection 137 (1) or the Ontario Provincial Police's responsibilities under subsection 137 (2).

Arrest

(2) A person who is authorized by a board or by the Commissioner as described in subsection (1) may arrest, without warrant, any person who,

- (a) after being required to ~~produce identification to identify himself or herself~~ or provide information under paragraph 1 of subsection (1), enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted ~~without producing the identification without identifying himself or herself~~ or providing the information;
- (b) after being directed to submit to a search under paragraph 2 of subsection (1), enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted without submitting to the search;
- (c) enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted, after a refusal under paragraph 4 of subsection (1); or
- (d) does not immediately leave premises where court proceedings are conducted, after being demanded to do so under paragraph 5 of subsection (1).

Reasonable force

(3) Reasonable force may be used if necessary to make the arrest.

Delivery to police officer

(4) If the person who makes the arrest is not a police officer, he or she shall promptly call for the assistance of a police officer and give the person arrested into the custody of the police officer.

- iii. pour tout autre motif se rapportant à l'acquittement des responsabilités de la commission de police prévues au paragraphe 137 (1) ou des responsabilités de la Police provinciale de l'Ontario prévues au paragraphe 137 (2).

- 5. Ordonner qu'une personne quitte immédiatement des lieux où se déroulent des instances judiciaires et employer au besoin la force raisonnable pour faire partir la personne dans les cas suivants :

- i. si la personne refuse de ~~présenter une pièce d'identité~~ donner son identité ou de fournir des renseignements conformément à la disposition 1 ou refuse de se soumettre à une fouille conformément à la disposition 2,
- ii. s'il existe des motifs de croire que la personne représente un risque pour la sécurité,
- iii. pour tout autre motif se rapportant à l'acquittement des responsabilités de la commission de police prévues au paragraphe 137 (1) ou des responsabilités de la Police provinciale de l'Ontario prévues au paragraphe 137 (2).

Arrestation

(2) La personne qui est autorisée par une commission de police ou par le commissaire conformément au paragraphe (1) peut arrêter, sans mandat, quiconque, selon le cas :

- a) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ~~sans présenter de pièce d'identité sans donner son identité~~ ni fournir des renseignements après qu'il a été requis ~~de la présenter de donner son identité~~ ou de les fournir en vertu de la disposition 1 du paragraphe (1);
- b) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires sans se soumettre à une fouille après qu'il lui a été ordonné de s'y soumettre en vertu de la disposition 2 du paragraphe (1);
- c) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires après qu'un refus lui a été donné en vertu de la disposition 4 du paragraphe (1);
- d) ne quitte pas immédiatement des lieux où se déroulent des instances judiciaires après qu'il lui a été ordonné de le faire en vertu de la disposition 5 du paragraphe (1).

Force raisonnable

(3) La force raisonnable peut être employée au besoin pour procéder à l'arrestation.

Garde de la personne arrêtée confiée à un agent de police

(4) Si la personne qui procède à l'arrestation n'est pas un agent de police, elle demande l'aide d'un agent de police et lui confie la garde de la personne arrêtée dans les plus brefs délais.

Deemed arrest

(5) A police officer to whom the custody of a person is given under subsection (4) shall be deemed to have arrested the person for the purposes of the provisions of the *Provincial Offences Act* applying to his or her release or continued detention and his or her bail.

Reasonable accommodation

(6) In exercising the powers conferred by this section, reasonable accommodation shall be made with respect to a person's religious beliefs or in relation to the needs of a person with a disability.

Offences

139. (1) A person is guilty of an offence if,

- (a) after being required to ~~produce identification to identify himself or herself or provide information~~ under paragraph 1 of subsection 138 (1), the person enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted ~~without producing the identification without identifying himself or herself~~ or providing the information;
- (b) after being directed to submit to a search under paragraph 2 of subsection 138 (1), the person enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted without submitting to the search;
- (c) the person enters or attempts to enter premises where court proceedings are conducted, after a refusal under paragraph 4 of subsection 138 (1); or
- (d) the person does not immediately leave premises where court proceedings are conducted, after being demanded to do so under paragraph 5 of subsection 138 (1).

Penalty

(2) A person who is convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$2,000 or to imprisonment for a term of not more than 60 days, or to both.

No derogation**Re judicial powers**

140. (1) Nothing in this Part derogates from or replaces the power of a judge or judicial officer to control court proceedings.

Re powers of persons providing court security

(2) Nothing in this Part derogates from or replaces any powers that a person authorized by a board or by the Commissioner as described in subsection 138 (1) otherwise has under the law.

Arrestation

(5) L'agent de police qui se voit confier la garde d'une personne aux termes du paragraphe (4) est réputé avoir procédé à l'arrestation de la personne dans le cadre des dispositions de la *Loi sur les infractions provinciales* qui s'appliquent à sa mise en liberté ou au maintien de sa détention et à sa caution.

Adaptation raisonnable

(6) Lors de l'exercice des pouvoirs conférés par le présent article, des mesures d'adaptation raisonnable sont prises pour tenir compte des croyances religieuses d'une personne ou des besoins d'une personne qui a un handicap.

Infractions

139. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires ~~sans présenter de pièce d'identité sans donner son identité~~ ni fournir des renseignements après qu'il a été requis ~~de la présenter de donner son identité~~ ou de les fournir en vertu de la disposition 1 du paragraphe 138 (1);
- b) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires sans se soumettre à une fouille après qu'il lui a été ordonné de s'y soumettre en vertu de la disposition 2 du paragraphe 138 (1);
- c) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où se déroulent des instances judiciaires après qu'un refus lui a été donné en vertu de la disposition 4 du paragraphe 138 (1);
- d) ne quitte pas immédiatement des lieux où se déroulent des instances judiciaires après qu'il lui a été ordonné de le faire en vertu de la disposition 5 du paragraphe 138 (1).

Peine

(2) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au présent article est passible d'une amende maximale de 2 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de 60 jours, ou d'une seule de ces peines.

Maintien des pouvoirs**Pouvoirs judiciaires**

140. (1) La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte au pouvoir d'un juge ou d'un fonctionnaire judiciaire d'assurer le déroulement des instances judiciaires, ou de remplacer ce pouvoir.

Pouvoirs des personnes assurant la sécurité des tribunaux

(2) La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte aux pouvoirs qu'une personne autorisée par une commission de police ou par le commissaire conformément au paragraphe 138 (1) a par ailleurs en droit, ou de remplacer ces pouvoirs.

*Amendments to Police Services Act**Modification de la Loi sur les services policiers*Privilege preserved

(3) Nothing in this Part shall operate so as to require the disclosure of information that is subject to solicitor-client privilege, litigation privilege or settlement privilege, or permit the review of documents containing such information.

Regulations, court security powers

141. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the exercise of the powers conferred by section 138 for the purposes of safeguarding the rights and freedoms guaranteed by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the *Human Rights Code* and, without limiting the generality of the foregoing, the regulations may provide for the accommodation of persons on the basis of creed or disability.

Same

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or particular in its application.

Regulations, search powers

141.1 The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the exercise of the powers conferred by section 138, including imposing restrictions, limitations and conditions on the exercise of those powers.

Regulations, reasonable accommodation

142. The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the accommodation of religious beliefs and the needs of persons with a disability in relation to the exercise of the powers conferred by section 138.

Regulations, general or particular

144. A regulation made under this Part may be general or particular in its application.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Maintien du privilège

(3) La présente partie n'a pas pour effet d'exiger la divulgation de renseignements protégés par le privilège du secret professionnel de l'avocat, le privilège lié au litige ou le privilège à l'égard des négociations en vue d'un règlement, ni d'autoriser l'examen de documents contenant de tels renseignements.

Règlements : pouvoirs en matière de sécurité des tribunaux

141. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de l'exercice des pouvoirs conférés par l'article 138 afin de préserver les droits et libertés garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés* et le *Code des droits de la personne*, notamment prévoir qu'il soit tenu compte des besoins des personnes en fonction de leur croyance ou handicap.

Idem

(2) Tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) peut être d'application générale ou particulière.

Règlements : pouvoirs de procéder à des fouilles

141.1 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'exercice des pouvoirs conférés par l'article 138, y compris assortir cet exercice de restrictions, de limites et de conditions.

Règlements : adaptation raisonnable

142. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les mesures d'adaptation qui tiennent compte des croyances religieuses et des besoins de personnes qui ont un handicap dans le cadre de l'exercice des pouvoirs conférés par l'article 138.

Règlements : portée

144. Les règlements pris en vertu de la présente partie peuvent être d'application générale ou particulière.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 3
SECURITY FOR ELECTRICITY GENERATING
FACILITIES AND NUCLEAR FACILITIES
ACT, 2012**

Interpretation

1. (1) In this Act,

“nuclear facility” means a facility referred to in the definition of “nuclear facility” in the *Nuclear Safety and Control Act* (Canada); (“installation nucléaire”)

“premises where a restricted access facility is located” means, with respect to a particular restricted access facility, any real property relating to the restricted access facility that is under the direct control of its operator, including any buildings and structures on that property; (“lieux où est située une installation à accès restreint”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“restricted access facility” means,

- (a) a prescribed electricity generating facility, and
- (b) a prescribed nuclear facility; (“installation à accès restreint”)

“security services” includes, without limitation, guarding or patrolling for the purpose of protecting persons or property. (“services de sécurité”)

Same

(2) A reference in this Act to premises includes a portion of the premises.

Appointment to provide security services

2. A person may be appointed in accordance with the regulations to provide security services in relation to premises where a restricted access facility is located.

Appointee is peace officer

3. Subject to the regulations, a person appointed under section 2 to provide security services in relation to premises where a restricted access facility is located is a peace officer while engaged in providing those services.

Powers relating to security services for restricted access facilities

4. A peace officer may exercise the following powers if it is reasonable to do so for the purpose of providing security services in relation to premises where a restricted access facility is located:

1. ~~Request~~ Require a person who wishes to enter the premises or who is on the premises,
 - i. to produce identification, and

Interprétation

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«installation à accès restreint» S'entend de ce qui suit :

- a) une centrale électrique prescrite;
- b) une installation nucléaire prescrite. («restricted access facility»)

«installation nucléaire» Installation visée dans la définition de «installation nucléaire» de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* (Canada). («nuclear facility»)

«lieux où est située une installation à accès restreint» Relativement à une installation à accès restreint, s'entend de tous les biens immeubles qui s'y rapportent et dont l'exploitant a le contrôle direct, y compris les bâtiments et les constructions qui s'y trouvent. («premises where a restricted access facility is located»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

«services de sécurité» S'entend notamment de la garde et des rondes de surveillance effectuées afin de protéger des personnes ou des biens. («security services»)

Idem

(2) La mention, dans la présente loi, de lieux s'entend en outre d'une partie de ceux-ci.

Personne nommée pour fournir des services de sécurité

2. Toute personne peut être nommée conformément aux règlements pour fournir des services de sécurité relativement à des lieux où est située une installation à accès restreint.

Personne nommée : agent de la paix

3. Sous réserve des règlements, la personne nommée en vertu de l'article 2 pour fournir des services de sécurité relativement à des lieux où est située une installation à accès restreint est un agent de la paix lorsqu'elle fournit ces services.

Pouvoirs relatifs aux services de sécurité visant les installations à accès restreint

4. Tout agent de la paix peut exercer les pouvoirs suivants si cet exercice est raisonnable afin de fournir des services de sécurité relativement à des lieux où est située une installation à accès restreint :

1. ~~Demander à une personne~~ Exiger qu'une personne qui souhaite pénétrer dans les lieux ou qui s'y trouve :
 - i. d'une part, ~~de présenter~~ présente une pièce d'identité,

*Security for Electricity Generating Facilities
and Nuclear Facilities Act, 2012**Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques
et des installations nucléaires*

- ii. to provide information for the purpose of assessing whether the person poses a security risk.

- ii. d'autre part, de ~~fournir~~ fournisse des renseignements afin d'évaluer si elle représente un risque pour la sécurité.

~~2. If the person consents, conduct a search of,~~

~~2. Si elle y consent, procéder à la fouille :~~

2. Search, without warrant,

2. Procéder, sans mandat, à la fouille :

- i. a person who wishes to enter the premises or who is on the premises,

- i. d'une personne qui souhaite pénétrer dans les lieux ou qui s'y trouve,

- ~~ii. any vehicle that the person is driving or in which the person is a passenger, and~~

- ~~ii. de tout véhicule que la personne conduit ou à bord duquel elle est un passager,~~

- ii. any vehicle that the person is driving, or in which the person is a passenger, while the person is on, entering or attempting to enter the premises, and

- ii. de tout véhicule que la personne conduit ou à bord duquel elle est un passager pendant qu'elle se trouve sur les lieux, y pénètre ou tente d'y pénétrer,

- iii. any other property in the custody or care of the person.

- iii. de tout autre bien dont la personne a la garde ou le soin.

- 3. Refuse to allow a person to enter the premises or bring property onto the premises, and use reasonable force if necessary to prevent the person from doing so.

- 3. Refuser de permettre à une personne de pénétrer dans les lieux ou d'y apporter des biens et employer au besoin la force raisonnable pour l'en empêcher.

- 4. Demand that a person immediately leave the premises or immediately remove property in the custody or care of the person from the premises, and use reasonable force if necessary to remove the person or the property.

- 4. Ordonner qu'une personne quitte les lieux immédiatement ou en enlève immédiatement les biens dont elle a la garde ou le soin et employer au besoin la force raisonnable pour faire partir la personne ou enlever les biens.

Arrest**Arrestation**

5. (1) A peace officer may arrest, without warrant, any person who,

5. (1) Tout agent de la paix peut arrêter, sans mandat, quiconque, selon le cas :

- (a) ~~after being requested after being required to produce identification or provide information under paragraph 1 of section 4, enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located without producing the identification or providing the information;~~

- a) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint sans présenter de pièce d'identité ni fournir des renseignements après qu'il lui a été demandé après qu'il a été requis de la présenter ou de les fournir en vertu de la disposition 1 de l'article 4;

- (b) ~~after being requested to directed to submit to a search under paragraph 2 of section 4, enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located without submitting to the search;~~

- b) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint sans se soumettre à une fouille après qu'il lui a été demandé a été ordonné de s'y soumettre en vertu de la disposition 2 de l'article 4;

- (c) enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located, or brings or attempts to bring property onto such premises, after a refusal under paragraph 3 of section 4;

- c) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou y apporte ou tente d'y apporter des biens après qu'un refus lui a été donné en vertu de la disposition 3 de l'article 4;

- (d) ~~enters or attempts to enter enters, attempts to enter or is found on premises where a restricted access facility is located even though he or she knows, or ought to know, that entry to the premises is prohibited; or~~

- d) ~~pénètre ou tente de pénétrer pénètre, tente de pénétrer ou se trouve dans des lieux où est située une installation à accès restreint même si elle sait ou devrait savoir que l'entrée dans ces lieux est interdite;~~

- (e) does not immediately leave premises where a restricted access facility is located, after being demanded to do so under paragraph 4 of section 4; or

- e) ne quitte pas immédiatement des lieux où est située une installation à accès restreint après qu'il lui a été ordonné de le faire en vertu de la disposition 4 de l'article 4;

- (f) in any other way obstructs or interferes with a peace officer in the exercise of the powers conferred by section 4.

- f) entrave ou gêne de toute autre façon l'action d'un agent de la paix dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 4.

Reasonable force

(2) Reasonable force may be used if necessary to make the arrest.

Delivery to police officer

(3) If the person who makes the arrest is not a police officer, he or she shall promptly call for the assistance of a police officer and give the person arrested into the custody of the police officer.

Deemed arrest

(4) A police officer to whom the custody of a person is given under subsection (3) shall be deemed to have arrested the person for the purposes of the provisions of the *Provincial Offences Act* applying to his or her release or continued detention and his or her bail.

Offences

6. (1) A person is guilty of an offence if,

- (a) ~~after being requested after being required~~ to produce identification or provide information under paragraph 1 of section 4, the person enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located without producing the identification or providing the information;
- (b) ~~after being requested to directed to~~ submit to a search under paragraph 2 of section 4, the person enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located without submitting to the search;
- (c) the person enters or attempts to enter premises where a restricted access facility is located, or brings or attempts to bring property onto such premises, after a refusal under paragraph 3 of section 4;
- (d) ~~the person enters or attempts to enter enters, attempts to enter or is found on~~ premises where a restricted access facility is located even though he or she knows, or ought to know, that entry to the premises is prohibited; ~~or~~
- (e) the person does not immediately leave premises where a restricted access facility is located, or does not immediately remove property from such premises, after being demanded to do so under paragraph 4 of section 4; ~~or~~
- (f) ~~the person in any other way obstructs or interferes with a peace officer in the exercise of the powers conferred by section 4.~~

Penalty

(2) A person who is convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$2,000 or to imprisonment for a term of not more than 60 days, or to both.

Regulations

7. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

Force raisonnable

(2) La force raisonnable peut être employée au besoin pour procéder à l'arrestation.

Garde de la personne arrêtée confiée à un agent de police

(3) Si la personne qui procède à l'arrestation n'est pas un agent de police, elle demande l'aide d'un agent de police et lui confie la garde de la personne arrêtée dans les plus brefs délais.

Arrestation

(4) L'agent de police qui se voit confier la garde d'une personne aux termes du paragraphe (3) est réputé avoir procédé à l'arrestation de la personne dans le cadre des dispositions de la *Loi sur les infractions provinciales* qui s'appliquent à sa mise en liberté ou au maintien de sa détention et à sa caution.

Infractions

6. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint sans présenter de pièce d'identité ni fournir des renseignements ~~après qu'il lui a été demandé après qu'il a été requis~~ de la présenter ou de les fournir en vertu de la disposition 1 de l'article 4;
- b) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint sans se soumettre à une fouille après qu'il lui a été ~~demandé a été ordonné~~ de s'y soumettre en vertu de la disposition 2 de l'article 4;
- c) pénètre ou tente de pénétrer dans des lieux où est située une installation à accès restreint ou y apporte ou tente d'y apporter des biens après qu'un refus lui a été donné en vertu de la disposition 3 de l'article 4;
- d) ~~pénètre ou tente de pénétrer pénètre, tente de pénétrer ou se trouve~~ dans des lieux où est située une installation à accès restreint même si elle sait ou devrait savoir que l'entrée dans ces lieux est interdite;
- e) ne quitte pas immédiatement des lieux où est située une installation à accès restreint ou n'en enlève pas immédiatement des biens après qu'il lui a été ordonné de le faire en vertu de la disposition 4 de l'article 4;
- f) ~~entrave ou gêne de toute autre façon l'action d'un agent de la paix dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 4.~~

Peine

(2) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au présent article est passible d'une amende maximale de 2 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de 60 jours, ou d'une seule de ces peines.

Règlements

7. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

*Security for Electricity Generating Facilities
and Nuclear Facilities Act, 2012**Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques
et des installations nucléaires*

- (a) prescribing electricity generating facilities for the purposes of clause (a) of the definition of “restricted access facility” in subsection 1 (1);
- (b) prescribing nuclear facilities for the purposes of clause (b) of the definition of “restricted access facility” in subsection 1 (1);
- ~~(c) for the purposes of the references in this Act to premises where a restricted access facility is located, clarifying the extent of any premises where a particular restricted access facility is located;~~
- (d) governing the appointment of persons under section 2, including providing different appointment processes for different classes of persons, different restricted access facilities or different circumstances, and governing the revocation of appointments;
- (e) governing the qualifications and training of persons appointed under section 2;
- ~~(f) governing the exercise by persons appointed under section 2 of the powers of a peace officer and the powers conferred by section 4, including imposing restrictions, limitations and conditions on the exercise of those powers;~~
- ~~(f) governing the exercise by persons appointed under section 2 of the powers of a peace officer;~~
- (g) imposing duties on persons appointed under section 2 and governing those duties;
- (h) providing for oversight of persons appointed under section 2, including, for example, providing processes for making and addressing complaints, reviewing actions and decisions, and conducting inspections and investigations;
- (i) imposing on operators of restricted access facilities duties that relate to the security services to be provided by persons appointed under section 2, and governing those duties;
- ~~(j) governing the powers conferred by section 4, including imposing restrictions, limitations and conditions on the exercise of those powers.~~

Rolling incorporation by reference

(2) A regulation made under ~~clause (1) (e) or (f)~~ clause (1) (e), (f) or (j) that incorporates another document by reference may provide that the reference to the document includes amendments made to the document from time to time after the regulation is made.

Commencement

8. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

9. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Security for Electricity Generating Facilities and Nuclear Facilities Act, 2012*.

- a) prescrire des centrales électriques pour l'application de l'alinéa a) de la définition de «installation à accès restreint» au paragraphe 1 (1);
- b) prescrire des installations nucléaires pour l'application de l'alinéa b) de la définition de «installation à accès restreint» au paragraphe 1 (1);
- ~~c) aux fins des mentions, dans la présente loi, des lieux où est située une installation à accès restreint, préciser l'étendue des lieux où est située une installation à accès restreint particulière;~~
- d) régir la nomination de personnes en vertu de l'article 2, notamment prévoir différentes procédures de nomination pour différentes catégories de personnes, différentes installations à accès restreint ou différentes circonstances et régir la révocation des nominations;
- e) régir les qualités requises et la formation des personnes nommées en vertu de l'article 2;
- ~~f) régir l'exercice, par les personnes nommées en vertu de l'article 2, des pouvoirs d'un agent de la paix et des pouvoirs conférés par l'article 4, y compris assortir l'exercice de ces pouvoirs de restrictions, de limites et de conditions;~~
- ~~f) régir l'exercice, par les personnes nommées en vertu de l'article 2, des pouvoirs d'un agent de la paix;~~
- g) imposer des obligations aux personnes nommées en vertu de l'article 2 et régir ces obligations;
- h) prévoir la surveillance des personnes nommées en vertu de l'article 2, notamment prévoir une marche à suivre pour déposer et traiter les plaintes, examiner les mesures et les décisions prises, et effectuer des inspections et des enquêtes;
- i) imposer aux exploitants d'installations à accès restreint des obligations relatives aux services de sécurité que doivent fournir les personnes nommées en vertu de l'article 2 et régir ces obligations;
- ~~j) régir les pouvoirs conférés par l'article 4, y compris assortir l'exercice de ces pouvoirs de restrictions, de limites et de conditions.~~

Incorporation continue par renvoi

(2) Tout règlement pris en vertu de ~~l'alinéa (1) e) ou f)~~ l'alinéa (1) e), f) ou j) qui incorpore un autre document par renvoi peut prévoir que le renvoi à celui-ci vise également les modifications qui y sont apportées après la prise du règlement.

Entrée en vigueur

8. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

9. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2012 sur la sécurité des centrales électriques et des installations nucléaires*.

120N
B
B56



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 35

**An Act to proclaim
October 13 in each year as
Major-General Sir Isaac Brock Day
in Ontario**

Co-sponsors:

Mr. Clark
Mr. Craitor
Ms Forster



Projet de loi 35

**Loi visant à proclamer
le 13 octobre de chaque année
Jour du major-général Sir Isaac Brock
en Ontario**

Coparrains :

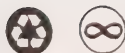
M. Clark
M. Craitor
M^{me} Forster

Private Members' Bill

1st Reading February 22, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi de députés

1^{re} lecture 22 février 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims October 13 in each year as Major-General Sir Isaac Brock Day.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le 13 octobre de chaque année Jour du major-général Sir Isaac Brock.

**An Act to proclaim
October 13 in each year as
Major-General Sir Isaac Brock Day
in Ontario**

Preamble

Born on October 6, 1769 on the Isle of Guernsey, Major-General Sir Isaac Brock was assigned with his regiment to Canada in 1802. He spent much of the next decade working to bolster the nation's defences while recruiting and training new militiamen as the spectre of war with the Americans loomed.

By the time the War of 1812 broke out, Brock was in command of all military forces in Upper Canada (present-day Ontario) and was also administrator of the province.

Brock's preparations proved critical in the early days after war was declared in June of 1812. His forces, comprised of regular soldiers, militia and native warriors, played a role in repelling the American invasion in southern Ontario with swift victories at Fort Mackinac and Detroit.

However, the challenge of defending vulnerable positions at Niagara remained. It was here on October 13, 1812, that Brock was mortally wounded at the Battle of Queenston Heights while leading his forces against the invading Americans commanded by General Stephen Van Rensselaer.

Brock was struck down by a sharpshooter and it is reputed that his final utterance to his men was "Surgite!". This Latin term means "Push On!" and is today the motto for Brock University in St. Catharines.

In addition to Brock University, the City of Brockville, the Township of Brock and the General Brock Parkway (Highway 405) are all named in tribute to Brock, as are various public schools in Toronto, Guelph, Hamilton, London and Windsor.

October 13, 2012 will mark the 200th anniversary of Brock's heroic final victory at Queenston Heights.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Major-General Sir Isaac Brock Day

1. October 13 in each year is proclaimed as Major-General Sir Isaac Brock Day.

**Loi visant à proclamer
le 13 octobre de chaque année
Jour du major-général Sir Isaac Brock
en Ontario**

Préambule

Né le 6 octobre 1769 dans l'île de Guernesey, le major-général Sir Isaac Brock a été affecté à son régiment au Canada en 1802. Il consacra une bonne partie de la décennie suivante à renforcer les défenses du pays et à recruter et entraîner de nouveaux miliciens pour faire face au spectre de la guerre avec les Américains, qui se faisait de plus en plus menaçant.

Quand la guerre de 1812 éclata, Brock commandait l'ensemble des forces militaires du Haut-Canada (l'Ontario actuel) en plus d'occuper les fonctions d'administrateur de la province.

Ses préparatifs ont revêtu une importance capitale dans les premiers jours qui ont suivi la déclaration de guerre en juin 1812. Les forces sous son commandement, constituées de soldats de troupes régulières, de miliciens et de guerriers autochtones, ont réussi à repousser l'invasion américaine dans le sud de l'Ontario en remportant des victoires rapides à Fort Mackinac et à Détroit.

La défense des positions vulnérables à Niagara demeurerait toutefois un défi. C'est à Niagara, le 13 octobre 1812, que Brock a été mortellement blessé lors de la bataille de Queenston Heights alors qu'il menait ses troupes à l'assaut des envahisseurs américains placés sous le commandement du général Stephen Van Rensselaer.

Brock a été tué par un tireur d'élite et on dit que le dernier ordre qu'il aurait donné à ses hommes était «Surgite!». Ce terme latin, qui signifie «Continuez!», est aujourd'hui la devise de l'université Brock à St. Catharines.

Outre l'université Brock, la ville de Brockville, le canton de Brock et la promenade Général-Brock (autoroute 405) ont eux aussi été nommés en hommage au major-général Brock, tout comme de nombreuses écoles publiques à Toronto, Guelph, Hamilton, London et Windsor.

Le 13 octobre 2012 marquera le 200^e anniversaire de la victoire finale et héroïque du major-général Brock à Queenston Heights.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour du major-général Sir Isaac Brock

1. Le 13 octobre de chaque année est proclamé Jour du major-général Sir Isaac Brock.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Major-General Sir Isaac Brock Day Act, 2012*.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur le Jour du major-général Sir Isaac Brock*

130N
XB
B56



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 35

*(Chapter 2
Statutes of Ontario, 2012)*

**An Act to proclaim
October 13 in each year as
Major-General Sir Isaac Brock Day
in Ontario**

Co-sponsors:

Mr. Clark
Mr. Craitor
Ms Forster

Projet de loi 35

*(Chapitre 2
Lois de l'Ontario de 2012)*

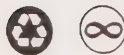
**Loi visant à proclamer
le 13 octobre de chaque année
Jour du major-général Sir Isaac Brock
en Ontario**

Coparrains :

M. Clark
M. Craitor
M^{me} Forster

1st Reading	February 22, 2012
2nd Reading	March 8, 2012
3rd Reading	March 8, 2012
Royal Assent	April 24, 2012

1 ^{re} lecture	22 février 2012
2 ^e lecture	8 mars 2012
3 ^e lecture	8 mars 2012
Sanction royale	24 avril 2012



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 35 and does not form part of the law. Bill 35 has been enacted as Chapter 2 of the Statutes of Ontario, 2012.

The Bill proclaims October 13 in each year as Major-General Sir Isaac Brock Day.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 35, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 35 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 2012.

Le projet de loi proclame le 13 octobre de chaque année Jour du major-général Sir Isaac Brock.

**An Act to proclaim
October 13 in each year as
Major-General Sir Isaac Brock Day
in Ontario**

Preamble

Born on October 6, 1769 on the Isle of Guernsey, Major-General Sir Isaac Brock was assigned with his regiment to Canada in 1802. He spent much of the next decade working to bolster the nation's defences while recruiting and training new militiamen as the spectre of war with the Americans loomed.

By the time the War of 1812 broke out, Brock was in command of all military forces in Upper Canada (present-day Ontario) and was also administrator of the province.

Brock's preparations proved critical in the early days after war was declared in June of 1812. His forces, comprised of regular soldiers, militia and native warriors, played a role in repelling the American invasion in southern Ontario with swift victories at Fort Mackinac and Detroit.

However, the challenge of defending vulnerable positions at Niagara remained. It was here on October 13, 1812, that Brock was mortally wounded at the Battle of Queenston Heights while leading his forces against the invading Americans commanded by General Stephen Van Rensselaer.

Brock was struck down by a sharpshooter and it is reputed that his final utterance to his men was "Surgite!". This Latin term means "Push On!" and is today the motto for Brock University in St. Catharines.

In addition to Brock University, the City of Brockville, the Township of Brock and the General Brock Parkway (Highway 405) are all named in tribute to Brock, as are various public schools in Toronto, Guelph, Hamilton, London and Windsor.

October 13, 2012 will mark the 200th anniversary of Brock's heroic final victory at Queenston Heights.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Major-General Sir Isaac Brock Day

1. October 13 in each year is proclaimed as Major-General Sir Isaac Brock Day.

**Loi visant à proclamer
le 13 octobre de chaque année
Jour du major-général Sir Isaac Brock
en Ontario**

Préambule

Né le 6 octobre 1769 dans l'île de Guernesey, le major-général Sir Isaac Brock a été affecté à son régiment au Canada en 1802. Il consacra une bonne partie de la décennie suivante à renforcer les défenses du pays et à recruter et entraîner de nouveaux miliciens pour faire face au spectre de la guerre avec les Américains, qui se faisait de plus en plus menaçant.

Quand la guerre de 1812 éclata, Brock commandait l'ensemble des forces militaires du Haut-Canada (l'Ontario actuel) en plus d'occuper les fonctions d'administrateur de la province.

Ses préparatifs ont revêtu une importance capitale dans les premiers jours qui ont suivi la déclaration de guerre en juin 1812. Les forces sous son commandement, constituées de soldats de troupes régulières, de miliciens et de guerriers autochtones, ont réussi à repousser l'invasion américaine dans le sud de l'Ontario en remportant des victoires rapides à Fort Mackinac et à Détroit.

La défense des positions vulnérables à Niagara demeurerait toutefois un défi. C'est à Niagara, le 13 octobre 1812, que Brock a été mortellement blessé lors de la bataille de Queenston Heights alors qu'il menait ses troupes à l'assaut des envahisseurs américains placés sous le commandement du général Stephen Van Rensselaer.

Brock a été tué par un tireur d'élite et on dit que le dernier ordre qu'il aurait donné à ses hommes était «Surgite!». Ce terme latin, qui signifie «Continuez!», est aujourd'hui la devise de l'université Brock à St. Catharines.

Outre l'université Brock, la ville de Brockville, le canton de Brock et la promenade Général-Brock (autoroute 405) ont eux aussi été nommés en hommage au major-général Brock, tout comme de nombreuses écoles publiques à Toronto, Guelph, Hamilton, London et Windsor.

Le 13 octobre 2012 marquera le 200^e anniversaire de la victoire finale et héroïque du major-général Brock à Queenston Heights.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour du major-général Sir Isaac Brock

1. Le 13 octobre de chaque année est proclamé Jour du major-général Sir Isaac Brock.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Major-General Sir Isaac Brock Day Act, 2012*.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur le Jour du major-général Sir Isaac Brock*.

16N
B
B56



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 36

**An Act to raise awareness
about radon, provide for
the Ontario Radon Registry
and reduce radon levels
in dwellings and workplaces**

Mr. Moridi

Private Member's Bill

1st Reading February 23, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 36

**Loi visant à sensibiliser le public
au radon, à prévoir la création
du Registre des concentrations
de radon en Ontario et à réduire
la concentration de ce gaz dans
les logements et les lieux de travail**

M. Moridi

Projet de loi de député

1^{re} lecture 23 février 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Radon Awareness and Prevention Act, 2012* and amends the *Building Code Act, 1992* with respect to radon.

The Act provides for the establishment of the Ontario Radon Registry, and requires radon measurement specialists and laboratories to provide the Registry with specified information.

The Minister is required to educate the public about radon, and to encourage homeowners to measure the radon levels in their homes and take remedial action, if necessary.

The Minister is also required to ensure that the radon level in every provincially owned dwelling is measured and that remedial action is taken, if necessary. Similarly, owners of enclosed workplaces are required to ensure that the radon level in an enclosed workplace is measured and that remedial action is taken, if necessary.

The *Building Code Act, 1992* is amended to provide authority for regulations that require dwellings to be constructed in a way that minimizes radon entry and facilitates post-construction radon removal. The Minister is required to review those requirements within five years after the day the *Radon Awareness and Prevention Act, 2012* comes into force.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2012 sur la sensibilisation au radon et la protection contre l'infiltration de ce gaz* et modifie la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* en ce qui concerne le radon.

La Loi prévoit la création du Registre des concentrations de radon en Ontario et exige des spécialistes de la mesure du radon et des laboratoires qu'ils fassent consigner au Registre des renseignements précisés.

Le ministre est tenu d'informer le public sur le radon et d'encourager les propriétaires de logement à mesurer la concentration de ce gaz dans leur foyer ainsi qu'à prendre des mesures correctives, au besoin.

Le ministre est aussi tenu de faire en sorte que la concentration de radon soit mesurée dans tous les logements appartenant à la province et que des mesures correctives soient prises, au besoin. De même, les propriétaires de lieux de travail clos sont tenus de faire en sorte que la concentration de radon dans ces lieux soit mesurée et que des mesures correctives soient prises, au besoin.

Des modifications sont apportées à la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* pour conférer les pouvoirs nécessaires à la prise de règlements qui exigent que les méthodes de construction des logements permettent de réduire au minimum l'infiltration de radon et facilitent le retrait de ce gaz après la construction. Le ministre est tenu de faire un examen de ces exigences dans les cinq ans qui suivent le jour de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2012 sur la sensibilisation au radon et la protection contre l'infiltration de ce gaz*.

**An Act to raise awareness
about radon, provide for
the Ontario Radon Registry
and reduce radon levels
in dwellings and workplaces**

**Loi visant à sensibiliser le public
au radon, à prévoir la création
du Registre des concentrations
de radon en Ontario et à réduire
la concentration de ce gaz dans
les logements et les lieux de travail**

Note: This Act amends the *Building Code Act, 1992*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. (1) In this Act,

“employer” has the same meaning as in the *Occupational Health and Safety Act*; (“employeur”)

“Minister” means the Minister of Municipal Affairs and Housing or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“normal occupancy area” means any part of a dwelling, public building or workplace where a person is likely to spend more than four hours per day; (“aire normalement occupée”)

“project” has the same meaning as in the *Occupational Health and Safety Act*; (“chantier”)

“provincially owned dwelling” means a dwelling that is owned by the Province of Ontario; (“logement appartenant à la province”)

“radon measurement specialist” means a person who measures radon levels and meets the qualifications set out in the regulations; (“spécialiste de la mesure du radon”)

“worker” has the same meaning as in the *Occupational Health and Safety Act*; (“travailleur”)

“workplace” has the same meaning as in the *Occupational Health and Safety Act*. (“lieu de travail”)

Application to the Crown

(2) This Act binds the Crown.

Remarque : La présente loi modifie la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«aire normalement occupée» Partie d'un logement, d'un bâtiment public ou d'un lieu de travail où il est vraisemblable qu'une personne passe plus de quatre heures par jour. («normal occupancy area»)

«chantier» S'entend au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. («project»)

«employeur» S'entend au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. («employer»)

«lieu de travail» S'entend au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. («workplace»)

«logement appartenant à la province» Logement qui appartient à la province de l'Ontario. («provincially owned dwelling»)

«ministre» Le ministre des Affaires municipales et du Logement ou tout autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«spécialiste de la mesure du radon» Personne qui mesure les concentrations de radon et qui possède les qualifications énoncées dans les règlements. («radon measurement specialist»)

«travailleur» S'entend au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. («worker»)

Application à la Couronne

(2) La présente loi lie la Couronne.

Establishment of Registry

2. (1) The Minister shall establish, maintain and operate a registry known in English as the Ontario Radon Registry and in French as Registre des concentrations de radon en Ontario.

Contents of Registry

(2) The Registry shall contain the information provided to it under section 3.

Radon map

(3) The operator of the Registry shall create and maintain a map, based on the information contained in the Registry, that illustrates the levels of radon across Ontario.

Same

(4) The operator of the Registry shall make the radon map available to a member of the public on request, but shall not disclose personal information except for the purpose of complying with any applicable law.

Duty to provide information

3. Any radon measurement specialist or laboratory that analyzes a sample to determine the sample's radon level shall provide the Ontario Radon Registry with the following information:

1. The name and address of the laboratory or radon measurement specialist.
2. The name and address of the building or place at which the sample was taken.
3. The radon level indicated by the sample.
4. Any other information prescribed by the regulations.

Duties of Minister, public education

4. (1) The Minister shall conduct public education programs, and provide the public with information, about the health risks associated with exposure to radon and ways to reduce the risks.

Same re homeowners

- (2) The Minister shall encourage homeowners to,
 - (a) measure the radon level in the normal occupancy area of their home using a do-it-yourself kit or the services of a radon measurement specialist; and
 - (b) unless otherwise specified by the regulations, take action to reduce the radon level if it exceeds 200 Bq/m³ per year.

Same

(3) The Minister may do any of the following for the purposes of subsections (1) and (2):

Création du Registre

2. (1) Le ministre crée et tient à jour un registre appelé Registre des concentrations de radon en Ontario en français et Ontario Radon Registry en anglais.

Contenu du Registre

(2) Le Registre contient les renseignements qui y sont consignés en application de l'article 3.

Carte des concentrations de radon

(3) Le responsable du Registre se sert des renseignements qui y sont consignés pour créer et tenir une carte illustrant les concentrations de radon dans tout l'Ontario.

Idem

(4) Le responsable du Registre met la carte des concentrations de radon à la disposition du public sur demande, mais ne doit pas divulguer de renseignements personnels si ce n'est pour se conformer à une loi applicable.

Obligation de communiquer des renseignements

3. Tout spécialiste de la mesure du radon ou laboratoire qui analyse un échantillon pour en déterminer la concentration de radon fait consigner les renseignements suivants dans le Registre des concentrations de radon en Ontario :

1. Le nom et l'adresse du laboratoire ou du spécialiste de la mesure du radon.
2. Le nom et l'adresse du bâtiment ou du lieu où a été prélevé l'échantillon.
3. La concentration de radon indiquée par l'échantillon.
4. Tout autre renseignement prescrit par les règlements.

Obligations du ministre : informer le public

4. (1) Le ministre dirige des programmes d'information du public et fournit à celui-ci des renseignements sur les risques que pose l'exposition au radon pour la santé ainsi que des manières de réduire ces risques.

Idem : propriétaires de logement

(2) Le ministre encourage les propriétaires de logement à faire ce qui suit :

- (a) mesurer la concentration de radon dans l'aire normalement occupée de leur foyer à l'aide d'une trousse permettant de le faire soi-même ou en ayant recours aux services d'un spécialiste de la mesure du radon;
- (b) sauf disposition contraire des règlements, prendre des mesures pour réduire la concentration de radon si celle-ci dépasse 200 Bq/m³ par année.

Idem

(3) Le ministre peut prendre les mesures suivantes pour l'application des paragraphes (1) et (2) :

1. Use any type of media.
2. Implement a public awareness campaign.
3. Partner with not-for-profit organizations.
4. Include information in the school curriculum.
5. Any other thing that the Minister considers appropriate.

Duties of Minister, provincially owned dwellings

5. (1) Subject to subsection (3), the Minister shall ensure that the radon level in the normal occupancy area of every provincially owned dwelling is measured by a radon measurement specialist,

- (a) before December 31, 2021; and
- (b) as frequently thereafter as may be prescribed by the regulations.

Same

(2) Unless otherwise specified by the regulations, the Minister shall ensure that reasonable action is taken to reduce the radon level if the measurement performed under subsection (1) indicates that it exceeds 200 Bq/m³ per year.

Same

(3) This section only applies with respect to a provincially owned dwelling if the occupier of the dwelling authorizes the radon measurement specialist to enter and take measurements in the dwelling.

Duties of owners of workplaces

6. (1) The owner of an enclosed workplace that is not a project shall ensure that the radon level in the normal occupancy area of the workplace is measured by a radon measurement specialist,

- (a) before December 31, 2016; and
- (b) as frequently thereafter as may be prescribed by the regulations.

Same

(2) Unless otherwise specified by the regulations, the owner shall ensure that reasonable action is taken to reduce the radon level if the measurement performed under subsection (1) indicates that it exceeds 200 Bq/m³ per year.

Same

(3) If applicable, action must be taken under subsection (2) within two years after the day the owner receives the results indicating the radon level in the workplace.

Offence

7. (1) Subject to subsection (2), a person who contravenes a provision of this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not

1. Avoir recours à tout type de média.
2. Mettre en oeuvre une campagne de sensibilisation du public.
3. S'associer avec des organismes sans but lucratif.
4. Incorporer de l'information dans le programme d'études des écoles.
5. Prendre toute autre mesure qu'il estime appropriée.

Obligations du ministre : logements appartenant à la province

5. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre fait en sorte que la concentration de radon dans l'aire normalement occupée de tous les logements appartenant à la province soit mesurée par un spécialiste de la mesure du radon :

- a) avant le 31 décembre 2021;
- b) par la suite, aussi souvent que le prescrivent les règlements.

Idem

(2) Sauf disposition contraire des règlements, le ministre fait en sorte que des mesures raisonnables soient prises pour réduire toute concentration de radon qui, selon la mesure effectuée conformément au paragraphe (1), dépasse 200 Bq/m³ par année.

Idem

(3) Le présent article ne s'applique à l'égard d'un logement appartenant à la province que si son occupant autorise le spécialiste de la mesure du radon à entrer pour y effectuer des mesures.

Obligations des propriétaires de lieux de travail

6. (1) Le propriétaire d'un lieu de travail clos qui n'est pas un chantier fait en sorte que la concentration de radon dans l'aire normalement occupée de ce lieu de travail soit mesurée par un spécialiste de la mesure du radon :

- a) avant le 31 décembre 2016;
- b) par la suite, aussi souvent que le prescrivent les règlements.

Idem

(2) Sauf disposition contraire des règlements, le propriétaire fait en sorte que des mesures raisonnables soient prises pour réduire toute concentration de radon qui, selon la mesure effectuée conformément au paragraphe (1), dépasse 200 Bq/m³ par année.

Idem

(3) S'il y a lieu, des mesures doivent être prises conformément au paragraphe (2) dans les deux ans qui suivent le jour où le propriétaire reçoit les résultats indiquant la concentration de radon dans le lieu de travail.

Infraction

7. (1) Sous réserve du paragraphe (2), quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible, sur

more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than 12 months, or to both.

Same

(2) If a corporation is convicted of an offence under subsection (1), the maximum fine that may be imposed upon the corporation is \$500,000.

Regulations

8. (1) The Minister may make regulations,

- (a) prescribing qualifications for the purposes of the definition of “radon measurement specialist” in subsection 1 (1);
- (b) prescribing information that shall be provided to the Ontario Radon Registry under paragraph 4 of section 3;
- (c) prescribing how frequently the radon level in provincially owned dwellings and enclosed workplaces must be measured;
- (d) specifying radon levels for the purposes of clause 4 (2) (b) and subsections 5 (2) and 6 (2).

Same

(2) A regulation may establish classes of provincially owned dwellings or enclosed workplaces and may contain different provisions and requirements for different classes.

Same

(3) A regulation may incorporate a document or publication made by the Government of Canada as it may be amended from time to time.

Building Code Act, 1992 amendments

9. (1) Subsection 34 (1) of the *Building Code Act, 1992* is amended by adding the following paragraph:

- 3.1.1 requiring any building that will be used as a dwelling to be constructed in a manner and using materials that minimize radon entry and facilitate post-construction radon removal;

(2) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

Review, standards for radon prevention

(8) The Minister shall initiate a review of the building code with reference to requirements relating to radon prevention in dwellings within five years after the day the *Radon Awareness and Prevention Act, 2012* comes into force.

Commencement

10. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'une peine d'emprisonnement maximale de 12 mois, ou d'une seule de ces peines.

Idem

(2) Une personne morale déclarée coupable d'une infraction au titre du paragraphe (1) peut se voir imposer une amende maximale de 500 000 \$.

Règlements

8. (1) Le ministre peut, par règlement :

- a) prescrire les qualifications requises pour l'application de la définition de «spécialiste de la mesure du radon» au paragraphe 1 (1);
- b) prescrire les renseignements qui doivent être consignés dans le Registre des concentrations de radon en Ontario conformément à la disposition 4 de l'article 3;
- c) prescrire la fréquence à laquelle doit être mesurée la concentration de radon dans les logements appartenant à la province et dans les lieux de travail clos;
- d) préciser les concentrations de radon pour l'application de l'alinéa 4 (2) b) et des paragraphes 5 (2) et 6 (2).

Idem

(2) Un règlement peut constituer des catégories de logements appartenant à la province ou de lieux de travail clos et prévoir différentes dispositions et exigences pour les différentes catégories.

Idem

(3) Un règlement peut incorporer un document ou une publication préparé par le gouvernement du Canada dans ses versions successives.

Modification de la Loi de 1992 sur le code du bâtiment

9. (1) Le paragraphe 34 (1) de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 3.1.1 exiger que les méthodes de construction de tout bâtiment qui servira de logement et les matériaux employés à cette fin permettent de réduire au minimum l'infiltration de radon et facilitent le retrait de ce gaz après la construction;

(2) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Examen : normes relatives à la protection contre l'infiltration du radon

(8) Le ministre fait faire un examen du code du bâtiment en ce qui a trait aux exigences relatives à la protection contre l'infiltration du radon dans les logements dans les cinq ans qui suivent le jour de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2012 sur la sensibilisation au radon et la protection contre l'infiltration de ce gaz*.

Entrée en vigueur

10. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

11. The short title of this Act is the *Radon Awareness and Prevention Act, 2012*.

Titre abrégé

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur la sensibilisation au radon et la protection contre l'infiltration de ce gaz*.

RON
B
B36



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 37

Projet de loi 37

**An Act to amend the
Ontario Society for the Prevention
of Cruelty to Animals Act**

**Loi modifiant la
Loi sur la Société de protection
des animaux de l'Ontario**



Mr. MacLaren

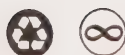
M. MacLaren

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading February 23, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 23 février 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act* in the following ways.

New provisions enacted

The Bill enacts new provisions concerning animals that are taken into custody by the Society or an affiliated society.

The Society or an affiliated society is deemed to be the owner of an animal if its owner or custodian cannot be identified within a specified period of time. If the owner or custodian can be identified within that time, the animal must be returned. Specific rules apply if the owner or custodian has been charged with an offence relating to the welfare of animals or the prevention of cruelty to animals. An owner or custodian is not required to pay the Society or affiliated society for providing an animal with food, care or treatment.

An animal must be sold if the Society or an affiliated society is deemed to be the animal's owner or if a judge orders that the animal be forfeited to the Society or an affiliated society. Rules are provided governing the sale of animals, the notice that must be given and to whom the proceeds must be paid.

Repeal of various provisions

The Bill repeals the following provisions in the Act:

1. Obligations relating to the care of animals, prohibitions relating to causing distress and harm to animals, and the obligation for veterinarians to report the abuse or neglect of animals.
2. Provisions governing offences and penalties under the Act.
3. Provisions governing the appointment and powers of the Chief Inspector of the Society, and other inspectors and agents, and provisions authorizing them to perform various enforcement functions.
4. Various provisions governing the liability of an animal owner or custodian to pay for food, care or treatment provided by the Society to an animal.
5. A provision that deems the Society or affiliated society to own an animal if its owner or custodian cannot be identified within a prescribed period of time.
6. Provisions governing the structure and composition of the Animal Care Review Board and provisions governing appeals to the Board and the Superior Court of Justice.

Other related provisions are amended or repealed. All regulations made under the Act are revoked.

Transitional provisions

The Bill includes the following transitional provisions:

1. The rules described above under "New provisions enacted" apply to animals that are in the custody of the Society or an affiliated society on the day the Bill comes into force as if they were taken into custody on that day.
2. A owner or custodian of an animal is not required to pay the Society for food, care or treatment that was provided to the animal before the Bill comes into force.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi apporte les modifications qui suivent à la *Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario*.

Édiction de nouvelles dispositions

Le projet de loi édicte de nouvelles dispositions concernant les animaux dont la Société ou une société affiliée assume la garde.

La Société ou une société affiliée est réputée être le propriétaire d'un animal dont le propriétaire ou le gardien ne peut pas être identifié dans un délai déterminé. Si le propriétaire ou le gardien peut être identifié dans ce délai, l'animal doit lui être restitué. Des règles précises s'appliquent si le propriétaire ou le gardien a été accusé d'une infraction qui concerne le bien-être des animaux ou la prévention des actes de cruauté à leur égard. Le propriétaire ou le gardien n'est pas tenu de payer à la Société ou à la société affiliée les frais engagés pour nourrir, soigner ou traiter l'animal.

Un animal doit être vendu si la Société ou une société affiliée est réputée en être le propriétaire ou qu'un juge ordonne la confiscation de l'animal au profit de la Société ou d'une société affiliée. Sont prévues des règles qui régissent la vente d'animaux, le préavis requis et le bénéficiaire du produit de la vente.

Abrogation de diverses dispositions

Le projet de loi abroge les dispositions suivantes de la Loi :

1. Les obligations relatives aux soins des animaux, les interdictions relatives au fait de causer de la détresse et du mal aux animaux et l'obligation pour les vétérinaires de signaler les cas de mauvais traitements ou de négligence.
2. Les dispositions régissant les infractions et les peines prévues par la Loi.
3. Les dispositions régissant la nomination et les pouvoirs de l'inspecteur en chef de la Société et des autres inspecteurs et agents et les dispositions qui autorisent ces derniers à exercer diverses fonctions d'exécution de la loi.
4. Diverses dispositions régissant la responsabilité qu'a le propriétaire ou le gardien d'un animal de payer à la Société les frais engagés pour nourrir, soigner ou traiter l'animal.
5. Une disposition selon laquelle la Société ou la société affiliée est réputée être le propriétaire d'un animal dont le propriétaire ou le gardien ne peut pas être identifié dans un délai prescrit.
6. Les dispositions régissant la structure et la composition de la Commission d'étude des soins aux animaux et les dispositions régissant les appels portés devant la Commission et la Cour supérieure de justice.

Des dispositions connexes sont modifiées ou abrogées. Tous les règlements pris en vertu de la Loi sont abrogés.

Dispositions transitoires

Le projet de loi comprend les dispositions transitoires suivantes :

1. Les règles figurant sous la rubrique «Édiction de nouvelles dispositions» s'appliquent aux animaux qui sont sous la garde de la Société ou d'une société affiliée le jour où le projet de loi entre en vigueur comme si celle-ci en avait assumé la garde ce jour-là.
2. Le propriétaire ou le gardien d'un animal n'est pas tenu de payer à la Société les frais engagés pour nourrir, soigner ou traiter l'animal avant l'entrée en vigueur du projet de loi.

3. New appeals relating to matters that arise before the Bill comes into force must be made to a justice of the peace instead of the Animal Care Review Board. Appeals that are underway at the time the Bill comes into force are terminated and may be recommenced before a justice of the peace.

3. Les nouveaux appels relatifs aux questions survenant avant l'entrée en vigueur du projet de loi doivent être portés devant un juge de paix au lieu de la Commission d'étude des soins aux animaux. Les appels qui sont en cours à l'entrée en vigueur du projet de loi prennent fin et peuvent de nouveau être portés devant un juge de paix.

**An Act to amend the
Ontario Society for the Prevention
of Cruelty to Animals Act**

Note: This Act amends the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Note: This Act revokes one or more regulations. For the legislative history of a consolidated regulation, see the Table of Consolidated Regulations – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The definitions of “accredited veterinary facility”, “Board”, “distress”, “place” and “veterinarian” in subsection 1 (1) of the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act* are repealed.

2. Section 6.1 of the Act is repealed.

3. Sections 11, 11.1, 11.2, 11.3, 11.4, 11.5, 12, 12.1, 13, 14, 15, 15.1, 16, 17, 18, 18.1, 19, 20, 21 and 22 of the Act are repealed and the following substituted:

CARE AND CUSTODY OF ANIMALS

Animals taken into custody

Application

11. Sections 12 to 15 apply with respect to animals that the Society or an affiliated society takes into custody after the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* receives Royal Assent.

Custody of animals

12. The Society or an affiliated society may take custody of an animal and may provide food, care or treatment to the animal.

Animal's owner or custodian not identified

13. The Society or an affiliated society is deemed to be the owner of an animal for all purposes if it has taken custody of the animal and if, after reasonable inquiry, no person is identified as its owner or custodian within the following period of time:

1. In the case of a cat or dog, 7 business days.
2. In the case of any other animal, 30 business days.

**Loi modifiant la
Loi sur la Société de protection
des animaux de l'Ontario**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Histoire législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Remarque : La présente loi abroge un ou plusieurs règlements. L'historique des règlements codifiés se trouve dans l'Histoire législatif détaillé des règlements codifiés sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Les définitions de «Commission», «détresse», «établissement vétérinaire agréé», «lieu» et «vétérinaire» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* sont abrogées.

2. L'article 6.1 de la Loi est abrogé.

3. Les articles 11, 11.1, 11.2, 11.3, 11.4, 11.5, 12, 12.1, 13, 14, 15, 15.1, 16, 17, 18, 18.1, 19, 20, 21 et 22 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

SOINS ET GARDE DES ANIMAUX

Animaux dont la Société assume la garde

Champ d'application

11. Les articles 12 à 15 s'appliquent à l'égard des animaux dont la Société ou une société affiliée assume la garde après que la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* reçoit la sanction royale.

Garde des animaux

12. La Société ou une société affiliée peut assumer la garde d'un animal et le nourrir, le soigner ou le traiter.

Aucun propriétaire ni aucun gardien identifié

13. La Société ou une société affiliée est réputée être le propriétaire d'un animal à tous égards si elle en assume la garde et que, après enquête raisonnable, son propriétaire ou son gardien n'est pas identifié dans le délai suivant :

1. Sept jours ouvrables, dans le cas d'un chat ou d'un chien.
2. 30 jours ouvrables, dans le cas de tout autre animal.

Animal's owner or custodian identified

14. (1) This section applies if the Society or an affiliated society takes custody of an animal and if its owner or custodian is identified within the following period of time:

1. In the case of a cat or dog, 7 business days.
2. In the case of any other animal, 30 business days.

Return of animal

(2) The Society or affiliated society shall make reasonable efforts to immediately return the animal to its owner or custodian unless the owner or custodian has been charged with an offence pertaining to the welfare of animals or the prevention of cruelty to animals.

Owner charged with offence

(3) If the animal's owner or custodian has been charged with an offence pertaining to the welfare of animals or the prevention of cruelty to animals, the following rules apply:

1. The Society or affiliated society may, subject to paragraph 2, 3 or 4, keep the animal in its custody.
2. If the owner or custodian is no longer charged with the offence, the Society or affiliated society shall make reasonable efforts to immediately return the animal to its owner or custodian.
3. If the owner or custodian is acquitted, the Society or affiliated society shall make reasonable efforts to immediately return the animal to its owner or custodian.
4. If the owner or custodian is convicted, the Society or affiliated society shall make reasonable efforts to immediately return the animal to its owner or custodian unless a judge orders that the animal be forfeited to the Society or affiliated society.

No liability for food, care or treatment

(4) Under no circumstances is an owner or custodian of an animal required to pay the whole or any part of the cost to the Society or affiliated society for providing food, care or treatment to the animal.

Unable to return animal

(5) If the Society or affiliated society is unable to return an animal after making reasonable efforts to do so, including giving written notice to the owner or custodian, the Society or affiliated society is deemed to be the owner of the animal for all purposes.

Sale of animal

15. (1) If the Society or an affiliated society is deemed to be the owner of an animal under section 13 or subsection 14 (5) or if a judge orders that an animal be forfeited to the Society or an affiliated society, the Society or affiliated society shall sell the animal in accordance with this section.

Gardien ou propriétaire identifié

14. (1) Le présent article s'applique si la Société ou une société affiliée assume la garde d'un animal et que son propriétaire ou son gardien est identifié dans le délai suivant :

1. Sept jours ouvrables, dans le cas d'un chat ou d'un chien.
2. 30 jours ouvrables, dans le cas de tout autre animal.

Restitution de l'animal

(2) La Société ou la société affiliée déploie des efforts raisonnables pour restituer immédiatement l'animal à son propriétaire ou à son gardien, à moins que celui-ci n'ait été accusé d'une infraction qui concerne le bien-être des animaux ou la prévention des actes de cruauté à leur égard.

Propriétaire accusé d'une infraction

(3) Si le propriétaire ou le gardien de l'animal a été accusé d'une infraction qui concerne le bien-être des animaux ou la prévention des actes de cruauté à leur égard, les règles suivantes s'appliquent :

1. La Société ou la société affiliée peut, sous réserve de la disposition 2, 3 ou 4, continuer d'assumer la garde de l'animal.
2. Si le propriétaire ou le gardien n'est plus accusé de l'infraction, la Société ou la société affiliée déploie des efforts raisonnables pour lui restituer immédiatement l'animal.
3. Si le propriétaire ou le gardien est acquitté, la Société ou la société affiliée déploie des efforts raisonnables pour lui restituer immédiatement l'animal.
4. Si le propriétaire ou le gardien est déclaré coupable, la Société ou la société affiliée déploie des efforts raisonnables pour lui restituer immédiatement l'animal, à moins qu'un juge n'ordonne la confiscation de l'animal au profit de la Société ou de la société affiliée.

Aucune obligation d'assumer les frais engagés pour la nourriture, les soins ou le traitement

(4) Le propriétaire ou le gardien d'un animal n'est en aucun cas tenu d'assumer en tout ou en partie les frais qu'a engagés la Société ou la société affiliée pour nourrir, soigner ou traiter l'animal.

Incapacité de restituer l'animal

(5) Si elle est incapable de restituer l'animal après avoir déployé des efforts raisonnables en ce sens, y compris après avoir remis un avis écrit au propriétaire ou au gardien, la Société ou la société affiliée est réputée être le propriétaire de l'animal à tous égards.

Vente de l'animal

15. (1) Si elle est réputée être le propriétaire de l'animal en application de l'article 13 ou du paragraphe 14 (5) ou qu'un juge ordonne la confiscation de l'animal à son profit, la Société ou la société affiliée vend l'animal conformément au présent article.

Sale at fair market value

(2) The Society or affiliated society shall take reasonable steps to ensure that the animal is sold at fair market value.

Public auction for cattle, goats, etc.

(3) In the case of cattle, goats, horses, sheep and swine, or other prescribed animals, the animal must be sold by offering the animal for sale by public auction.

No public auction required

(4) A public auction is not required if the number of animals being sold is fewer than the prescribed number for that type of animal.

Notice of auction to owner, custodian

(5) The Society or affiliated society must take reasonable steps to give the animal's previous owner or custodian two weeks notice of the auction.

Notice of auction to public

(6) The Society or affiliated society must give the public reasonable notice of the auction.

Proceeds of sale

(7) The Society or affiliated society shall pay the proceeds of the sale in accordance with the following rules:

1. If the Society or affiliated society was deemed to be the owner of the animal, the Society or affiliated society may keep the proceeds.
2. If a judge ordered that the animal be forfeited to the Society or affiliated society, the proceeds shall be paid to the animal's previous owner or custodian.

Damages

(8) If an animal described in subsection (3) is not sold in accordance with the rules set out in this section, the Society or affiliated society may be held liable for damages.

Regulations

(9) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing animals for the purpose of subsection (3);
- (b) prescribing the number of animals for the purpose of subsection (4).

TRANSITIONAL — ANIMALS IN CUSTODY OF THE SOCIETY, AFFILIATED SOCIETY**Animal in custody of Society, affiliated society**

16. If an animal is in the custody of the Society or an affiliated society on the day the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* receives Royal Assent, sections 13, 14 and 15 apply to the animal as if it was taken into custody on that day.

Vente à sa juste valeur marchande

(2) La Société ou la société affiliée prend des mesures raisonnables pour que l'animal soit vendu à sa juste valeur marchande.

Enchères publiques pour les bovins, les chèvres et d'autres animaux

(3) Dans le cas des bovins, des chèvres, des chevaux, des moutons et des porcs, ou des animaux prescrits, l'animal doit être mis en vente aux enchères publiques.

Enchères publiques non requises

(4) Des enchères publiques ne sont pas requises si le nombre d'animaux à vendre est inférieur au nombre prescrit pour le type d'animal concerné.

Préavis d'enchères au propriétaire ou au gardien

(5) La Société ou la société affiliée doit prendre des mesures raisonnables pour donner à l'ancien propriétaire ou gardien de l'animal un préavis de deux semaines des enchères.

Préavis d'enchères au public

(6) La Société ou la société affiliée doit donner au public un préavis raisonnable des enchères.

Produit de la vente

(7) La Société ou la société affiliée verse le produit de la vente conformément aux règles suivantes :

1. Si elle était réputée être le propriétaire de l'animal, la Société ou la société affiliée peut conserver le produit.
2. Si un juge a ordonné la confiscation de l'animal au profit de la Société ou de la société affiliée, le produit revient à l'ancien propriétaire ou gardien de l'animal.

Domages-intérêts

(8) Si un animal visé au paragraphe (3) n'est pas vendu conformément aux règles énoncées au présent article, la Société ou la société affiliée peut être tenue responsable des dommages-intérêts.

Règlements

(9) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des animaux pour l'application du paragraphe (3);
- b) prescrire le nombre d'animaux pour l'application du paragraphe (4).

DISPOSITION TRANSITOIRE — ANIMAUX SOUS LA GARDE DE LA SOCIÉTÉ OU D'UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE**Animal sous la garde de la Société ou d'une société affiliée**

16. Si un animal est sous la garde de la Société ou d'une société affiliée le jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* reçoit la sanction royale, les articles 13, 14 et 15 s'appliquent à l'animal comme si la Société ou la société affiliée en avait assumé la garde ce jour-là.

TRANSITIONAL — PAYMENTS FOR FOOD, CARE OR TREATMENT

Orders re cost of food, care or treatment

17. (1) This section applies to orders under subsection 14 (1.2) or (1.3), clause 17 (6) (d) or subsection 18 (4), as those provisions read immediately before the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* received Royal Assent, that require an owner or custodian of an animal to pay any part of the cost to the Society for providing food, care or treatment to the animal.

Outstanding orders

(2) Any outstanding orders cease to have effect on the day the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* receives Royal Assent and no payments are required after that date.

No authority to make order

(3) There is no authority to make an order as described in subsection (1) after the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* receives Royal Assent.

Statement of account re cost of food, care or treatment

18. (1) This section applies to a statement of account respecting the food, care or treatment of an animal that may be served on the animal's owner or custodian under subsection 15 (1), as it read immediately before the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* received Royal Assent.

Outstanding statement of account

(2) After the day the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* receives Royal Assent, an owner or custodian is not required to pay any amount specified in a statement of account that was served on the owner or custodian before that date.

No authority to serve statement

(3) There is no authority to serve a statement of account as described in subsection (1) on an owner or custodian after the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* receives Royal Assent.

TRANSITIONAL — APPEALS

Rights of appeal, etc.

19. (1) This section applies with respect to the rights of an owner or custodian of an animal to make an appeal, a request or an application to the Animal Care Review Board under section 17, as it read immediately before the day the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* received Royal Assent, that existed before that date.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES — PAIEMENT DES FRAIS ENGAGÉS POUR LA NOURRITURE, LES SOINS OU LE TRAITEMENT

Ordonnances relatives aux frais engagés pour la nourriture, les soins ou le traitement

17. (1) Le présent article s'applique aux ordonnances prévues au paragraphe 14 (1.2) ou (1.3), à l'alinéa 17 (6) d) ou au paragraphe 18 (4), dans leur version antérieure au jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* a reçu la sanction royale, selon lesquelles le propriétaire ou le gardien d'un animal doit payer à la Société toute partie des frais que lui a occasionnés le fait de donner de la nourriture, des soins ou un traitement à l'animal.

Ordonnances en vigueur

(2) Toute ordonnance en vigueur cesse d'avoir effet le jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* reçoit la sanction royale, et aucun paiement n'est exigé après ce jour.

Fin du pouvoir de rendre une ordonnance

(3) Aucun pouvoir ne permet de rendre une ordonnance visée au paragraphe (1) une fois que la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* a reçu la sanction royale.

Relevé des frais relatifs à la nourriture, aux soins ou au traitement

18. (1) Le présent article s'applique au relevé des frais relatifs à la nourriture, aux soins ou au traitement d'un animal qui peut être signifié au propriétaire ou au gardien de l'animal en vertu du paragraphe 15 (1), dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* a reçu la sanction royale.

Relevé de frais impayé

(2) Après le jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* reçoit la sanction royale, le propriétaire ou le gardien n'est plus tenu de payer le montant précisé dans un relevé de frais qui lui avait été signifié avant ce jour.

Fin du pouvoir de signifier un relevé

(3) Aucun pouvoir ne permet de signifier un relevé de frais visé au paragraphe (1) à un propriétaire ou à un gardien une fois que la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* a reçu la sanction royale.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES — APPELS

Droit d'interjeter appel

19. (1) Le présent article s'applique à l'égard du droit que le propriétaire ou le gardien d'un animal avait, en vertu de l'article 17 dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* a reçu la sanction royale, avant ce jour, d'interjeter appel devant la Commission d'étude des soins aux animaux ou de lui présenter une demande.

Termination of rights

(2) The rights described in subsection (1) are terminated on the day the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* receives Royal Assent.

Exercise of right, justice of the peace

(3) Despite subsection (2), an owner or custodian may, after the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* receives Royal Assent, make an appeal, request or application as described in subsection (1) to a justice of the peace.

Application of s. 17

(4) Section 17, as it read immediately before the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* received Royal Assent, applies with necessary modifications to an appeal, request or application made to a justice of the peace.

Appeals, etc., underway

20. (1) This section applies with respect to a proceeding under section 17, as it read immediately before the day the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* received Royal Assent, if the proceeding was commenced before that date and if the Animal Care Review Board has not given notice of its decision before that date.

Termination of proceeding

(2) The proceeding is terminated on the day the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* receives Royal Assent.

New proceeding, to justice of the peace

(3) A new proceeding may be commenced by the owner or custodian of the animal by making an appeal, request or application to a justice of the peace.

Application of s. 17

(4) Section 17, as it read immediately before the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012* received Royal Assent, applies with necessary modifications to an appeal, request or application made to a justice of the peace.

4. Ontario Regulations 59/09 (General), 60/09 (Standards of Care) and 62/09 (Exemptions) made under the Act are revoked.

Commencement

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2012*.

Extinction du droit

(2) Le droit visé au paragraphe (1) s'éteint le jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* reçoit la sanction royale.

Exercice du droit : juge de paix

(3) Malgré le paragraphe (2), un propriétaire ou un gardien peut, une fois que la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* a reçu la sanction royale, porter l'appel visé au paragraphe (1) devant un juge de paix ou présenter à ce dernier la demande visée à ce paragraphe.

Champ d'application de l'art. 17

(4) L'article 17, dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* a reçu la sanction royale, s'applique, avec les adaptations nécessaires, à un appel porté devant un juge de paix ou à une demande présentée à ce dernier.

Appels et instances en cours

20. (1) Le présent article s'applique à l'égard d'une instance visée à l'article 17, dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* a reçu la sanction royale, si cette instance a été introduite avant ce jour et que la Commission d'étude des soins aux animaux n'a pas donné avis de sa décision avant ce même jour.

Fin de l'instance

(2) Il est mis fin à l'instance le jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* reçoit la sanction royale.

Nouvelle instance devant un juge de paix

(3) Le propriétaire ou le gardien de l'animal peut introduire une nouvelle instance en interjetant appel devant un juge de paix ou en présentant une demande à ce dernier.

Champ d'application de l'art. 17

(4) L'article 17, dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* a reçu la sanction royale, s'applique, avec les adaptations nécessaires, à un appel porté devant un juge de paix ou à une demande présentée à ce dernier.

4. Les Règlements de l'Ontario 59/09 (Dispositions générales), 60/09 (Normes de soins) et 62/09 (Exemptions) pris en vertu de la Loi sont abrogés.

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé.

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 38

**An Act to amend
the Highway Traffic Act
with respect to safety precautions
to take when approaching
roadside assistance vehicles**

Mr. Dunlop

Private Member's Bill

1st Reading March 5, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 38

**Loi modifiant le Code de la route
en ce qui concerne les mesures
de sécurité à prendre à l'approche
de véhicules d'assistance routière**

M. Dunlop

Projet de loi de député

1^{re} lecture 5 mars 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Highway Traffic Act*. At present, the driver of a motor vehicle is required to slow down upon approaching an emergency vehicle that is stopped on the same side of a highway as that on which the driver is travelling. The Bill extends that requirement to cover cases where a driver approaches a roadside assistance vehicle that is stopped on that side.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le *Code de la route*. À l'heure actuelle, le conducteur d'un véhicule automobile est tenu de ralentir lorsqu'il s'approche d'un véhicule de secours qui est arrêté sur le même côté de la voie publique que celui où il circule. Le projet de loi fait en sorte que la même exigence s'applique lorsqu'un conducteur s'approche d'un véhicule d'assistance routière qui est arrêté sur le même côté que celui où il circule.

**An Act to amend
the Highway Traffic Act
with respect to safety precautions
to take when approaching
roadside assistance vehicles**

Note: This Act amends the *Highway Traffic Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 1 (1) of the *Highway Traffic Act* is amended by adding the following definition:

“roadside assistance vehicle” means a tow truck or another motor vehicle that is equipped to,

- (a) remove from a highway a motor vehicle that is damaged, disabled or inoperative, whether by hoisting it, by towing it or by loading it and carrying it away, or
- (b) provide service or minor repair on a highway to a motor vehicle that is damaged, disabled or inoperative, including battery service, changing tires and providing entry to a locked motor vehicle; (“véhicule d’assistance routière”)

2. (1) Section 62 of the Act is amended by adding the following subsections:

Lamps on tow trucks

(1.1) A tow truck shall carry one or more lamps that display an intermittent amber warning light, where at least one lamp is permanently mounted on the top of the vehicle and is clearly visible from all directions for a distance of at least 100 metres.

Lamps on other roadside assistance vehicles

(1.2) A roadside assistance vehicle that is not a tow truck may carry one or more lamps that display an intermittent amber warning light that is clearly visible from all directions for a distance of at least 100 metres.

Use of amber lamps on tow trucks

(1.3) A person shall not turn on or use the amber warning lamps on a tow truck unless the vehicle is,

**Loi modifiant le Code de la route
en ce qui concerne les mesures
de sécurité à prendre à l’approche
de véhicules d’assistance routière**

Remarque : La présente loi modifie le *Code de la route*, dont l’historique législatif figure à la page pertinente de l’Historique législatif détaillé des lois d’intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 1 (1) du *Code de la route* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«véhicule d’assistance routière» Dépanneuse ou autre véhicule automobile qui est équipé de façon :

- a) soit à enlever d’une voie publique un véhicule automobile qui est endommagé, en panne ou inutilisable, que ce soit en le soulevant, en le remorquant ou en le mettant à charge et en l’emportant;
- b) soit à fournir un entretien ou des réparations mineures sur une voie publique à un véhicule automobile qui est endommagé, en panne ou inutilisable, notamment l’entretien de la batterie, le changement de pneus et le déverrouillage d’un véhicule automobile verrouillé. («roadside assistance vehicle»)

2. (1) L’article 62 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Feux sur les dépanneuses

(1.1) Les dépanneuses doivent être munies d’un ou de plusieurs feux de détresse à lumière jaune intermittente dont au moins un est fixé en permanence sur le toit du véhicule et est nettement visible dans toutes les directions à une distance d’au moins 100 mètres.

Feux sur les autres véhicules d’assistance routière

(1.2) Les véhicules d’assistance routière qui ne sont pas des dépanneuses peuvent être munis d’un ou de plusieurs feux de détresse à lumière jaune intermittente qui sont nettement visibles dans toutes les directions à une distance d’au moins 100 mètres.

Utilisation de feux jaunes sur les dépanneuses

(1.3) Nul ne doit actionner ou utiliser les feux de détresse jaunes d’une dépanneuse sauf si celle-ci, selon le cas :

- (a) being attached to another vehicle;
- (b) drawing another vehicle onto or along the travelled portion of a highway; or
- (c) being used to help a person repair, start or move a vehicle that is stopped on a highway.

Same, other roadside assistance vehicles

(1.4) A person shall not turn on or use the amber warning lamps on a roadside assistance vehicle that is not a tow truck unless the vehicle is stopped on a highway and being used to help a person repair, start or move another vehicle that is stopped on the highway.

(2) Subsection 62 (14.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Restriction on front lights

(14.1) In addition to the lighting requirements in this Part, a police department vehicle may carry lamps that cast red and blue lights or an amber light, but no other motor vehicle shall carry any lamp that casts red and blue lights to the front.

3. Subsections 159 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Slow down on approaching stopped vehicle

(2) Upon approaching either of the following vehicles that is stopped on a highway, the driver of a vehicle travelling on the same side of the highway shall slow down and proceed with caution, having due regard for traffic on and the conditions of the highway and the weather, to ensure that the driver does not collide with the stopped vehicle or endanger any person outside of the stopped vehicle:

1. An emergency vehicle with its lamp producing intermittent flashes of red light or red and blue light.
2. A roadside assistance vehicle or a police department vehicle with its lamps producing intermittent flashes of amber light.

Same, multiple lanes of traffic

(3) Upon approaching either of the following vehicles that is stopped on a highway with two or more lanes of traffic on the same side of the highway as the side on which the stopped vehicle is located, the driver of a vehicle travelling in the same lane in which the stopped vehicle is located or in a lane that is adjacent to the stopped vehicle, in addition to slowing down and proceeding with caution as required by subsection (2), shall move into another lane if the movement can be made in safety:

1. An emergency vehicle with its lamp producing intermittent flashes of red light or red and blue light.

- a) est en voie d'être attachée à un autre véhicule;
- b) tracte un autre véhicule sur la partie d'une voie publique qui est réservée à la circulation ou le tracte le long de cette partie;
- c) sert à aider une personne à réparer, à démarrer ou à déplacer un véhicule qui est arrêté sur une voie publique.

Idem : autres véhicules d'assistance routière

(1.4) Nul ne doit actionner ou utiliser les feux de détresse jaunes d'un véhicule d'assistance routière qui n'est pas une dépanneuse sauf si le véhicule est arrêté sur une voie publique et sert à aider une personne à réparer, à démarrer ou à déplacer un autre véhicule qui est arrêté sur la voie publique.

(2) Le paragraphe 62 (14.1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restriction sur les feux avant

(14.1) Outre les exigences en matière d'éclairage prévues par la présente partie, un véhicule de police peut être muni de feux émettant une lumière rouge et bleu ou une lumière jaune. Toutefois, nul autre véhicule automobile ne doit être muni de feux émettant une lumière rouge et bleu à l'avant.

3. Les paragraphes 159 (2) et (3) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Ralentir en approchant un véhicule arrêté

(2) Lorsqu'il s'approche de l'un ou de l'autre des véhicules suivants qui est arrêté sur une voie publique, le conducteur d'un véhicule qui circule sur le même côté de la voie publique ralentit et continue de rouler avec prudence, compte tenu de la circulation, de l'état de la voie publique et des conditions atmosphériques, de façon à ne pas entrer en collision avec le véhicule arrêté ni mettre en danger les personnes qui se trouvent à l'extérieur de celui-ci :

1. Un véhicule de secours dont le feu émet une lumière clignotante intermittente rouge ou rouge et bleu.
2. Un véhicule d'assistance routière ou un véhicule de police dont les feux émettent une lumière clignotante intermittente jaune.

Idem : plusieurs voies de circulation

(3) Lorsqu'il s'approche de l'un ou l'autre des véhicules suivants qui est arrêté sur une voie publique composée de deux voies de circulation ou plus sur le même côté de la voie publique que celui où est arrêté le véhicule, le conducteur d'un véhicule qui circule sur la même voie que celle où est arrêté le véhicule ou sur une voie adjacente, outre qu'il doit ralentir et continuer de rouler avec prudence comme l'exige le paragraphe (2), s'engage dans une autre voie si la manoeuvre peut se faire en toute sécurité :

1. Un véhicule de secours dont le feu émet une lumière clignotante intermittente rouge ou rouge et bleu.

2. A roadside assistance vehicle or a police department vehicle with its lamps producing intermittent flashes of amber light.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Roadside Assistance Vehicles), 2012*.

2. Un véhicule d'assistance routière ou un véhicule de police dont les feux émettent une lumière clignotante intermittente jaune.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 modifiant le Code de la route (véhicules d'assistance routière)*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 39

**An Act to amend
the Education Act
with respect to concussions**

The Hon. L. Broten
Minister of Education

Government Bill

1st Reading March 6, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 39

**Loi modifiant la
Loi sur l'éducation
en ce qui a trait
aux commotions cérébrales**

L'honorable L. Broten
Ministre de l'Éducation

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 6 mars 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Education Act*. Part XIII.1 of the Act is renamed “Pupil Health” and a new section is added to it. The new section authorizes the Minister to make policies and guidelines respecting head injuries and concussions and sets out a list of matters that this power includes. The section requires boards to establish policies and guidelines respecting head injuries and concussions and requires boards to address the specified matters. The Minister is also given authority to make regulations about the same matters. The section describes when board employees or volunteers will not be liable in a civil proceeding for their acts or omissions.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'éducation*. La partie XIII.1 de la Loi est renommée «Santé des élèves» et un nouvel article s'y ajoute. Le nouvel article autorise le ministre à établir des politiques et des lignes directrices relatives aux traumatismes crâniens et aux commotions cérébrales et énonce une liste des questions qu'englobe ce pouvoir. L'article exige que les conseils établissent des politiques et des lignes directrices sur ces mêmes sujets et qu'ils traitent des questions qui y sont précisées. Le ministre est aussi investi de l'autorité de prendre des règlements sur ces questions. Pour finir, l'article décrit les circonstances dans lesquelles les employés des conseils ou les bénévoles ne seront pas tenus responsables, dans une instance civile, d'un acte ou d'une omission.

**An Act to amend
the Education Act
with respect to concussions**

Note: This Act amends the *Education Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The heading to Part XIII.1 of the *Education Act* is repealed and the following substituted:

**PART XIII.1
PUPIL HEALTH**

2. The Act is amended by adding the following heading immediately before section 317:

NUTRITIONAL STANDARDS

3. Part XIII.1 of the Act is amended by adding the following section:

CONCUSSIONS

Minister's policies and guidelines

321. (1) The Minister may establish and require boards to comply with policies and guidelines respecting head injuries and concussions in pupils, including policies and guidelines,

- (a) respecting the distribution of information to pupils, parents, guardians, board employees and volunteers about the prevention of head injuries, the identification of symptoms of concussions and the management of concussions;
- (b) respecting when a pupil who is suspected of having sustained a concussion is to be removed from or prevented from further participating in intramural or inter-school athletics or any part of the health and physical education curriculum;
- (c) respecting the return of a pupil who has or may have sustained a concussion to intramural or inter-school athletics or to any part of the health and physical education curriculum, or his or her return to learning;
- (d) respecting the responsibilities of board employees, classes of board employees, or other persons who

**Loi modifiant la
Loi sur l'éducation
en ce qui a trait
aux commotions cérébrales**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi sur l'éducation*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Histoire législative détaillée des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le titre de la partie XIII.1 de la *Loi sur l'éducation* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**PARTIE XIII.1
SANTÉ DES ÉLÈVES**

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant immédiatement avant l'article 317 :

NORMES D'ALIMENTATION

3. La partie XIII.1 de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

COMMOTIONS CÉRÉBRALES

Politiques et lignes directrices du ministre

321. (1) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices relatives aux traumatismes crâniens et aux commotions cérébrales chez les élèves et exiger que les conseils s'y conforment, notamment des politiques et des lignes directrices :

- a) traitant de la diffusion de renseignements aux élèves, parents, tuteurs, employés des conseils et bénévoles sur la prévention des traumatismes crâniens, les moyens de reconnaître les symptômes de commotions cérébrales et la gestion de celles-ci;
- b) traitant des cas où un élève chez qui l'on soupçonne une commotion cérébrale doit être retiré d'activités sportives intrascolaires ou interscolaires ou de toute partie du programme-cadre d'éducation physique et santé, ou empêché de continuer à y participer;
- c) traitant du retour d'un élève ayant subi ou pouvant avoir subi une commotion cérébrale aux activités sportives intrascolaires ou interscolaires ou à toute partie du programme-cadre d'éducation physique et santé, ou de son retour à l'apprentissage;
- d) traitant des responsabilités des employés des conseils, de catégories d'entre eux ou d'autres per-

are involved in intramural or inter-school athletics or any part of the health and physical education curriculum in relation to the prevention of head injuries, the identification of symptoms of concussions and the management of concussions;

- (e) specifying other persons, in addition to board employees, who have responsibilities described in clause (d);
- (f) respecting any other matter that a board's policies and guidelines must address;
- (g) respecting any requirements that must be included in a board's policies and guidelines.

Same

(2) The Minister may specify in a policy or guideline established under subsection (1) a date or dates by which boards must establish policies or guidelines under subsection (3), or parts of them.

Board's policies and guidelines

(3) Every board shall establish policies and guidelines respecting head injuries and concussions in pupils, and the policies and guidelines must,

- (a) be consistent with the policies and guidelines established by the Minister under subsection (1) and with any regulations made under subsection (4); and
- (b) address the matters listed in clauses (1) (a) to (f) and include any requirements described in clause (1) (g).

Minister's regulations

(4) The Minister may make regulations governing all aspects of head injuries and concussions in pupils, including regulations relating to any matter listed in clauses (1) (a) to (e).

General or particular

(5) A regulation made under subsection (4) may be general or particular.

Not regulations

(6) Policies and guidelines established under this section are not regulations within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

No liability if person acts reasonably and in good faith

(7) A board employee or volunteer who is involved in intramural or inter-school athletics or any part of the health and physical education curriculum is not personally liable in a civil proceeding for an act or omission if the person acts reasonably in the circumstances, in good faith and in accordance with the Act, regulations and with any policies and guidelines made under this section.

sonnes qui jouent un rôle dans les activités sportives intrascolaires ou interscolaires ou dans toute partie du programme-cadre d'éducation physique et santé en ce qui concerne la prévention des traumatismes crâniens, les moyens de reconnaître les symptômes de commotions cérébrales et la gestion de celles-ci;

- e) précisant les autres personnes, outre les employés des conseils, qui ont les responsabilités visées à l'alinéa d);
- f) traitant des autres questions dont les politiques et lignes directrices des conseils doivent traiter;
- g) traitant des exigences que les politiques et lignes directrices des conseils doivent comporter.

Idem

(2) Le ministre peut préciser, dans une politique ou une ligne directrice établie en vertu du paragraphe (1), une ou plusieurs dates limites auxquelles les conseils doivent établir des politiques ou des lignes directrices en application du paragraphe (3), ou des parties de celles-ci.

Politiques et lignes directrices du conseil

(3) Chaque conseil établit des politiques et des lignes directrices relatives aux traumatismes crâniens et aux commotions cérébrales chez les élèves, lesquelles doivent :

- a) être compatibles avec celles qu'établit le ministre en vertu du paragraphe (1) et avec les règlements pris en vertu du paragraphe (4);
- b) traiter des questions énumérées aux alinéas (1) a) à f) et comporter les exigences visées à l'alinéa (1) g).

Règlements du ministre

(4) Le ministre peut, par règlement, régir tous les aspects des traumatismes crâniens et des commotions cérébrales chez les élèves, notamment traiter des questions énumérées aux alinéas (1) a) à e).

Portée

(5) Les règlements pris en vertu du paragraphe (4) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Non des règlements

(6) Les politiques et les lignes directrices établies en vertu du présent article ne sont pas des règlements au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Immunité : personne agissant raisonnablement et de bonne foi

(7) Nul employé d'un conseil ou bénévole qui joue un rôle dans les activités sportives intrascolaires ou interscolaires ou dans toute partie du programme-cadre d'éducation physique et santé n'est pas tenu personnellement responsable, dans une instance civile, d'un acte ou d'une omission s'il agit raisonnablement dans les circonstances, de bonne foi et conformément à la loi, aux règlements et aux politiques et lignes directrices établies en vertu du présent article.

Commencement

4. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

5. The short title of this Act is the *Education Amendment Act (Concussions), 2012*.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 modifiant la Loi sur l'éducation (commotions cérébrales)*.

80N
XB
B56

Gouvernement
Publication



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

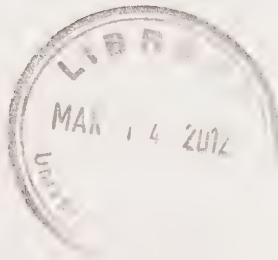
Bill 40

**An Act to proclaim
Epilepsy Awareness Day**

Ms Jaczek

Private Member's Bill

1st Reading March 6, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 40

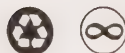
**Loi proclamant
la Journée de sensibilisation
à l'épilepsie**

M^{me} Jaczek

Projet de loi de député

1^{re} lecture 6 mars 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



**An Act to proclaim
Epilepsy Awareness Day**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Epilepsy Awareness Day

1. March 26 in each year is proclaimed as Epilepsy Awareness Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Epilepsy Awareness Day Act, 2012*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims March 26 in each year as Epilepsy Awareness Day.

**Loi proclamant
la Journée de sensibilisation
à l'épilepsie**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Journée de sensibilisation à l'épilepsie

1. Le 26 mars de chaque année est proclamé Journée de sensibilisation à l'épilepsie.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur la Journée de sensibilisation à l'épilepsie*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le 26 mars de chaque année comme Journée de sensibilisation à l'épilepsie.

SION
B
L 556



Government
Publications

1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 41

**An Act to encourage the disclosure of
and investigate fraudulent activity
in connection with automobile
insurance claims and to amend the
Independent Health Facilities Act
with respect to licensee requirements**

Mrs. Mangat

Private Member's Bill

1st Reading March 7, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 41

**Loi visant à encourager la divulgation
des activités frauduleuses en ce qui
a trait aux demandes d'indemnités
d'assurance-automobile, visant
les enquêtes en la matière et modifiant
la Loi sur les établissements de santé
autonomes relativement aux exigences
applicables aux titulaires de permis**

M^{me} Mangat

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 mars 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Reducing Automobile Insurance Premiums by Eliminating Fraud Act, 2012*.

The Act provides protection against retaliation for persons who disclose, to specified entities, information relating to another person's activity in connection with automobile insurance claims.

The Act also provides for investigations of members of health profession colleges to determine whether a member has been involved in fraudulent activity in connection with automobile insurance claims. A police officer must be notified if an investigation suggests that there has been such fraudulent activity.

The *Independent Health Facilities Act* is amended to provide that a licensee under the Act must be a member of a health profession college.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2012 visant à réduire les primes d'assurance-automobile par l'élimination des activités frauduleuses*.

La Loi prévoit une protection contre les représailles envers quiconque divulgue des renseignements à des entités précisées concernant les activités d'une personne en ce qui a trait à des demandes d'indemnités d'assurance-automobile.

La Loi prévoit aussi que soient menées des enquêtes sur les membres des ordres des professions de la santé afin d'établir si un membre a participé à des activités frauduleuses en ce qui a trait à des demandes d'indemnités d'assurance-automobile. Un agent de police doit être avisé si une enquête semble indiquer que de telles activités frauduleuses ont eu lieu.

La *Loi sur les établissements de santé autonomes* est modifiée afin de prévoir que les titulaires d'un permis délivré en vertu de la Loi doivent être membres de l'ordre d'une profession de la santé.

An Act to encourage the disclosure of and investigate fraudulent activity in connection with automobile insurance claims and to amend the Independent Health Facilities Act with respect to licensee requirements

Loi visant à encourager la divulgation des activités frauduleuses en ce qui a trait aux demandes d'indemnités d'assurance-automobile, visant les enquêtes en la matière et modifiant la Loi sur les établissements de santé autonomes relativement aux exigences applicables aux titulaires de permis

Note: This Act amends the *Independent Health Facilities Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Remarque : La présente loi modifie la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Histoire législative détaillée des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Whistle-blowing protection

Protection des dénonciateurs

1. (1) No person shall retaliate, whether by act or omission, or threaten to do so because,

1. (1) Nul ne doit exercer de représailles, que ce soit en prenant une mesure quelconque ou en s'abstenant d'en prendre une, ni menacer de le faire du fait que, selon le cas :

- (a) anything relating to another person's activity in connection with automobile insurance claims has been disclosed to,
 - (i) an inspector appointed under the *Independent Health Facilities Act*,
 - (ii) an investigator appointed under the *Regulated Health Professions Act, 1991*,
 - (iii) the Director within the meaning of the *Independent Health Facilities Act*,
 - (iv) the Registrar of a College within the meaning of the *Regulated Health Professions Act, 1991*,
 - (v) an insurance company,
 - (vi) the Insurance Bureau of Canada, or
 - (vii) a peace officer within the meaning of the *Criminal Code (Canada)*; or
- (b) evidence relating to another person's activity in connection with automobile insurance claims has been or may be given in a proceeding, including a proceeding in respect of the enforcement of the *Independent Health Facilities Act*, the *Regulated*

- a) quoi que ce soit concernant les activités d'une personne en ce qui a trait à des demandes d'indemnités d'assurance-automobile a été divulgué à l'une ou l'autre des personnes ou entités suivantes :
 - (i) un inspecteur nommé en vertu de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*,
 - (ii) un enquêteur nommé en vertu de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (iii) le directeur au sens de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*,
 - (iv) le registrateur d'un ordre au sens de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*,
 - (v) une compagnie d'assurance,
 - (vi) le Bureau d'assurance du Canada,
 - (vii) un agent de la paix au sens du *Code criminel (Canada)*;
- b) des éléments de preuve concernant les activités d'une personne en ce qui a trait à des demandes d'indemnités d'assurance-automobile ont été ou peuvent être présentés dans le cadre d'une instance, y compris une instance relative à l'exécution de la

Health Professions Act, 1991 or the regulations made under those Acts.

Interpretation, retaliate

(2) Without limiting the meaning of “retaliate” in this section, the following constitute retaliation for the purpose of this section:

1. Dismissing, suspending or disciplining an employee.
2. Imposing a penalty on any person.
3. Intimidating, coercing or harassing any person.

Protection from legal action

(3) No action or other proceeding shall be instituted against any person for making a disclosure or giving evidence described in subsection (1), unless the person acted maliciously or in bad faith.

Investigators

2. (1) The Registrar of a College within the meaning of the *Regulated Health Professions Act, 1991* may appoint one or more investigators to determine whether a member of the College has been involved in fraudulent activity in connection with automobile insurance claims if the Registrar believes on reasonable grounds that the member may have been involved in such activity.

Powers, duties and functions

(2) An investigator appointed under subsection (1) has all of the powers, duties and functions of an investigator appointed by a College under the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Registrar's duty to report to Committee

(3) The Registrar shall report the results of an investigation made under this section to the College's Inquiries, Complaints and Reports Committee established in accordance with the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Duty, investigators appointed under the *Regulated Health Professions Act, 1991*

3. An investigator appointed by a College under the *Regulated Health Professions Act, 1991* to determine whether a member of the College has committed an act of professional misconduct or is incompetent shall also determine whether the member has been involved in fraudulent activity in connection with automobile insurance claims.

Registrar's duty to notify police office

4. The Registrar of a College within the meaning of the *Regulated Health Professions Act, 1991* shall notify a police officer if the results of an investigation made under that Act or made under this Act suggest that a member of the College has been involved in fraudulent activity in connection with automobile insurance claims.

Loi sur les établissements de santé autonomes, de la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées ou des règlements pris en vertu de ces lois.

Interprétation : représailles

(2) Sans préjudice du sens du terme «représailles» au présent article, les mesures suivantes constituent des représailles pour l'application de celui-ci :

1. Congédier ou suspendre un employé ou lui imposer une peine disciplinaire.
2. Prendre des sanctions contre une personne.
3. Intimider, contraindre ou harceler une personne.

Immunité

(3) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre quiconque a divulgué quoi que ce soit ou a présenté des éléments de preuve comme l'indique le paragraphe (1), sauf s'il a agi avec l'intention de nuire ou de mauvaise foi.

Enquêteurs

2. (1) Le registrateur d'un ordre au sens de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* peut nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés d'établir si un membre de l'ordre a participé à des activités frauduleuses en ce qui a trait à des demandes d'indemnités d'assurance-automobile s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que le membre peut avoir participé à de telles activités.

Pouvoirs et fonctions

(2) Un enquêteur nommé en vertu du paragraphe (1) a tous les pouvoirs et fonctions d'un enquêteur nommé par un ordre en vertu de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Obligation du registrateur de faire rapport au comité

(3) Le registrateur fait rapport du résultat d'une enquête menée en vertu du présent article au comité des enquêtes, des plaintes et des rapports de l'ordre créé conformément à la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Obligation des enquêteurs nommés en vertu de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*

3. Un enquêteur nommé par un ordre en vertu de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* afin d'établir si un membre de l'ordre a commis une faute professionnelle ou est incompetent établit aussi si le membre a participé à des activités frauduleuses en ce qui a trait à des demandes d'indemnités d'assurance-automobile.

Obligation du registrateur d'aviser un agent de police

4. Le registrateur d'un ordre au sens de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* avise un agent de police si le résultat d'une enquête menée en vertu de cette loi ou de la présente loi semble indiquer qu'un membre de l'ordre a participé à des activités frauduleuses en ce qui a trait à des demandes d'indemnités d'assurance-automobile.

Protection from legal action, investigators

5. No action or other proceeding shall be instituted against an investigator for an act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or function or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of the duty, function or power.

Offence

6. Every person who contravenes section 1 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than 12 months, or to both.

Amendments to the *Independent Health Facilities Act*

7. (1) **Subsection 1 (1) of the *Independent Health Facilities Act* is amended by adding the following definition:**

“health practitioner” means a member of a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991*; (“praticien de la santé”)

(2) **The Act is amended by adding the following section:**

Licensee must be a health practitioner

6.1 (1) The Director shall not issue, renew or consent to the transfer of a licence unless,

- (a) the person who would be the licensee is a health practitioner; or
- (b) in the case that a corporation would be the licensee, all of the shares of the corporation are legally and beneficially owned, directly or indirectly, by one or more health practitioners.

Same

(2) It is a condition of every licence that the licensee meets the requirement described in clause (1) (a) or (b).

Application of section to existing licences

(3) For the purposes of a licence that was issued before the day this section came into force,

- (a) subsection (1) does not apply to the renewal of that licence; and
- (b) subsection (2) does not apply.

Commencement

8. **This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.**

Short title

9. **The short title of this Act is the *Reducing Automobile Insurance Premiums by Eliminating Fraud Act, 2012*.**

Immunité des enquêteurs

5. Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un enquêteur pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'un pouvoir ou d'une fonction que lui attribue la présente loi ou pour une négligence ou un manquement commis dans l'exercice de bonne foi de ce pouvoir ou de cette fonction.

Infraction

6. Quiconque contrevient à l'article 1 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de 12 mois, ou d'une seule de ces peines.

Modification de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*

7. (1) **Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* est modifié par adjonction de la définition suivante :**

«praticien de la santé» Membre d'un ordre au sens de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. («health practitioner»)

(2) **La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

Obligation pour le titulaire de permis d'être un praticien de la santé

6.1 (1) Le directeur ne doit délivrer ou renouveler un permis ou consentir à sa cession que si :

- a) la personne qui en serait titulaire est un praticien de la santé;
- b) dans le cas d'une personne morale qui en serait titulaire, un ou plusieurs praticiens de la santé sont, directement ou indirectement, propriétaires en common law et propriétaires bénéficiaires de toutes les actions de la personne morale.

Idem

(2) Tous les permis sont délivrés à la condition que le titulaire de permis satisfasse aux exigences visées à l'alinéa (1) a) ou b).

Application de l'article aux permis actuels

(3) S'agissant d'un permis délivré avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article :

- a) le paragraphe (1) ne s'applique pas à son renouvellement;
- b) le paragraphe (2) ne s'applique pas.

Entrée en vigueur

8. **La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.**

Titre abrégé

9. **Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 visant à réduire les primes d'assurance-automobile par l'élimination des activités frauduleuses*.**

20N
XB
- 656

Government
Publications



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 42

**An Act to amend
the Electricity Act, 1998
and the Environmental Protection Act
with respect to renewable energy**

Mr. Hudak

Private Member's Bill

1st Reading March 7, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

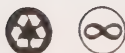
Projet de loi 42

**Loi modifiant
la Loi de 1998 sur l'électricité
et la Loi sur la protection de
l'environnement en ce qui concerne
l'énergie renouvelable**

M. Hudak

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 mars 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Electricity Act, 1998* and the *Environmental Protection Act* with respect to renewable energy and the role of municipalities.

Amendments to the *Electricity Act, 1998*

The *Electricity Act, 1998* is amended to repeal provisions dealing with the feed-in tariff program. A new section would provide that if there is a contract to procure energy from a large-scale renewable energy source under the feed-in tariff program, but the renewable energy source has not been connected to the IESO-controlled grid, the connection cannot be made until the Minister consults with the relevant municipality and authorizes the connection.

Amendments to the *Environmental Protection Act*

The *Environmental Protection Act* is amended to give municipalities responsibility for issuing renewable energy approvals for large-scale wind or solar facilities. The Director would continue to be responsible for issuing renewable energy approvals for all other renewable energy projects. Municipalities would be authorized to make by-laws relating to Part V.0.1 (Renewable Energy). Decisions made by municipalities would be appealable to the Ontario Municipal Board.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1998 sur l'électricité* et la *Loi sur la protection de l'environnement* en ce qui concerne l'énergie renouvelable et le rôle des municipalités.

Modifications de la *Loi de 1998 sur l'électricité*

La *Loi de 1998 sur l'électricité* est modifiée pour abroger les dispositions portant sur le programme de tarifs de rachats garantis. Un nouvel article prévoit que s'il existe un contrat d'acquisition d'énergie provenant d'une source d'énergie renouvelable abondante dans le cadre de ce programme et que si celle-ci n'a pas été raccordée au réseau dirigé par la SIERE, le raccordement ne peut pas être fait tant que le ministre n'aura pas consulté la municipalité concernée et autorisé le raccordement.

Modifications de la *Loi sur la protection de l'environnement*

La *Loi sur la protection de l'environnement* est modifiée pour charger les municipalités de la délivrance des autorisations de projet d'énergie renouvelable visant les grandes installations éoliennes ou solaires. Le directeur continue d'être responsable de la délivrance de ces autorisations pour tous les autres projets d'énergie renouvelable. Les municipalités sont autorisées à adopter des règlements relatifs à la partie V.0.1 (Énergie renouvelable). Les décisions des municipalités peuvent être portées en appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

**An Act to amend
the Electricity Act, 1998
and the Environmental Protection Act
with respect to renewable energy**

**Loi modifiant
la Loi de 1998 sur l'électricité
et la Loi sur la protection de
l'environnement en ce qui concerne
l'énergie renouvelable**

Note: This Act amends or repeals more than one Act. For the legislative history of these Acts, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Remarque : La présente loi modifie ou abroge plus d'une loi. L'historique législatif de ces lois figure aux pages pertinentes de l'Histoire législative détaillée des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

ELECTRICITY ACT, 1998

LOI DE 1998 SUR L'ÉLECTRICITÉ

1. (1) Clause 25.32 (2) (b) of the *Electricity Act, 1998* is amended by striking out “or section 25.35” at the end.

1. (1) L'alinéa 25.32 (2) b) de la *Loi de 1998 sur l'électricité* est modifié par suppression de «ou de l'article 25.35» à la fin de l'alinéa.

(2) Paragraph 3 of subsection 25.32 (6) of the Act is amended by striking out “or section 25.35”.

(2) La disposition 3 du paragraphe 25.32 (6) de la Loi est modifiée par suppression de «ou à l'article 25.35».

2. Section 25.35 of the Act is repealed and the following substituted:

2. L'article 25.35 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Reconsideration of feed-in tariff contracts

Réexamen des contrats portant sur les tarifs de rachats garantis

25.35 (1) If the OPA entered into a contract for the procurement of energy from a large-scale renewable energy source under the feed-in tariff program and, as of the day this section comes into force, the renewable energy source has not been connected to the IESO-controlled grid, no person shall connect the renewable energy source to the grid unless,

25.35 (1) Si l'OEO a conclu un contrat d'acquisition d'énergie provenant d'une source d'énergie renouvelable abondante dans le cadre du programme de tarifs de rachats garantis et que, le jour de l'entrée en vigueur du présent article, la source d'énergie renouvelable n'a pas encore été raccordée au réseau dirigé par la SIERE, nul ne doit raccorder cette source au réseau sauf si les conditions suivantes sont remplies :

- (a) the Minister has consulted with the municipality in which the renewable energy source is or would be located about the impact of the renewable energy source on the municipality; and
- (b) after consulting with the municipality, the Minister has notified in writing all parties to the contract that the renewable energy source may be connected to the IESO-controlled grid.

- a) le ministre a consulté la municipalité dans laquelle la source d'énergie renouvelable est ou serait située au sujet de l'impact de celle-ci sur la municipalité;
- b) après avoir consulté la municipalité, le ministre a avisé par écrit toutes les parties au contrat que la source d'énergie renouvelable peut être raccordée au réseau dirigé par la SIERE.

Conditions or restrictions

Conditions ou restrictions

(2) The Minister may impose conditions and restrictions when authorizing a connection under clause (1) (b).

(2) Le ministre peut imposer des conditions et des restrictions lorsqu'il autorise un raccordement en application de l'alinéa (1) b).

Minister's power to prohibit connection to grid

Pouvoir du ministre d'interdire le raccordement au réseau

(3) After consulting with a municipality under clause

(3) Après avoir consulté une municipalité en applica-

(1) (a), the Minister may make a decision to prohibit the connection of the renewable energy source to the IESO-controlled grid and, in such a case, he or she shall notify all parties to the contract of the decision.

Application, renewable energy source not in municipality

(4) Subsection (1) does not apply to a renewable energy source that is not located in a municipality.

Definitions

(5) In this section,

“feed-in tariff program” means the program set out in this section, as it read immediately before its re-enactment by section 2 of the *Affordable Energy and Restoration of Local Decision Making Act, 2012*; (“programme de tarifs de rachats garantis”)

“large-scale renewable energy source” has the meaning prescribed by the regulations. (“source d’énergie renouvelable abondante”)

3. Subsection 114 (1.3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (i) prescribing the meaning of “large-scale renewable energy source” for the purposes of section 25.35.

ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT

4. (1) Part V.0.1 of the *Environmental Protection Act* is repealed and the following substituted:

PART V.0.1 RENEWABLE ENERGY

Definitions

47.1 In this Part,

“designated authority” means the person or entity set out in subsection 47.1.1 (1); (“autorité désignée”)

“environment” has the same meaning as in the *Environmental Assessment Act*; (“environnement”)

“large-scale solar facility” has the meaning prescribed by the regulations; (“grande installation solaire”)

“large-scale wind facility” has the meaning prescribed by the regulations. (“grande installation éolienne”)

Designated authority

47.1.1 (1) For the purposes of this Part, the designated authority in respect of a renewable energy approval is as follows:

1. If the approval is in respect of a renewable energy project that would be located in a single-tier municipality and involves a large-scale wind facility or large-scale solar facility, the single-tier municipality.
2. If the approval is in respect of a renewable energy project that would be located in a lower-tier municipality and involves a large-scale wind facility

tion de l’alinéa (1) a), le ministre peut décider d’interdire le raccordement de la source d’énergie renouvelable au réseau dirigé par la SIERE, auquel cas il avise toutes les parties au contrat de sa décision.

Champ d’application

(4) Le paragraphe (1) ne s’applique pas à la source d’énergie renouvelable qui n’est pas située dans une municipalité.

Définitions

(5) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«programme de tarifs de rachats garantis» S’entend du programme prévu au présent article, dans sa version antérieure à sa réédition par l’article 2 de la *Loi de 2012 sur l’énergie abordable et le rétablissement de la prise de décisions locale*. («feed-in tariff program»)

«source d’énergie renouvelable abondante» S’entend au sens prescrit par règlement. («large-scale renewable energy source»)

3. Le paragraphe 114 (1.3) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- i) prescrire le sens de «source d’énergie renouvelable abondante» pour l’application de l’article 25.35.

LOI SUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT

4. (1) La partie V.0.1 de la *Loi sur la protection de l’environnement* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

PARTIE V.0.1 ÉNERGIE RENOUVELABLE

Définitions

47.1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«autorité désignée» La personne ou l’entité mentionnée au paragraphe 47.1.1 (1). («designated authority»)

«environnement» S’entend au sens de la *Loi sur les évaluations environnementales*. («environment»)

«grande installation éolienne» S’entend au sens prescrit par règlement. («large-scale wind facility»)

«grande installation solaire» S’entend au sens prescrit par règlement. («large-scale solar facility»)

Autorité désignée

47.1.1 (1) Pour l’application de la présente partie, l’autorité désignée à l’égard d’une autorisation de projet d’énergie renouvelable est la suivante :

1. Si l’autorisation porte sur un projet d’énergie renouvelable qui serait situé dans une municipalité à palier unique et qui concerne une grande installation éolienne ou une grande installation solaire, cette municipalité.
2. Si l’autorisation porte sur un projet d’énergie renouvelable qui serait situé dans une municipalité de palier inférieur et qui concerne une grande installa-

or large-scale solar facility, the lower-tier municipality.

3. In any other case, the Director.

Delegation of municipality's powers

(2) A municipality may delegate its powers, duties and responsibilities under this Part to a committee of adjustment constituted under section 44 of the *Planning Act*.

Same, conditions and restrictions

(3) A municipality may impose conditions and restrictions that govern the exercise of the delegated powers or the performance of the delegated duties or responsibilities.

Purpose

47.2 (1) The purpose of this Part is to provide for the protection and conservation of the environment.

Application of s. 3 (1)

(2) Subsection 3 (1) does not apply to this Part.

Requirement for renewable energy approval

47.3 (1) A person shall not engage in a renewable energy project except under the authority of and in accordance with a renewable energy approval issued by a designated authority if engaging in the project involves engaging in any of the following activities:

1. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 9 (1) of this Act would require an environmental compliance approval.
2. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 27 (1) of this Act would require an environmental compliance approval.
3. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 34 (3) of the *Ontario Water Resources Act* would require a permit.
4. An activity for which, in the absence of subsection (2), section 36 of the *Ontario Water Resources Act* would require a well construction permit.
5. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 53 (1) of the *Ontario Water Resources Act* would require an environmental compliance approval.
6. An activity for which, in the absence of subsection (2), a provision prescribed by the regulations would require an approval, permit or other instrument.
7. Any other activity prescribed by the regulations.

Exemptions

(2) The following provisions do not apply to a person who is engaging in a renewable energy project:

1. Subsection 9 (1) of this Act.
2. Subsection 27 (1) of this Act.

tion éolienne ou une grande installation solaire, cette municipalité.

3. Dans les autres cas, le directeur.

Délégation des pouvoirs de la municipalité

(2) Une municipalité peut déléguer les pouvoirs, fonctions et responsabilités que lui attribue la présente partie au comité de dérogation créé en vertu de l'article 44 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

Idem : conditions et restrictions

(3) Une municipalité peut imposer des conditions et des restrictions qui régissent l'exercice des pouvoirs, fonctions ou responsabilités délégués.

Objet

47.2 (1) La présente partie a pour objet d'assurer la protection et la conservation de l'environnement.

Application du par. 3 (1)

(2) Le paragraphe 3 (1) ne s'applique pas à la présente partie.

Autorisation de projet d'énergie renouvelable

47.3 (1) Sauf en vertu d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable délivrée par l'autorité désignée et conformément à cette autorisation, nul ne doit entreprendre un projet d'énergie renouvelable si cela suppose l'exercice de l'une ou l'autre des activités suivantes :

1. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 9 (1) de la présente loi exigerait une autorisation environnementale.
2. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 27 (1) de la présente loi exigerait une autorisation environnementale.
3. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 34 (3) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* exigerait un permis.
4. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), l'article 36 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* exigerait un permis de construction de puits.
5. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 53 (1) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* exigerait une autorisation environnementale.
6. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), une disposition prescrite par règlement exigerait une autorisation, un permis ou un autre acte.
7. Toute autre activité prescrite par les règlements.

Non-application de certaines dispositions

(2) Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas à quiconque entreprend un projet d'énergie renouvelable :

1. Le paragraphe 9 (1) de la présente loi.
2. Le paragraphe 27 (1) de la présente loi.

3. Subsection 34 (3) of the *Ontario Water Resources Act*.
4. Section 36 of the *Ontario Water Resources Act*.
5. Section 53 of the *Ontario Water Resources Act*.
6. A provision prescribed by the regulations for the purpose of paragraph 6 of subsection (1).

Application

47.4 (1) An application for the issue or renewal of a renewable energy approval shall be prepared in accordance with the by-laws or regulations and submitted to the designated authority.

Designated authority may require information

(2) The designated authority may require an applicant under subsection (1) to submit any plans, specifications, engineers' reports or other information and to carry out and report on any tests or experiments relating to the renewable energy project.

Designated authority's powers

47.5 (1) After considering an application for the issue or renewal of a renewable energy approval, the designated authority may, if in its opinion it is in the public interest to do so,

- (a) issue or renew a renewable energy approval; or
- (b) refuse to issue or renew a renewable energy approval.

Terms and conditions

(2) In issuing or renewing a renewable energy approval, the designated authority may impose terms and conditions if in its opinion it is in the public interest to do so.

Other powers

(3) On application or on its own initiative, the designated authority may, if in its opinion it is in the public interest to do so,

- (a) alter the terms and conditions of a renewable energy approval after it is issued;
- (b) impose new terms and conditions on a renewable energy approval; or
- (c) suspend or revoke a renewable energy approval.

Same

(4) A renewable energy approval is subject to any terms and conditions prescribed by the by-laws or regulations.

Water transfers: Great Lakes-St. Lawrence River, Nelson and Hudson Bay Basins

47.6 A renewable energy approval shall not authorize a person to take water contrary to subsection 34.3 (2) of the *Ontario Water Resources Act*.

3. Le paragraphe 34 (3) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.
4. L'article 36 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.
5. L'article 53 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.
6. Les dispositions prescrites par règlement pour l'application de la disposition 6 du paragraphe (1).

Demande

47.4 (1) Toute demande de délivrance ou de renouvellement d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable est préparée conformément aux règlements municipaux ou aux règlements et présentée à l'autorité désignée.

L'autorité désignée peut exiger des renseignements

(2) L'autorité désignée peut exiger que l'auteur d'une demande visée au paragraphe (1) présente des plans, devis descriptifs, rapports d'ingénieur ou autres renseignements et qu'il procède à des épreuves ou expériences en ce qui a trait au projet d'énergie renouvelable et présente un rapport à leur sujet.

Pouvoirs de l'autorité désignée

47.5 (1) Après examen d'une demande de délivrance ou de renouvellement d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable, l'autorité désignée peut, si elle l'estime dans l'intérêt public :

- a) soit délivrer ou renouveler l'autorisation;
- b) soit refuser de délivrer ou de renouveler l'autorisation.

Conditions

(2) Lorsqu'elle délivre ou renouvelle une autorisation de projet d'énergie renouvelable, l'autorité désignée peut assortir celle-ci de conditions si elle l'estime dans l'intérêt public.

Autres pouvoirs

(3) Si elle l'estime dans l'intérêt public, l'autorité désignée peut, sur demande ou de sa propre initiative :

- a) soit modifier les conditions d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable après sa délivrance;
- b) soit assortir de nouvelles conditions une autorisation de projet d'énergie renouvelable;
- c) soit suspendre ou révoquer une autorisation de projet d'énergie renouvelable.

Idem

(4) L'autorisation de projet d'énergie renouvelable est assujettie à toute condition prescrite par règlement municipal ou règlement.

Transferts d'eau : bassins des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, du fleuve Nelson et de la baie d'Hudson

47.6 L'autorisation de projet d'énergie renouvelable ne doit pas autoriser des prélèvements d'eau contraires au paragraphe 34.3 (2) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.

Policies, renewable energy approvals

47.7 (1) The Minister may, in writing, issue, amend or revoke policies in respect of renewable energy approvals.

Same

(2) A policy or the amendment or revocation of a policy takes effect on the later of the following days:

1. The day that notice of the policy, amendment or revocation, as the case may be, is given in the environmental registry established under the *Environmental Bill of Rights, 1993*.
2. The effective day specified in the policy, amendment or revocation, as the case may be.

Same, Director's decisions

(3) Subject to subsection 145.2.2 (1), decisions made by the Director under this Act in respect of renewable energy approvals shall be consistent with any policies issued under subsection (1) that are in effect on the date of the decision.

Same, municipality's decisions

(4) Subject to subsection 145.2.2 (2), in making decisions under this Act in respect of renewable energy approvals, a municipality shall have regard to any policies issued under subsection (1) that are in effect on the date of the decision.

By-laws

47.8 (1) A single-tier or lower-tier municipality may make by-laws relating to this Part,

- (a) providing for the issue, renewal, suspension and revocation of renewable energy approvals, and prescribing conditions for the issuing, renewing, suspending and revoking;
- (b) governing the inclusion of terms and conditions in renewable energy approvals;
- (c) governing the preparation and submission of applications for the issue, renewal or revocation of renewable energy approvals and applications to alter the terms and conditions of renewable energy approvals or to impose conditions on renewable energy approvals;
- (d) governing eligibility requirements relating to applications for the issue, renewal or revocation of renewable energy approvals, applications to alter the terms and conditions of renewable energy approvals or to impose conditions on renewable energy approvals, including requirements for consultation;
- (e) governing renewable energy generation facilities in relation to,

Politiques : autorisations de projet d'énergie renouvelable

47.7 (1) Le ministre peut, par écrit, communiquer, modifier ou révoquer des politiques relatives à des autorisations de projet d'énergie renouvelable.

Idem

(2) Une politique ou la modification ou la révocation d'une politique prend effet le dernier en date des jours suivants :

1. Le jour où avis en est donné dans le registre environnemental établi en application de la *Charte des droits environnementaux de 1993*.
2. La date d'effet qui y est précisée.

Idem : décisions du directeur

(3) Sous réserve du paragraphe 145.2.2 (1), toute décision prise par le directeur en application de la présente loi à l'égard d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable doit être compatible avec les politiques communiquées en vertu du paragraphe (1) qui sont en vigueur à la date de la décision.

Idem : décisions de la municipalité

(4) Sous réserve du paragraphe 145.2.2 (2), lorsqu'elle prend une décision en application de la présente loi à l'égard d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable, une municipalité doit tenir compte des politiques communiquées en vertu du paragraphe (1) qui sont en vigueur à la date de la décision.

Règlements municipaux

47.8 (1) Une municipalité à palier unique ou une municipalité de palier inférieur peut, par règlement municipal relatif à la présente partie :

- a) prévoir la délivrance, le renouvellement, la suspension et la révocation des autorisations de projet d'énergie renouvelable, et prescrire les conditions de leur délivrance, renouvellement, suspension et révocation;
- b) régir l'inclusion de conditions dans les autorisations de projet d'énergie renouvelable;
- c) régir la préparation et la présentation des demandes de délivrance, de renouvellement ou de révocation d'autorisations de projet d'énergie renouvelable, des demandes de modification des conditions y figurant ou des demandes visant à les assortir de conditions;
- d) régir les conditions d'admissibilité en ce qui concerne les demandes de délivrance, de renouvellement ou de révocation d'autorisations de projet d'énergie renouvelable, les demandes de modification des conditions y figurant ou les demandes visant à les assortir de conditions, y compris les consultations exigées;
- e) régir les installations de production d'énergie renouvelable en ce qui a trait aux points suivants :

- (i) planning, design, siting, buffer zones, notification and consultation, establishment, insurance, facilities, staffing, operation, maintenance, monitoring, record-keeping, submission of reports to the municipality and improvement,
- (ii) the discontinuance of the operation of any plant, structure, equipment, apparatus, mechanism or thing at a renewable energy generation facility,
- (iii) the closure of renewable energy generation facilities;
- (f) governing the location of renewable energy generation facilities, including prohibiting or regulating the construction, installation, use, operation or changing of renewable energy generation facilities in parts of the municipality;
- (g) prohibiting the transfer of a renewable energy approval or prescribing requirements for transferring a renewable energy approval, including requiring the written consent of the municipality.

Same, regulations on same subject matter inoperative

(2) If a by-law made under subsection (1) and a regulation made under section 175.1 or 176 address the same subject matter, the regulation is inoperative to the extent that it addresses that subject matter.

(2) Paragraph 3 of subsection 47.3 (1) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

- 3. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 34 (1) of the *Ontario Water Resources Act* would require a permit, if the activity would not involve a transfer as defined in subsection 34.5 (1) of that Act.

(3) Paragraph 3 of subsection 47.3 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

- 3. Subsection 34 (1) of the *Ontario Water Resources Act*, if the person engaging in the renewable energy project is not engaged in a taking of water that involves a transfer as defined in subsection 34.5 (1) of that Act.

5. Part V.0.1 of the Act is amended by adding the following section:

Transition

47.8 If the Director would not be the designated authority set out in subsection 47.1.1 (1), as enacted by subsection 4 (1) of the *Affordable Energy and Restoration of Local Decision Making Act, 2012* with respect to a renewable energy approval, he or she shall not issue or renew the approval on or after the day this section comes into force.

6. Part XIII of the Act is amended by adding the following section:

- (i) la planification, la conception, le choix de l'emplacement, les zones tampons, la consultation et les avis, la création, les assurances, les installations, la dotation en personnel, l'exploitation, le maintien en service, la surveillance, la tenue des dossiers, la remise de rapports à la municipalité et l'amélioration,
- (ii) l'abandon de l'exploitation ou la cessation du fonctionnement d'usines, d'ouvrages, d'équipements, d'appareils, de mécanismes ou d'autres choses à de telles installations,
- (iii) la désaffectation de telles installations;

f) régir l'emplacement des installations de production d'énergie renouvelable, y compris interdire ou réglementer la construction, l'installation, l'utilisation, l'exploitation ou la modification de telles installations dans certaines parties de la municipalité;

g) interdire le transfert d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable ou prescrire les conditions d'un tel transfert, notamment exiger le consentement écrit de la municipalité.

Idem : caractère inopérant des règlements traitant du même sujet

(2) Si un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) et un règlement pris en vertu de l'article 175.1 ou 176 traitent du même sujet, les dispositions du règlement qui traitent de ce sujet sont inopérantes.

(2) La disposition 3 du paragraphe 47.3 (1) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par le paragraphe (1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 3. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 34 (1) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* exigerait un permis si l'activité ne comportait pas de transfert au sens du paragraphe 34.5 (1) de cette loi.

(3) La disposition 3 du paragraphe 47.3 (2) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par le paragraphe (1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 3. Le paragraphe 34 (1) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, si la personne qui entreprend le projet d'énergie renouvelable ne procède pas à un prélèvement d'eau comportant un transfert au sens du paragraphe 34.5 (1) de cette loi.

5. La partie V.0.1 de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Disposition transitoire

47.8 S'il n'est pas l'autorité désignée mentionnée au paragraphe 47.1.1 (1), tel qu'il est édicté par le paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2012 sur l'énergie abordable et le rétablissement de la prise de décisions locale*, à l'égard d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable, le directeur ne doit pas délivrer ni renouveler l'autorisation à partir du jour de l'entrée en vigueur du présent article.

6. La partie XIII de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Application of Part to renewable energy approvals

137. (1) This Part applies with necessary modification to a decision made by a municipality under Part V.0.1, and for that purpose,

- (a) a reference to a Director shall be deemed to be a reference to the municipality; and
- (b) a reference to the Tribunal shall be deemed to be a reference to the Ontario Municipal Board.

Exception

(2) Subsection 145.2.2 (1) does not apply to a decision made by a municipality under Part V.0.1.

7. Section 145.2.2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Regard to policies

(2) In making a decision or order under this Part in respect of a renewable energy approval, the Ontario Municipal Board shall have regard to any policies issued by the Minister under section 47.7 that are in effect on the date of the municipality's decision.

8. Subsection 176 (4.1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (g) prescribing the meaning of "large-scale solar facility" and "large-scale wind facility" for the purposes of section 47.1;
- (h) providing for transitional matters that, in the opinion of the Lieutenant Governor in Council, are necessary or desirable to facilitate the implementation of sections 4 to 8 of the *Affordable Energy and Restoration of Local Decision Making Act, 2012*.

Commencement

9. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Subsection 4 (1) and sections 6, 7 and 8 come into force six months after the day this Act receives Royal Assent.

(3) Subsections 4 (2) and (3) come into force on the later of the following days:

1. The day subsection 4 (1) comes into force.
2. The day subsection 1 (8) of the *Safeguarding and Sustaining Ontario's Water Act, 2007* comes into force.

Short title

10. The short title of this Act is the *Affordable Energy and Restoration of Local Decision Making Act, 2012*.

Application de la partie aux autorisations de projet d'énergie renouvelable

137. (1) La présente partie s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une décision prise par une municipalité dans le cadre de la partie V.0.1 et, à cette fin :

- a) la mention du directeur vaut mention de la municipalité;
- b) la mention du Tribunal vaut mention de la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Exception

(2) Le paragraphe 145.2.2 (1) ne s'applique pas à une décision prise par une municipalité dans le cadre de la partie V.0.1.

7. L'article 145.2.2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Prise en considération des politiques

(2) Lorsqu'elle rend une décision ou une ordonnance en vertu de la présente partie à l'égard d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable, la Commission des affaires municipales de l'Ontario doit tenir compte des politiques communiquées par le ministre en vertu de l'article 47.7 qui sont en vigueur à la date de la décision de la municipalité.

8. Le paragraphe 176 (4.1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- g) prescrire le sens de «grande installation éolienne» et «grande installation solaire» pour l'application de l'article 47.1;
- h) prévoir les questions transitoires qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour faciliter la mise en application des articles 4 à 8 de la *Loi de 2012 sur l'énergie abordable et le rétablissement de la prise de décisions locale*.

Entrée en vigueur

9. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Le paragraphe 4 (1) et les articles 6, 7 et 8 entrent en vigueur six mois après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

(3) Les paragraphes 4 (2) et (3) entrent en vigueur le dernier en date des jours suivants :

1. Le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1).
2. Le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (8) de la *Loi de 2007 sur la sauvegarde et la durabilité des eaux de l'Ontario*.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 sur l'énergie abordable et le rétablissement de la prise de décisions locale*.

2011
B
B56



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

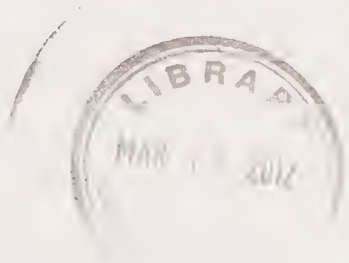
Bill 43

**An Act to amend
the Insurance Act
with respect to the elements used
in classifying risks for a coverage
or category of automobile insurance**

Mr. Sergio

Private Member's Bill

1st Reading March 7, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 43

**Loi modifiant la
Loi sur les assurances
en ce qui concerne les éléments
servant au classement des risques dans
le cadre d'une couverture ou catégorie
d'assurance-automobile**

M. Sergio

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 mars 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Insurance Act*. It requires automobile insurers to use a person's driving record, a person's age and the type of automobile in classifying risks for a coverage or category of automobile insurance. The Bill also prohibits automobile insurers from using a person's home address or postal code in classifying such risks.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les assurances*. Il oblige les assureurs automobiles à tenir compte du dossier de conducteur d'une personne, de son âge et du type d'automobile pour classer les risques dans le cadre d'une couverture ou catégorie d'assurance-automobile. En outre, il interdit aux assureurs automobiles d'utiliser l'adresse domiciliaire ou le code postal d'une personne pour classer de tels risques.

**An Act to amend
the Insurance Act
with respect to the elements used
in classifying risks for a coverage
or category of automobile insurance**

Note: This Act amends the *Insurance Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 121 (1) of the *Insurance Act* is amended by adding the following paragraphs:

- 36.3 defining “driving record” for the purposes of paragraph 1 of subsection 417.0.0.1 (1);
- 36.4 respecting transitional matters related to the implementation of section 417.0.0.1;

2. The Act is amended by adding the following section:

Risk classification systems, required elements

417.0.0.1 (1) An insurer shall use the following elements of a risk classification system in classifying risks for a coverage or category of automobile insurance:

1. An element that uses the driving record of a person who would be an insured person under a contract of automobile insurance, including past claims arising out of automobile accidents for which the person was partially or entirely at fault.
2. An element that uses the age of a person who would be an insured person under a contract of automobile insurance.
3. An element that uses the type of automobile that would be an insured automobile under a contract of automobile insurance.
4. Any element prescribed under paragraph 36 of subsection 121 (1).

Same, prohibited elements

(2) No insurer shall use the following elements of a risk classification system in classifying risks for a coverage or category of automobile insurance:

**Loi modifiant la
Loi sur les assurances
en ce qui concerne les éléments
servant au classement des risques dans
le cadre d’une couverture ou catégorie
d’assurance-automobile**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi sur les assurances*, dont l’historique législatif figure à la page pertinente de l’Historique législatif détaillé des lois d’intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 121 (1) de la *Loi sur les assurances* est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 36.3 définir «dossier de conducteur» pour l’application de la disposition 1 du paragraphe 417.0.0.1 (1);
- 36.4 traiter des questions transitoires liées à l’application de l’article 417.0.0.1;

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Systèmes de classement des risques : éléments obligatoires

417.0.0.1 (1) L’assureur utilise les éléments suivants d’un système de classement des risques pour classer les risques dans le cadre d’une couverture ou catégorie d’assurance-automobile :

1. Un élément qui utilise le dossier de conducteur d’une personne qui serait un assuré aux termes du contrat d’assurance-automobile, y compris les réclamations antérieures découlant d’accidents d’automobiles dont la personne est partiellement ou entièrement responsable.
2. Un élément qui utilise l’âge d’une personne qui serait un assuré aux termes du contrat d’assurance-automobile.
3. Un élément qui utilise le type d’automobile qui serait une automobile assurée aux termes du contrat d’assurance-automobile.
4. Tout élément prescrit en vertu de la disposition 36 du paragraphe 121 (1).

Idem : éléments interdits

(2) Aucun assureur ne doit utiliser les éléments suivants d’un système de classement des risques pour classer les risques dans le cadre d’une couverture ou catégorie d’assurance-automobile :

1. Any element that uses the home address or postal code of a person who would be an insured person under a contract of automobile insurance.
2. Any element prescribed under paragraph 36.1 of subsection 121 (1).

Interpretation

(3) For greater certainty, nothing in subsection (1) prohibits the use of other elements by insurers in classifying risks for a coverage or category of automobile insurance.

Commencement

3. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

4. The short title of this Act is the *Insurance Amendment Act (Elements in Classifying Risks for Automobile Insurance), 2012*.

1. Tout élément qui utilise l'adresse domiciliaire ou le code postal d'une personne qui serait un assuré aux termes du contrat d'assurance-automobile.
2. Tout élément prescrit en vertu de la disposition 36.1 du paragraphe 121 (1).

Interprétation

(3) Il est entendu que le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire aux assureurs d'utiliser d'autres éléments pour classer les risques dans le cadre d'une couverture ou catégorie d'assurance-automobile.

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 modifiant la Loi sur les assurances (éléments servant au classement des risques en matière d'assurance-automobile)*.

26N
B
P56



Government
Publications

1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 44

**An Act to repeal the
Far North Act, 2010
and to make consequential
amendments to other Acts**

Mr. N. Miller

Private Member's Bill

1st Reading March 7, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 44

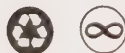
**Loi abrogeant la
Loi de 2010 sur le Grand Nord
et apportant des modifications
corrélatives à d'autres lois**

M. N. Miller

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 mars 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill repeals the *Far North Act, 2010* and all provisions of other Acts that refer to the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi abroge la *Loi de 2010 sur le Grand Nord* ainsi que toutes les dispositions d'autres lois qui la mentionnent.

**An Act to repeal the
Far North Act, 2010
and to make consequential
amendments to other Acts**

Note: This Act amends or repeals more than one Act. For the legislative history of these Acts, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Note: This Act revokes one or more regulations. For the legislative history of a consolidated regulation, see the Table of Consolidated Regulations – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

FAR NORTH ACT, 2010

1. (1) The *Far North Act, 2010* is repealed.

(2) Ontario Regulations 21/11 (Description of the Far North) and 117/11 (Prohibited Developments: Opening a Mine) made under the Act are revoked.

MINING ACT

2. (1) The definitions of “community based land use plan” and “Far North” in subsection 1 (1) of the *Mining Act* are repealed.

(2) Section 30 of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (e), by striking out “or” at the end of clause (f) and by repealing clause (g).

(3) Clause 35 (2) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) whether the lands, mining rights or surface rights are required for developing or operating public highways, renewable energy projects or power transmission lines or for another use that would benefit the public and whether the lands meet the prescribed criteria as a site of Aboriginal cultural significance; and

(4) Part XIV of the Act, being sections 204 and 205, is repealed.

**PROVINCIAL PARKS AND
CONSERVATION RESERVES ACT, 2006**

3. Subsections 9 (6), (7) and (8) of the *Provincial Parks and Conservation Reserves Act, 2006* are repealed.

**Loi abrogeant la
Loi de 2010 sur le Grand Nord
et apportant des modifications
corrélatives à d'autres lois**

Remarque : La présente loi modifie ou abroge plus d'une loi. L'historique législatif de ces lois figure aux pages pertinentes de l'Histoire législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Remarque : La présente loi abroge un ou plusieurs règlements. L'historique des règlements codifiés se trouve dans l'Histoire législatif détaillé des règlements codifiés sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI DE 2010 SUR LE GRAND NORD

1. (1) La *Loi de 2010 sur le Grand Nord* est abrogée.

(2) Les Règlements de l'Ontario 21/11 (Description of the Far North) et 117/11 (Travaux interdits : ouverture d'une mine) pris en vertu de la Loi sont abrogés.

LOI SUR LES MINES

2. (1) Les définitions de «plan communautaire d'aménagement du territoire» et de «Grand Nord» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les mines* sont abrogées.

(2) L'article 30 de la Loi est modifié par abrogation de l'alinéa g).

(3) L'alinéa 35 (2) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) la question de savoir si les terrains, les droits miniers ou les droits de surface sont réservés à l'aménagement ou l'exploitation de voies publiques, de projets d'énergie renouvelable ou de lignes de transmission d'énergie ou à une autre fin utile au public et si les terrains satisfont aux critères prescrits applicables aux sites d'importance culturelle pour les autochtones;

(4) La partie XIV de la Loi, constituée des articles 204 et 205, est abrogée.

**LOI DE 2006 SUR LES PARCS PROVINCIAUX
ET LES RÉSERVES DE CONSERVATION**

3. Les paragraphes 9 (6), (7) et (8) de la *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation* sont abrogés.

PUBLIC LANDS ACT

4. (1) The definition of “land use plan” in section 1 of the *Public Lands Act* is repealed.

(2) Sections 12, 12.1, 12.2 and 12.3 of the Act are repealed.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

5. (1) Subject to subsections (2) to (5), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Subsection 2 (1) comes into force on the later of the day subsection 1 (2) of the *Mining Amendment Act, 2009* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

(3) Subsection 2 (2) comes into force on the later of the day section 12 of the *Mining Amendment Act, 2009* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

(4) Subsection 2 (3) comes into force on the later of the day subsection 14 (1) of the *Mining Amendment Act, 2009* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

(5) Subsection 2 (4) comes into force on the later of the day section 100 of the *Mining Amendment Act, 2009* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Far North Repeal Act, 2012*.

LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

4. (1) La définition de «plan d'aménagement du territoire» à l'article 1 de la *Loi sur les terres publiques* est abrogée.

(2) Les articles 12, 12.1, 12.2 et 12.3 de la Loi sont abrogés.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

5. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Le paragraphe 2 (1) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (2) de la *Loi de 2009 modifiant la Loi sur les mines* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

(3) Le paragraphe 2 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'article 12 de la *Loi de 2009 modifiant la Loi sur les mines* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

(4) Le paragraphe 2 (3) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 14 (1) de la *Loi de 2009 modifiant la Loi sur les mines* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

(5) Le paragraphe 2 (4) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'article 100 de la *Loi de 2009 modifiant la Loi sur les mines* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 abrogeant la Loi sur le Grand Nord*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 45

**An Act to amend
the Insurance Act
with respect to risk classification
systems for automobile insurance**

Mr. Singh

Private Member's Bill

1st Reading March 7, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 45

**Loi modifiant la
Loi sur les assurances
à l'égard des systèmes de classement
des risques en assurance-automobile**

M. Singh

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 mars 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

EXPLANATORY NOTE

The *Insurance Act* currently requires an insurer to apply to the Superintendent of Financial Services for approval of the risk classification system it intends to use in determining the rates for each coverage and category of automobile insurance. The Bill amends the Act to require that elements of a proposed risk classification system use the following mandatory factors in decreasing order of importance:

1. The driving safety record of the insured person, but only in respect of accidents where the person was found to be principally at fault.
2. The number of kilometres driven annually by the insured person.
3. The insured person's years of driving experience.
4. The population of the statistical area in which the driver primarily resides.

If other factors are used, they cannot, when taken together, be given more weight than the fourth mandatory factor. (see subsections 410 (1.1) to (1.4))

Insurers are prohibited from using a geographical region in which an insured person resides as an element in classifying risks. (see subsection 410 (1.5)) Other elements may continue to be prohibited under the regulations. Insurers must provide written explanations and other prescribed information regarding rate determinations in specified circumstances. (see subsection 230.1 (1)) Regulation-making powers are also provided for transitional matters relating to the implementation of the new rules.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi sur les assurances* exige actuellement des assureurs qu'ils présentent une demande au surintendant des services financiers pour l'approbation du système de classement des risques qu'ils ont l'intention d'utiliser pour fixer les taux de chaque couverture et catégorie d'assurance-automobile. Le projet de loi modifie la Loi afin d'exiger que les éléments servant au système de classement des risques proposé utilisent obligatoirement les facteurs suivants, indiqués par ordre d'importance décroissante :

1. Le dossier de conduite automobile de l'assuré; mais seulement en ce qui a trait aux accidents pour lesquels il a été reconnu principalement responsable.
2. Le nombre de kilomètres parcourus chaque année par l'assuré.
3. Le nombre d'années d'expérience de conduite automobile de l'assuré.
4. La population du secteur statistique où le conducteur réside principalement.

Si d'autres facteurs sont utilisés, ils ne peuvent, pris dans leur ensemble, se voir accorder plus d'importance que celle accordée au quatrième facteur obligatoire. (voir les paragraphes 410 (1.1) à (1.4))

Il est interdit aux assureurs d'utiliser la région géographique où réside l'assuré comme élément servant au classement des risques (voir le paragraphe 410 (1.5)). D'autres éléments peuvent continuer d'être interdits en application des règlements. Les assureurs doivent fournir dans les circonstances précisées des explications écrites et les autres renseignements prescrits sur la détermination des taux (voir le paragraphe 230.1 (1)). Des pouvoirs réglementaires sont également prévus à l'égard des questions transitoires se rapportant à la mise en oeuvre des nouvelles règles.

**An Act to amend
the Insurance Act
with respect to risk classification
systems for automobile insurance**

Note: This Act amends the *Insurance Act*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History at www.e-Laws.gov.on.ca.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 121 (1) of the *Insurance Act* is amended by adding the following paragraph:

15.0.0.1 prescribing information that must be provided in addition to the explanations required under subsections 230.1 (1) and (2) and prescribing the time period within which the information and explanations must be provided;

(2) Paragraphs 36, 36.1 and 36.2 of subsection 121 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

- 36. prescribing rules relating to the manner in which the factors to be used in a proposed risk classification system may be used;
- 36.1 prescribing rules relating to the determination of the weight given to the factors used in a proposed risk classification system in accordance with subsection 410 (1.1);
- 36.2 prescribing the weight that may be given to the factor set out in subparagraph 1 iv of subsection 410 (1.1) for the purposes of subsection 410 (1.4);
- 36.3 providing for transitional matters relating to the implementation of subsection 410 (1.1);
- 36.4 prescribing elements of a risk classification system in addition to the element set out in subsection 410 (1.5) that insurers or a class of insurers are prohibited from using in classifying risks for a coverage or category of automobile insurance;
- 37. prescribing, for the purpose of section 413.1, maximum monetary amounts and percentages by which the rate for a class of risks in respect of a coverage or category of automobile insurance may increase or decrease as a result of the application of

**Loi modifiant la
Loi sur les assurances
à l'égard des systèmes de classement
des risques en assurance-automobile**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi sur les assurances*, dont l'historique législatif figure à la page pertinente de l'Historique législatif détaillé des lois d'intérêt public codifiées sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 121 (1) de la *Loi sur les assurances* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

15.0.0.1 prescrire les renseignements qui doivent être fournis en plus des explications qu'exigent les paragraphes 230.1 (1) et (2), et le délai dans lequel les renseignements et les explications doivent être fournis;

(2) Les dispositions 36, 36.1 et 36.2 du paragraphe 121 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

- 36. prescrire les règles concernant la façon dont les facteurs à utiliser dans le cadre d'un système de classement des risques proposé peuvent l'être;
- 36.1 prescrire les règles permettant de déterminer l'importance accordée aux facteurs utilisés dans le cadre d'un système de classement des risques proposé conformément au paragraphe 410 (1.1);
- 36.2 prescrire l'importance qui peut être accordée au facteur énoncé à la sous-disposition 1 iv du paragraphe 410 (1.1) pour l'application du paragraphe 410 (1.4);
- 36.3 prévoir les questions transitoires se rapportant à la mise en application du paragraphe 410 (1.1);
- 36.4 prescrire les éléments d'un système de classement des risques, outre l'élément énoncé au paragraphe 410 (1.5), dont l'utilisation est interdite aux assureurs ou à une catégorie d'assureurs aux fins du classement des risques dans le cadre d'une couverture ou catégorie d'assurance-automobile;
- 37. prescrire, pour l'application de l'article 413.1, les montants et pourcentages maximaux dont peuvent augmenter ou diminuer les taux applicables à des catégories de risques dans le cadre d'une couverture ou catégorie d'assurance-automobile par

section 410 or a regulation made in respect of risk classification systems;

2. The Act is amended by adding the following section:

Information from insurer, new contract

230.1 (1) Before entering into a contract of automobile insurance with a person, an insurer shall, in plain language that is clear and concise, provide a written explanation to the person of the risk classification system it used to determine the rate and any other prescribed information.

Same, renewal of contract

(2) If the renewal of a contract of automobile insurance with a person includes a rate increase of 5 per cent or more and the increase is unrelated to a claim made to the insurer, the insurer shall, in plain language that is clear and concise, provide a written explanation to the person of the reason for the increase and any other prescribed information.

3. Section 410 of the Act is amended by adding the following subsections:

Requirements for risk classification system

(1.1) A proposed risk classification system for determining the rates for each coverage and category of automobile insurance shall meet the following criteria:

1. The elements of the proposed risk classification system must use the following factors in decreasing order of importance:
 - i. Subject to subsection (1.2), the driving safety record of an insured person.
 - ii. The number of kilometres that an insured person drives annually.
 - iii. The number of years of driving experience of an insured person.
 - iv. The population of the statistical area in which the driver's primary residence is located.
2. Subject to the regulations, the elements of the proposed risk classification system may use factors in addition to those set out in paragraph 1 but any additional factors shall, when taken together, be given no more weight than the factor set out in subparagraph 1 iv.

Driving safety record

(1.2) For the purposes subparagraph 1 i of subsection (1.1), only accidents in which the insured person was principally at fault, as determined in accordance with the regulations, may be considered in determining the person's driving safety record.

Statistical area

(1.3) For the purposes of subparagraph 1 iv of subsection (1.1), a statistical area is an area that is classified by

l'effet de l'article 410 ou d'un règlement pris à l'égard de systèmes de classement des risques;

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Renseignements fournis par l'assureur : nouveau contrat

230.1 (1) Avant de conclure un contrat d'assurance-automobile avec une personne, l'assureur lui fournit par écrit, en langage simple, clair et concis, une explication du système de classement des risques qu'il a utilisé pour fixer le taux ainsi que les autres renseignements prescrits.

Idem : renouvellement d'un contrat

(2) Si le renouvellement d'un contrat d'assurance-automobile avec une personne prévoit une augmentation de taux de 5 pour cent ou plus et que l'augmentation ne découle pas d'une demande d'indemnité présentée à l'assureur, ce dernier fournit à la personne par écrit, en langage simple, clair et concis, une explication du motif de l'augmentation ainsi que les autres renseignements prescrits.

3. L'article 410 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exigences relatives au système de classement des risques

(1.1) Le système de classement des risques proposé pour fixer les taux de chaque couverture et catégorie d'assurance-automobile satisfait aux critères suivants :

1. Les éléments du système de classement des risques proposé doivent utiliser les facteurs suivants, par ordre d'importance décroissante :
 - i. Sous réserve du paragraphe (1.2), le dossier de conduite automobile de l'assuré.
 - ii. Le nombre de kilomètres que parcourt l'assuré chaque année.
 - iii. Le nombre d'années d'expérience de conduite automobile de l'assuré.
 - iv. La population du secteur statistique où est située la résidence principale du conducteur.
2. Sous réserve des règlements, les éléments du système de classement des risques proposé peuvent utiliser plus de facteurs que ceux énoncés à la disposition 1, à condition que ces facteurs additionnels, pris dans leur ensemble, ne se voient pas accorder plus d'importance que celle accordée au facteur énoncé à la sous-disposition 1 iv.

Dossier de conduite automobile

(1.2) Pour l'application de la sous-disposition 1 i du paragraphe (1.1), seuls les accidents pour lesquels l'assuré est principalement responsable, tel qu'il est déterminé conformément aux règlements, peuvent être pris en considération pour déterminer le dossier de conduite automobile de la personne.

Secteur statistique

(1.3) Pour l'application de la sous-disposition 1 iv du paragraphe (1.1), un secteur statistique s'entend d'un sec-

Statistics Canada for its statistical area classification in its most recent census of Canada.

Same

(1.4) If a driver's primary residence is located in a statistical area with a population of less than 10,000, the weight given to the factor set out in subparagraph 1 iv of subsection (1.1) shall be the weight prescribed by the regulations.

Geographical region as prohibited element

(1.5) Insurers are prohibited from using a geographical region in which an insured person resides as an element in classifying risks for a coverage or category of automobile insurance.

4. Subsection 412 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Refusal to approve

(6) The Superintendent shall refuse to approve an application under section 410 if,

- (a) the proposed risk classification system does not comply with section 410; or
- (b) he or she considers that,
 - (i) the proposed risk classification system or rates are not just and reasonable in the circumstances,
 - (ii) the proposed risk classification system is not reasonably predictive of risk or does not distinguish fairly between risks, or
 - (iii) the proposed rates would impair the solvency of the applicant or are excessive in relation to the financial circumstances of the insurer.

5. (1) Subsections 413.1 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Prescribed maximum increase and decrease in rate

(1) No insurer shall, as a result of the application of section 410 or a regulation made in respect of risk classification systems, increase or decrease the rate for a class of risks in respect of a coverage or category of automobile insurance by more than the maximum monetary amount or percentage prescribed under paragraph 37 of subsection 121 (1).

Application for phase-in of regulations

(2) If the application of section 410 or a regulation made in respect of risk classification systems would require an insurer to increase or decrease the rate for a class of risks in respect of a coverage or category of automobile insurance by more than the maximum monetary amount or percentage prescribed under paragraph 37 of subsection 121 (1), the insurer shall apply to the Superintendent for approval of a plan that will phase in the increase or decrease over a period specified in the application by ex-

teur désigné par Statistique Canada aux fins de sa classification des secteurs statistiques lors de son plus récent recensement du Canada

Idem

(1.4) Si la résidence principale du conducteur est située dans un secteur statistique dont le chiffre de population est inférieur à 10 000, l'importance accordée au facteur énoncé à la sous-disposition 1 iv du paragraphe (1.1) est celle prescrite par les règlements.

Interdiction d'utiliser la région géographique comme élément

(1.5) Il est interdit aux assureurs d'utiliser la région géographique où réside l'assuré comme élément servant au classement des risques dans le cadre d'une couverture ou catégorie d'assurance-automobile.

4. Le paragraphe 412 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Refus d'approuver une demande

(6) Le surintendant refuse d'approuver une demande présentée en application de l'article 410 dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le système de classement des risques proposé n'est pas conforme à l'article 410;
- b) le surintendant estime que, selon le cas :
 - (i) le système de classement des risques proposé ou les taux proposés ne sont pas équitables et raisonnables dans les circonstances,
 - (ii) le système de classement des risques proposé ne permet pas de prévoir les risques de façon raisonnable ou ne permet pas de distinguer les risques de façon équitable,
 - (iii) les taux proposés porteraient atteinte à la solvabilité de l'auteur de la demande ou sont excessifs compte tenu de la situation financière de l'assureur.

5. (1) Les paragraphes 413.1 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Augmentation ou diminution maximale prescrite

(1) Aucun assureur, par l'effet de l'article 410 ou d'un règlement pris à l'égard de systèmes de classement des risques, ne doit augmenter ou diminuer le taux applicable à une catégorie de risques dans le cadre d'une couverture ou catégorie d'assurance-automobile d'un montant ou pourcentage supérieur au montant ou pourcentage maximal prescrit en vertu de la disposition 37 du paragraphe 121 (1).

Demande d'application progressive des règlements

(2) Si l'application de l'article 410 ou d'un règlement pris à l'égard de systèmes de classement des risques exige d'un assureur qu'il augmente ou diminue le taux applicable à une catégorie de risques dans le cadre d'une couverture ou catégorie d'assurance-automobile d'un montant ou pourcentage supérieur au montant ou pourcentage maximal prescrit en vertu de la disposition 37 du paragraphe 121 (1), l'assureur présente au surintendant une demande d'approbation d'un plan lui permettant d'appliquer pro-

emptying the insurer, in whole or in part, from the applicable provisions for the specified period.

(2) Clause 413.1 (5) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) the plan will permit the applicable provisions of this Act or the regulations to apply to the applicant without any exemption at the end of the period specified in the application;

Commencement

6. This Act comes into force on January 1, 2014.

Short title

7. The short title of this Act is the *Insurance Amendment Act (Risk Classification Systems for Automobile Insurance), 2012*.

gressivement l'augmentation ou la diminution sur la période précisée dans sa demande en le dispensant totalement ou partiellement de se conformer aux dispositions applicables pendant la période précisée.

(2) L'alinéa 413.1 (5) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) le plan permettra que les dispositions applicables de la présente loi ou des règlements s'appliquent à l'auteur de la demande sans aucune dispense à la fin de la période précisée dans la demande;

Entrée en vigueur

6. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2012 modifiant la Loi sur les assurances (systèmes de classement des risques en assurance-automobile)*.



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 46

**An Act to authorize
the expenditure of certain amounts
for the fiscal year ending
March 31, 2012**

The Hon. D. Duncan
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading March 8, 2012
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 46

**Loi autorisant l'utilisation
de certaines sommes
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2012**

L'honorable D. Duncan
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 8 mars 2012
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to authorize
the expenditure of certain amounts
for the fiscal year ending
March 31, 2012**

Preamble

Messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedules are required for the purposes set out in this Act.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Interpretation**1.** In this Act,

“non-cash expense” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*; (“frais hors trésorerie”)

“non-cash investment” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*. (“élément d’investissement hors trésorerie”)

Supply granted**Expenses of the public service**

2. (1) For the period from April 1, 2011 to March 31, 2012, amounts not exceeding a total of \$114,458,134,000 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service, as set out in Schedule A to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Investments of the public service

(2) For the period from April 1, 2011 to March 31, 2012, amounts not exceeding a total of \$3,515,825,000 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments, as set out in Schedule B to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenses of the Legislative Offices

(3) For the period from April 1, 2011 to March 31, 2012, amounts not exceeding a total of \$196,961,600 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices, as set out

**Loi autorisant l’utilisation
de certaines sommes
pour l’exercice se terminant
le 31 mars 2012**

Préambule

Il ressort des messages de l’honorable lieutenant-gouverneur de la province de l’Ontario, accompagnés du budget des dépenses, que les sommes indiquées dans les annexes sont nécessaires aux fins énoncées dans la présente loi.

Pour ce motif, Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«élément d’investissement hors trésorerie» S’entend au sens de la *Loi sur l’administration financière*. («non-cash investment»)

«frais hors trésorerie» S’entend au sens de la *Loi sur l’administration financière*. («non-cash expense»)

Crédits accordés**Dépenses de la fonction publique**

2. (1) Pour la période allant du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, une somme maximale de 114 458 134 000 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre de frais hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux dépenses de la fonction publique, indiquées à l’annexe A de la présente loi, auxquelles il n’est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

(2) Pour la période allant du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, une somme maximale de 3 515 825 000 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre d’élément d’investissement hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments, indiqués à l’annexe B de la présente loi, auxquels il n’est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l’Assemblée

(3) Pour la période allant du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, une somme maximale de 196 961 600 \$ peut être prélevée sur le Trésor et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget sup-

in Schedule C to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenditures of the public service

3. An expenditure in the votes and items of the estimates of the public service may be incurred or recognized by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ending on March 31, 2012, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

Repeal

4. The *Interim Appropriation for 2011-2012 Act, 2010* and the *Supplementary Interim Appropriation Act, 2011* are repealed.

Commencement

5. This Act is deemed to have come into force on April 1, 2011.

Short title

6. The short title of this Act is the *Supply Act, 2012*.

plémentaire des dépenses, aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée, indiquées à l'annexe C de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses de la fonction publique

3. Une dépense figurant aux crédits et postes du budget des dépenses de la fonction publique peut être engagée ou comptabilisée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère auquel a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2012, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique la dépense.

Abrogation

4. La *Loi de 2010 portant affectation anticipée de crédits pour 2011-2012* et la *Loi supplémentaire de 2011 portant affectation anticipée de crédits* sont abrogées.

Entrée en vigueur

5. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2011.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 2012*.

**SUPPLY/CRÉDITS
SCHEDULE/ANNEXE
A**

	2011-12 Estimates		2011-12 Supplementary Estimates			
	<i>Budget des dépenses de 2011-2012</i>		<i>Budget supplémentaire des dépenses 2011-2012</i>			
	Operating	Capital	Operating	Capital	Total	
	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Total</i>	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Aboriginal Affairs	70,957,200	7,401,000	-	-	78,358,200	<i>Affaires autochtones</i>
Agriculture, Food and Rural Affairs	701,211,300	557,699,800	-	-	1,258,911,100	<i>Agriculture, Alimentation et Affaires rurales</i>
Attorney General	1,547,687,000	313,806,600	-	-	1,861,493,600	<i>Procureur général</i>
Cabinet Office	27,235,700	-	-	-	27,235,700	<i>Bureau du Conseil des ministres</i>
Children and Youth Services	4,010,559,900	15,480,200	-	-	4,026,040,100	<i>Services à l'enfance et à la jeunesse</i>
Citizenship and Immigration	168,680,900	2,000	-	-	168,682,900	<i>Affaires civiles et Immigration</i>
Community and Social Services	9,747,805,300	15,001,000	-	-	9,762,806,300	<i>Services sociaux et communautaires</i>
Community Safety and Correctional Services	2,208,861,400	557,056,500	-	-	2,765,917,900	<i>Sécurité communautaire et Services correctionnels</i>
Consumer Services	20,318,000	1,000	-	-	20,319,000	<i>Services aux consommateurs</i>
Economic Development and Trade	331,121,200	1,000	-	-	331,122,200	<i>Développement économique et Commerce</i>
Education	22,554,507,600	1,463,479,800	-	-	24,017,987,400	<i>Éducation</i>
Energy	1,210,352,200	1,000	-	-	1,210,353,200	<i>Énergie</i>
Environment	355,561,900	26,546,300	-	-	382,108,200	<i>Environnement</i>
Finance	2,182,401,500	4,000	-	-	2,182,405,500	<i>Finances</i>
Francophone Affairs, Office of	5,478,800	-	-	-	5,478,800	<i>Office des affaires francophones</i>
Government Services	1,583,601,000	21,113,700	-	-	1,604,714,700	<i>Services gouvernementaux</i>
Health and Long- Term Care	46,325,475,600	1,408,918,300	-	-	47,734,393,900	<i>Santé et Soins de longue durée</i>
Health Promotion and Sport	423,179,400	52,278,900	-	-	475,458,300	<i>Promotion de la santé et Sport</i>
Infrastructure	87,873,900	778,146,200	-	-	866,020,100	<i>Infrastructure</i>
Labour	174,519,200	2,000	-	-	174,521,200	<i>Travail</i>
Lieutenant Governor, Office of the	1,359,100	-	-	-	1,359,100	<i>Bureau du lieutenant- gouverneur</i>
Municipal Affairs and Housing	673,767,800	117,672,600	-	-	791,440,400	<i>Affaires municipales et Logement</i>
Natural Resources	403,287,700	57,193,500	-	-	460,481,200	<i>Richesses naturelles</i>
Northern Development, Mines and Forestry	395,027,000	132,516,300	-	-	527,543,300	<i>Développement du Nord, Mines et Forêts</i>
Premier, Office of the	2,655,300	-	-	-	2,655,300	<i>Cabinet du Premier ministre</i>
Research and Innovation	365,639,000	69,985,000	-	-	435,624,000	<i>Recherche et Innovation</i>
Revenue	2,289,985,400	1,000	-	-	2,289,986,400	<i>Revenu</i>
Tourism and Culture	554,564,600	115,283,000	-	-	669,847,600	<i>Tourisme et Culture</i>
Training, Colleges and Universities	6,912,967,600	278,293,700	-	-	7,191,261,300	<i>Formation, Collèges et Universités</i>
Transportation	1,056,708,400	2,076,898,700	-	-	3,133,607,100	<i>Transports</i>
Total	106,393,350,900	8,064,783,100	-	-	114,458,134,000	<i>Total</i>

**SUPPLY/CRÉDITS
SCHEDULE/ANNEXE
B**

	2011-12 Estimates		2011-12 Supplementary Estimates			
	<i>Budget des dépenses de 2011-2012</i>		<i>Budget supplémentaire des dépenses 2011-2012</i>			
	Operating	Capital	Operating	Capital	Total	
	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Total</i>	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Aboriginal Affairs	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
Agriculture, Food and Rural Affairs	6,100,000	1,000	-	-	6,101,000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
Attorney General	-	4,303,000	-	-	4,303,000	Procureur général
Cabinet Office	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
Children and Youth Services	2,101,000	225,000	-	-	2,326,000	Services à l'enfance et à la jeunesse
Citizenship and Immigration	-	2,000	-	-	2,000	Affaires civiles et Immigration
Community and Social Services	29,304,000	19,823,800	-	-	49,127,800	Services sociaux et communautaires
Community Safety and Correctional Services	16,000	26,678,300	-	-	26,694,300	Sécurité communautaire et Services correctionnels
Consumer Services	1,000	1,000	-	-	2,000	Services aux consommateurs
Economic Development and Trade	101,500,000	1,000	-	-	101,501,000	Développement économique et Commerce
Education	-	720,000	-	-	720,000	Éducation
Energy	-	1,000	-	-	1,000	Énergie
Environment	-	10,449,400	-	-	10,449,400	Environnement
Finance	2,000	652,000	-	-	654,000	Finances
Francophone Affairs, Office of	-	-	-	-	-	Office des affaires francophones
Government Services	15,241,400	257,828,900	-	-	273,070,300	Services gouvernementaux
Health and Long- Term Care	76,985,000	32,057,600	-	-	109,042,600	Santé et Soins de longue durée
Health Promotion and Sport	500,000	-	-	-	500,000	Promotion de la santé et Sport
Infrastructure	-	1,000	-	-	1,000	Infrastructure
Labour	-	4,612,400	-	-	4,612,400	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant- gouverneur
Municipal Affairs and Housing	-	1,000	-	-	1,000	Affaires municipales et Logement
Natural Resources	3,910,000	40,784,000	-	-	44,694,000	Richesses naturelles
Northern Development, Mines and Forestry	404,000	664,335,300	-	-	664,739,300	Développement du Nord, Mines et Forêts
Premier, Office of the	-	-	-	-	-	Cabinet du Premier ministre
Research and Innovation	4,327,000	1,000	-	-	4,328,000	Recherche et Innovation
Revenue	3,801,000	2,318,800	-	-	6,119,800	Revenu
Tourism and Culture	-	4,000	-	-	4,000	Tourisme et Culture
Training, Colleges and Universities	69,450,000	1,000	-	-	69,451,000	Formation, Collèges et Universités
Transportation	5,000	2,137,375,100	-	-	2,137,380,100	Transports
Total	313,647,400	3,202,177,600	-	-	3,515,825,000	Total

**SUPPLY/CRÉDITS
SCHEDULE/ANNEXE
C**

	2011-12 Estimates		2011-12 Supplementary Estimates			
	<i>Budget des dépenses de 2011-2012</i>		<i>Budget supplémentaire des dépenses 2011-2012</i>			
	Operating	Capital	Operating	Capital	Total	
	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Total</i>	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Assembly, Office of the	159,136,900	-	-	-	159,136,900	<i>Bureau de l'Assemblée législative</i>
Auditor General, Office of the	15,821,400	-	-	-	15,821,400	<i>Bureau du vérificateur général</i>
Chief Electoral Officer, Office of the	11,220,900	-	-	-	11,220,900	<i>Bureau du directeur général des élections</i>
Ombudsman Ontario	10,782,400	-	-	-	10,782,400	<i>Ombudsman Ontario</i>
Total	196,961,600	-	-	-	196,961,600	<i>Total</i>



1ST SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

1^{re} SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
61 ELIZABETH II, 2012

Bill 46

*(Chapter 3
Statutes of Ontario, 2012)*

**An Act to authorize
the expenditure of certain amounts
for the fiscal year ending
March 31, 2012**

The Hon. D. Duncan
Minister of Finance

1st Reading	March 8, 2012
2nd Reading	March 21, 2012
3rd Reading	March 21, 2012
Royal Assent	April 24, 2012

Projet de loi 46

*(Chapitre 3
Lois de l'Ontario de 2012)*

**Loi autorisant l'utilisation
de certaines sommes
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2012**

L'honorable D. Duncan
Ministre des Finances

1 ^{re} lecture	8 mars 2012
2 ^e lecture	21 mars 2012
3 ^e lecture	21 mars 2012
Sanction royale	24 avril 2012



**An Act to authorize
the expenditure of certain amounts
for the fiscal year ending
March 31, 2012**

Preamble

Messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedules are required for the purposes set out in this Act.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Interpretation**1.** In this Act,

“non-cash expense” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*; (“frais hors trésorerie”)

“non-cash investment” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*. (“élément d’investissement hors trésorerie”)

Supply granted**Expenses of the public service**

2. (1) For the period from April 1, 2011 to March 31, 2012, amounts not exceeding a total of \$114,458,134,000 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service, as set out in Schedule A to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Investments of the public service

(2) For the period from April 1, 2011 to March 31, 2012, amounts not exceeding a total of \$3,515,825,000 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments, as set out in Schedule B to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenses of the Legislative Offices

(3) For the period from April 1, 2011 to March 31, 2012, amounts not exceeding a total of \$196,961,600 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices, as set out

**Loi autorisant l’utilisation
de certaines sommes
pour l’exercice se terminant
le 31 mars 2012**

Préambule

Il ressort des messages de l’honorable lieutenant-gouverneur de la province de l’Ontario, accompagnés du budget des dépenses, que les sommes indiquées dans les annexes sont nécessaires aux fins énoncées dans la présente loi.

Pour ce motif, Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«élément d’investissement hors trésorerie» S’entend au sens de la *Loi sur l’administration financière*. («non-cash investment»)

«frais hors trésorerie» S’entend au sens de la *Loi sur l’administration financière*. («non-cash expense»)

Crédits accordés**Dépenses de la fonction publique**

2. (1) Pour la période allant du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, une somme maximale de 114 458 134 000 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre de frais hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux dépenses de la fonction publique, indiquées à l’annexe A de la présente loi, auxquelles il n’est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

(2) Pour la période allant du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, une somme maximale de 3 515 825 000 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre d’élément d’investissement hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments, indiqués à l’annexe B de la présente loi, auxquels il n’est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l’Assemblée

(3) Pour la période allant du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, une somme maximale de 196 961 600 \$ peut être prélevée sur le Trésor et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget sup-

in Schedule C to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenditures of the public service

3. An expenditure in the votes and items of the estimates of the public service may be incurred or recognized by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ending on March 31, 2012, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

Repeal

4. The *Interim Appropriation for 2011-2012 Act, 2010* and the *Supplementary Interim Appropriation Act, 2011* are repealed.

Commencement

5. This Act is deemed to have come into force on April 1, 2011.

Short title

6. The short title of this Act is the *Supply Act, 2012*.

plémentaire des dépenses, aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée, indiquées à l'annexe C de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses de la fonction publique

3. Une dépense figurant aux crédits et postes du budget des dépenses de la fonction publique peut être engagée ou comptabilisée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère auquel a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2012, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique la dépense.

Abrogation

4. La *Loi de 2010 portant affectation anticipée de crédits pour 2011-2012* et la *Loi supplémentaire de 2011 portant affectation anticipée de crédits* sont abrogées.

Entrée en vigueur

5. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2011.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 2012*.

**SUPPLY/CRÉDITS
SCHEDULE/ANNEXE**

A

	2011-12 Estimates		2011-12 Supplementary Estimates			
	<i>Budget des dépenses de 2011-2012</i>		<i>Budget supplémentaire des dépenses 2011-2012</i>			
	Operating	Capital	Operating	Capital	Total	
	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Total</i>	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Aboriginal Affairs	70,957,200	7,401,000	-	-	78,358,200	Affaires autochtones
Agriculture, Food and Rural Affairs	701,211,300	557,699,800	-	-	1,258,911,100	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
Attorney General	1,547,687,000	313,806,600	-	-	1,861,493,600	Procureur général
Cabinet Office	27,235,700	-	-	-	27,235,700	Bureau du Conseil des ministres
Children and Youth Services	4,010,559,900	15,480,200	-	-	4,026,040,100	Services à l'enfance et à la jeunesse
Citizenship and Immigration	168,680,900	2,000	-	-	168,682,900	Affaires civiques et Immigration
Community and Social Services	9,747,805,300	15,001,000	-	-	9,762,806,300	Services sociaux et communautaires
Community Safety and Correctional Services	2,208,861,400	557,056,500	-	-	2,765,917,900	Sécurité communautaire et Services correctionnels
Consumer Services	20,318,000	1,000	-	-	20,319,000	Services aux consommateurs
Economic Development and Trade	331,121,200	1,000	-	-	331,122,200	Développement économique et Commerce
Education	22,554,507,600	1,463,479,800	-	-	24,017,987,400	Éducation
Energy	1,210,352,200	1,000	-	-	1,210,353,200	Énergie
Environment	355,561,900	26,546,300	-	-	382,108,200	Environnement
Finance	2,182,401,500	4,000	-	-	2,182,405,500	Finances
Francophone Affairs, Office of	5,478,800	-	-	-	5,478,800	Office des affaires francophones
Government Services	1,583,601,000	21,113,700	-	-	1,604,714,700	Services gouvernementaux
Health and Long- Term Care	46,325,475,600	1,408,918,300	-	-	47,734,393,900	Santé et Soins de longue durée
Health Promotion and Sport	423,179,400	52,278,900	-	-	475,458,300	Promotion de la santé et Sport
Infrastructure	87,873,900	778,146,200	-	-	866,020,100	Infrastructure
Labour	174,519,200	2,000	-	-	174,521,200	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	1,359,100	-	-	-	1,359,100	Bureau du lieutenant- gouverneur
Municipal Affairs and Housing	673,767,800	117,672,600	-	-	791,440,400	Affaires municipales et Logement
Natural Resources	403,287,700	57,193,500	-	-	460,481,200	Richesses naturelles
Northern Development, Mines and Forestry	395,027,000	132,516,300	-	-	527,543,300	Développement du Nord, Mines et Forêts
Premier, Office of the	2,655,300	-	-	-	2,655,300	Cabinet du Premier ministre
Research and Innovation	365,639,000	69,985,000	-	-	435,624,000	Recherche et Innovation
Revenue	2,289,985,400	1,000	-	-	2,289,986,400	Revenu
Tourism and Culture	554,564,600	115,283,000	-	-	669,847,600	Tourisme et Culture
Training, Colleges and Universities	6,912,967,600	278,293,700	-	-	7,191,261,300	Formation, Collèges et Universités
Transportation	1,056,708,400	2,076,898,700	-	-	3,133,607,100	Transports
Total	106,393,350,900	8,064,783,100	-	-	114,458,134,000	Total

**SUPPLY/CRÉDITS
SCHEDULE/ANNEXE
B**

	2011-12 Estimates		2011-12 Supplementary Estimates			
	<i>Budget des dépenses de 2011-2012</i>		<i>Budget supplémentaire des dépenses 2011-2012</i>			
	Operating	Capital	Operating	Capital	Total	
	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Total</i>	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Aboriginal Affairs	-	-	-	-	-	<i>Affaires autochtones</i>
Agriculture, Food and Rural Affairs	6,100,000	1,000	-	-	6,101,000	<i>Agriculture, Alimentation et Affaires rurales</i>
Attorney General	-	4,303,000	-	-	4,303,000	<i>Procureur général</i>
Cabinet Office	-	-	-	-	-	<i>Bureau du Conseil des ministres</i>
Children and Youth Services	2,101,000	225,000	-	-	2,326,000	<i>Services à l'enfance et à la jeunesse</i>
Citizenship and Immigration	-	2,000	-	-	2,000	<i>Affaires civiles et Immigration</i>
Community and Social Services	29,304,000	19,823,800	-	-	49,127,800	<i>Services sociaux et communautaires</i>
Community Safety and Correctional Services	16,000	26,678,300	-	-	26,694,300	<i>Sécurité communautaire et Services correctionnels</i>
Consumer Services	1,000	1,000	-	-	2,000	<i>Services aux consommateurs</i>
Economic Development and Trade	101,500,000	1,000	-	-	101,501,000	<i>Développement économique et Commerce</i>
Education	-	720,000	-	-	720,000	<i>Éducation</i>
Energy	-	1,000	-	-	1,000	<i>Énergie</i>
Environment	-	10,449,400	-	-	10,449,400	<i>Environnement</i>
Finance	2,000	652,000	-	-	654,000	<i>Finances</i>
Francophone Affairs, Office of	-	-	-	-	-	<i>Office des affaires francophones</i>
Government Services	15,241,400	257,828,900	-	-	273,070,300	<i>Services gouvernementaux</i>
Health and Long- Term Care	76,985,000	32,057,600	-	-	109,042,600	<i>Santé et Soins de longue durée</i>
Health Promotion and Sport	500,000	-	-	-	500,000	<i>Promotion de la santé et Sport</i>
Infrastructure	-	1,000	-	-	1,000	<i>Infrastructure</i>
Labour	-	4,612,400	-	-	4,612,400	<i>Travail</i>
Lieutenant Governor, Office of the	-	-	-	-	-	<i>Bureau du lieutenant- gouverneur</i>
Municipal Affairs and Housing	-	1,000	-	-	1,000	<i>Affaires municipales et Logement</i>
Natural Resources	3,910,000	40,784,000	-	-	44,694,000	<i>Richesses naturelles</i>
Northern Development, Mines and Forestry	404,000	664,335,300	-	-	664,739,300	<i>Développement du Nord, Mines et Forêts</i>
Premier, Office of the	-	-	-	-	-	<i>Cabinet du Premier ministre</i>
Research and Innovation	4,327,000	1,000	-	-	4,328,000	<i>Recherche et Innovation</i>
Revenue	3,801,000	2,318,800	-	-	6,119,800	<i>Revenu</i>
Tourism and Culture	-	4,000	-	-	4,000	<i>Tourisme et Culture</i>
Training, Colleges and Universities	69,450,000	1,000	-	-	69,451,000	<i>Formation, Collèges et Universités</i>
Transportation	5,000	2,137,375,100	-	-	2,137,380,100	<i>Transports</i>
Total	313,647,400	3,202,177,600	-	-	3,515,825,000	<i>Total</i>

**SUPPLY/CRÉDITS
SCHEDULE/ANNEXE
C**

	2011-12 Estimates		2011-12 Supplementary Estimates			
	<i>Budget des dépenses de 2011-2012</i>		<i>Budget supplémentaire des dépenses 2011-2012</i>			
	Operating	Capital	Operating	Capital	Total	
	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Total</i>	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Assembly, Office of the	159,136,900	-	-	-	159,136,900	<i>Bureau de l'Assemblée législative</i>
Auditor General, Office of the	15,821,400	-	-	-	15,821,400	<i>Bureau du vérificateur général</i>
Chief Electoral Officer, Office of the	11,220,900	-	-	-	11,220,900	<i>Bureau du directeur général des élections</i>
Ombudsman Ontario	10,782,400	-	-	-	10,782,400	<i>Ombudsman Ontario</i>
Total	196,961,600	-	-	-	196,961,600	<i>Total</i>

